

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°292

JUILLET 2009

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

JUILLET 2009

- ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES ET LÉGISLATIVES AU KURDISTAN D'IRAK
- TURQUIE : DÉSISTEMENT GÉNÉRAL DES SOCIÉTÉS EUROPÉENNES FINANÇANT LE BARRAGE D'ILSU
- IRAN : LE POUVOIR DÉSAVOUÉ PAR LES CERCLES RELIGIEUX DE QUM
- TURQUIE : LE GOUVERNEMENT ANNONCE UN « PLAN » POUR RÉSOUDRE LA QUESTION KURDE

ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES ET LÉGISLATIVES AU KURDISTAN D'IRAK

Le 25 juillet, des élections législatives et présidentielles se sont tenues dans les trois gouvernorats formant la Région fédérée du Kurdistan d'Irak. La campagne électorale qui s'est déroulée sur plus d'un mois a été très festive, avec de grandes réunions publiques, des concerts ainsi que des débats à la télévision. Toutes les sensibilités politiques, ethniques, religieuses et linguistiques ont pu, à travers les partis les représentant, s'exprimer librement, et mener campagne pour convaincre les électeurs de voter en leur faveur.

Dans l'ensemble, on n'a noté aucun incident pendant la cam-

pagne, malgré le climat passionnel dans lequel les supporters du parti de Jalal Talabani et ceux de Nawshirwan Mustafa avaient fait campagne pour leur candidat respectif, surtout à Suleïmanieh. Les élections, suivies par environ 17 000 observateurs dont ceux de l'Union européenne et de la Ligue arabe, se sont déroulées pacifiquement et, de l'avis général des observateurs, elles ont été transparentes et sincères, même si ça et là, il y a pu avoir quelques suspicions d'irrégularités. Mais la Haute Commission électorale irakienne, qui a diligenté des enquêtes sur 300 bureaux de vote (sur un total de 5300) a déclaré que le nombre de ces infractions, à un niveau très local, s'est finalement avéré mini-

me et ne peut en aucun cas avoir influé sur les résultats finaux. Le représentant de la Ligue arabe, sur place a loué lui aussi le bon déroulement des élections, en les présentant comme "les plus transparentes d'Irak".

Les résultats officiels, tels qu'ils ont été rendus publics, par la Haute Commission électorale, sont comme suit :

La participation a été de 78.5 %.

- Aux législatives, la liste Kurdistanî (PDK de Barzani + UPK de Talabani) remporte la majorité à 57.34% des voix.
- La liste du Changement (Gorran) de Nawshirwan

Mustafa obtient 23.75%.

- La Liste du Service et de la Réforme (une coalition de 2 petits partis de gauche et d'islamistes) : 12.8%.
- La Liste turkmène : 0.99 %
- Le Parti communiste du Kurdistan : 0.82%.
- Le Mouvement islamique : 1.45%.

Le président sortant, Massoud Barzani, est réélu avec 69.57%.

Le Dr. Kamal Mirawdali, un candidat indépendant résidant à Londres, et soutenu par la liste Gorran, obtient 25.32%.

Halo Ibrahim Ahmed (beau-frère de Talabani, dissident de l'UPK) : 1.4%
et Husein Garmiyani, un homme d'affaires : 0.59 %.

Les islamistes sont en recul par rapport aux dernières élections, n'obtenant que 12 sièges tout en étant alliés avec des partis d'extrême-gauche (Liste du Service et de la réforme). En 2005, l'Union islamique du Kurdistan avait obtenu 9 sièges et la Ligue islamique 6. S'étant coalisés avec deux partis de gauche, ils n'obtiennent que 12 sièges, alors que si l'on additionne tous les sièges que détenaient les 4 partis (qui n'étaient pas alliés alors) en 2005, on arrivait à un total de 18. Par ailleurs, étant donné le caractère hétéroclite de cette coalition, il n'est pas du tout sûr que ces députés aient un vote unanime par la suite sur les questions sociales, juridiques et civiles.

La liste Kurdistani garde 63 sièges et Gorran 23 sièges. Les sièges restant (sur 111) sont réservés aux minorités chrétiennes et turkmènes, comme prévu. Si l'on regarde les scores locaux, on voit que Gorran fait une grosse percée dans la province de Suleymanieh avec 42% des votes, contre 36% pour la Liste Kurdistani (c'est-à-dire l'UPK dans cette ville où le PDK a très peu d'influence) et le Service et la Réforme 15%. Le parti de Jalal Talabani essuie donc une sérieuse défaite dans son fief.

A Erbil (Hewlêr) province mixte PDK-UPK, les Kurdistani font 65%, Gorran 17 %, le Service et la Réforme 10%. Par contre, dans la province de Duhok, traditionnellement PDK, la Liste Kurdistani rafle 78% des votes et Gorran arrive derrière le Service et la Réforme avec respectivement 3% et 9%, ce qui confirme bien que la montée de Gorran est essentiellement une opposition interne à l'UPK qui ne touche pas, pour le moment, les votes du PDK.

Pour les présidentielles, Massoud Barzani est réélu à 93% à Duhok, à 68% à Erbil (Hewlêr) un chiffre très proche, à 3% près, des résultats de sa liste législative dans cette province, ce qui indique que les électeurs d'Erbil qui ont voté Gorran ou le Service et la Réforme ont dû reporter leur voix, probablement sur le candidat alternatif Kamal Mirawdali qui reçoit pour la totalité de la Région 27% des voix).

À Suleymanieh, il est à noter que

Massoud Barzani fait 46%, alors que c'est dans cette province que l'opposition à la liste Kurdistani a été la plus forte. Cela signifie que 10% d'électeurs qui n'ont pas voté Kurdistani pour les législatives ont cependant voté pour Massoud Barzani, sans doute les électeurs des petits partis religieux ou de gauche.

À peine réélu, Massoud Barzani a annoncé, après la venue du Secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, que le Premier ministre d'Irak Nouri al-Maliki avait été invité au Kurdistan *"pour discuter et régler tous les problèmes entre nous et Bagdad. Nous avons dit aux Américains qu'il fallait régler les problèmes en suspens avec Bagdad selon la Constitution."*

En effet, les dernières propositions de l'ONU sur un partage du pouvoir à Kirkouk, sans tenir compte des futures élections du conseil provincial, a essuyé un refus de la part du président kurde qui a qualifié les solutions onusiennes *"d'irréalistes"*, bien qu'appuyées par les Etats-Unis : *"Nous n'accepterons aucune alternative à l'article 140, que cela vienne des Nations Unies ou de quiconque"*, a répété le président Barzani.

Au sujet du report dans le temps du référendum kurde sur la nouvelle constitution, initialement prévu le 25 juillet, le même jour que les élections, Massoud Barzani a indiqué l'avoir accepté à la requête du vice-président des USA Joseph R. Biden Jr. *"et d'autres responsables américains"*, pour cause de *"calendrier inapproprié"*.

TURQUIE : DÉSISTEMENT GÉNÉRAL DES SOCIÉTÉS EUROPÉENNES FINANÇANT LE BARRAGE D'ILISU

La Suisse, l'Allemagne et l'Autriche avaient déjà annoncé l'abandon définitif de leur soutien financier à la construction du barrage d'Ilisu, devant noyer cette vallée ainsi que la ville de Hasankeyf, riche en vestiges

antiques et médiévaux. Au début du mois, l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (SERV) qui s'est définitivement retirée. Au total, c'est un apport de 225 millions de francs que les sociétés suisses Alstom Suisse, Maggia, Stucki et Colenco retirent du pro-

jet, et les 531 millions qui devaient être alloués par tous les investisseurs européens font maintenant défaut au projet de barrage.

Ce retrait de la SERV n'est pas une surprise, après l'ultimatum de six mois que l'Assurance suisse avait

signifié à la Turquie, afin que cette dernière apporte des garanties suffisantes pour que les conséquences du barrage, sur les populations déplacées, qui devaient être dédommagées et relogées de façon équitable, ainsi que les perturbations écologiques, répondent aux critères internationaux (150) de façon satisfaisante. La SERV a reconnu des « progrès », mais insuffisants pour se maintenir dans le projet. Le délai a expiré le 6 juillet à minuit.

Cette décision a été saluée comme une grande victoire par des ONG et des élus suisses comme Marlies Bänziger (Verts) : « *Ce non à Ilisu est un oui à la protection de l'environnement, un oui au respect des minorités et aux standards sociaux.* »

Doris Leuthard, qui dirige le département fédéral de l'Économie, a parlé de « décision très difficile » en indiquant que le ministre turc des Affaires étrangères, Ali Baba Can, avait été quelques mois auparavant averti de l'issue la plus probable du dossier

Malgré le manque à gagner les entreprises suisses impliquées n'ont pas critiqué une telle décision, qu'ils jugent eux-mêmes inévitable. Au sein de la Commission de l'économie et des redevances, Christophe Darbellay avance des arguments de principe : « *La Suisse s'est beaucoup engagée pour rendre ce projet possible mais il était impossible de faire autrement. L'économie sans morale et sans éthique n'est pas défendable.* »

Bien évidemment, la Turquie a exprimé officiellement sa désapprobation, en affirmant pour-suivre coûte que coûte la construc-

tion du barrage. Certains avancent l'hypothèse que des entreprises chinoises ou russes, venant de pays moins scrupuleux en matière d'écologie et de dommages humains, pourraient reprendre le projet. Le ministre turc de l'Environnement a ainsi déclaré : « *La Turquie considère le projet de barrage d'Ilisu comme une pièce maîtresse de ses projets en Anatolie et comme un fer de lance du développement social, et nous aimerions souligner que notre détermination à construire le barrage d'Ilisu ne faiblit pas.* »

En décembre dernier, les travaux commencés en août 2008 avaient été gelés lorsque les assureurs Euler Hermes, Österreichische Kontrollbank et Schweizerische Exportrisikoversicherung – avaient déclaré, dans un communiqué commun, que « Les conditions contractuelles convenues concernant l'environnement, le patrimoine culturel et des relogements n'ont pu être remplies.

Au sein même de la société turque, des voix diverses se font entendre pour la préservation du site de Hasankeyf, comme les deux écrivains Yaşar Kemal et Orhan Pamuk.

L'Irak, qui souffre déjà d'une grave sécheresse, avait lui aussi demandé aux sociétés européennes de se retirer du projet. Le gouvernement de Bagdad a par ailleurs demandé la tenue d'« une réunion urgente en présence des ministres et des experts des trois pays concernés en août prochain pour discuter du partage de l'eau et de la fluctuation des débits en Irak », en raison du débit dramatiquement bas de l'Euphrate, notamment dans les

régions frontalières avec la Syrie, où l'on enregistre une chute de 250 m³/s, malgré l'ouverture, en juin dernier, des vannes des barrages turcs, pour faire remonter le débit à 570 m³/s, en promettant qu'en juillet, il s'élèverait jusqu'à 715 m³/seconde. Le ministre des Ressources hydrauliques de l'Irak a indiqué pour sa part que son pays avait besoin d'un débit « *d'au moins 500 m³/s pour couvrir 50% des besoins d'eau pour l'irrigation* » à partir de l'Euphrate.

Depuis deux ans, une sécheresse importante, ayant pour cause l'insuffisance des précipitations annuelles provoque un exode rural en Irak, notamment celui des « Arabes des marais », au sud : « *Quatre-vingt familles ont récemment quitté le marais de Abou Zark à l'est de Nassiriyah, dans le sud du pays* », a ainsi déclaré à l'AFP Ali Radad, responsable des projets agricoles dans la province de Dhi Qar.

Jamal Al-Batikh, membre de la Commission parlementaire irakienne de l'Eau et de l'Agriculture, y voit aussi le traditionnel moyen de pression qu'utilise la Turquie contre les pays voisins qu'elle accuse d'abriter le PKK, la Syrie jusqu'en 1999 et maintenant l'Irak. En représailles, les députés irakiens ont refusé de ratifier un accord commercial qui avait été conclu avec le président turc, Abdullah Gül en avril 2009, comme l'a expliqué un député irakien du parti Fadila, Karim al-Yaacoubi : « Les députés refusent de ratifier cet accord tant qu'une clause n'est pas ajoutée pour assurer à l'Irak sa part de l'eau. »

IRAN :

LE POUVOIR DÉSAVOUÉ PAR LES RELIGIEUX DE QOM



n Iran, la contestation ne faiblit pas, les manifestations se succédant à la fois pour dénoncer les élections de juin et main-

tenant aussi pour célébrer la mémoire des victimes ou réclamer la libération des prisonniers. Ainsi, le 15 juillet, 3000 personnes ont ainsi défilé à Saadat Abad. Mais le mou-

vement s'étend bien au-delà de la capitale puisque le même jour, dans la ville kurde de Kermanschah, 6000 personnes ont rendu hommage à un étudiant kurde, Kianoosh Assa, ori-

ginaire de la ville, qui a succombé sous la torture. La foule a été violemment malmenée par les forces de l'ordre.

Les régions kurdes connaissent ainsi un redoublement des persécutions, la répression des manifestations venant s'ajouter aux emprisonnements et exécutions habituelles pour opinions politiques ou religieuses, et activisme en faveur des droits de l'homme et du féminisme.

Le 15 juillet, un Ahl-é Haqq (minorité religieuse kurde non musulmane) a été ainsi exécuté dans la prison principale d'Ourmiah. Younes Aghayan, originaire de Miandoab, avait été accusé d'être un « ennemi de Dieu », chef d'accusation qui fait encourir la peine capitale, ce qui a finalement été le cas pour ce prisonnier, qui était détenu depuis cinq ans.

Un autre prisonnier kurde condamné à mort, le journaliste Adnan Hassanpour, après que la première sentence a été cassée l'année dernière, a été rejugé et condamné à dix ans de prison par le tribunal de Sanandadj. Reporters sans frontières dénonce « le jugement comme étant absurde et sans fondement » et réclame sa libération immédiate.

Le 16 juillet 2007, Adnan Hassanpour avait été condamné à mort par le tribunal révolutionnaire de Mariwan, pour « actions subversives contre la sécurité nationale, espionnage et propagande séparatiste ». Après la confirmation de cette sentence en appel le 22 octobre 2007, la Cour suprême de Téhéran a cassé le jugement en août dernier pour vice de procédure, considérant que Hassanpour n'était pas un « ennemi de Dieu » (mohareb), ce qui lui évitait donc la peine capitale.

Le détenu a donc été rejugé par le

tribunal ordinaire de Sanandadj. Après avoir été entendu deux fois par les juges, le 6 septembre 2008 et le 30 janvier 2009, il vient donc d'être condamné à dix ans de prison. Adnan Hassanpour est actuellement toujours détenu à Sanandadj.

Un autre journaliste kurde, Hiwa Botimar, arrêté pour « détention et vente d'armes » a été condamné à onze ans de prison.

Leur avocat dénonce la disproportion des peines et va faire appel.

Pendant ce temps, à Téhéran, les dirigeants et les leaders de la contestation s'affrontent verbalement. Mir Hossein Moussavi est ainsi qualifié d'agent des USA et de « crimes contre la nation » par l'entourage du Guide suprême.

« On doit se demander si ces actions sont une réponse aux instructions des autorités américaines » a ainsi déclaré Hossein Shariatmadari, dans un éditorial du journal conservateur Kayhan. Ce conseiller proche de l'ayatollah Khamenei accuse Mousavi du « meurtre d'innocents, d'avoir incité aux émeutes, de coopérer avec des étrangers et d'agir comme une cinquième colonne dans le pays pour le compte des Américains. Il réclame son jugement ainsi que celui de l'ex-président Mohammad Khatami pour « crimes horribles et trahison » en affirmant détenir des « documents irréfutables » étayant ses accusations.

Après l'arrestation et le procès de Mohammad Ali Abtahi, un proche du candidat malheureux à l'élection présidentielle, Mehdi Karroubi, qui s'est publiquement livré, comme beaucoup de prisonniers politiques à des « aveux et une repentance publiques » digne des grands procès staliniens, d'autres personnalités politiques ou des journalistes sont détenus et menacés de procès à leur tour

pour « atteinte à la sécurité nationale ».

L'avocat du journaliste Maziar Bahari, Saleh Nikbakht, dénonce les conditions de ces arrestations et l'impossibilité pour la défense de voir ses clients : « Bahari est accusé d'agir contre la sécurité nationale et je n'ai pas encore pu le rencontrer, bien que m'étant rendu plusieurs fois au bureau du procureur. » Ce même avocat défend un certain nombre de réformistes, anciens responsables au gouvernement de Khatami, emprisonnés depuis le 12 juin dernier, faisant tous face au même chef d'accusation : l'ancien adjoint du ministère des Affaires étrangères, Mohsen Amizadeh, l'ancien porte-parole du gouvernement Abdollah Ramezanzadeh, l'ancien adjoint au ministère de l'Économie, Mohsen Safai-Farahani, l'ancien vice-président Mohammad Ali Abtahi et Behzad Nabavi, ancien adjoint à la présidence du parlement entre 2000 et 2004.

« Je n'ai pu voir aucun d'entre eux et ni Safai-Farahani ni Nabavi ont pu avoir des contacts avec leurs familles » déplore Saleh Nikbakht.

En plus de Maziar Bahari, de nationalité irano-canadienne, détenu depuis le 21 juin, les autorités ont arrêté Jason Fowden, de nationalité gréco-britannique, du Washington Times et expulsé Jon Leyne de la BBC.

Mais la répression au sein des réformistes n'empêche pas la contestation de s'étendre dans les cercles les plus inattendus du pouvoir iranien. Ainsi, le 5 juillet, le groupe le plus important des dirigeants religieux en Iran, l'Association des chercheurs et enseignants de Qom, a qualifié les élections de juin et le gouvernement d'« illégitimes », dans une déclaration commune, ce qui constitue un acte de défiance et un camouflet envers le Guide suprême.

me, Ali Khamenei qui, dès le début, a soutenu le président sortant Mahmoud Ahmadinejad.

« Cette fissure dans l'establishment clérical et le fait qu'ils se rangent aux côtés du peuple et de Moussavi et, de mon point de vue, la plus grande fissure historique au cours des trente années de pouvoir de la République islamique », estime Abbas Milani, directeur du département des Études iraniennes de l'université de Stanford. « Rappelons qu'ils

s'opposent à une élection validée et sanctifiée par Khamenei. »

Cette déclaration est survenue un jour après que Hossein Moussavi a publié sur son site Web des documents détaillant une campagne frauduleuse par les partisans du président et notamment d'avoir imprimé plus de 20 millions de bulletins avant le vote et d'en avoir bourré les urnes.

Jusqu'ici, les puissants clercs de

Qom étaient restés silencieux sur le conflit opposant la rue iranienne au gouvernement. Leur prise de position peut être vue comme un soutien ouvert à Moussavi, Khatami et Karroubi, tous trois accusés de trahison par les milieux du pouvoir et menacés d'arrestations, alors que cette association n'avait soutenu officiellement aucun candidat aux élections, s'étant simplement borné à réclamer leur annulation en raison de la contestation des électeurs.

TURQUIE : LE GOUVERNEMENT ANNONCE UN « PLAN » POUR RÉSOUDRE LA QUESTION KURDE

Le 22 juillet, le Premier Ministre turc Recep Tayyip Erdogan a annoncé vouloir mettre en place un « processus d'ouverture » afin de résoudre la question kurde, avec la mise en place d'un « plan » dont on ne connaît pour le moment que les grandes lignes. Les partis de l'opposition nationaliste, comme le CHP et le MHP ont bien sûr critiqué la déclaration qui a eu un accueil plus favorable du DTP, le parti pro-kurde, qui a jugé ce pas « tardif, mais prometteur », ainsi que d'autres acteurs politiques et militants comme certains syndicats et ONG.

L'opposition nationaliste a accru ses critiques au fur et à mesure que les intentions du gouvernement se précisaient. Le leader du parti d'extrême-droite (MHP), Devlet Bahçeli a accusé les dirigeants AKP de « légitimer le séparatisme ethnique du PKK » et de menacer « l'existence nationale de la Turquie ». Le CHP, parti de gauche laïque dont la ligne politique est devenue de plus en plus nationaliste sous la direction de

Deniz Baykal, a lui aussi averti que de telles avancées pouvaient « nuire à l'unité de l'État ».

Ce plan prévoit des propositions déjà faites par le gouvernement AKP et relativement consensuelles, comme le développement économique des régions kurdes mais aussi d'autres plus polémique, comme l'enseignement du kurde en option dès l'école primaire ou la remise en cause de l'identité ethnique turque comme partie intégrante de la citoyenneté (art. 66 de la Constitution).

Parallèlement, le leader du PKK, Abdullah Öcalan avait annoncé également préparer un plan de résolution de la question kurde, devant être révélé le 15 août prochain date anniversaire du début des combats du PKK, ce qui fait dire à des observateurs politiques qu'Erdogan a peut-être eu l'intention de prendre de vitesse le PKK. Murat Karayilan est en tout cas resté prudent dans ses déclarations, réaffirmant, sans surprise, que la question kurde ne pouvait être séparée de la libération d'Öcalan et que le parti attendait le plan de son dirigeant.

Au sein du DTP et de ses sympathisants, les réactions ont été plus variées. Certains députés, comme Ahmet Türk, le chef du groupe DTP au Parlement, ou Akin Birdal, ancien président de la Ligue des droits de l'homme en Turquie ou Aysel Tugluk, ancienne avocate d'Öcalan, jugent que le « geste » d'Erdogan peut être une chance à saisir pour un règlement pacifique du conflit. Une aile plus radicale de ce parti, avec des voix telles que celle de Selahattin Demirtas, se modèle plus sur la position du PKK en refusant de dissocier la paix du sort d'Öcalan. Dans le même temps, Ahmet Türk a appelé le gouvernement à cesser les opérations militaires contre le PKK afin de « prouver sa sincérité » dans sa volonté de négocier, alors que la Turquie a réitéré sa demande auprès de l'Irak et des États-Unis d'obtenir des « résultats concrets » pour éradiquer le PKK de ses bases de Qandil, lors d'une réunion tripartite. Le 15 juillet, les forces armées du PKK ont annoncé qu'ils prolongeaient leur cessez-le-feu jusqu'au 1^{er} septembre.

Iran : des ayatollahs contre M. Ahmadinejad

Les autorités confirment la victoire du président sortant au scrutin du 12 juin
Nombre de grands dignitaires religieux prennent le parti de l'opposition

Cette fois, c'est définitif. Le président Mahmoud Ahmadinejad, dont la réélection contestée le 12 juin a donné lieu à des manifestations comme l'Iran n'en avait jamais connu en trente ans de République islamique, a été déclaré officiellement vainqueur, lundi 29 juin dans la soirée, par le Conseil des gardiens de la Constitution. Et ce, au terme d'un recomptage partiel de 10 % des voix « au hasard », censé mettre un terme aux accusations de fraude, mais que les deux candidats malheureux à l'élection, Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karubi, soutenus par les réformateurs, avaient préféré ignorer, réclamant un nouveau scrutin. « Ce président élu par la tricherie est illégitime » sera leur seul commentaire.

Vainqueur de cette longue bataille juridico-électorale, M. Ahmadinejad, et les dizaines de milliers de miliciens à sa solde, qui depuis plusieurs jours ont pratiquement mis Téhéran et les grandes villes iraniennes en état de siège, a aussi gagné, à l'évidence, la bataille de la rue. Mais qu'en est-il de celle de la « légitimité » ? Et là, ce président, pieux jusqu'à se dire visionnaire, qui veut, dit-il, ramener la révolution de 1979 à la pureté de ses principes de justice sociale d'origine, a beaucoup perdu. Et avec lui, son mentor désormais affiché, le Guide suprême Ali Khamenei, qui a mis

Une enquête officielle sur la mort de la jeune Neda

Le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, a demandé, lundi 29 juin, une enquête judiciaire sur la mort d'une étudiante de 26 ans, Neda Agha-Soltan, tuée par balles lors d'une manifestation le 20 juin à Téhéran. La jeune femme, dont les images de l'agonie en pleine rue ont circulé sur internet, est devenue le symbole de la contestation. M. Ahmadinejad accuse les médias étrangers, l'opposition et les ennemis de l'Iran d'utiliser l'affaire pour salir son pays.

tout son poids dans la balance.

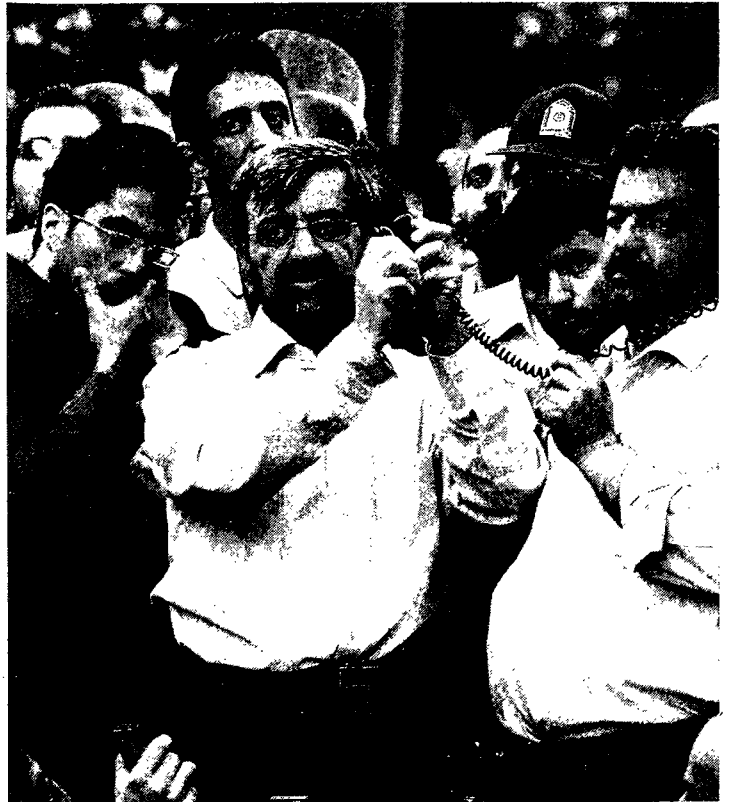
Les partisans de M. Moussavi, faute de pouvoir se faire entendre, ont « ciblé » des actions symboliques, pour montrer, nous confiera l'un d'eux par téléphone, « le vrai visage de ce pouvoir fondamentaliste qui respecte peu les valeurs révolutionnaires qu'il affiche et dont il ne fait que se servir ». Il y a quelques jours, les contestataires ont tenté de marcher devant le Parlement, symbole des principes démocratiques contenus dans la Constitution. Et la police a chargé.

Dimanche, plusieurs milliers (de 3 000 à 5 000) se sont réunis à la mosquée Ghoba, au nord de Téhéran, pour honorer la mémoire de celui qui fut, avec l'imam Khomeyni, le grand architecte de la révolution, l'ayatollah Behehti, mort dans un attentat le 28 juin 1981. Un des plus importants « martyrs » du lourd panthéon de héros révolutionnaires iraniens. Et là aussi la police a chargé.

Le fils cadet de l'ayatollah, Ali Reza Behehti, aura cependant le temps de lire une lettre ouverte à son père. Qu'y disait-il ? « *Ton ombre plane au-dessus de ma tête et le chagrin m'étreint. Ton héritage a été dispersé au vent, ô, mon père, et cela ravive la douleur du deuil. Vois-tu comment à présent par le mensonge, l'hypocrisie et la force on essaye de nous spolier de nos manifestations (...)? Sous prétexte de défendre l'islamité du régime, ils ont sacrifié la République que toi et l'imam Khomeyni aviez construite après des années de lutte. Ils ont volé la victoire du peuple.* »

Pas de légitimité démocratique : il y a eu 2 000 arrestations en Iran depuis le 12 juin, sans motif justifié, des journalistes, des étudiants et des politiciens « muselés ». Une légitimité révolutionnaire contestée : même la famille du fondateur Khomeyni a donné son soutien tacite à M. Moussavi. Et le petit fils de l'imam, Hassan, curateur du mausolée de son grand-père, a proposé, si besoin était, d'abriter un sit-in populaire auprès du tombeau.

Reste la légitimité religieuse. Et



Ali Reza Behehti, fils de l'ayatollah Behehti, figure de proue de la révolution islamique, prend la parole, dimanche, lors d'un rassemblement devant la mosquée Ghoba, à Téhéran. AP

là aussi, M. Ahmadinejad et surtout Ali Khamenei, devenu « aya-

Le président et le Guide ont perdu toute aura auprès des grands ayatollahs marjas de Qom, la ville sainte

...tollah en une nuit », disent ses critiques, lors de son ascension très « politique » au poste de Guide suprême en 1989, ont perdu toute aura auprès de nombreux grands ayatollahs *marjas* (« source d'imitation ») de Qom, la ville sainte.

Jusque-là, seul ou presque, l'ex-dauphin déchu de M. Khomeyni, le grand ayatollah Montazeri, tonait contre les « ayatollahs politi-

ques » qui affaiblissent l'islam. Reclus en résidence semi-surveillée, ce vieil homme courageux nous avait reçus juste avant le 30^e anniversaire de la révolution, en février. « On nous avait promis la liberté, mais dites un mot et c'est la prison. Quant à la République islamique, le mot République comprend des notions de démocratie et de liberté. Où sont-elles ? » nous avait-il confié. Depuis, il a appelé

le peuple iranien à « réclamer ses droits », car, avec la répression, « la montée de la frustration pourrait éventuellement détruire les fondations de n'importe quel gouvernement ». En cela, M. Montazeri faisait écho à son vieil ami, le grand ayatollah Saanei, qui, s'adressant dans une lettre ouverte à M. Moussavi, le qualifie de « vrai fidèle et enfant de l'imam Khomeyni ».

Sentant le danger, les six mem-

bres religieux du Conseil des gardiens (désignés par le Guide) sont allés plaider leur cause à Qom, cette semaine. En vain. D'autres *majras* et hauts dignitaires religieux très importants, comme l'ayatollah Moussavi Ardebili, ont critiqué les dérives autoritaires du gouvernement qui « décrédibilisent » la base théocratique du système. L'ayatollah Hechebeyr Zandjani a rencontré l'ayatollah Safi Golpayegani pour discuter, ont-ils fait

savoir, de « la crise de confiance qui se crée entre les fidèles et la République islamique ». L'ayatollah Golpayegani a même parlé « du grand mensonge [actuel] qui porte atteinte aux fondements même de l'islam ».

Un thème repris de façon inattendue par l'imam de la prière du vendredi de Qom, pourtant réputé proche du Guide, l'ayatollah Djavadi Amoli, qui a publiquement attaqué l'action du Conseil des gar-

diens accusé d'être « juge et partie » : « Comment les gens de ce pays pourraient-ils respecter de telles pratiques ? », s'est emporté ce grand ayatollah.

Radicalisé sur son noyau d'appuis fondamentalistes, légitimé au forceps plus, semble-t-il, par les forces de sécurité que par les urnes, et soutenu par un Guide qui s'est lui-même discrédité, que sera le deuxième mandat de M. Ahmadinejad ? Les plus pessimistes crai-

gnent une fuite en avant qui le ferait gouverner « à la façon de l'ancien dictateur irakien Saddam Hussein ». En aurait-il déjà les méthodes ? Le ministère des renseignements a annoncé, lundi, une nouvelle qui sonne comme une menace voilée : un attentat contre M. Moussavi a été déjoué, les forces de sécurité étaient là pour le désamorcer. ■

Marie-Claude Decamps

Le Monde
1^{er} juillet 2009

A la frontière turco-syrienne, on rêve de vergers et non plus de champs de mines

Près de 10 000 personnes ont été tuées ou blessées, selon une ONG, depuis 1954 dans cette zone truffée d'engins explosifs

Reportage

Nusaybin (Turquie)
Envoyé spécial

Dans l'entrebâillement de la fenêtre, Ahmet grille cigarette sur cigarette en observant d'un œil las les allers et venues devant la maison familiale. L'horizon de ce jeune homme de 23 ans est un chemin poussiéreux qui traverse un quartier décrépi de Nusaybin, petite ville turque collée à la frontière syrienne. Une zone parsémée de dizaines de milliers d'engins explosifs. Le déminage a été voté début juin par le gouvernement turc, bien décidé à nettoyer l'endroit d'ici à cinq ans, pour le convertir en champs et en vergers. Ahmet, lui, n'y croit pas trop : « L'armée ne les laissera jamais faire. »

Au bout de la rue, un pâturage verdoyant sans clôture ni soldat. Dans les herbes folles, des familles pique-niquent, des ovins paissent. Au fond, une rangée de barbelés. Au-delà, c'est la Syrie. C'est en jouant dans cette zone frontalière qu'Ahmet a sauté sur une mine antipersonnel, à l'âge de 7 ans, en 1993. Il a perdu ses deux jambes. Son frère et son voisin ont été tués. Assis sur un lit surélevé, son poste d'observation, Ahmet soupire : « Beaucoup de gens sont morts ». Près de 10 000 tués ou blessés en 50 ans, selon l'association Turquie sans mine.

Le terrain miné commence à quelques mètres des premières maisons. Au bord du chemin, les habitants ont dissimulé une mine antichar sous un buisson de bran-

ches mortes et de ronces. « C'est tout ce qu'on peut faire pour éviter les accidents. Nous voulons qu'on sécurise cette zone. Nous avons pensé à ériger un mur, explique Aladdin Sinayiç, qui dirige un centre culturel à Nusaybin. Mais l'armée refuse : c'est une zone militaire, donc personne n'est censé y aller. On ne peut rien faire. »

A la sortie de la ville, la route file droit vers l'ouest en longeant des barbelés rectilignes. Devant une caserne, une inscription clame : « La frontière est notre honneur ». Cette longue bande de terre, hérissée de miradors, est défendue jalousement. Près de 615 000 mines truffent ce *no man's land* depuis 1954.

Pendant la guerre froide, la Turquie, membre de l'OTAN, et la Syrie, prosoviétique, se tenaient à bonne distance. Les champs de mines ont aussi servi à dissuader les contrebandiers et les rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de traverser la ligne. Aujourd'hui, les relations entre Ankara et Damas sont pacifiées. En vertu du traité d'Ottawa signé par la Turquie en 2003, tous ces engins doivent être neutralisés d'ici à 2014.

Le gouvernement turc a donc présenté un projet de loi, fin mai, déclenchant aussitôt une levée de boucliers de l'opposition. « Nous ne sommes pas du tout opposés au déminage, commente Onur Öymen, vice-président du Parti républicain du peuple (CHP, kémaliste). Mais il doit être réalisé par des militaires ou par une organisation non gouvernementale (ONG). Or le gouvernement a décidé d'impliquer des compagnies internationales et de leur céder l'usufruit du terrain pendant quarante-quatre ans. C'est incompréhensible. »



Le premier texte prévoyait en effet un appel d'offres international et la cession des terres dédiées à l'agriculture, pour payer le coût du déminage. De nombreuses compagnies spécialisées, comme la française Géomines, se sont portées candidates. Parmi les prétendants figuraient des sociétés israéliennes, ce qui a déclenché un tollé et nourri de multiples théories du complot.

Les habitants de Nusaybin insistent pour que les terres déminées soient rendues à la population

« Ils veulent créer une seconde bande de Gaza », s'est écrié, au Parlement, un député kémaliste qui dénonce une « trahison » et une menace pour la sécurité des frontières turques. « Il faudrait d'abord déminer nos têtes », a lancé le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, en réponse aux critiques. Après un débat parlementaire houleux, le gouvernement a révisé son

projet de loi. Le chantier du déminage pourra être confié à l'agence d'entretien et d'approvisionnement de l'OTAN (Namsa), et en dernier recours, seulement, à un sous-traitant privé. L'opposition a déposé un recours devant la Cour constitutionnelle.

La formule choisie pose question. Pourquoi la deuxième armée de l'Alliance atlantique, forte de 700 000 soldats, ne se charge-t-elle pas du déminage ? « La Turquie dépense pourtant des sommes considérables pour sa défense, souligne Lale Sariibrahimoglu, experte en questions militaires. Les forces armées ont dit, fin mai, qu'elles n'avaient ni le matériel ni le personnel qualifié pour le faire. Or, là-dessus, les députés n'ont posé aucune question rationnelle. »

Cette dépendance excessive envers les technologies étrangères montre, selon elle, l'absence de gouvernance démocratique au sein de l'institution militaire et, donc, certaines erreurs stratégiques. « Il n'y a pas de contrôle civil sur les politiques, les investissements et le budget de l'armée. Pas de transparence. »

Les habitants de Nusaybin, eux, insistent pour que les terres déminées, propriétés du Trésor turc, soient rendues à la population qui vivote grâce au commerce transfrontalier. « Il y a plus de 200 000 hectares fertiles vierges de tout engrais. Nous voulons les convertir à l'agriculture biologique, explique Mehmet Ali Dogru, le président de la chambre d'agriculture locale qui a envoyé un rapport sur cette question au premier ministre. Grâce au développement de l'agriculture locale, on pourrait mettre fin à 80 % du chômage. » ■

Guillaume Perrier

Touchant au cœur du régime islamique, la crise est loin d'être terminée

Déclenchée à la suite de la présidentielle du 12 juin, la crise iranienne est certainement la plus grave crise interne qu'ait connue le régime islamique depuis 1979. Elle est encore loin d'être achevée. Cependant, deux semaines à peine après l'élection contestée de M. Ahmadinejad, elle a déjà produit des effets importants tant à l'intérieur du pays que sur le plan international.

À l'intérieur, elle a fait perdre au pouvoir une part importante de sa légitimité. En effet, les élections en Iran – municipales, parlementaires et surtout présidentielles –, n'ont pas pour but la représentation puisqu'elles ne sont pas démocratiques, les candidats étant sélectionnés au préalable par une instance supérieure du régime, le Conseil des gardiens. Ces élections ont un autre objectif, bien plus fondamental pour le régime : la légitimation d'un pouvoir révolutionnaire qui se veut populaire et se présente comme massivement soutenu par les citoyens. Si, comme c'est le cas dans cette élection présidentielle, l'honnêteté du scrutin est vivement contestée par une grande partie de la population, c'est donc bien évidemment la légitimité de tout l'édifice révolutionnaire qui est atteinte.

La deuxième conséquence sur le plan interne est la réaction massive et spontanée de la population iranienne qui, par centaines de milliers de personnes, bravant les dangers et les interdits du pouvoir, est descendue dans les rues pour réclamer ses votes « volés » et ses droits bafoués. Certes, en quelques jours, les forces de répression et les miliciens du régime ont repris, par l'intimidation et la violence, le contrôle de la rue, mais en même temps, ces manifestations ont eu le mérite de permettre aux Iraniens de reprendre confiance en eux-mêmes. Pour la première fois, après tant d'années, les Iraniens se rendent compte qu'ils sont très nombreux à ne pas avoir renoncé à leur liberté et au désir de changement, et qu'ils sont toujours capables, quand l'occasion se présente, de défier l'ordre qui leur est imposé.

Un autre tabou a aussi volé en éclats, celui du rôle du Guide suprême, pierre angulaire de la théocratie islamique iranienne. Le Guide, à l'instar de son prédécesseur l'ayatollah Khomeyni, a toujours voulu se présenter comme une personne-

Mohammad-Reza Djalili

Politologue spécialiste du Moyen-Orient, professeur au Graduate Institute de Genève

lité au-dessus de la mêlée, intervenant en dernier ressort, pour mettre un terme aux divergences opposant les factions rivales. Même s'il n'a jamais été l'arbitre qu'il prétend être et qu'il a toujours favorisé les tendances les plus radicales, il voulait néanmoins préserver cette image de père du régime.

Mais dans cette dernière élection présidentielle, il n'a pu cacher sa préférence pour l'ultraconservateur Ahmadinejad, discrètement au départ, et puis ouvertement après l'élection. Ainsi, l'arbitre qu'il prétendait être est-il devenu la cible des contestataires des résultats officiels du scrutin. Ce

« Si l'honnêteté du scrutin est contestée par une grande partie de la population, c'est donc la légitimité de tout l'édifice révolutionnaire qui est atteinte »

qui était impensable quelques jours auparavant s'est produit : des manifestants ont défilé dans les rues iraniennes aux cris inévitables de « mort à Khamenei ».

Quatrième conséquence : l'approfondissement, sans précédent, du conflit à l'intérieur du sérail de la République islamique. Désormais, un fossé très difficilement franchissable sépare les deux pôles importants du régime. D'un côté, on trouve pêle-mêle, autour de Hachemi Rafsandjani, les pragmatiques, les réformateurs, les modérés, certains conservateurs et, d'une manière particulière, une grande figure religieuse comme l'ayatollah Montazeri. De l'autre, autour du Guide, sont regroupés les ultra-

conservateurs, la plupart des pasdarans et autres basidji auxquels il faut ajouter certains religieux comme Mesbah Yazdi, qui sont carrément favorables à un « gouvernement islamique », et ne veulent même pas d'une « République » islamique.

Sur le plan régional et international aussi, les conséquences de la crise actuelle sont déjà très nombreuses. Cette dernière a fait perdre au régime une part de sa crédibilité. De manière générale, l'image de l'Iran tant comme « puissance stable » que comme « puissance montante » a été fortement endommagée, en même temps que ses capacités d'influence ont été réduites. Par ailleurs, en Occident, chez ceux qui soulignaient les aspects « démocratiques » du système politique iranien par rapport à ses voisins, il y a une réelle désillusion.

Quoi qu'il arrive, il semble évident que désormais les priorités du pouvoir islamique vont aller avant tout à la gestion de la situation interne et non à la politique extérieure. Par ailleurs, pour les mouvements islamistes en général, chiites et sunnites confondus, qui considéraient la République islamique comme un « modèle », un « exemple » à suivre, la déception est certaine. Des mouvements comme le Hezbollah libanais, le Hamas palestinien et certaines organisations chiites irakiennes, toutes proches de l'Iran, s'inquiètent à la fois d'une diminution du soutien matériel de l'Iran et du risque d'être, eux aussi, touchés par les vagues déclenchées à la suite de la crise que connaît leur allié iranien.

Parmi les gouvernements arabes, l'inquiétude est de mise à Damas, proche de Téhéran, tandis que les autres capitales se réjouissent des revers que connaît M. Ahmadinejad, très populaire auprès de leurs populations, tout en craignant que ces manifestations de masse ne leur donnent des idées. Quant aux deux questions principales qui préoccupent la communauté internationale, à savoir la question nucléaire et les relations avec Washington, affaires d'ailleurs liées, il est trop tôt pour énoncer un pronostic définitif. Mais prenant en compte la politique passée du tandem Khamenei-Ahmadinejad, il semble improbable qu'ils modèrent leur comportement. Dans leur esprit, il n'est pas exclu que l'option pour une attitude dure soit un bon moyen pour retrouver une crédibilité perdue. ■

Tant qu'il y aura du pétrole

Patrick Cockburn

The Independent

Alors que le retrait des troupes américaines des villes irakiennes a eu lieu, le 30 juin, la vie quotidienne des Irakiens reste menacée par l'insécurité mais aussi - et surtout - par l'instabilité économique. Voilà pourquoi la bonne gestion des ressources pétrolières est désormais cruciale.

Les forces américaines quittent un pays qui n'est guère plus qu'une épave. La société, l'économie et même les paysages irakiens ont été dévastés par trente ans de guerre, de sanctions et d'occupation. Les Irakiens ont été submergés par une interminable série de désastres depuis 1980 avec la guerre Iran-Irak, qui a duré huit ans, la défaite au Koweït en 1991, les soulèvements chiite et kurde réprimés dans le sang la même année, les sanctions des Nations unies qui, en 13 ans, ont ruiné l'économie et fait voler en éclats la société irakienne sans oublier l'invasion américaine de 2003, la guerre menée par les sunnites contre l'occupation de 2003 à 2007 et simultanément, la guerre civile entre chiites et sunnites.

Le gouvernement de Bagdad annonce fièrement que seulement 225 Irakiens sont morts en mai 2009 de violences liées à la guerre [en revanche, le mois de juin a été particulièrement meurtrier], soit le bilan le moins lourd depuis quatre ans. Certes, c'est bien plus positif que les 3 000 corps qu'on retrouvait chaque mois aux pires moments des violences religieuses de 2006-2007. Mais, en Irak, le sang a tant coulé qu'il est quasiment impossible de trouver un véritable arrangement politique entre chiites et sunnites, arabes et kurdes, baasistes et non baasistes, défenseurs et opposants de l'occupation américaine. "Comment veux-tu que des gens qui ont trop peur les uns des autres pour vivre dans la même rue arrivent à un accord politique ?" s'agace un de mes amis irakiens.

Le départ des Américains inquiète les Kurdes

L'amour et la concorde ne vont pas illuminer la vie des Irakiens dans un avenir proche, mais cela ne signifie pas non plus qu'ils vont nécessairement s'entre-tuer. Toutefois, un affrontement entre les



▲ C'est donc ça qu'ils veulent dire par mission accomplie", des-
sin de Danziger, États-Unis

Kurdes et les Arabes est toujours possible. Avant de devenir les principaux alliés des Etats-Unis, les Kurdes constituaient le noyau dur de l'opposition à Saddam Hussein. Ils ont progressé vers le sud et se sont emparés de Kirkouk et de Nineveh, des provinces kurdo-arabes mixtes située à l'extérieur de ce qui est devenu le gouvernement régional du Kurdistan (KRG) et qui jouit d'une large autonomie. Par la suite, ils se sont rendu compte qu'ils avaient eu les yeux plus gros que le ventre. Aujourd'hui, le départ des Américains les affaiblit, et ils sont inquiets. Les Arabes du nord de l'Irak s'organisent, et le gouvernement central de Bagdad devient plus fort aussi bien militairement que politiquement. "Le jour que craignaient tant les Kurdes est arrivé", constate un observateur kurde à Souleimaniyeh. "Nous nous retrouvons une fois de plus seuls, face à face avec Bagdad". En Irak, Kurdes et Arabes ne s'aiment pas. "Ici, vous pouvez remporter une élection sur un programme antikurde", assure un homme politique à Bagdad. Pourtant, dans les deux camps, les chefs de file ont de bonnes raisons de ne pas aller au conflit. Le gouvernement en place est une coalition entre chiites et Kurdes. Ces derniers détiennent quelques-uns des postes les plus importants. Et, quoique la région autonome du Kurdistan irakien soit riche en ressources pétrolières, les Kurdes dépendent des 17 % des revenus pétroliers irakiens qui leur sont versés. Et, surtout, les Kurdes sont bien mieux placés en participant au gouvernement central pour lutter contre les ingérences de la Turquie, de l'Iran et de la Syrie.

Parallèlement aux questions de sécurité et aux rivalités intercommunautaires, les Irakiens doivent faire face à des problè-

mes économiques vitaux. Selon le ministère de l'Agriculture irakien, la désertification touche 92,5 % du pays. De ce fait, de 40 % à 50 % des terres qui, dans les années 1970, étaient les plus fertiles sont en train de devenir improductives. L'explication ? Les barrages construits sur l'Euphrate en Syrie et en Turquie, en amont de l'Irak, ont réduit le débit du fleuve au quart de ce qu'il était il y a dix ans. La plaine de Mésopotamie, qui fut l'un des berceaux de l'agriculture et de l'irrigation, se transforme en zone aride. L'Irak, désormais incapable de se nourrir lui-même, est devenu l'un des principaux importateurs alimentaires de la planète.

Les Irakiens rêvent de devenir fonctionnaires

Mais il y a plus grave. La production de ses grands gisements pétroliers est en chute libre. Les "supergéants", neuf champs de pétrole contenant plus de 5 milliards de barils de réserves, faisaient pourtant partie des plus productifs au monde. Ceux de Kirkouk et de Bai Hassan, dans le Nord, et ceux de Rumaila, de Qurna-Ouest et de Zubair, dans le Sud, faisaient figure de ressources inépuisables qui, à long terme, pourraient sortir l'Irak de tous les problèmes. Mais voilà que leur productivité baisse, pour cause de négligences, de défaut d'investissements et de mauvaise gestion. En 2008 encore, cela n'inquiétait guère, car le cours du baril était élevé et le gouvernement pensait que cela allait durer. Il a ainsi allègrement augmenté les salaires et autres rémunérations et fait passer le nombre de fonctionnaires à près de 2 millions, soit deux fois plus que sous Saddam Hussein. Un an plus

tard, l'Irak est sur la paille, les embauches de fonctionnaires sont gelées, y compris dans la police, et un crédit de soutien de 5,5 milliards de dollars est en cours de négociation avec le FMI. La production de pétrole fin mai était de 2,41 millions de barils, en deçà des 2,58 millions produits à la veille de la guerre de 2003, sans parler des 3,5 millions de barils de 1979.

C'est dans ce contexte qu'a lieu un changement retentissant en Irak. Les 29 et 30 juin, Hussein Shahrstani, le ministre du Pétrole, a accordé aux multinationales pétrolières des contrats de vingt ans pour l'exploitation des gisements déjà opérationnels, d'abord pour ramener la production à ses niveaux antérieurs, et ensuite pour l'augmenter. Ces entreprises seront payées en pétrole brut à un cours fixe pour toute production supplémentaire, et devront assumer elles-mêmes tous les investissements. Dans le secteur pétrolier irakien, les détracteurs de cette méthode estiment que le gouvernement vend la poule aux œufs d'or et aurait dû cantonner les compagnies pétrolières aux gisements découverts et non encore exploitables. L'Irak aurait dû conserver la mainmise sur les grands gisements exploitables en employant les services de bureaux d'études, consultants et sous-traitants étrangers pour augmenter la production. A ce stade des choses, le gouvernement irakien estime pour sa part

n'avoir guère d'autre choix, et, même ainsi, il faudra encore trois ans avant que la production de pétrole n'augmente.

De façon étonnante, cette évolution historique du contrôle et de l'exploitation de la richesse pétrolière irakienne ne suscite guère d'attention à l'étranger en dehors du secteur pétrolier et de la presse spécialisée. Or son issue sera déterminante pour l'avenir des Irakiens et aura des conséquences sur l'approvisionnement en énergie de la planète entière. Si le pays a retrouvé une certaine stabilité au cours des deux dernières années, c'est en partie parce que le gouvernement a été capable de rémunérer près de 600 000 membres des forces de sécurité et de créer des milliers de postes de fonctionnaires bien payés. Tous les Irakiens rêvent d'un poste confortable et stable dans la fonction publique, et non d'un emploi dans un secteur privé affaibli et incertain. La haine et la peur qui divisent les Irakiens sont le résultat compréhensible de plusieurs décennies de conflits. Elles sont aussi trop fraîches et trop intenses pour être surmontées en moins d'une génération. L'usage et l'exploitation de l'immense richesse pétrolière de l'Irak n'est pas seulement la meilleure chance de redonner à sa population le goût d'y vivre. C'est peut-être aussi la seule.

■ RETRAIT

Les troupes américaines ont quitté le 30 juin les villes et passé le flambeau aux forces de sécurité irakiennes, conformément aux termes de l'accord conclu entre les Etats-Unis et l'Irak le 17 novembre 2008.

Seulement 35 000 à 50 000 soldats, sur un total de 142 000, resteront basés dans le pays jusqu'à la fin de 2011. La force de transition, qui sera maintenue jusqu'au désengagement total, aura pour rôle d'entraîner et de conseiller l'armée irakienne. Postées non loin des villes, les troupes pourront être appelées en renfort par les forces irakiennes.



IRAK: UN DIPLOMATE KURDE CRAINT QUE LE RETRAIT AMÉRICAIN NE SOIT PRÉMATURÉ

1 juillet 2009 AFP

Le représentant des Kurdes d'Irak à Washington a dit craindre mercredi que le retrait des troupes américaines d'Irak ne se fasse prématurément, ce qui forcerait l'administration du président Obama à revenir dans le pays.

Vingt-quatre heures après le départ des troupes américaines des villes irakiennes, Qubad Talabani, le fils du président irakien qui représente le gouvernement régional du Kurdistan irakien aux Etats-Unis, a affirmé que certains membres de l'administration américaine ne s'intéressaient absolument plus au destin de l'Irak.

M. Talabani n'a pas précisé l'identité de ces personnes.

"Il y a selon moi un conflit larvé (au sein de l'administration américaine) entre ceux qui ne veulent pas entendre parler de l'Irak et ceux qui pensent qu'il est dans l'intérêt vital des Etats-Unis de s'assurer de la stabilité et de la prospérité de l'Irak", a dit M. Talabani.

Il a ajouté qu'après "l'euphorie" provoquée par le retrait des troupes américaines des villes d'Irak mardi, les Etats-Unis devraient s'engager dans les secteurs "politique, économique et sécuritaire de façon soutenue".

Les soldats américains doivent tous avoir quitté l'Irak avant fin 2011.



IRAN: DEUX JOURNALISTES KURDES CONDAMNÉS À UNE FORTE PEINE DE PRISON

4 juillet 2009 AFP

Deux journalistes kurdes iraniens, Abdolvahed Hiva Botimar et Adnan Hassanpour, ont été condamnés respectivement à 11 et 10 ans de prison pour détention d'armes de guerre et divulgation d'informations militaires, a déclaré samedi leur avocat.

"Le tribunal révolutionnaire de Sanandaj (ouest) a condamné Botimar à 11 ans de prison pour détention et vente d'armes de guerre et Hassanpour à 10 ans de prison pour avoir révélé des informations sur des bases militaires", a indiqué à l'AFP Me Saleh Nikbakht.

"Leur condamnation n'est pas liée à leurs activités journalistiques", a-t-il affirmé, en ajoutant qu'il ferait appel de cette double condamnation. "Même s'ils ont commis ces actes, la peine prononcée contre eux est démesurée".

MM. Botimar et Hassanpour avaient été condamnés à mort en juillet 2007.

Concernant M. Hassanpour, le chef du pouvoir judiciaire a accepté en 2008 une requête de son avocat pour une révision du procès, alors que la cour suprême a cassé il y a quelques mois le verdict de mort contre M. Botimar, selon M. Nikbakht.

Leur dossier a été renvoyé ensuite devant le tribunal révolutionnaire de Sanandaj.

L'Iran est confronté aux actions armées du groupe séparatiste kurde iranien du Pejak, implanté dans l'ouest et le nord-ouest du pays et affilié au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, rebelles kurdes de Turquie).

Téhéran a accusé régulièrement les Etats-Unis de fomenter des troubles ethniques dans ses provinces frontalières, en apportant selon lui par exemple un soutien à des mouvements comme le Pejak. Ce que Washington a démenti.



Turkey moves on Kurdish oil fields

July 1, 2009 - United Press International

Turkey's Dogan Enerji acquired a stake in two companies formed to develop oil fields in the northern Kurdish regions of Iraq.

The \$80 million investment with Swiss and U.A.E. institutional investors will work to explore and develop oil fields in Erbil and Khalakan in the northern Kurdish provinces of Iraq.

Erbil fields are scheduled to start pumping oil in 2010, with test drilling slated for Khalakan soon after.

The Kurdistan Regional Government in Iraq began oil exports from its Taq Taq and Tawke oil fields beginning June 1, depositing the revenue in federal coffers.

The Turkish deal comes on the heels of the acquisition of Adax Petroleum Corp. by China Petroleum Corp., or Sinopec, to

secure a position in the Taq Taq field.

DNO International and Turkey's Genel Enerji are licensed for the Tawke field.

Bobby Sarkar, an equity research official at the Dubai-based al-Mal Capital, told Turkey's Hurriyet news service the push into Iraqi Kurdistan was a boon for the regional energy sector.

"The region possesses significant untapped reserves, which could be harnessed to not only meet local demand but used for substantial export-driven income," he said.

Baghdad, meanwhile, expected major investments to develop Tuesday for eight service contracts in oil and gas fields throughout the country, but failed to secure deals in volatile Diyala province with other bids falling short of expectations.



July 1, 2009

Ocalan will introduce peace plan next

Hemen Khoshnaw

Rudaw- Hawler

The jailed PKK-leader Abdullah Ocalan informed his lawyers that at the end of August and the beginning of September he will suggest a "peace plan" for solving Kurdish issue in Turkey. Turkish opinion makers think this plan is very important, because it's different from his earlier attempts to solve the Kurdish issue.

Despite of the fact that Ocalan is imprisoned since 1999 the PKK still listens to hem. Mehmet Ali Birand says in his daily column in Hurriyet that "the steps that Ocalan suggests, are like a

rule within the PKK, no one is strong enough to change his peace plan". The PKK and Kurdish parties in the North (Turkey) repeat that the view of Ocalan will contribute to a solution of the Kurdish issue.

In the past Ocalan proposed many solutions, but the Turkish state ignored the ideas of Ocalan. But Birand says in his column that government must listen to Ocalan to solve the issue. Orhan Miroglu, former DTP member and Kurdish intellectual suggests that the plan of Ocalan might lead to peace. But it will be difficult.

DTP MP Sehabat Tuncel says that it's necessary that before the PKK give up arms, the state must recognize the Kurdish identity and take steps. "Then

it's possible that all steps will be discussed".

But Miroglu thinks that Ocalan might ask a limited retreat of the PKK fighters. "But this is also not easy. Because in the 1999 retreat about 400 persons died." But Miroglu continues "instead of giving up of the arms Ocalan may ask PKK to preserve this force by some suitable mechanisms."

According to Miroglu PKK-general Duran Kalkan spoke about this subject recently, but the PKK media is asking the media to stop the war and at the same time to preserve their forces. "I think that this outcome will be very different. The direction of the discussion is changed completely."



July 1, 2009

Kurdistan's man in Washington: Iraq's not over

At a breakfast with reporters this morning, Qubad Talabani, the Kurdistan Regional Government's representative in Washington, urged the U.S. not to get "caught up in the euphoria" over withdrawal from Iraqi cities, or think that the job in Iraq is somehow done. "Having lived through 'mission accomplished 1,' we don't want to see 'mission accomplished 2,'" he said.

Talabani, who is the son of Iraqi president Jalal Talabani and was profiled by FP's Laura Rozen in 2007, highlighted a number of increasing causes for concern, focusing particularly on the sharing of oil revenue. He called yesterday's oil auction "a flop" which proves that "the days of state-run monopolies have to end."

But his biggest concern was the

status of the disputed Northern territories of Kirkuk, Diyala and Nineveh, which he said was the issue "most likely to result in degeneration" of Iraq's stability. Yesterday's bombing in Kirkuk underscored his concerns about the security situation. Talabani worries about the increasing power of Arab nationalists, such as the hardline Hadba party which recently took power in Nineveh. "The only thing standing in the way of rising Ara nationalism in Iraq is the Kurds," said Talabani.

Talabani was also concerned the increasing power of Prime Minister Nuri al-Maliki and the central government in Baghdad. "We did not sacrifice all of this and the United States didn't sacrifice all of this to replace one dictatorship with a lighter version," he said.

Of particular concern to Talabani is Iraq's military buildup, since Maliki has the authority to appoint division commanders, many of whom are ex-Baathists. I asked how he thought the U.S. could support the building-up of Iraq's internal security capacity without threatening Kurdistan, he recommend that the United States "make conditional the sale of military equipment to sound policies" from Maliki.

Referring to the recent sale of 140 Abrams tanks to Iraq, Talabani said, "Maybe I'm just an overnervous Kurd, but who are we using these tanks for? Are we expecting another invasion?"

While Talabani is wary of "Iraq fatigue" setting in among Washington policymakers, he says is reassured by news that Vice



President Joe Biden will now be overseeing Iraq policy, saying that it "sends us a message that this administration takes Iraq seriously."

Overall, Talabani seemed anxious make sure that the region he calls "one of America's few foreign policy success stories in the Middle East" doesn't get lost in the shuffle as the U.S. withdrawal proceeds.

The evolution of the modern electoral process in the Kurdistan Region

Kurdish Herald
Vol. 1 Issue 3, July 2009 -

by Delovan Barwari

Today, spirits are running high in the streets of Iraqi Kurdistan as the upcoming regional elections on 25 July 2009 approach. Kurdish television stations, newspapers, online news sources, blogs, and chat rooms have been dominated by this monumental event in Kurdish history as the preparation for the third parliamentary election and the first direct election for the presidency of Kurdistan region is underway. Undeniably, it will be a transformative test case for Iraqi Kurdistan.

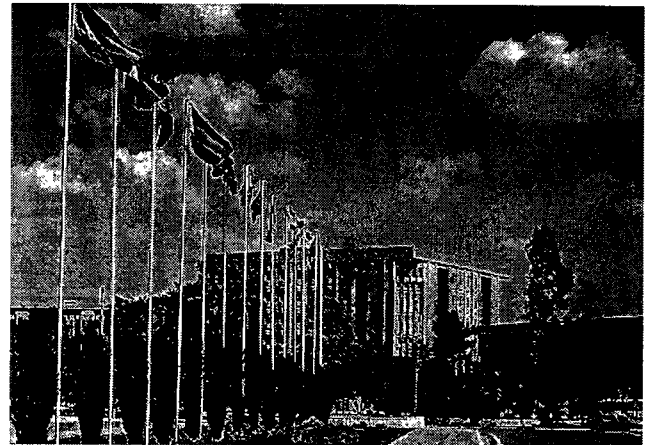
As Operation Desert Storm drew to a close, United States President George H. W. Bush encouraged the Iraqi people to rise up against the regime of Saddam Hussein, stating, "The day [Saddam] and his regime are removed from power will be the day of [the Iraqi people's] liberation."

As Kurds rose up and liberated the vast majority of the Kurdistan Region, a ceasefire between the US-led coalition and the defeated Iraqi army allowed Saddam's ground forces to launch a large military attack, massacring tens of thousands of civilians in the process. Kurdish civilians were forced to flee their homes, taking refuge on the border

regions of Iran and Turkey.

The Iraqi regime officially withdrew its administrative institutions from Iraq's three northernmost provinces in October 1991. During the same period, the Kurdistan Front, a coalition of seven Kurdish political parties led by the two largest - the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) - began a series of negotiations that led to a collective agreement on a parliamentary system. A special committee was created involving the representatives of various Kurdish political parties, intellectuals, judges, and lawyers. The end result was the formation of the first Kurdistan Election Law, preparing the groundwork for the first free and democratic elections in Kurdistan.

On 19 May 1992, the region was filled with an atmosphere of joy and unity and nearly a million votes were casted. The results were a near tie between the two main Kurdish parties, KDP winning approximately 51% of the vote and PUK winning 49%. To avoid tensions between the two parties, they agreed on a 50/50 power sharing formula. However, the unity did not last long as rivalry and mistrust grew between the PUK and KDP. In 1994, the two factions entered a bloody civil war that resulted in the creation of two separate regional administrations in Erbil (run by the KDP) and Sulaymaniyah (run by the PUK), creating a deep



Kurdistan Parliament, Erbil, Kurdistan - Iraq

division in Kurdish society. The two administrations officially reunited in Erbil in October 2002, but many major tasks remained divided by the two parties long after this reunification event.

When a smaller US-led coalition initiated its invasion of Iraq in March 2003, the KDP and PUK presented a unified military front and worked with the US to defeat Saddam's forces in northern Iraq. In particular, Kurdish forces played a major role in driving Saddam's forces out of Mosul and Kerkuk. Following the disintegration of Saddam's regime, the Kurdish leadership was far more organized and sophisticated than most of its counterparts in post-Saddam Iraq, giving Kurds the ability to greatly influence the establishment of the new Iraqi political system and allowing them to politically guarantee their own rights in the new Iraqi constitution.

The first post-Saddam national elections in Iraq took place on 30 January 2005. In parallel, elections for parliament were held in the Kurdistan Region. Nearly all of the Kurdish political parties along with the Chaldo-Assyrian, and Turkmen parties entered the elections under a banner called the Democratic Patriotic Alliance of Kurdistan (DPAK). In both the national election and the regional election,

DPAK scored a major victory, became a major player in Iraqi politics, and Kurds were able to expand their political influence in Baghdad. As a result of DPAK's strong showing in the national parliamentary elections, PUK Secretary General Jalal Talabani, became the first Kurd in Iraq's history to become president of the country.

Thus far, 2009 has already been a year of monumental elections. The year began with Iraq holding provincial elections in 14 of 18 provinces; the KRG-administered provinces did not participate, nor did the disputed region of Kerkuk. Elections in Kerkuk have been postponed indefinitely. However, the Kurdish parties did participate in elections in disputed areas excluding Kerkuk, with significant showings in the provinces of Nineveh and Diyala.

In Turkey, nationwide municipal elections saw the rise of the pro-Kurdish Democratic Society Party (DTP) as the voice of predominantly Kurdish regions of Turkey, perhaps providing an opening for a sincere dialogue addressing the Kurdish question in Turkey. In Iran, alleged vote-rigging in presidential elections resulted in widespread protests that provided the most serious challenge to the existing regime in many years.

The timing of the elections



Election campaign propoganda covers an overpass in Erbil - Photo courtesy Natsumi Ajiki

in Turkey, Iraq, and especially the civil unrest on the streets of Iran has increased excitement in Iraqi Kurdistan as the parties and masses prepare for elections scheduled on 25 June 2009. The upcoming elections will be the third parliamentary and first direct presidential elections in the region. Kurdish Globe reported that the IHEC office has announced the names of registered 42 political lists, and 509 candidates that will be competing for 111 seats in the Kurdistan parliament. Eleven seats have been allocated to represent the Assyrian, Armenian, and Turkmen minority communities in the KRG-administered provinces.

On 25 March 2009, four articles were added and three amendments were made to the Kurdistan Election Law. Highlights of these new developments are as follows:

- The elections will be a closed list and conducted by the Independent High Electoral Commission of Iraq (IHEC);
- The political entities must consist of candidates with a minimum of 25 years of age, and a 30% female representation; they must be residents of Kurdistan and represent the entire region;
- The law pertaining to the Presidency of Kurdistan region requires the candidate to be a citizen and resident of Kurdistan of Iraq; to be not less than 40 years of age on the election date, and to have valid civil and political rights.

Many factors will influence the outcome of the upcoming elections in Kurdistan. Opposition slates are aiming to play to the frustrations of the masses, focusing on issues such as corruption, nepotism, lack of economic transparency, and the lack of resolution concerning the status of Kerkuk and other disputed areas. Indeed, the slogans of these opposition groups appear fairly similar, calling for reform and change. However, in an attempt to retain their hold on the region, the current ruling parties have been emphasizing their rich history and the sacrifices made in the past in the name of the Kurdish cause, while also attempting to provide concrete facts outlining the accomplishments of the

KRG over the last few years, and highlighting their success in protecting the region from terrorist attacks.

Furthermore, in apparent move to win voters' confidence, the prime minister of the Kurdistan Region, Nechirvan Barzani, unveiled a new plan as late as 12 July 2009 to counter corruption by hiring an international firm to assist the administration. The prime minister stated, "Price water house Coopers is a well-known international company that works in 150 countries and can eliminate corruption."

The biggest political block competing in the parliamentary elections is the Kurdistan List, a coalition of the two dominant political parties, the KDP and PUK. In the previous elections, the Kurdistan Islamic Union (KIU) was seen as the strongest opposition challenging the ruling parties in the polls. However, perhaps in an attempt to optimize their number of votes, the KIU has allied with the Islamic Group in Kurdistan, the Kurdistan Socialist Party, and the Kurdistan Toilers Party to form a coalition known as the Service and Reform List, also known as the Four Parties List.

Most significantly, a new opposition group, known as the List for Change, has entered the scene. The List for Change, led by former PUK deputy Newshirwan Mustafa, is believed to be the main challenger to the Kurdistan List, and has gained popularity and support by promising to reform the way in which the KRG administers the region and provides services to the people. Observers note, however, that Mustafa's popularity is limited geographically due to his record of leading old rivalries between the province of Sulaymaniyah and the rest of the Kurdistan Region.

In addition, most recently, a smaller list receiving some attention called the Kurdistan Reform Movement has been formed, which is comprised of 14 candidates and is led by Dr. Abdul-Musawar Barzani, a professor at University of Sulaymaniya and cousin of President Massoud Barzani.

In the race for the Presidency of Kurdistan region,



Magazines in Erbil with photos of N. Mustafa, J. Talabani, and M. Barzani on front pages - Photo courtesy Natsumi Ajiki

the most well-known and perhaps most popular candidate is, of course, the incumbent, Massoud Barzani. President Barzani is widely expected to win the elections by a great margin. Four other candidates are competing: Halo Ibrahim Ahmad, the brother in law of Jalal Talabani. Kamal Mirawdali, a scholar, writer, and a poet formerly based in London; Hussein Garmiani and Safeen Sheikh Mohammad, two independent Kurdish businessmen.

In the 2005 election, one of the main slogans of DPAK was the promise to resolve the status of Kerkuk and other disputed territories in favor of Kurds. However, the ruling parties have yet to fulfill that promise. On 24 June 2009, a new constitution was approved in Kurdistan Parliament, which defines the Kurdistan Region as including the disputed areas of Kerkuk, Nineveh, and Diyala.

The KRG originally sought to hold this referendum on the same day as the July 25 parliamentary and presidential election, though Iraq's electoral commission ruled out the possibility, stating, "The commission finds it impossible to organize the referendum at the same time as the presidential and legislative polls because this would affect the credibility and integrity of the [electoral] process". The proposed new constitution is well regarded by many Kurds, but it has caused uneasiness within the Iraqi central government, as well as with Kurdish opposition groups for a variety of reasons.

Indeed, it appears that the upcoming election will be a great milestone in modern Kurdish history and a crucial

step forward in the development of democracy in Iraqi Kurdistan. Without a doubt, the election will serve as a catalyst in the transformation of the political norms. Furthermore, it will likely open the door for the creation of an atmosphere more amenable to open political debate. This will pave the way to a change in the political mentality and norms of the society of Iraqi Kurdistan. It will also hopefully make the parties feel truly accountable to the people, and influence all participants in the political process to act with greater transparency. Such a result would be a victory for all people of Iraqi Kurdistan, regardless of which candidates they support.

REUTERS

Iraq PM wants Kirkuk poll before national vote

BAGHDAD , July 5, 2009 (Reuters) -

Iraqi Prime Minister Nuri al-Maliki said on Sunday he wanted to see local polls held in the ethnically divided province of Kirkuk before January's general elections, but difficulties were holding it up.

Minority Kurds see the city of Kirkuk and its surrounding province, which produces a fifth of Iraq's oil, as their ancient capital. They want it included in their semi-autonomous region to the north, an idea the city's Turkmen and Arabs reject.

So sensitive is the issue that officials were forced to exempt Kirkuk from Iraq's provincial elections on January 31 because rival lawmakers could not agree on how to treat it, with the

promise it would hold special elections at a later date.

"We are working for an election in Kirkuk before the parliamentary elections, but there will be difficulties. We need to open up all the (rival) factions to each other if we are to achieve provincial council elections before the parliamentary vote," Maliki said in a statement on his website.

Iraqis are due to vote in a national election in January.

The dispute between the Kurds and the Shi'ite Arab-led government in Baghdad over territory and oil is seen as the leading threat to Iraq's long term to stability. The sectarian violence triggered by the U.S.-led invasion has ebbed.

"Kirkuk's problem cannot be solved by using force ... (but) by understanding," Maliki said.

Rudaw.Net

July 6, 2009

ISLAMIST LEADER SUPPORTS KURDISH OPPOSITION

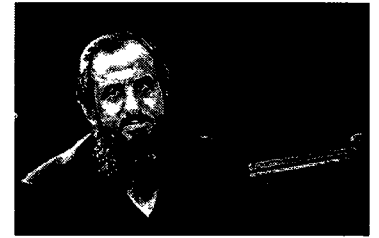
Rudaw, Hawler - Mullah Krekar, the leader of Islamic militant group Ansar al-Islam, allegedly linked to al-Qaeda, said Sunday in an interview with the Dutch-Kurdish Radio Curdonia that he supports the Kurdish 'change list' of Nawshirwan Mustafa and criticized the Kurdish government for being undemocratic and corrupt. "Nawshirwan Mustafa is a honourable man and has preserved his dignity over the years," he said.

According to Krekar Islamic parties failed to be successful. "Islamists failed in the politics of Kurdistan. All the secular

Kurds should vote for the change list and Nawshirwan Mustafa, and Islamist Kurds for the Islamic movements."

Krekar says he ready to be tried in any democratic country with human rights, but not in Kurdistan, since he sees Kurdistan as undemocratic. "The Kurdish leaders have failed to lead the [Kurdish] nation". Mullah Krekar also expressed his hope to see the Al-Queda leader Osama Bin Laden. "I see him as a great man."

Ansar al-Islam has been involved in the killing of nearly 1,000 people over the last few years and targeted both civilians



and military targets. On 1 February 2004 suicide bombers killed 109 people in Arbil in a celebration of the ruling parties. Mullah Krekar's organization claimed responsibility.

TODAYS ZAMAN

July 11, 2009

Ankara dismisses proposals to unite with Iraqi Kurds

TODAY'S ZAMAN

The government yesterday dismissed prospects for a possible unification with Kurdish-run northern Iraq, saying there will be no change in Turkey's borders.

"Turkey's borders are definite," Foreign Ministry spokesman Burak Özügergin said in a statement. He was responding to a question on an International Crisis Group report suggesting that Iraqi Kurds want to join Turkey, as their main protector, the US, prepares to pull out troops from Iraq amid growing disagreements with the Iraqi central government.

"Such debates should not be heeded," Özügergin said.

"Turkey has expressed the importance it attaches to the territorial integrity and unity of Iraq on every occasion."

The ICG report said the upcoming US withdrawal and disputes between the Kurdish administration and the Baghdad government have revived the notion of "Mosul vilayet," Iraq's old Mosul province to which post-Ottoman Turkey laid claim. It quoted a senior Kurdish official as saying: "We have the right to be independent, but if that doesn't work out, then I'd rather be with Turkey than Iraq, because Iraq is undemocratic." The best way forward, he said, was for "the Kurdistan region to join Turkey as part of a new Mosul vilayet and for Turkey to join the EU, with a solution for the situation of the Kurds in Turkey."

L'ouverture aux compagnies étrangères du pétrole irakien a été un échec

Un seul gisement a trouvé preneur. Les conditions financières imposées par Bagdad ont été jugées trop peu rémunératrices

L'Irak flotte sur un lac de pétrole. » En ouvrant par ces mots la séance des enchères télévisées pour l'exploitation de 8 champs pétroliers et gaziers, mardi 30 juin, le premier ministre, Nouri Al-Maliki, affichait sa confiance : les sociétés internationales, auxquelles Bagdad ouvre la porte après la nationalisation de l'Iraq Petroleum Company en 1972, allaient se précipiter dans un pays qui détient les troisièmes réserves de brut de la planète.

Ces premières enchères ont été un échec. Toutes les multinationales ont refusé les conditions irakiennes,

à l'exception de la britannique BP associée à la CNPC (Chine), qui pourra exploiter Roumaila, le plus important gisement irakien (18 milliards de barils de réserves) et le deuxième au monde après celui de Ghawar (Arabie saoudite).

La compagnie britannique réclamait 3,99 dollars par baril pour sa rémunération. Elle n'a obtenu que 2 dollars, et même 0,95 dollar

après taxes et redevance versées à la compagnie nationale irakienne associée au programme. BP devra aussi porter la production de 1 million de barils/jour à 2,85 millions de barils en 2015.

Une cession de rattrapage, mercredi, n'a pas permis de parvenir à un accord. Les 29 compagnies en lice ont refusé de se lancer dans l'exploitation des cinq autres gisements de brut ; les deux champs gaziers (Akkas et Mansouria) n'ont pas non davantage trouvé preneur.

Plusieurs motifs ont freiné l'ardeur des sociétés étrangères. Le prix d'abord. Il ne s'agit pas de contrats de partage de production, qui leur permet d'en commercialiser une partie au cours du marché international, mais de contrats de services prévoyant une rémunération fixe par baril, beaucoup moins intéressante. Autre sujet

d'inquiétude, l'incertitude persistante sur la législation pétrolière. Enfin, les majors n'ont pu savoir qui, d'elles ou de la compagnie

nationale irakienne, aurait le dernier mot durant l'exploitation.

Dépendance technologique

Les deux parties finiront par trouver un terrain d'entente. Pour les compagnies, l'ouverture de l'Irak est une chance sans précédent depuis la disparition de l'URSS en 1991. Cet effondrement leur avait permis de pénétrer en Russie et en Asie centrale à des conditions inespérées, d'ailleurs remises en cause dès 2000 par le président Vladimir Poutine. L'Irak est d'autant plus intéressant que ses réserves sont probablement plus importantes que les 115 milliards de barils officiels.

Pour leur part, les Irakiens sont très dépendants de la technologie et des financements des multinationales. « *Nous en avons besoin pour commencer la reconstruction* », a souligné M. Maliki, mardi. Mais face à l'opinion publique qui lui reproche de brader à des étrangers la principale ressource du pays, le

Visite surprise de François Fillon

Le premier ministre, François Fillon, est arrivé, jeudi 2 juillet, à Bagdad pour une visite d'une journée en Irak, à la tête d'une délégation ministérielle et de chefs d'entreprise (EADS, Total, Schneider, Lafarge, Veolia...). Selon, Matignon, « plusieurs accords seront signés ». M. Fillon devait être reçu, à Bagdad, par son homologue, Nouri Al-Maliki, ainsi que par le président du Kurdistan irakien, Jalal Talabani, à Souleymanieh. — (AFP.)

gouvernement doit aussi afficher une forme d'intransigeance. ■

Jean-Michel Bezat

La Saison turque, malgré la politique

Après de fortes tensions entre les deux pays, 400 événements culturels auront lieu en France

Istanbul
Correspondance

Avec le sourire et quelques bons mots, le nouveau ministre de la culture, Frédéric Mitterrand, a lancé la Saison culturelle de la Turquie en France, en compagnie de son homologue turc, Ertugrul Günay, mardi 30 juin à Paris. « *C'est la Turquie nouvelle et sa saisissante diversité que les Français vont connaître* », a déclaré M. Mitterrand dans son premier discours de ministre.

Plus de 400 événements artistiques, scientifiques et économi-

ques seront organisés de juillet à mars 2010 à travers la France. Mais les préparatifs de cette « saison turque », dont l'idée remonte à 2006, sous la présidence de Jacques Chirac, auront été pollués jusqu'au dernier moment par les bisbilles politiques entre les deux pays.

La communication, difficile au sein du comité mixte d'organisation - CulturesFrance et la Fondation d'Istanbul pour la culture et les arts -, et le financement de certains volets, demeuré incertain jusqu'au dernier moment, en ont souffert. En France, la promotion

de la saison turque a été discrète, après avoir été repoussée de plusieurs mois pour cause d'élections européennes... Au sein de l'organisation, on remarque également que la Turquie a droit à moins d'attention que la saison russe, programmée pour 2010.

Deux semaines à peine avant l'ouverture, le bouillant premier

ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, avait même posé la question à la télévision : « *Devons-nous y aller ou pas ?* » Il menaçait de tout annuler à la dernière minute, s'en prenant ouvertement à Nicolas Sarkozy et à la campagne menée en France ces dernières semaines, contre l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne.

A-t-il vraiment hésité ? Au cours d'une réunion ministérielle, dans la soirée du 17 juin, Egemen Bagis, le ministre chargé des négociations avec l'Union européenne, et Ertugrul Günay, celui de la culture, sont parvenus à infléchir

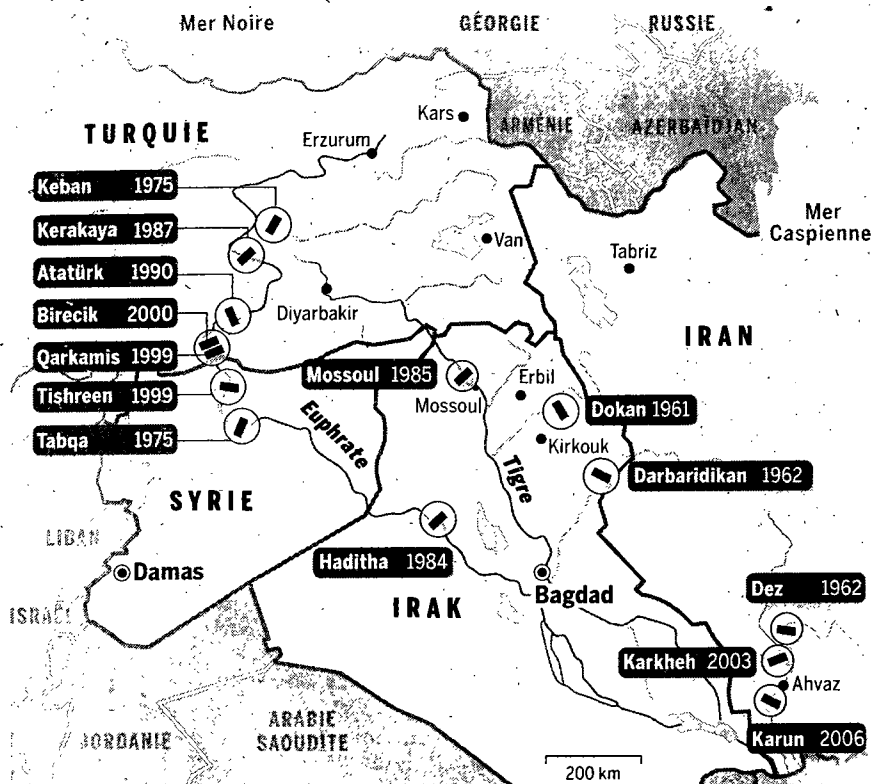
la position de M. Erdogan. « *Le gouvernement a décidé de continuer, c'était une décision critique*, témoigne un diplomate turc. *Il faut voir cette Saison culturelle comme une branche d'olivier brandie pour améliorer les relations franco-turques* », estime-t-il.

Les relations entre les deux pays étaient déjà fragilisées depuis 2000 par la reconnaissance française du génocide arménien. Puis les sorties répétées de M. Sarkozy sur la situation géographique de la Turquie - « *Si elle était européenne, ça se saurait* » - ont été perçues comme autant d'humiliations. Le ressentiment est grand dans un pays dont les élites culturelles sont largement francophiles. L'impopularité du président français en Turquie bat même des records. Selon le sondage publié le 29 juin par World Global Opinion, 7 % des Turcs ont confiance en M. Sarkozy, et 73 % s'en méfient. ■

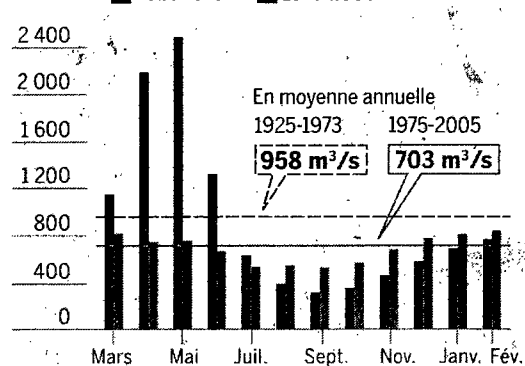
Guillaume Perrier

Le manque d'eau, la nouvelle plaie du peuple irakien

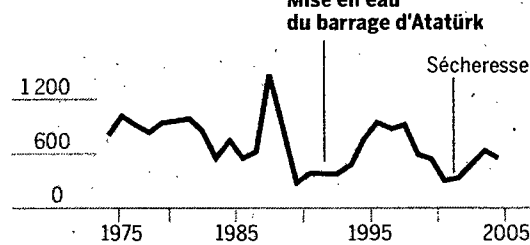
Affecté par une grave sécheresse, le pays accuse la Turquie de « l'assoiffer délibérément »



DÉBIT MOYEN MENSUEL DE L'EUPHRATE, 1925-2005, en m³/s



DÉBIT MOYEN ANNUEL DE L'EUPHRATE, 1975-2005, en m³/s



SOURCE : GOUVERNEMENT IRAKIEN

Reportage

Bagdad
Envoyé spécial

Un nouveau malheur est en train de s'abattre sur l'Irak. Après la dictature, les conflits, l'embargo, l'invasion, l'occupation, la guerre civile et les millions de morts que tous ces fléaux ont provoqué depuis trente ans sur ce pays jadis prospère, les 25 millions d'Irakiens doivent faire face à une nouvelle plaie d'une ampleur sans précédent : le manque d'eau.

Dans le sud, berceau de la grande civilisation disparue de Sumer, des hordes de serpents quittent les marais en voie d'assèchement et commencent à s'aventurer, près des habitations. Les populations de Dhi-Qar et dans les villages autour de Nassariyah et des marais d'Al-Hammar, on fait le guet jour et nuit pour protéger les vaches, les buffles et parfois les enfants.

Au centre, naguère fertile, du pays, entre Bagdad, Kerbala, Nadjaf et Kut, des milliers de paysans fondent de plus en plus souvent sur les villes, pour fuir la misère et s'y installer. Ou pour manifester leur colère contre des autorités jugées « imprévoyantes ». En trente ans, selon le ministère de l'agriculture, les surfaces cultivables dont dépendent

environ 30 % des Irakiens, ont diminué de 40 %. Le désert, qui couvre déjà 60 % du pays, gagne du terrain. Dans cette région, « les surfaces cultivées ont diminué de près de moitié cette année », s'alarme Abdel Latif Rachid, le ministre des ressources hydrauliques. Et si cela « continue ainsi », ajoute Hassan Janabi, représentant permanent de l'Irak auprès de la FAO, la sécurité alimentaire nationale va s'en trouver gravement affectée.

Selon les Nations unies, près de un million d'Irakiens vivent déjà dans une insécurité alimentaire permanente. Plus de six millions d'autres dépendent des distributions gouvernementales de riz, farine, sucre et huile.

Les raisons de ces malheurs au « Pays d'entre les deux rivières » – traduction de Mésopotamie, l'ancien nom de l'Irak en grec ancien – tiennent bien sûr aux conflits et à l'absence d'un système de gestion publique adéquate des réserves. Mais aussi à une sécheresse « d'une sévérité sans précédent depuis plus de trois ans », selon le ministre. Dépendant des pluies, le nord montagneux du pays (Kurdistan et alentours) souffre d'une absence quasi-totale de bassins de réserve et de canaux d'irrigation.

Le Tigre et l'Euphrate, qui rendaient la vie possible depuis des

millénaires dans les plaines surchauffées du pays, ont perdu 30 à 50 % de leur niveau en vingt ans. « Les réserves totales accumulées grâce aux six grands barrages irakiens, relève M. Janabi, sont passées de 40 milliards de m³ en 2006, à 10 milliards aujourd'hui. » En Irak, le flot de l'Euphrate a diminué des trois quarts en dix ans. Le seul grand barrage d'Haditha contenait 8 milliards de m³ en 2007, moins de 1,5 milliard à présent. « Son niveau

Dans le Sud, des hordes de serpents quittent les marais et s'aventurent près des habitations

continue de diminuer d'environ 5 centimètres par jour ! » s'alarme le diplomate irakien.

À la fin de l'an dernier, trois mille agriculteurs se sont réunis à Nadjaf pour supplier Allah de leur envoyer de l'eau. Plus réaliste, le gouvernement multiplie l'envoi d'émissaires en Turquie, là où les deux fleuves prennent leur source. « Nous demandons régulièrement à Ankara de laisser couler les eaux de l'Euphrate à un rythme d'au moins

500 m³ par seconde vers l'Irak, confie le ministre. Pour l'instant, et depuis plusieurs années, nous en recevons moins de la moitié. » De 1925 à 1973, l'Irak recevait 958 m³/seconde. L'édification, depuis 1975, de cinq barrages turcs sur ce fleuve et de deux autres en Syrie, sur le même cours d'eau, empêche l'Irak de recevoir ce que le pays considère comme son dû.

« Les Turcs nous assoiffent délibérément ! », s'indigne l'un des parlementaires irakiens qui ont voté, le 12 mai dernier à Bagdad, une résolution interdisant dorénavant au gouvernement de signer quelque accord que ce soit – commercial ou stratégique – avec Ankara « tant que la Turquie ne nous garantira pas une part plus juste des eaux ». Des élus turcs ont répliqué en suggérant que puisque l'Irak vend son « or noir », il n'y avait pas de raison qu'Ankara ne commerce pas son « or blanc. » La tension monte entre les deux voisins.

Faute d'une législation internationale qui permette un partage équitable des ressources, le pouvoir irakien a rejeté la motion parlementaire et préfère s'en remettre à la diplomatie. L'Irak et la Syrie veulent négocier un accord permanent, la Turquie fait la sourde oreille. ■

Patrice Claude.

Le Monde

Dimanche 5 - Lundi 6 juillet 2009

Les Vingt-Sept affichent un front uni face à Téhéran

Des employés de l'ambassade britannique en Iran seront jugés : l'UE discute de la riposte

Stockholm
Envoiyé spécial

Les deux hommes se sont efforcés d'afficher une commune fermeté face à la crise iranienne. Recevant Nicolas Sarkozy à Stockholm vendredi 3 juillet, le président en exercice de l'Union, le Suédois Fredrik Reinfeldt a qualifié d'« inacceptable » le maintien en détention de deux des neuf employés locaux de l'ambassade britannique à Téhéran arrêtés le 28 juin. Un peu plus tôt, le régime iranien venait d'annoncer son intention de juger ces détenus, rejetant les demandes de libération formulées par les Européens.

« Nous sommes solidaires des Britanniques », a renchéri le président français, à l'issue d'un bref déjeuner avec le premier ministre suédois. La visite du chef de l'Etat avait été reportée début juin en raison d'un différend avec Stockholm au sujet de la Turquie. Vendredi, les dirigeants français et suédois ont préféré mettre en sourdine leurs divergences sur l'élargissement de l'Union pour afficher un front commun sur l'Iran.

Au-delà des formules diplomatiques, les Européens font face à un dilemme susceptible de miner leur cohésion. A l'instar de Paris, Londres et Rome, les uns souhaitent durcir le ton, pour contrain-

dre le gouvernement iranien à tenir compte des manifestations massives suscitées par la réélection contestée du président Ahmadinejad. Comme la Suède, ou l'Allemagne, d'autres craignent toute initiative qui conforterait l'aile dure du régime, prompte à dénoncer « l'ingérence » étrangère.

Après l'arrestation d'employés locaux de l'ambassade britannique, les Vingt-Sept avaient promis de réagir collectivement. Ils ont néanmoins décidé, vendredi 3 juillet, de ne pas suivre à ce stade la suggestion du Royaume-Uni, qui proposait de rappeler temporairement les ambassadeurs européens en poste à Téhéran.

Les Vingt-Sept ont plutôt convenu de mettre en œuvre une « panoplie » de mesures, qui constitue, selon l'expression d'un diplomate, une « riposte graduée ». Toutes les capitales vont convoquer les ambassadeurs iraniens, afin de leur détailler les préoccupations européennes. Les Vingt-Sept envisagent aussi de restreindre, sans la suspendre complètement, l'attribution de visas aux dirigeants et hauts fonctionnaires iraniens.

Avancer prudemment

Le retrait des ambassadeurs européens en poste à Téhéran n'est pas exclu. Il ne sera mis en œuvre qu'en dernier recours, si les employés

n'étaient pas libérés la semaine prochaine. « L'annonce d'un éventuel procès démontre que cette affaire peut prendre du temps », dit un diplomate européen, « ce n'est pas encourageant, et nous gardons toutes les options ouvertes ».

« Il est important [que les Vingt-Sept] montrent un front uni », et « marquent leur solidarité » avec les Britanniques, a déclaré M. Reinfeldt. Le premier ministre suédois avance prudemment sur ce dossier qui peut empoisonner son mandat à la tête de l'Union : pour lui, les problèmes intérieurs iraniens « ne doivent pas se transformer en une crise entre l'Iran et le reste du monde ».

Carl Bildt, le chef de la diplomatie suédoise, ne veut pas rompre les ponts diplomatiques, et préfère multiplier les contacts pour dénouer la crise. Les Européens souhaitent aussi maintenir à tout prix le dialogue engagé avec l'Iran sur le dossier nucléaire, même si certains estiment à Téhéran que l'Europe est désormais « disqualifiée » dans ce domaine. A ce sujet, « la France est partisane de renforcer les sanctions, de manière à ce que les Iraniens comprennent qu'ils sont dans l'impasse », a martelé M. Sarkozy. ■

Philippe Ricard

Le Monde

Mercredi 8 juillet 2009

Les Européens réticents à financer le barrage turc d'Ilisu

Ankara maintient son intention de mener à bien un chantier très critiqué par les ONG

Istanbul
Correspondance

L'Allemagne, la Suisse et l'Autriche, trois pays européens dont les agences de crédits à l'exportation garantissaient une partie du financement d'un barrage sur le Tigre, à Ilisu, dans le sud-est de la Turquie, devraient, selon la presse allemande et suisse, se retirer du projet.

Si la décision est confirmée, elle sanctionnera l'échec d'Ankara à remplir les 153 critères sociaux, économiques et culturels définis par la Banque mondiale avant d'entamer le chantier. Fin décembre 2008, un dernier délai de six mois, jusqu'au 6 juillet, avait été accordé à la Turquie atteindre ces objectifs.

Près trois ans de bataille pour contester la construction du barrage, les défenseurs de l'environnement savourent « une victoire his-

torique ». « Nous accueillons avec joie le fait que les gouvernements européens aient finalement pris au sérieux les standards internationaux pour ce projet », a réagi l'Allemande Heike Drillisch, membre de la campagne contre le barrage d'Ilisu. « Nos recherches récentes ont montré qu'il n'y a toujours aucune solution proposée pour les 60 000 personnes qui risquent de perdre leur moyen de subsistance, ni pour la préservation de l'incalculable patrimoine culturel menacé d'inondation », a déclaré Christine Eberlein, de la Déclaration de Berne, une ONG suisse.

Pour construire ce barrage, d'un coût supérieur à 1,1 milliard d'euros, 200 villages et plus de 300 km² doivent être submergés dans la vallée du Tigre. L'Irak voisin, déjà sujet à une forte sécheresse, s'inquiète d'une nouvelle diminution du débit du fleuve. A la veille de l'ultime délai fixé à Anka-

ra, Bagdad a officiellement demandé aux pays engagés de renoncer au chantier.

Plus de 60 000 habitants de la région ont été priés de quitter les lieux, ce qui fait craindre un nouvel exode vers les grandes villes. Enfin, le site multimillénaire d'Hasankeyf et ses précieux vestiges, des habitations troglodytiques, une mosquée et un pont médiéval, devaient être sacrifiés. En guise de compensation, le gouvernement turc prévoyait de reloger les propriétaires dans des pavillons modernes et d'installer une base de tourisme nautique dans le « nouveau Hasankeyf ».

Patrimoine mondial

Le gouvernement turc a martelé son intention de mener à bien, coûte que coûte, le chantier du barrage, l'une des vingt-deux retenues d'eau du Plan de développement d'Anatolie du Sud-Est (GAP),

mis en place dans les années 1980. « Même sans les crédits internationaux le barrage sera construit, si nécessaire avec nos propres ressources. (...) Nous n'avons besoin d'aucun pays pour le faire », a déclaré le ministre de l'environnement, Veysel Eroglu, fervent partisan de cette politique de grands barrages. Selon les estimations, Ankara aurait besoin d'environ 450 millions d'euros. « Les travaux reprendront la semaine prochaine », a annoncé le premier ministre Erdogan.

La campagne nationale pour la sauvegarde d'Hasankeyf, qui a réuni artistes et militants autour de cette opposition au barrage, réclame le classement du site au patrimoine mondial de l'Unesco pour assurer sa protection. M. Eroglu s'en est pris à « ceux qui essaient de protéger l'histoire », a-t-il déclaré au quotidien Radikal. ■

Guillaume Perrier

LE DEVOIR

2 JUILLET 2009

Départ des soldats américains - L'Irak sur le fil

SERGE TRUFFAUT

La première étape du désengagement militaire des États-Unis en Irak vient d'être franchie: les troupes qui patrouillaient dans les villes et les bourgades du pays, quand elles n'échangeaient pas des tirs avec les insurgés, ont plié bagage. Direction? La région, la campagne, en attendant le départ du dernier G.I., prévu pour 2011. Ce repli, il faut le souligner, s'est fait au dernier jour du mois le plus meurtrier, le plus sanglant depuis juillet 2008. Au-delà de 400 personnes, dont le tiers sont des policiers, ont été tuées, des dizaines et des dizaines ont été blessées.

En raison justement de cette recrudescence des violences dont les modes opératoires ne sont pas sans rappeler ceux de 2005 -- à l'époque où le pays était en proie à une quasi-guerre civile --, tant les gradés américains qu'irakiens avaient

formulé le souhait d'une prolongation jusqu'à la fin de l'année. Car, outre la série d'attentats dont les chiites étaient généralement la cible, il n'a pas échappé aux militaires que le référendum sur l'accord de sécurité entre l'Irak et les États-Unis qui devait se tenir avant-hier a été retardé jusqu'en janvier prochain. Plus exactement, ce référendum aura lieu en même temps que les élections générales.

Celui qui a ordonné le report du scrutin sur le traité s'appelle Nouri al-Maliki, premier ministre de l'Irak qui s'active derrière comme devant le rideau de la scène politique du pays pour mieux imposer ce qu'il faut bien nommer une entourloupette. Voici de quoi il s'agit: Al-Maliki et son parti, le Dawa, formé en Iran par des Irakiens en exil, voudraient que la recette électorale du prochain rendez-vous, soit évidemment celui de janvier, soit celle dite de la liste fermée et non

ouverte. On s'explique. Lorsque le citoyen vote dans ce cadre, il vote pour la formation de son choix. Après quoi, les dirigeants de celle-ci parachutent telle ou telle personne dans telle ou telle circonscription.

Il va sans dire que le coup de force politique qu'Al-Maliki entend dicter lors des prochaines législatives heurtent les intérêts ainsi que les aspirations de bien des mouvements religieux ou classes sociales. Au premier chef, les sunnites. La majorité d'entre eux a la certitude qu'Al-Maliki est en fait le paravent du chiisme iranien et qu'étant cela, il entrevoit réduire l'influence, à long terme, des sunnites à la portion congrue. Cette certitude expliquerait pour une bonne part le sursaut de violence observé au cours des quatre dernières semaines.

Il y a les sunnites, mais il y a aussi les Kurdes. Sur ce front, le moins que l'on puisse dire c'est que les relations entre le

gouvernement de la province quasi autonome du Kurdistan et Al-Maliki se sont passablement envenimées au cours des récents mois. Les uns et les autres passent leur temps à se provoquer sur la place publique. Les Kurdes estiment qu'Al-Maliki a fait le service minimum pour ce qui est de la pacification de la ville Kirkouk, alors que ce dernier juge l'indépendantisme de ces derniers trop trempé, trop résolu, pour qu'ils soient dignes de confiance.

Spectateur de ces luttes politiques, l'Irakien juge son gouvernement incapable d'assurer sa sécurité. Il est évidemment inquiet, désabusé. S'il se félicite du départ des G.I. de l'horizon urbain, à juste titre d'ailleurs, le pessimisme qui l'habite après 35 ans de dictature et de guerre lui fait craindre une situation plus ou moins analogue à celle de 2005. Soit, la guerre civile.



IRAK: UN PESHMERGA, UN POLICIER TURCOMAN ET DEUX SUNNITES TUÉS À KIRKOUK

4 juillet 2009 AFP

Un milicien kurde, un policier turcoman et deux civils arabes sunnites ont été tués ces dernières 24 heures à l'aide de pistolets munis de silencieux à Kirkouk, ville du nord de l'Irak où coexistent différentes communautés souvent antagonistes, a déclaré samedi la police.

Des inconnus ont abattu un policier d'origine turcomane, Bassem Abbas al-Bayati, qui rentrait chez lui samedi dans le centre de la ville, à 250 km au nord de Bagdad, a annoncé le lieutenant-colonel de police Kamel Ahmad.

Dans une autre attaque, un peshmerga (combattant kurde), Karouane Joumaa Hussein, a été tué de la même façon, dans le nord de la ville, a-t-il ajouté.

Dans la nuit de vendredi à samedi, deux frères arabes sunnites Chehab et Bilal al-Moufourdji ont trouvé la mort dans les mêmes circonstances dans l'est de Kirkouk alors qu'ils marchaient dans la rue.

Par ailleurs, le commandant de la 12e division de l'armée irakienne, le général Abdel Amir Reza Mohammad al-Zaidi, a annoncé que ses forces avaient arrêté

samedi à Hawija, à l'ouest de Kirkouk, après dénonciation, un cadre présumé d'Al-Qaïda, Mehdi Saleh Khalil, soupçonné d'avoir planifié et exécuté l'attentat sur un marché de Kirkouk le 30 juin qui avait fait 33 tués et 92 blessés.

Il est également suspecté d'avoir commis un attentat à la voiture piégée le 15 avril qui avait tué au moins dix policiers et en avait blessé 22 autres.

Par ailleurs, la police a distribué à Kirkouk des tracts offrant une récompense de 2.500 dollars pour toute information concernant un "émir" d'Al-Qaïda, Hawas Manaa Salah al-Assafi, surnommé "Abou Kouteiba", suspecté d'être impliqué dans l'attentat au camion piégé du 20 juin à Taza, au sud de Kirkouk, qui fit 72 tués et 200 blessés.

Kirkouk est un concentré des défis et problèmes irakiens. Riche en pétrole, la province de 900.000 habitants compte plusieurs communautés qui se disputent le pouvoir: les Kurdes, qui souhaitent son rattachement au Kurdistan irakien, les Turcomans, qui se considèrent comme ses habitants historiques, les Assyro-chaldéens (chrétiens) ou des Arabes, souvent arrivés à l'occasion de la politique d'arabisation forcée de Saddam Hussein.



QUATRE TUÉS DANS L'EXPLOSION D'UNE MINE DANS LE SUD-EST DE LA TURQUIE

6 juillet 2009 AFP

QUATRE personnes ont été tuées et neuf blessées lundi dans l'explosion d'une mine dans le sud-est de la Turquie, près de la frontière irakienne, région où opèrent les rebelles kurdes, a annoncé l'agence turque Anatolie, citant le bureau du gouverneur local.

L'explosion a eu lieu dans la région de Besta, province de Sirnak, lorsqu'un véhicule transportant des ouvriers employés à la construction d'une route a sauté sur une mine posée par les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), selon le communiqué du bureau du gouverneur.

Aucun des blessés n'est dans un état critique, selon la même source.

L'armée turque a immédiatement quadrillé la zone.

Le mois dernier, le PKK a annoncé qu'il allait prolonger jusqu'au 15 juillet le cessez-le-feu qu'il a déclaré unilatéralement, du fait des progrès enregistrés vers une solution pacifique au conflit. Il a cependant prévenu qu'il se défendrait en cas d'attaque de soldats turcs.

Les rebelles du PKK luttent depuis 1984 pour l'autonomie du sud-est de la Turquie, majoritairement kurde. Le conflit a fait au moins 45.000 morts, selon l'armée turque.

Le PKK est considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, l'Union européenne et les États-Unis.

AFP

JOE BIDEN LANCE UNE SÉVÈRE MISE EN GARDE AUX DIRIGEANTS IRAKIENS

BAGDAD - 3 juillet 2009 - AFP

LE VICE-PRÉSIDENT américain Joe Biden a lancé vendredi à Bagdad une mise en garde sans précédent aux dirigeants irakiens en affirmant que son pays pourrait se désengager politiquement si l'Irak replongeait dans la violence confessionnelle ou ethnique.

"Si la violence reprenait, cela changerait la nature de notre engagement. Il a été très direct sur ce point", a affirmé un haut responsable américain qui l'accompagne après une série de rencontres avec les dirigeants irakiens, dont le Premier ministre Nouri al-Maliki.

"Si, en raison des actions de différentes parties en Irak, le pays devait replonger dans la violence confessionnelle ou tomber dans la violence ethnique, alors ce n'est pas une chose qui nous permettrait de rester engagé car ce ne serait pas dans l'intérêt du peuple américain", a-t-il ajouté.

Jamais jusqu'à présent les Etats-Unis n'avaient montré un tel agacement devant l'absence de progrès dans le règlement des problèmes qui divisent les Irakiens et qui peuvent à tout moment déboucher sur une reprise de la violence ayant plongé le pays dans le chaos en 2006 et 2007.

M. Biden est arrivé jeudi soir à Bagdad, deux jours après le retrait des soldats américains des villes d'Irak, dont l'armée et la police irakiennes assurent désormais la sécurité.

Le haut responsable américain a cité successivement les questions prioritaires de la ville de Kirkouk, l'intégration des différents groupes ethniques et confessionnels dans la société irakienne, le renforcement des institutions gouvernementales et la loi sur la répartition des richesses pétrolières qui n'a toujours pas été votée.

Kirkouk, qui repose sur des ressources pétrolières gigantesques, est au coeur d'une bataille entre les Kurdes, qui souhaitent rattacher cette ville au Kurdistan, et le pouvoir central qui rejette entièrement cette idée.

"Des quantités énormes de sang ont coulé, des ressources ont été dépensées pour aider l'Irak à se relever. Nous voulions que cela arrive mais il n'y a aucune volonté de recoller les pots cassés encore une fois si, par l'action de certains, l'Irak devait s'effondrer", a insisté le haut responsable.

Lors d'une conférence de presse au côté de M. Maliki, le vice-président s'est toutefois montré plus diplomatique.

"Le président (Barack Obama) et moi-même sommes heureux du long chemin parcouru par l'Irak depuis un an mais la voie menant à la paix et la stabilité est encore difficile. Ce n'est pas encore fini", a-t-il dit.

"Les Irakiens doivent prendre des mesures politiques et utiliser le processus



Le vice-président américain Joe Biden visite une base américaine près de Bagdad le 3 juillet 2009

politique pour résoudre leurs différends et faire avancer leur intérêt national", a insisté le numéro deux américain

M. Maliki a de son côté estimé que le retrait américain des villes "confirme la crédibilité des accords" signés avec les Etats-Unis. "Ces accords sont fidèlement respectés", a-t-il insisté, en référence à l'accord de sécurité signé en novembre dernier qui a ouvert la voie au désengagement total des forces américaines en 2011.

Vendredi, M. Biden, dont c'est la première visite en Irak depuis sa prise de fonction en janvier, s'était d'abord entretenu avec les deux plus hauts responsables américains dans le pays, le chef des forces armées, le général Ray Odierno, et l'ambassadeur Christopher Hill.

Il avait également rencontré deux responsables sunnites membres du Parti islamique et favorables à une amnistie pour les anciens baassistes, le vice-président Tarek al-Hachemi et le président du Parlement Iyad al-Samarraï. Il a également vu le vice-président chiite Adel Abdel Mahdi.

Des milliers de partisans de Moqtada Sadr ont manifesté dans leur fief de Sadr City, un quartier pauvre de Bagdad, et brûlé la bannière étoilée. "Non, non aux Etats-Unis! Non, non à l'occupation! Oui, oui à l'Irak!", scandaient certains.

AFP

IRAK: BIDEN, TALABANI ET BARZANI PARLENT RÉCONCILIATION

8 juillet 2009 - AFP

LE VICE-PRÉSIDENT américain Joe Biden a insisté auprès des présidents irakien Jalal Talabani et de la province autonome du Kurdistan Massoud Barzani sur la nécessité d'une réconciliation politique, a indiqué mardi son bureau.

Joe Biden "a fait aux deux dirigeants un compte-rendu des rencontres qu'il a eues la semaine dernière à Bagdad et a réaffirmé l'engagement du gouvernement américain à réussir en Irak", ajoute le communiqué.

"Il a aussi insisté sur la nécessité de parvenir à une résolution des questions de réconciliation en Irak", ajoute le communiqué, qui qualifie de "constructives et positives" les discussions entre M. Biden et les deux dirigeants.

Cette déclaration intervient alors que le gouvernement irakien a appelé samedi les Etats-Unis à ne pas s'ingérer dans sa politique intérieure, au lendemain d'une sévère mise en garde du vice-président américain aux diri-

geants du pays.

M. Biden, qui s'est rendu en Irak la semaine dernière après avoir été investi par M. Obama de la mission d'oeuvrer à la stabilisation politique du pays, a menacé ses interlocuteurs d'un désengagement si la violence confessionnelle et ethnique devait reprendre.

Le vice-président américain, Joe Biden, doit "transmettre à son président le désir commun des Irakiens de vouloir régler leurs affaires entre eux", a déclaré samedi le porte-parole du gouvernement Ali Dabbagh lors d'une intervention à la télévision publique irakienne.

"Nous ne voulons pas que d'autres parties s'ingèrent dans nos affaires car les choses se compliquent et rien ne sera réglé. Il s'agit d'un message qu'il doit transmettre" au président Barack Obama, a-t-il ajouté.

Le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki a martelé lundi son rejet de toute "ingérence étrangère" dans les affaires de son pays et appelé les Irakiens à s'unir pour y faire face.



IRAK: MALIKI SOUHAITE LA TENUE D'ÉLECTIONS PROVINCIALES À KIRKOUK

5 juillet 2009 AFP

LE PREMIER ministre irakien Nouri al-Maliki a souhaité dimanche la tenue d'élections locales à Kirkouk, province riche en pétrole que se disputent âprement Kurdes, Arabes et Turcomans.

"Le gouvernement essaye de tenir des élections pour élire le conseil provincial de Kirkouk avant les prochaines élections parlementaires", a indiqué M. Maliki dans un communiqué, interrogé par des journalistes à travers le site internet de son bureau.

"Le problème de Kirkouk ne peut être résolu par la force ou par des faits accomplis car ceci a échoué tout au long de l'histoire", a-t-il insisté.

"La question de Kirkouk nécessite que l'on use de tous les moyens, dont la tenue d'élections du conseil provincial", a-t-il ajouté, soulignant qu'il se rendrait

"bientôt" dans la province qui entretient des rapports troublés avec le pouvoir fédéral de Bagdad.

Les profondes divisions communautaires et ethniques avaient empêché la tenue des élections provinciales en janvier dans cette province.

M. Maliki a par ailleurs qualifié "d'illégales" certaines forces de Peshmergas, qui n'ont pas reçu l'autorisation du gouvernement irakien de se déployer dans la province. Une commission parlementaire qui devait trouver une solution à ce problème a échoué à rendre un rapport consensuel.

Kirkouk est un concentré des défis et problèmes irakiens. Riche en pétrole, la province de quelque 900.000 habitants compte plusieurs communautés qui se disputent le pouvoir: les Kurdes, qui souhaitent son rattachement au Kurdistan irakien, les Turcomans, qui se considèrent comme ses habitants historiques, les Assyro-chaldéens (chrétiens) ou des Arabes, souvent arrivés à l'occasion de la politique d'arabisation forcée de Saddam Hussein



KURDISTAN: PAS DE RÉFÉRENDUM LE MÊME JOUR QUE LES ÉLECTIONS (COMMISSION)

6 juillet 2009 AFP

LA COMMISSION électorale irakienne a affirmé lundi qu'elle ne pouvait pas organiser le référendum sur la constitution kurde le jour même des élections provinciales prévues le 25 juillet, arguant que la "crédibilité" du processus serait remise en cause.

"La commission se trouve dans l'impossibilité d'organiser le référendum en même temps que les élections présidentielle et législatives car cela affecterait la crédibilité et l'intégrité des procédures" électorales, a-t-elle indiqué dans un communiqué.

La commission a précisé avoir proposé le report des élections à la mi-août pour pouvoir tenir le référendum le 25 juillet mais, selon elle, le parlement kurde ira-

kien a rejeté cette proposition.

La commission n'a pas précisé dans son communiqué les mesures en cas de blocage.

Le Parlement kurde a adopté le 24 juin la future Constitution du Kurdistan (nord) qui prévoit de rattacher à cette région la province de Kirkouk ainsi que des localités situées dans les gouvernorats de Ninive et de Diyala.

La province autonome du Kurdistan entretient des relations difficiles avec l'Etat fédéral en raison de la répartition des richesses pétrolières en abondance sous le sol de Kirkouk.

La capitale du Kurdistan est Erbil et la région a son propre drapeau et sa fête nationale qui est le Norouz. Les langues officielles sont l'arabe et le kurde.



AFFAIRE GHASSEMLOU: SA VEUVE ET SON PARTI DEMANDENT JUSTICE À VIENNE

6 juillet 2009 - AFP

A QUELQUES jours du 20e anniversaire de l'assassinat de l'opposant kurde Abdel Rahman Ghassemlou à Vienne le 13 juillet 1989, sa veuve et son parti ont appelé lundi les autorités autrichiennes à amener les auteurs devant la justice.

Venu en Autriche pour des négociations avec des émissaires iraniens, Ghassemlou, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan/Iran (PDKI), un mouvement d'opposition interdit par Téhéran, a été abattu, ainsi que deux de ses collaborateurs, par un commando qui n'a jamais été appréhendé.

La police autrichienne avait à l'époque libéré deux membres présumés du commando, qui avaient pu se réfugier dans l'ambassade d'Iran et quitter le pays par la suite sans être inquiétés.

"Je suis sûr que la perception de ce jour sombre de l'histoire de l'Autriche ne changera que si les responsables sont identifiés et interrogés, et quand

l'Autriche présentera ses excuses au PDKI et au peuple kurde", a déclaré Mustafa Hejri, actuel secrétaire général du PDKI, lors d'une conférence à Vienne à la mémoire de M. Ghassemlou.

"Pourquoi les preuves, directes et indirectes, d'une implication de l'Etat iranien ont-elles été cachées par les autorités autrichiennes", s'est interrogée la veuve de la victime, Héléne Ghassemlou.

La justice administrative autrichienne a refusé dans les années 1990 d'étudier les conditions ayant entouré cette enquête. Le député écologiste autrichien Peter Pilz, auteur d'un livre sur l'affaire, a affirmé que l'Autriche a cédé à des pressions de Téhéran, qui a toujours nié son implication dans cet assassinat.

L'actuel président iranien Mahmoud Ahmadinejad a été accusé à plusieurs reprises d'être lié à cette affaire. Le ministre des Affaires étrangères autrichien Michael Spindelegger a annoncé des vérifications après la présentation récente du témoignage inédit d'un marchand d'armes se souvenant avoir vu M. Ahmadinejad lors d'une livraison d'armes début juillet 1989 à l'ambassade d'Iran à Vienne.



IRAK: FERMETURE D'UN CAMP DE RÉFUGIÉS À LA FRONTIÈRE AVEC LA JORDANIE

8 juillet 2009 à 11h03AFP

PRÈS DE 200 réfugiés kurdes iraniens, qui vivaient depuis quatre ans dans un camp de fortune à la frontière entre l'Irak et la Jordanie, ont été relogés près de la Syrie, a annoncé mercredi le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (UNHCR).

"Le camp situé depuis 2005 dans le no man's land entre l'Irak et la Jordanie a été fermé et les 186 kurdes iraniens ont été relogés temporairement dans le camp al Walid, à la frontière avec la Syrie, où se trouvent déjà 1.400 réfugiés palestiniens", a indiqué dans un communiqué le représentant du HCR en Irak Daniel Endres.

Le camp fermé se trouvait à Trebil, près de la Jordanie.

La majorité des réfugiés kurdes iraniens en Irak est regroupée depuis 2006 à Kawa, au Kurdistan, mais ce groupe était installé dans un lieu difficile d'accès, ce qui rendait difficile la fourniture de l'assistance nécessaire, a précisé M. Endres.

"La vie sous les tentes dans le désert est difficile et le HCR continue à chercher une solution plus durable pour ce groupe ainsi que les réfugiés palestiniens" qui résident déjà à al Walid, a-t-il ajouté.

Environ 42.000 réfugiés résident en Irak, dont près de 15.000 Palestiniens, 15.000 Kurdes turcs et 10.000 kurdes iraniens.

Elite clerics criticize vote in Iran as split widens

CAIRO

BY MICHAEL SLACKMAN
AND NAZILA FATHI

An important group of religious leaders in Iran has called the disputed presidential election and the new government illegitimate, an act of defiance against the country's supreme leader and the most public sign of a major split in the country's clerical establishment.

A statement by the group, the Association of Researchers and Teachers of Qum, represents a significant, if so far symbolic, setback for the government and especially the authority of the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, whose word is supposed to be final. The government has tried to paint the opposition and its top presidential candidate, Mir Hussein Moussavi, as criminals and traitors, a strategy that now becomes more difficult.

"This crack in the clerical establishment, and the fact they are siding with the people and Moussavi, in my view is the most historic crack in the 30 years of the Islamic republic," said Abbas Milani, director of the Iranian Studies Program at Stanford University. "Remember, they are going against an election verified and sanctified by Khamenei."

The announcement Saturday came as Mr. Moussavi released documents detailing a campaign of fraud by the current president's supporters, and as a close associate of the supreme leader called Mr. Moussavi and former President Mohammad Khatami "foreign agents," saying they should be treated as criminals.

The documents, published on Mr. Moussavi's Web site, accused supporters of the president of printing more than 20 million extra ballots before the vote and handing out cash bonuses to voters.

Since the election, the bulk of the clerical establishment in the holy city of Qum, an important religious and political center of power, has remained largely silent, leaving many to wonder when, or if, Iran's senior religious leaders would jump into the controversy that has posed the most significant challenge to the country's leadership since the Islamic Revolution.

With its statement Saturday, the association of clerics came down squarely on the side of the reformist movement.

The group had earlier asked for the election to be nullified because so many Iranians objected to the results, but it never directly challenged the legitimacy of the government and, by extension, the supreme leader.

The earlier statement also came before the election was certified by the country's religious leaders, who have since said that opposition to the results must cease.

The clerics' decision to speak up again is not itself a turning point and could fizzle under pressure from the state, which has continued to threaten its critics. Some seminaries in Qum rely on the government for funds, and Ayatollah Khamenei and the man he has declared the winner of the election, incumbent President Mahmoud Ahmadinejad, have powerful backers there.

They also retain the support of the powerful security forces and the elite Revolutionary Guards. In addition, Iran's highest-ranking clerics have yet to speak out individually against the election results.

But the association's latest statement does help Mr. Moussavi, Mr. Khatami and a former speaker of Parliament, Mehdi Karroubi, who have been the most vocal in calling the election illegitimate and who, in their attempts to force change, have been hindered by the jailing of influential backers.

"The significance is that even within the clergy, there are many who refuse to recognize the legitimacy of the election results as announced by the supreme leader," said an Iranian political analyst who spoke on condition of anonymity for fear of reprisal.

While the government could continue vilifying the three opposition leaders, analysts say it was highly unlikely that the leadership would use the same tactic against the clerical establishment in Qum.

The backing also came at a sensitive time for Mr. Moussavi, because the accusations that he is a foreign agent ran in a newspaper, Kayhan, that has often been used to build cases against critics of the government.

"This might embolden other clergy to come forward."

The editorial was written by Hossein Shariatmadari, who was picked by the supreme leader to run the newspaper.

The clerics' statement chastised the leadership for failing to adequately study complaints of vote-rigging and lashed out at the use of force in crushing huge public protests.

It even directly criticized the Guardian Council, the powerful group of clerics

charged with certifying elections.

"Is it possible to consider the results of the election as legitimate by merely the validation of the Guardian Council?" the association said.

Perhaps more threatening to the supreme leader, the committee called on other clerics to join the fight against the government's refusal to adequately reconsider the charges of voter fraud. The committee invoked powerful imagery, comparing the 20 protesters killed during demonstrations with the martyrs who died in the early days of the revolution and the war with Iraq, asking other clerics to save what it called "the dignity that was earned with the blood of tens of thousands of martyrs."

The statement was posted on the association's Web site late Saturday and carried on many other sites, including the Persian BBC, but it was impossible to reach senior clerics in the group to independently confirm its veracity.

The statement was issued after a meeting Mr. Moussavi had with the committee 10 days ago and a decision by the Guardian Council to certify the election and declare that all matters concerning the vote were closed.

But the defiance has not ended.

With heavy security on the streets, there is a forced calm. But each day, slowly, another link falls from the chain

of government control. Last week, in what appeared a coordinated thrust, Mr. Moussavi, Mr. Karroubi and Mr. Khatami all called the new government illegitimate. On Saturday, Mr. Milani of Stanford said, former President Ali Akbar Hashemi Rafsanjani met with families of those who had been arrested, another sign that he was working behind the scenes to keep the issue alive.

"I don't ever remember in the 20 years of Khamenei's rule where he was clearly and categorically on one side and so many clergy were on the other side," Mr. Milani said. "This might embolden other clergy to come forward."

Many of the accusations of fraud posted on Mr. Moussavi's Web site Saturday had been published before, but the report did give some more specific charges.

For instance, although the government had announced that two of the losing presidential contenders had received relatively few votes in their hometowns, the documents stated that some ballot boxes in those towns contained no votes for the two men.

U.S. seeking new levers in Iraq

BAGHDAD

With troops out of cities, American influence in politics declines sharply

BY ALISSA J. RUBIN

Behind the high walls of the American Embassy here, diplomats are casting about to find a new formula to influence politics in Iraq.

With most troops now on large bases outside the cities, America's day-to-day

NEWS ANALYSIS

involvement in Iraqi life has vanished. The decisions, big and small, that U.S. commanders made are now largely being made by Iraqis; U.S. soldiers no longer have daily contact with tribal sheiks, mayors, insurgents and shopkeepers — a change welcomed by the majority of Iraqis.

Although President Barack Obama has made it clear that his strategic priority is the war in Afghanistan, Vice President Joseph R. Biden Jr. arrived in Baghdad last week to emphasize that the United States still cared about Iraq.

Many Iraqis say that since the Obama administration took office, U.S. policy has seemed unfocused and distant. In interviews, more than a dozen Iraqi policy makers felt that Iraq had been displaced by concerns about Afghanistan and Pakistan and that the administration had not given much thought to Iraq beyond its resolve to get the troops out.

Contributing to their unease was a sense of drift as Iraq lingered without an ambassador between the departure of Ryan C. Crocker and the arrival of his successor, Christopher R. Hill.

Mr. Biden's visit has heartened Iraq's political elite somewhat, reassuring them that they had not been abandoned, though the question remains whether Mr. Biden can make a difference.

Indeed, the troubles he is hoping to solve are those that stymied three previous ambassadors and President George W. Bush: political reconciliation between different ethnic and sectarian groups; a hydrocarbon law that would provide revenue to all of Iraq; and, tied to both knotty problems, a resolution of the disputed border between the Kurdish region and the rest of Iraq.

"This is truly mission unaccomplished in the larger scheme of things," said Barham Salih, the deputy prime minister, a Kurd.

"Iraq may have been stabilized, Al Qaeda might have trouble regrouping, we may not need General Odierno day



An Iraqi soldier on patrol in Baghdad. Most U.S. troops in Iraq have withdrawn to bases outside cities, and decisions once made by American commanders now fall to the Iraqis.

in and day out doing operations," he said, referring to the top U.S. commander in Iraq, Gen. Ray Odierno. "All that may be true, but the big battle over Iraq and stability and security has yet to be won fundamentally because of the politics of Shia, Sunni, Kurd, Arab Sunni. These are fundamental issues of power, resources and territory."

Ayad al-Sammarai, the speaker of the Iraqi Parliament, said Iraqis welcomed U.S. involvement but looked forward to more details. The Americans said "they would concentrate on supporting institutions, not supporting individuals," he said. "O.K., that's nice, but how are you going to do that? What institutions are they going to support and how?"

As he left Iraq, Mr. Biden told a New York Times reporter that he had gotten the message from Iraqi officials who feared that Iraq was no longer a high priority for Mr. Obama. Mr. Biden said he was surprised to hear that, and he tried to assuage those concerns. He quoted one official, whom he did not identify, as telling him, "We were concerned we were moved to the bottom shelf." He added, "I said, 'Well, you're not.'"

As they deal with Iraqi politics, the Americans must find a new tone. They have a reputation for being heavy-handed, for telling Iraqis what to do rather than asking what they want — a legacy of the period when Americans were in charge as an occupying force. Now that Iraq is in most respects a sovereign country, that approach only generates hostility.

Although the Americans helped most leading Iraqi politicians, including Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki,

come to power — and stay there — they can no longer expect the Iraqis to acknowledge the help, because being close to the Americans risks alienating average Iraqis.

Abdul Karim Abbas, who runs a wholesale soda shop in a mixed Sunni and

"The big battle over Iraq and stability and security has yet to be won fundamentally because of the politics of Shia, Sunni, Kurd, Arab Sunni."

Shiite working-class neighborhood, said the Americans were hindered because their very presence made people suspicious. "It will complicate things, since there are many sides who don't want the Americans to interfere," he said.

"The Sunnis accuse the Shia and the Kurdish of working with them. There is no trust for the Americans, because they made us fight each other," he said, repeating the argument often heard on the streets that it was Americans who brought sectarian strife to Iraq and that previously the sects had lived together happily.

Regardless of who brought sectarianism, national parliamentary elections set for January already look likely to be run along sectarian lines. Shiite parties are leaning toward forming a united coalition with only nominal Sunni support. That could push Sunnis to run together in order to maximize the number of seats they get — perpetuating a Lebanese style of politics, with ministries and other posts divided along sectarian

and ethnic lines.

The Islamic Supreme Council of Iraq, an Islamist party founded in Iran, is one of several parties championing the return to a single Shiite coalition. It lost seats in the provincial elections and is looking for a way to regain ground. Its members say that many people who ran as individuals or as members of small parties never gained even a single seat; it would have been better if they had run under one umbrella.

"If we have bigger blocs, that will result in fewer lost votes," said Amar al-Hakim, the son of the party's leader, Abdul Aziz al-Hakim, and his likely successor.

In the north of Iraq, competition over control of Kirkuk Province and in that way control of some of the richest Iraqi oil fields is in a tense stalemate, with neither the Kurds, nor Sunni Arabs nor Turkmen willing to give an inch.

"Iraq is not going to stay together if

there is no oil law binding the country together through the revenue stream; that's 95 percent of the Iraqi budget, you can't just let that slide," said Joost Hiltermann, an Iraq analyst with the International Crisis Group. "The Obama administration understands that very well. The analysis is there; it's been the oomph that's lacking."

Sheryl Gay Stolberg contributed reporting.

Herald INTERNATIONAL Tribune JULY 9, 2009

Dissent largely silenced in Iran

BASHMAGH, IRAQ

Interviews show a nation deeply polarized but under strong state control

BY SAM DAGHER

Two giant billboards bearing portraits of Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, and his predecessor, Ayatollah Ruhollah Khomeini, glare down from the Iranian side of this busy border crossing in northern Iraq.

Other eyes look out from Iran's fortress-like watchtowers, perched on the surrounding hills, searching mainly for the smugglers and bootleggers who transport their wares on the backs of mules through passes riddled with landmines from the Iran-Iraq war.

Still this frontier outpost is just far enough outside the view of the Iranian authorities that Iranians arriving here in the last few days were willing to talk to a reporter about the situation in Iran, though it was close enough that most would not give their full names.

Interviews with more than a dozen Iranians here paint a picture of a nation deeply polarized by the results of the presidential election last month, and a government that, with a daunting display of might from town to village, appears to be succeeding in silencing dissent.

Given the heavy restrictions Iran has imposed on journalists in the aftermath of the election and the bloody street confrontations that followed, the travelers' comments provided one of the few remaining sources of unfiltered news from inside Iran, and a rare glimpse of what is happening outside Tehran, where most journalists were not allowed even before the post-election crackdown.

In Tehran, said one resident, protesters challenging the re-election of President Mahmoud Ahmadinejad seem to be running out of options, especially the ability to mobilize in large numbers on the streets as they did immediately after the election. Government forces

are cracking down on any gatherings, he said. "Guards are lurking everywhere in the city," he said.

But he said one form of protest persists. People are still taking to their roofs in several Tehran neighborhoods at about 10 p.m. each night to chant "Allahu akbar," or "God is great," for about 20 minutes.

He said he was in regular contact with friends and relatives in other major cities like Isfahan and Shiraz to the south and Mashhad to the east, and that a similar mood prevails in those cities.

Travelers from across Iran, from major cities to small towns, confirmed a heavy presence of security forces and an end to most public political demonstrations.

"The government should allow people to express their opinion," the Tehran resident said, speaking in English. "We want to have a democratic place for talking and negotiating with each other. We want justice."

Travelers from across Iran, from major cities to small towns, confirmed an end to most political demonstrations.

He said that he voted for Mir Hussein Moussavi, the reformist presidential candidate who has accused the authorities of rigging the elections, and that Mr. Moussavi's supporters were now being labeled opponents of the Islamic Revolution.

On the contrary, he said, the majority still support Iran's system of government. They just want a new vote, an ever more unlikely possibility since the election's certification by the powerful Guardian Council last week.

Ismail, 35, an engineer from Shiraz who was working on a tunnel project in the Iraqi Kurdish city of Sulaimaniya, said that security forces were in control of Shiraz and that demonstrations by Mr. Moussavi's followers had ended there.

"Ahmadinejad is the only person that gave poor citizens a better life," said Is-

mail, who voted for him.

Many Iranians regard Mr. Ahmadinejad as a pious and strong populist leader who has paid attention to the needs of the poor, especially outside Tehran, and stood up to what they view as a meddling and hostile West.

Haidar Amirallah, 40, a truck driver from the outskirts of Isfahan, said members of the Basij, the pro-government militia, were out in large numbers on the city's streets while security forces have stepped up their patrols. "If you do not interfere in politics you can move around freely," he said.

Mr. Amirallah said that he voted for Mr. Ahmadinejad and that he backed the crackdown against Mr. Moussavi's supporters. "They want freedom like in Europe away from Islam," he said. "They want to have sex, drink alcohol and do everything that Europeans do. We reject this."

Because Bashmogh lies in the Kurdish region, many of the travelers here are Kurds, visiting relatives across the border. Iranian Kurds, who have always had a troubled relationship with the government, have adopted a largely ambivalent attitude toward recent events.

Cities and towns with significant Kurdish populations had none of the pro-Moussavi protests that swept Tehran, several residents said. Many Kurds feel disenfranchised by Iranian politics and have a healthy fear of the security forces, which have long had a strong presence in Kurdish areas.

But Abu Bakr Modarresi, a leader of a Kurdish-Iranian dissident group in Iraq, said that while he was "excited" by the Moussavi movement, telling his supporters in Iran to take to the streets would have been tantamount to murder because government forces would have simply shot them.

He said a more realistic act of solidarity was a call for a general strike on June 25 that resulted in the closure of shops and businesses in some parts of Iranian Kurdistan. "We support this moment," he said. "Things will never go back to normal."

Amid Iran's unrest, a battle for the state

CAIRO

BY MICHAEL SLACKMAN

The streets of Iran have been largely silenced, but a power struggle grinds on behind the scenes, this time over the very nature of the state itself.

It is a battle that transcends the immediate conflict over the presidential election, one that began 30 years ago as

NEWS ANALYSIS

the Islamic Revolution established a new form of government that sought to blend theocracy and a measure of democracy.

From the beginning, both have vied for an upper hand, and today both are tarnished. There is growing unease among many of the nation's political and clerical elite that the very system of governance they rely on for power and privilege has been stripped of its religious and electoral legitimacy, creating a virtual dictatorship enforced by an emboldened security apparatus, analysts said.

Among the Iranian president's allies are those who question whether the nation needs elected institutions at all.

Most telling, and arguably most damning, is that many influential religious leaders have not spoken out in support of the beleaguered president, Mahmoud Ahmadinejad, or the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei. Indeed, even among those who have traditionally supported the government, many have remained quiet or even offered faint but unmistakable criticisms.

According to Iranian news reports, only two of the most senior clerics have congratulated Mr. Ahmadinejad on his re-election, which amounts to a public rebuke in a state based on religion. A conservative prayer leader in the holy city of Qum, Ayatollah Ibrahim Amini, referred to demonstrators as "people" instead of rioters, and a hard-line cleric, Grand Ayatollah Nasser Makarem-Shirazi, called for national reconciliation.

Some of Iran's most influential grand ayatollahs, clerics at the very top of the Shiite faith's hierarchy who have become identified with the reformists, have condemned the results as a fraud and the government's handling of the protests as brutal. On Saturday, an influential clerical association based in Qum called the new government illegitimate.

Yet Ayatollah Khamenei, Mr. Ahmadinejad and their allies still have a mono-

poly over the most powerful levers of state. They control the police, the courts and the prosecutor's office. They control the military and the militia forces. They retain the loyalty of a core group of powerful clerics and their conservative followers; for example, a hard-line cleric who heads the Qum Seminary, Ayatollah Morteza Moghtadai, said on Tuesday that "the case is closed." No one, not even restive clerics, is in a position to strip this group of its power in the short term.

But the long term is in play as this conflict evolves.

"In the short term, the dictatorial aspect of the regime is going to have the upper hand," said Muhammad Sahimi, a professor at the University of Southern California who has a network of contacts in Iran to keep him up to date. "If there is a next election, I don't believe a lot of people will vote, simply because they don't trust the system. But at the same time, this reinforced the reform movement and democratic movement, which already existed, and really made them stronger, in my view, in the long term."

For now, Iran's most hard-line forces have been emboldened. Mr. Ahmadinejad's spiritual adviser, Ayatollah Muhammad Taghi Mesbah Yazdi, has said elected institutions are anathema to a religious government and should be no more than window dressing.

This trend toward a less democratic, less republican state was the reason several analysts said that Mir Hussein Moussavi, a former prime minister who worked beside Ayatollah Ruhollah Khomeini, emerged from retirement to run for president.

As the conflict has escalated, Mr. Moussavi has warned that if the charges of fraud are not resolved credibly, the ideological underpinning of the state will be damaged and Iran's enemies will be proved right.

"If the large volume of cheating and vote rigging, which has set fire to the hay of people's anger, is expressed as the evidence of fairness, the republican nature of the state will be killed and, in practice, the ideology that Islam and republicanism are incompatible will be proven," Mr. Moussavi wrote in a letter calling for a new vote after the election.

But victory for the hard-liners, for Ayatollah Yazdi's vision of a state run exclusively by a clerical elite, is ascendant and at the same time undermined by events. In immediate terms, many analysts say, Ayatollah Khamenei has compromised his divinely inspired author-

ity by openly taking sides — a move that is in conflict with the legal, religious and customary role of the leader as a neutral arbiter of events. In essence, he has become just another politician, albeit the most powerful one.

"He has started kicking the ball on the side of one team, so that the system cannot be the same anymore," said a political analyst with years of experience in Iran who spoke on condition of anonymity for fear of retribution.

To understand the nature of the conflict, it is essential to look back to the founding of the republic. Ayatollah Khomeini built on two different and often contradictory principles, one of public accountability and one of religious authority. To tie it all together, Ayatollah

**Ayatollah Ali Khamenei
"has started kicking the ball
on the side of one team, so
that the system cannot be the
same anymore."**

Khomeini imported a centuries-old religious idea, called *velayat-e faqih*, or governance of the Islamic jurist. Shiite Muslims believe that they are awaiting the return of the 12th Imam, and under this religious concept the faqih, or supreme leader, serves in his place as a sort of divine deputy.

From the start, there were intense disagreements over how this idea should work. Those conflicts, though, were muted partly by Ayatollah Khomeini's exalted status, and by a unity forged by an eight-year war with Iraq. When the war ended and Ayatollah Khomeini died, the conflicts erupted. On one side, many clerics once close to Ayatollah Khomeini, including former President Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, wanted to emphasize the republican aspect of the state without eliminating the special role of the supreme leader. Mohammad Khatami, a midlevel cleric, was elected president on a reform platform.

But Mr. Khatami's ability to carry out his policies was blocked by hard-liners who saw his vision of Iran as a threat to their interests. Then in 2005, Mr. Ahmadinejad's election ended the Khatami era. Indeed, in what Iranians saw as a telling gesture, Mr. Ahmadinejad kissed the hand of Ayatollah Khamenei after he was elected, a tribute only offered to the monarchy before that. Mr. Ahmadinejad was first elected in a race also shadowed by charges of vote rigging, which were dropped in the name of national unity.

The competing poles of Iran's system have produced a fight-to-the-death ethos. Compromise is not just elusive but a sign of weakness.

The New York Times

July 10, 2009

Kurds Defy Baghdad, Laying Claim to Land and Oil

By SAM DAGHER

BAGHDAD — With little notice and almost no public debate, Iraq's Kurdish leaders are pushing ahead with a new constitution for their semiautonomous region, a step that has alarmed Iraqi and American officials who fear that the move poses a new threat to the country's unity.

The new constitution, approved by Kurdistan's parliament two weeks ago and scheduled for a referendum this year, underscores the level of mistrust and bad faith between the region and the central government in Baghdad. And it raises the question of whether a peaceful resolution of disputes between the two is possible, despite intensive cajoling by the United States.

The proposed constitution enshrines Kurdish claims to territories and the oil and gas beneath them. But these claims are disputed by both the federal government in Baghdad and ethnic groups on the ground, and were supposed to be resolved in talks begun quietly last month between the Iraqi and Kurdish governments, sponsored by the United Nations and backed by the United States. Instead, the Kurdish parliament pushed ahead and passed the constitution, partly as a message that it would resist pressure from the American and Iraqi governments to make concessions.

The disputed areas, in northern Iraq, are already volatile: There have been several tense confrontations between Kurdish and federal security forces, as well as frequent attacks aimed at inflaming sectarian and ethnic passions there.

The Obama administration, which is gradually withdrawing American troops from Iraq, was surprised and troubled by the Kurdish move. Vice President Joseph R. Biden Jr., sent to Iraq on July 2 for three days, criticized it in diplomatic and indirect, though unmistakably strong, language as "not helpful" to the administration's goal of reconciling Iraq's Arabs and Kurds, in an interview with ABC News.

Mr. Biden said he wanted to discuss the proposed constitution with the Kurdish leadership in person but could not fly to Kurdistan because of sandstorms. Instead he spoke to Kurdish leaders by telephone on Tuesday, and Christopher R. Hill, the new ambassador in Baghdad, met with them in Kurdistan on Wednesday.



Members of the Kurdish parliament read a draft of the proposed new constitution, which claims disputed natural resources, in Erbil on June 24.

American diplomatic and military officials have said the potential for a confrontation with the Kurds has emerged as a threat as worrisome to Iraq's fate as the remnants of the insurgency.

Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki is already not on speaking terms with the Kurdish region's president, Massoud Barzani. Iraqi political leaders have vociferously denounced the constitution as a step toward splintering Iraq.

"This lays the foundation for a separate state — it is not a constitution for a region," said Osama al-Nujaifi, a Sunni Arab member of the national Parliament. "It is a declaration of hostile intent and confrontation. Of course it will lead to escalation."

Kurdish officials defended their efforts to adopt a new constitution that defines the Kurdistan region as comprising their three provinces and also tries to add all of hotly contested and oil-rich Kirkuk Province, as well as other disputed areas in Nineveh and Diyala Provinces. Iraq's federal Constitution allows the Kurds the right to their own constitution, referring any conflicts to Iraq's highest court.

Susan Shihab, a member of Kurdistan's parliament, said she no longer had faith that the rights of Kurds under the federal constitution from 2005 would be respected.

"What is missing the most in the new Iraq is confidence," she said.

At the same time, though, some Kurds acknowledge that they have grown frustrated with the halting talks to resolve territorial disputes and other issues involving Kurds' political power in Iraq.

"This is a punch in the face. We are fed up with them," said a senior Kurdish

official, referring to the government in Baghdad, who spoke on the condition of anonymity because of his role in the United Nations negotiations.

The dispute started when the term of Kurdistan's parliament ended June 4, before local presidential and parliamentary elections scheduled for July 25. But the parliament, which is firmly in the grips of the two parties that have ruled the region for nearly 20 years, approved an extension and overwhelmingly passed a new draft of the constitution on June 24.

The Kurdish government announced that it wanted the document put to a referendum during the July elections, a vastly accelerated timetable given that most people in Kurdistan say they have not even heard of the constitution.

Iraq's electoral commission, which oversees elections nationwide, said Monday that the earliest it could hold the referendum was Aug. 11.

The regional parliament said Thursday that it did not oppose a postponement but that it stood by the constitution and was "determined to hold a referendum" by September, according to its spokesman, Tariq Jawhar.

Most expect that the new constitution will be approved. The Kurdish ruling parties — the Kurdistan Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan — control all levers of power in the area and maintain legions of loyal followers through jobs and patronage.

But many people in Kurdistan are deeply troubled by how the constitution was hastily passed and the extraordinary powers it gives the president, without meaningful checks and balances.

A group of civil society organizations

in the Kurdish city of Sulaimaniya began a campaign last month opposing the constitution. Namo Sharif, an activist involved in the effort, said a Kurdish government official called him a "traitor."

Kwestan Mohammed, a member of the regional parliament who joined a new coalition running against the two ruling parties in the July elections, said that Kurdistan needed its own constitution but that the document in its current form plan-

ted the seeds of endless conflict with the central government and made the region's president an "absolute" ruler.

"It turns all the other powers, including parliament, into cardboard figures," Ms. Mohammed said.

Gareth Stansfield, an associate fellow at Chatham House in London, a nonprofit organization that focuses on international issues, who is an expert on Kurdish politics, said the Kurds' insistence on a sepa-

rate constitution was an unequivocal message to the central government that they were serious about their claims, especially as the clock ticks on America's presence in Iraq.

"They are not backing down anymore," Mr. Stansfield said. "They are being very forceful."

FP Foreign Policy

July 8, 2009

The fight for Iraqi oil will intensify

By Eurasia Group analyst Willis Sparks

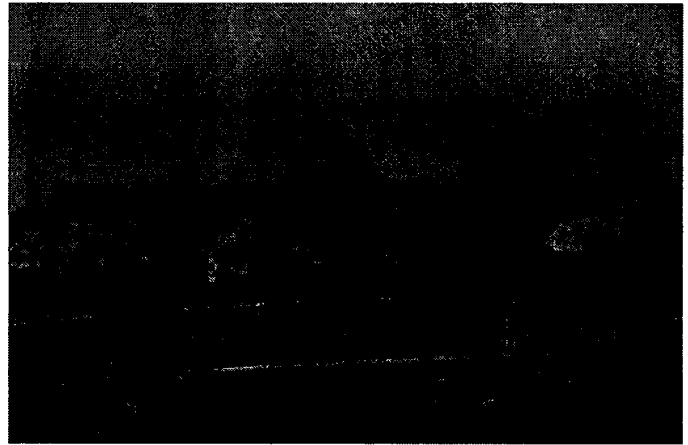
The Iraqi government draws 95 percent of its revenue from oil production. Every plan its political leaders can imagine will depend on reliable access to oil profits, and every political faction knows that the country can't achieve lasting political stability until a durable agreement is reached on who owns the estimated 115 billion barrels of reserves and who holds the right to sell them. As tens of thousands of US troops withdraw from the country over the first eight months of 2010, competition for control of that oil will intensify.

After years of haggling, Iraq's political leaders have yet to reach agreement on a hydrocarbon law that determines how oil profits will be divided among the country's competing factions -- a plan that is necessary to revive an energy sector that has suffered from years of under-investment -- and a steep drop in oil prices from \$147 per barrel last July to less than \$65 today.

Plans to attract badly needed investment and technical expertise from international oil companies face serious political obstacles. Many Iraqis continue to believe that the United States invaded Iraq to grab control of its oil. As Iraq fell under foreign military occupation, its would-be political leaders discovered that pledges to protect Iraqi oil for Iraqis boosted their personal popularity. Support for opening the country's oil sector to Western companies won't win many votes in upcoming parliamentary elections, now scheduled for January.

Political competition for control of the country's oil will sharply intensify next year. The post-Saddam constitution stipulates that Iraq's natural resources belong to the Iraqi people. But different political factions read this idea in different ways. The document also provides that "the federal government, with the producing governorates and regional governments, shall undertake the management of oil and gas extracted from present fields." Some interpret this clause to mean that the central government in Baghdad has the right to manage Iraq's oil. Provincial leaders argue that this stipulation gives local governments the right to exploit resources located on their territory, especially in newly discovered fields.

This is the dispute that generates constant tensions between Baghdad and the Kurdistan Regional Government (KRG). Kurdish leaders, ever ready to assert the KRG's political and economic autonomy and much less resistant to doing business with Western companies, claim the right to formulate their own energy strategy and to award contracts to international oil firms. Baghdad insists these contracts are invalid and has "blacklisted" companies that invest in the Kurdish region. This multilevel game of chicken sto-



kes political instability and fuels mutual suspicion.

And though the two sides managed to agree on an improvised revenue-sharing scheme that gives the KRG 17 percent of the profits from the oil exploited on its territory, the lack of an established energy law limits the inflows of investment that Iraq's rusting energy sector badly needs if it's going to maintain current levels of production -- let alone expand output.

The Iraqi government has now received its wake-up call. On June 30, Baghdad launched an international bid round to offer service contracts for field development. Iraqi officials calculated that access to some of the country's vast reserves would persuade reluctant firms to ignore the considerable political and security risks and jump into Iraq's oil sector. They gambled that the bid round would make for good television, broadcasting it across the country. They were wrong. Oil Minister Hussein al Shahrastani now faces an uncertain political future.

As Iraq moves toward the next parliamentary elections scheduled for January 2010, oil will remain at the heart of every political debate. And as US troops begin to leave the country in large numbers, the Iraqi government will need steady flows of oil revenue to finance reconstruction of the country, further development of Iraq's army and police forces, and the social spending needed to provide Iraqis with basic services. Until Iraq's various political factions forge the political compromises necessary for equitable sharing of oil profits, and until large-scale outside investment in oil infrastructure expands production and export capacity, there will be plenty to fight over and no guarantee that Iraq can be rebuilt.

CRISIS BETWEEN KURDS AND IRAQI GOVERNMENT NEEDS U.S. MEDIATION

July 13, 2009

Interviewee: Daniel P. Serwer, Vice President, Center for Post-Conflict Peace and Stability Operations, Centers of Innovation, United States Institute of Peace

Interviewer: Bernard Gwertzman, Consulting Editor, CFR.org

July 13, 2009

The central Iraq government is locked in a power struggle with oil-rich, semi-autonomous Kurdistan, and many analysts believe it remains one of Iraq's most explosive touch points. A leading expert on Iraq, Daniel P. Serwer, who served as executive director of the Baker-Hamilton Commission on Iraq, says the "serious" crisis between Kurdistan and the central government "needs to be resolved" to some degree before the U.S. troops leave. And he says U.S. help in the negotiation process will be critical to progress. "With the projected withdrawal of American combat forces in 2010, it's more urgent than ever to get some sort of resolution," he says, noting that it is possible to imagine actual fighting between Kurdish and Iraqi troops if a resolution isn't forthcoming. But Serwer says that with the buildup of the Iraqi army, the balance of forces is changing against the Kurds. The Kurds are "anxious to get the Americans to stay, because the Americans help to ensure the status quo," Serwer notes. "It isn't exactly what the Kurds want, but it's better than what they might otherwise get."

A lot has been written lately about a deepening political crisis between Kurdistan and the Iraq central government over the future of places like Kirkuk, Mosul, and Diyala Province. How troubling is this, in your estimation?

I do think it's serious. It's one of the conflicts that needs to be resolved, at least to some degree, before the Americans withdraw. It's not only important to the Kurds and Arabs--it's been important for five years--but the Americans are the balancing factor between them. With the projected withdrawal of American combat forces in [August] 2010, it's more urgent than ever to get some sort of resolution.

Explain what it is the Kurds really want and what Baghdad wants.

"It's clear what Baghdad wants: Baghdad wants authority over a somewhat autonomous Kurdish region. There's ambiguity as to the Kurds' objectives."

It's clear what Baghdad wants: Baghdad wants authority over a somewhat autonomous Kurdish region. There's ambiguity as to the Kurds' objectives. Most Kurds, in the privacy of their own living rooms, would say 'why should we be part of Iraq? Why can't we be independent?' But their geopolitical situation is such that the Kurdish leadership has essentially decided to stick with Iraq, at least nominally, for the time being. The ultimate objective of the Kurds is difficult to determine. It's ambiguous whether or not most Kurds want to stay in Iraq.

The International Crisis Group just issued a major report examining the fault lines between the Iraqi federal government and the Kurdistan regional government. The ICG seems to be very concerned about violence breaking out between the two once the Americas leave. Is it hard to imagine that there could be fighting up there.

It's not all that hard to imagine. But apart from new fighting is this question of what is the balance of forces between the Kurdish forces and the Arab forces. That's changing rather dramatically with the assistance that the Americans are providing to the Iraqi army. I think the Kurds are acutely aware of the fact that their situation and leve-

rage are not improving. They're both declining. They're anxious to get the Americans to stay, because the Americans' help to ensure the status quo. It isn't exactly what the Kurds want, but it's better than what they might otherwise get. Quite apart from independence or not, is the question of how big Kurdistan is. That's an issue because even if Kurdistan remains part of Iraq, the Kurds claim territories that lay outside the recognized boundaries of Kurdistan. This is what ICG is calling "the trigger line." The Americans play the central role of balancing these forces and ensuring that they don't come into hostile contact with each other.

When you look at the so-called trigger line, it goes down to Diyala Province and as far north as the Syrian border.

I was in Diyala recently, working with the provincial council there. On the one hand the Arabs and Kurds in the Diyala provincial council are getting on fairly well. But there really is a big question mark on the authority of Kurdistan, and not only over the territory.

How important is oil in all of this?

It's important in several different ways. Obviously, if Kurdistan has enough oil so that it can survive and maybe even thrive without the rest of Iraq makes a big difference. It also makes a big difference if the Kurds calculate that it's better to have a percentage of Iraqi oil rather than only their own. That seems to be their calculation right now. In addition to their geopolitical situation, which isn't favorable for independence, they're figuring that a percentage of all of Iraq's oil is better than only their own because they're unsure of what they have. And Iraq has a lot of oil.

To the Iraqis, is the oil in Kurdistan a major factor or is it more the political unity of the country?

I think it's more the political unity of the country. If it were purely a matter of the oil, I don't think they'd worry about it as much as they do. They feel Kurdish Iraq is part of Iraq, and they feel very strongly about that. There are Arabs who live in the north, of course, but Arab Iraqis feel the Kurds got a good deal in the constitution and they ought to be happy to stay in Iraq.

Right now under the present constitution, what privileges do the Kurds have?

Enormous privileges. They have their own parliament, their own government; they control most of the educational and cultural aspects of life in Kurdistan. Maybe more important is that they have a very significant share of power in Baghdad as well. They got a very good deal, but the problem is the constitution

is at best ambiguous on some questions. The result is that the physical extent of Kurdistan, for example, wasn't really settled in the constitution. And it's not always clear what powers the Kurdistan regional government has and what powers the Baghdad government has, and who settles disputes between them is also a point of contention.

There's no supreme court to rule on this?

There is, but it's not clear whether that court could decide in favor of the Baghdad government and make it stick on many issues.

Maliki is planning a major campaign in January to emerge again as prime minister after next January's important elections to the national parliament. In an interview he had with the Wall Street Journal, he seemed to be hending over backwards to appear conciliatory. Is there great tension between him and the president of Kurdistan?

Yes, there's been great tension between Maliki and the Kurdish President Massoud Barzani. Maliki, who was originally chosen as prime minister because he appeared to be a relatively weak figure, has

"Arab Iraqis feel the Kurds got a good deal in the constitution and they ought to be happy to stay in Iraq."

now become a relatively strong figure. With all of the political forces who once supported him--the Kurds, with the Shiite political parties, and the Sunni political parties--he now has the problem of returning as prime minister, which means patching up some of the quarrels he's had with these groups.

And that includes the Kurds.

It could include the Kurds. It's very unclear where the clear majority in the Iraqi parliament will come from in January. It behooves any politician who wants to become prime minister to be on good terms with as many of the political forces as possible. And there are a lot of them because there's quite a bit of fragmentation among Iraqi political parties.

What about Mosul? Is that the most dangerous area?

Right now it's the most dangerous area, partly because in the provincial elections held last January a strong Arab nationalist local political party was returned to a majority in the provincial council. There's been quite a bit of tension up there between Kurds and Arabs. Mosul is a very important city, and the geographical configuration of Kurdistan, which kind of swings around Mosul, makes things difficult as well. It's unclear how things will shake out there, but I think if you asked Americans in Iraq what the most dangerous place is [they'd say] Nineveh province, where Mosul is, or possibly Kirkuk, where tensions between Arabs and Kurds are high. That tension includes Turkmens as well.

There's been a UN commission attempting to defuse the tensions in Kirkuk. Have they done much work?

The UN has done what is reported as a lot of good work on trying to determine, district by district, what the historic and cultural roots of each individual district are. Are they more Kurdish speaking or are they more Arabic speaking [people]? They've done a good deal of that work. What they haven't done is say, "Here's the solution. Here's what you ought to do." The UN is not in a position to do that. The United Nations, in order to have much clout in this matter, needs a lot of U.S. backing. The moment for that kind of heavy hitting by the U.S. probably hasn't come yet.

In other words, when the U.S. invaded Iraq in 2003, the Kurds all moved outside the so-called green line that defined their borders.

Yes. The UN is trying to determine on a very microscopic basis who really deserves to be in control. But they're not dictating to the Baghdad government and the Kurdistan regional government what the outcome should be. They're just presenting the elements for a decision. They're going to have to get beyond that and have some very serious negotiations with the United States at some point.

And the United States up until now really hasn't sponsored any formal talks, have they?

They haven't. They've tried to leave it up to the UN. The UN has done a good job, but it can only go so far.

I noticed that Maliki says he spoke to Vice President Joseph Biden about this when Biden visited Baghdad after the first troop withdrawal from the cities. And he said Biden agreed with him that this had to be negotiated. Biden spoke by phone with Kurdish leaders. So I guess that's the start, right?

That's the start. What Biden seems to be saying so far, and I'm not privy to the private communications, is basically that they have to sort this out among themselves. Probably in the end, there will need to be a heavier American hand than that. Though the degree to which they can sort it out between themselves is the best solution.

In the ICG report, it urges the U.S. government to exercise "strong pressure on Iraqi parties and deploy political, diplomatic, military and financial resources to ensure a responsible troop withdrawal from Iraq that leaves behind a sustainable state, through a peaceful and durable accommodation of the Arab and Kurdish population." That's all great in principle, but possible?

It's great in principle. The degree to which they can come to a resolution of the territorial issue themselves is a good thing, and in the end I suspect the United States, the UN, and others will have to weigh in pretty heavily to get that. Some of the last tough issues like the center of Kirkuk still remain, which many see as compromisable, which would give it a special status.

Kirkuk row holds up Iraq parliamentary poll law

REUTERS July 12, 2009 - (Reuters) -By Waleed Ibrahim

BAGHDAD - A dispute over the Iraqi city Kirkuk is again holding up legislation needed for the country to hold vital post-war elections, this time parliamentary polls due in January, lawmakers said on Sunday.

Combustible as ever, the row over the status of Kirkuk, an ethnically divided, oil-producing city 250 km (155 miles) north of Baghdad, is now seen as the leading long term threat to Iraq's stability as sectarian violence dies down.

Months of wrangling over Kirkuk held up a law needed to pave the way for provincial polls that took place in January. The legislation was only passed when parliamentarians agreed to shelve the city's provincial vote until the row is sorted out.

Kurds claim Kirkuk as their historic capital and want to attach it, with other disputed territories, to their largely autonomous Kurdistan region -- an idea rejected by the city's Arab and Turkman residents as well as Iraq's Baghdad government.

Prime Minister Nuri al-Maliki said this week he wanted Kirkuk's provincial elections out the way before parliamentary polls, but that not enough headway has been made on the issue.

Now legislators say Kirkuk is grinding to a halt a bill for the general election.

Speaker Ayad al-Samarai told journalists Kurds want Kirkukis to vote just like residents in any other province, but Arab and Turkmen legislators rejected that in Sunday's session.

They want Kirkuk to be made a special case, with each ethnic group

in the city a set seat allocation.

Kurds, Arabs and Turkmen would each have two seats and Assyrian Christians one. Competition would then be between individuals within each ethnic group. Kurds, who reckon themselves dominant, won't have that.

"I don't know how the council of representatives (parliament) will solve this. But I believe if they fail to pass a new law for the coming election, there will be no other option but to go with the old one, which is still valid," Samarai said.

Sunni Arab Kirkuk lawmaker Omar al-Jubouri told Reuters no one wanted the old law, so Samarai's remarks could be taken as a threat to pressure them to make compromises.

The old law has disadvantages, not least that it dictates a closed list system, where voters choose parties or coalitions rather than individual candidates. That system has tended to favour voting along ethno-sectarian lines.

Iraq used an open list system for the provincial elections.

The Kurds want to reverse Saddam's policy of "Arabisation" in Kirkuk, which involved expelling thousands of Kurds.

The city's Arabs now complain the pendulum has swung the other way, with the Kurdish government deliberately stacking the city with Kurds and intimidating its Arab minority, so any voting in Kirkuk would not be a fair representation.

Usama al-Nujaifi, a lawmaker from the Iraqiya party of former Prime Minister Ayad Allawi, said a few options were open but the most realistic was simply to exempt Kirkuk from the parliamentary vote for now, as was done in the provincials.



PANNES OU PRESSIONS, LE MEURTRE DE GHASSEMLOU EN 1989 TOUJOURS INEXPLIQUÉ

12 juillet 2009 - AFP

Le meurtre à Vienne de l'opposant kurde Abdoul Rahman Ghassemlou et de deux de ses collaborateurs par un commando iranien il y a vingt ans le 13 juillet 1989, alors qu'ils étaient venus négocier la paix avec Téhéran, reste toujours inexpliqué.

Comment deux membres de ce commando ont-ils pu échapper aux autorités autrichiennes et se réfugier à l'ambassade d'Iran avant de disparaître du pays? Est-il vrai que l'actuel président iranien Mahmoud Ahmadinejad a participé à l'opération, comme l'affirment plusieurs témoignages? Des questions sans réponse vingt ans après les faits.

Ghassemlou, secrétaire-général du Parti démocratique du Kurdistan/Iran (PDKI), mouvement autonomiste interdit par Téhéran, participait à une troisième série de négociations secrètes avec l'Iran à Vienne depuis fin 1988. Le conflit meurtrier entre l'Irak et l'Iran (1980-88), où les Kurdes iraniens avaient pris le parti de Bagdad, avait pris fin quelques mois auparavant.

Téhéran a toujours nié une quelconque implication. Même quand la justice allemande, appelée à se prononcer sur l'assassinat du successeur de M. Ghassemlou, Sadegh Charafkandi, à Berlin en 1992, a conclu en 1997 que ce meurtre, comme celui de Vienne, avait été décidé au plus haut niveau de l'appareil d'Etat iranien.

"Il faudrait trouver des documents en Iran avec des signatures" prouvant que ce meurtre était commandité, espère la veuve de M. Ghassemlou, Hélène. Elle regrette cependant que "la peur ait réduit au silence" les éventuels témoins.

L'Autriche, elle, a expliqué par des pannes administratives la fuite de deux membres de la délégation iranienne, dont les premiers interrogatoires avaient pourtant éveillé les soupçons des enquêteurs.

Consignes pas répercutées, mandats d'arrêt retardés, qualification des faits erronée, concurrence entre services de police, autant de lacunes accumulées en cette fin juillet 1989.

Affirmant être un garde du corps de la délégation iranienne et s'être absenté avant les meurtres, un homme connu sous le nom d'Amir Mansour Borzorgian a pu se réfugier à l'ambassade d'Iran et en être exfiltré discrètement plusieurs mois plus tard.

Un "émissaire" iranien Mohamad Sahraroudi, blessé dans l'attaque et passant pour une victime, bénéficia même d'une protection policière jusqu'à l'aéroport de Vienne pour prendre son vol pour Téhéran le 22 juillet 1989. Les mandats d'arrêt contre tous ces suspects ne furent délivrés que bien plus tard.

"L'Autriche a cédé à des pressions pour préserver ses intérêts économiques", estime le député écologiste Peter Pilz, auteur d'un livre sur cette affaire et qui accuse des hauts fonctionnaires d'être intervenus sur demande iranienne.

L'ex-président iranien Abolhassan Bani Sadr, depuis son exil en France, avait affirmé en août 1991 que Téhéran faisait pression sur Vienne en raison d'une vente d'armes illégales lors du conflit irano-irakien.

Malgré des dizaines de questions parlementaires, la recherche des responsabilités côté autrichien n'a pas abouti. Un ex-enquêteur a été prié, par le ministre de l'Intérieur, de refuser tout interview sur le sujet. Même mutisme pour un ancien responsable du ministère de l'époque contacté par l'AFP.

On peut s'interroger aussi sur le peu de précautions de la délégation kurde lors de ce déplacement à Vienne. Une première rencontre avait eu lieu la veille des assassinats dans le même appartement luxueux, choisi par les Kurdes, sans protection policière ou propres renforts armés.

"Je pense que Ghassemlou estimait que (le président iranien de l'époque Hachemi) Rafsandjani était en position de faiblesse, et qu'il avait lui besoin de négocier", avance l'écrivain Chris Kutschera, spécialiste du Kurdistan.

"Ce qui cependant m'interpelle, c'est que Ghassemlou m'a souvent répété ce dicton cité par son père +quand tu vois un persan, sauve toi avant que sa langue de menteur ne te rattrape !+. Comment-a-t-il pu se laisser piéger?"

nous aider à préparer un plan d'action", a affirmé dans un communiqué M. Barzani, du Parti démocratique du Kurdistan (PDK).

"Price Waterhouse est une compagnie connue qui travaille dans 150 pays et peut éliminer la corruption", a poursuivi M. Barzani, dont le parti prendra part aux élections régionales du 25 juillet.

Reconnaissant que l'administration du Kurdistan était touchée par la corruption, il a souligné: "Il s'agit d'une stratégie de bonne gouvernance et de transparence pour éliminer la corruption administrative et financière des institutions gouvernementales régionales", a-t-il insisté.

Le Premier ministre a indiqué qu'un organe de lutte contre la corruption serait formé.

"Nous ne pouvons pas lutter contre ce phénomène en créant uniquement un organe de lutte ou en poursuivant en justice une ou deux personnes. Nous avons besoin d'une stratégie générale", a souligné M. Barzani.

un journaliste de l'AFP.

L'amiral a rencontré les représentants des communautés arabe, kurde, turcomane et chrétienne de la province de Kirkouk ainsi que des responsables de l'armée et de la police irakienne.

La visite de l'amiral est la seconde à Kirkouk depuis un an.

Riche en pétrole, la province d'environ 900.000 habitants est au centre d'une bataille de pouvoir entre les Kurdes, qui souhaitent son rattachement au Kurdistan et le pouvoir central de Bagdad qui refuse de voir cette province intégrer la région autonome.



KURDISTAN: UNE COMPAGNIE AMÉRICAINE POUR AIDER À COMBATTRE LA CORRUPTION

13 juillet 2009 - AFP

Le gouvernement du Kurdistan a fait appel à une compagnie américaine, Price Waterhouse, pour combattre la corruption et réformer l'administration régionale pour la rendre plus transparente, a annoncé lundi le Premier ministre kurde, Nechirvan Barzani.

"Nous essayons d'oeuvrer sérieusement et selon une stratégie bien établie pour réformer l'administration. Notre expérience dans ce domaine est limitée et c'est pour cela que nous faisons appel à une compagnie internationale pour



LE CHEF D'ÉTAT-MAJOR INTERARMÉES AMÉRICAIN EN VISITE SURPRISE À KIRKOUK

13 juillet 2009 - AFP

Le chef d'état-major interarmées américain, l'amiral Michael Mullen, a effectué lundi une visite surprise à Kirkouk, au centre d'une bataille de pouvoir entre la région autonome du Kurdistan et le pouvoir central de Bagdad, selon



IRAK: LE RÉFÉRENDUM SUR LA CONSTITUTION KURDE REPORTÉ SINE DIE

13 juillet 2009 - AFP

LE RÉFÉRENDUM sur la constitution kurde, texte qui a provoqué la colère des communautés arabe et turcomane d'Irak en prévoyant d'inclure des régions mixtes du nord au Kurdistan, a été reporté à une date indéterminée, a affirmé lundi à l'AFP le président du Parlement kurde.

"Le Parlement a décidé de reporter la tenue du référendum sur la constitution régionale à une date qui n'a pas encore été déterminée", a affirmé à l'AFP son président Adnane al-Mufti.

Selon lui, la nouvelle date devra être fixée par le président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, en accord avec le Parlement.

Mahmoud Othman, un député kurde du parlement irakien, a indiqué que le référendum serait reporté "de plusieurs mois".

"Je pense qu'il sera reporté de deux ou trois mois car les gens ne peuvent pas se rendre aux urnes en juillet puis encore en août" pour le référendum, a-t-il indiqué à l'AFP.

Le 6 juillet, la commission électorale irakienne a affirmé qu'elle ne pouvait organiser le référendum sur la constitution kurde le jour même des élections provin-

ciales, législatives et présidentielle prévues le 25 juillet au Kurdistan, arguant que la "crédibilité" du processus serait remise en cause.

Elle a proposé un report du référendum en août, ce que le Parlement kurde a rejeté.

Le Parlement kurde a adopté le 24 juin la future constitution du Kurdistan (nord) qui prévoit de rattacher à cette région la province de Kirkouk ainsi que des localités situées dans les gouvernorats de Ninive et de Diyala, provoquant la colère des communautés arabes et turcomanes du pays.

Ces derniers ont accusé les Kurdes de vouloir mettre en oeuvre un "projet sécessionniste".

A Kirkouk, où la tension est grande entre les communautés, les Turcomans ont même demandé au gouvernement central de pouvoir s'armer pour se défendre.

La province autonome du Kurdistan entretient des relations difficiles avec l'Etat fédéral en raison de la répartition des richesses pétrolières en abondance sous le sol de Kirkouk.

La capitale du Kurdistan est Erbil et la région a son propre drapeau et sa fête nationale qui est le Norouz. Les langues officielles sont l'arabe et le kurde.



IRAK: UN FACE-À-FACE DANGEREUX ENTRE KURDES ET ARABES

BAGDAD, 14 juil 2009 (AFP)

MALGRÉ une médiation américaine, le conflit territorial entre Bagdad et la région autonome du Kurdistan est dans une impasse dangereuse risquant de dégénérer en affrontements armés sans le début d'un dialogue sérieux, préviennent acteurs politiques et experts.

L'administration américaine a rapidement pris conscience du danger du statu quo dans le nord de l'Irak, où incidents entre Peshmergas kurdes et l'armée irakienne ne sont pas rares sur une frontière invisible de l'Iran à la Syrie.

Non seulement le dialogue est au point mort entre Bagdad et Erbil, la capitale du Kurdistan, mais les deux camps multiplient les provocations et usent d'une rhétorique incendiaire, contribuant à envenimer la situation.

Personne ne veut "la guerre", explique un diplomate occidental de premier rang. "Mais quand il existe de sérieuses tensions et que les gens sont extrêmement bien armés, quelque chose peut facilement arriver", insiste-t-il.

Comme l'ont montré des incidents en début d'année, le "face-à-face tendu pourrait déclencher par inadvertance un conflit plus large en l'absence d'une communication rapide, précise et d'une direction politique forte", souligne le groupe de réflexion International Crisis Group (ICG) dans un récent rapport.

Invoquant la lutte contre le terrorisme et la défense des infrastructures pétrolières, Bagdad a envoyé à l'été 2008 des milliers de soldats dans les zones disputées où les Peshmergas ont pris position depuis 2003.

Le gouvernement de Nouri al-Maliki a notamment déployé sa 12^e division à Kirkouk dirigée par le général Abdel Amir al-Zaydi, ancien officier baassiste de

Saddam Hussein. Une attaque frontale pour les Kurdes.

Décidés à ne pas lâcher, ils ont voté le 24 juin une constitution qui prévoit d'intégrer au Kurdistan les zones mixtes contestées, notamment la province de Kirkouk.

Côté arabe, la colère gronde, unissant sunnites et chiites. "La constitution kurde nous rend furieux car elle est la première étape d'un projet de sécession", assure à l'AFP Salah al-Obeidi, porte-parole du mouvement sadriste chiite.

Quant à la minorité turcomane, opposée aux projets du Kurdistan, elle veut créer des milices armées, pour, officiellement, se défendre face aux fréquents attentats qui la frappent.

Ce conflit territorial est d'autant plus difficile à résoudre qu'il repose de chaque côté "sur une énorme question existentielle", résume le diplomate occidental.

"D'un côté, les Kurdes parlent de leur propre survie: «Les arabes vont-ils revenir et faire ce qu'ils n'ont pas réussi (sous Saddam)?»+ alors que le reste de l'Irak se demande si les Kurdes vont empêcher un Etat irakien viable" d'exister.

Appuyé dans ses efforts par Washington, l'ONU favorise une solution médiane prévoyant par exemple un statut spécial pour Kirkouk qui aurait des liens institutionnels à la fois avec les pouvoirs central et régional kurde.

Mais l'intransigeance des acteurs, surtout de Massoud Barzani, à qui l'on prête un tempérament coléreux, bloque tout progrès, d'autant que les Etats-Unis et les pays proches des kurdes comme la France, à travers son chef de la diplomatie Bernard Kouchner, manquent de franchise, selon le diplomate.

"Personne ne regarde Massoud Barzani dans les yeux pour lui dire (...): arrêtez de faire monter la tension".

ANKARA HOSTILE FACE À L'ANNONCE ATTENDUE D'UN PLAN DE PAIX VENANT D'ÖCALAN



ANKARA, 21 juil 2009 (AFP)

LE MINISTRE turc des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu a réagi de façon hostile à l'évocation d'un plan de paix que le chef des rebelles kurdes Abdullah Öcalan doit dévoiler le mois prochain pour mettre fin à l'insurrection kurde dans le sud-est anatolien.

"La Turquie va développer des solutions (...) par elle-même. Les espaces où se discutent ces questions sont connus, ce sont le conseil des ministres et le conseil de sécurité nationale", a déclaré M. Davutoglu, cité mardi dans plu-

sieurs journaux.

"Nous ne devrions pas rechercher d'autres plateformes", a-t-il ajouté, en réponse à une question concernant les éventuels effets des propositions à venir du chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) sur les efforts d'Ankara en vue d'une résolution du conflit.

La semaine dernière, le PKK a annoncé qu'Öcalan, qui purge une peine d'emprisonnement à vie sur une île-prison du nord-ouest de la Turquie, dévoilerait en août une "feuille de route pour une solution démocratique" relative au conflit que mène le PKK depuis 25 ans contre les forces d'Ankara.

Les rebelles ont également prorogé jusqu'au 1^{er} septembre une cessez-le-feu unilatéral pour ouvrir la voie aux propositions de leur chef.

Le PKK a pris les armes en 1984 pour obtenir l'autonomie du sud-est anatolien, à la population en majorité kurde, lançant un conflit qui a fait quelque 45.000 morts.

Le Monde
14 juillet 2009

Des opposants iraniens victimes d'interrogatoires violents, selon Human Rights Watch

Le régime iranien extorquerait des « aveux » pour étayer ses accusations de complot

Interrogatoires interminables, privation de sommeil et de nourriture, coups : le régime iranien est accusé par l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW) d'obtenir par la force des aveux des manifestants emprisonnés pour avoir contesté les modalités de la réélection du président Mahmoud Ahmadinejad, le 12 juin.

HRW a pu entrer en contact avec des personnes sorties de prison qui ont décrit leurs conditions de détention. Un manifestant de 17 ans, arrêté le 27 juin et relâché le 1^{er} juillet, raconte que lui et ses codétenus ont dû « rester debout pen-

nant quarante-huit heures sans avoir le droit de dormir ». « La première nuit, ils nous ont attaché les mains et nous ont frappés à plusieurs reprises avec un bâton, témoigne le jeune homme. Ils n'arrêtaient pas d'insulter les prisonniers. L'atmosphère était effrayante. Tout le monde s'était fait dessus à cause de la peur et du stress. Il y avait des jeunes de 15 ans comme des vieux de 70 ans qui suppliaient les gardes d'avoir pitié d'eux, mais ils s'en moquaient. »

L'adolescent explique que les détenus avaient les yeux bandés durant les deux jours d'interrogatoire et qu'ils n'ont eu droit, pour

se nourrir, qu'à un gros morceau de pain sans eau.

En poussant à bout physiquement et psychologiquement les opposants du président Ahmadinejad, ces techniques ont permis d'obtenir des « aveux ». Le garçon de 17 ans décrit la scène : « Le dernier jour, ils nous ont retiré le bandeau qu'on avait sur les yeux pour nous obliger à signer une feuille blanche sur laquelle était écrit en bas "Je reconnais l'exactitude de toutes les déclarations écrites ci-dessus" ». Téhéran peut ainsi justifier ses accusations envers les pays étrangers mis en cause dans les troubles.

Mojtaba Zolnour, un représentant du Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, a déclaré, jeudi 2 juillet, que la plupart des détenus avaient avoué être mêlés à un complot étranger. Parmi eux, des hommes politiques, des défenseurs des droits de l'homme, des universitaires, des avocats et des journalistes, dont le correspondant de Newsweek, Maziar Bahari.

L'agence de presse officielle Fars a annoncé le 30 juin que M. Bahari aurait dénoncé les médias occidentaux, coupables de vouloir provoquer une nouvelle « révolution de

velours ». Accusation aussitôt démentie par l'hebdomadaire américain, qui réclame la libération de son journaliste détenu depuis le 21 juin « sans accès à un avocat ».

« Possibles représailles »

Un deuxième témoin est cité par HRW. Ce dernier était présent au tribunal révolutionnaire le 1^{er} juillet, où était affichée une liste des manifestants arrêtés. Certains d'entre eux ont été libérés ce jour-là et, selon ce témoin, « presque tous avaient le visage et les mains contusionnés ».

L'organisation affirme avoir recueilli les noms de 450 personnes arrêtées depuis le 13 juin. Mais Tom Porteous, le directeur du bureau de HRW à Londres qui a supervisé ces recherches, a expliqué au Monde qu'il « est très difficile de faire témoigner publiquement les personnes libérées car elles craignent des représailles ». Il a enfin assuré que « sorti de Téhéran, très peu d'informations sont disponibles ».

Romain Brunet

M. Kouchner demande la libération de Clotilde Reiss

Le ministre français des affaires étrangères, Bernard Kouchner, a réitéré, vendredi 10 juillet, l'appel à la libération de l'universitaire française détenue en Iran depuis le 1^{er} juillet, Clotilde Reiss, estimant que les accusations d'espionnage étaient « impossibles à soutenir ». « Est-ce que vous pensez que mon pays serait suffisamment naïf et (...) démuné pour envoyer une jeune femme

de 23 ans espionner l'Iran ? C'est stupide », a-t-il déclaré à Beyrouth, où il était en visite. « Cette jeune femme est innocente, il faut relâcher l'innocente », a martelé le ministre. M. Kouchner a remercié son homologue iranien, Manouchehr Mottaki, d'avoir « permis [la] rencontre » jeudi entre l'ambassadeur de France à Téhéran, Bernard Poletti, et M^{me} Reiss. - (AFP.)

Les Turcs dénoncent une « forme de génocide » au Xinjiang

Istanbul
Correspondance

Plusieurs milliers de Turcs ont protesté, dimanche 12 juillet à Istanbul, à l'appel d'un parti islamiste, pour dénoncer la répression chinoise dans la province autonome ouïgoure du Xinjiang. « Chine criminelle, libère le Turkestan oriental ! », ont scandé les manifestants.

Les rassemblements de ce type sont devenus presque quotidiens depuis le début des violences, le 5 juillet. Vendredi, plusieurs groupes nationalistes et les organisations de la diaspora ouïgoure, qui compte environ 300.000 personnes en Turquie, ont défilé dans une dizaine de villes du pays, jetant des œufs sur l'ambassade de Chine à Ankara et brûlant des jouets fabriqués en Chine, à Istanbul. La réaction très forte des

nationalistes qui, par solidarité panturque, ont pris fait et cause pour la minorité ouïgoure de l'ancien « Turkestan oriental », turcophone et musulmane, a fait sortir le gouvernement de sa réserve.

D'abord prudent, le premier ministre Recep Tayyip Erdogan a haussé le ton, depuis L'Aquila où il assistait au G8 évoquant des « atrocités » et « une forme de génocide, dans laquelle des centaines de personnes ont été tuées et plus d'un millier, blessées ».

La dirigeante en exil du Congrès mondial ouïgour, Rabiya Kadir, dont les précédentes tentatives pour obtenir un visa pour la Turquie s'étaient soldées par un refus, a été invitée par M. Erdogan à renouveler sa demande, assurée cette fois d'une réponse positive. « Je n'ai jamais pensé que la Turquie puisse trahir les Ouïgours qui ont du sang turc dans les veines »,

a réagi M^{me} Kadir. Une visite de la dissidente à ses partisans en Turquie serait annonciatrice d'une période de tensions entre Ankara et Pékin.

Le président de la République, Abdullah Gül, revenait à peine d'un long voyage officiel en Chine, lorsque les émeutes ont éclaté au Xinjiang. M. Gül s'était aussi rendu à Urumqi, où il avait revêtu le costume traditionnel ouïgour au cours d'une cérémonie. Il avait fait de ce peuple « un lien d'amitié entre la Turquie et la Chine ». Plus de 2 milliards d'euros de contrats ont été signés entre les deux pays au cours de la visite.

Boycott des produits chinois

Les diplomates du ministère des affaires étrangères tentent donc de modérer le message de leur premier ministre. Ils prennent garde à ne pas remettre en

question la souveraineté territoriale chinoise. Sur ce point, la rhétorique de Pékin, qui qualifie les révoltes de « séparatistes » et les associe au « terrorisme », sonne familièrement pour la bureaucratie turque, qui décrit dans des termes similaires ses propres tensions dans la région kurde.

Après le faux pas du ministre de l'industrie Nihat Ergün, suggérant l'idée d'un boycott des produits chinois, ses conseillers ont aussitôt assuré qu'il s'agissait d'une position « personnelle ». L'embarras est perceptible dans les milieux économiques, même si la Müsiad, le patronat islamiste, a demandé que soient différés les plans d'investissements en Chine. Les échanges commerciaux entre les deux pays, qui s'élèvent à 13 milliards d'euros, sont quasiment à sens unique en faveur de la Chine. ■

Guillaume Perrier

LA RENAISSANCE DU KURDISTAN IRAKIEN

Jours tranquilles à Souleimanieh

AL-HAYAT
Londres

Dans le restaurant d'un quartier périphérique de Souleimanieh, un chanteur s'époumone sur une rengaine en arabe dialectal. Les applaudissements fusent parmi les clients. Bien que beaucoup ne maîtrisent pas l'arabe, ils aiment la chanson – un joli démenti infligé à ceux qui croient qu'un conflit ethnique oppose Kurdes et Arabes dans cette région. Les différences de langue n'empêchent pas les gens de vivre ensemble.

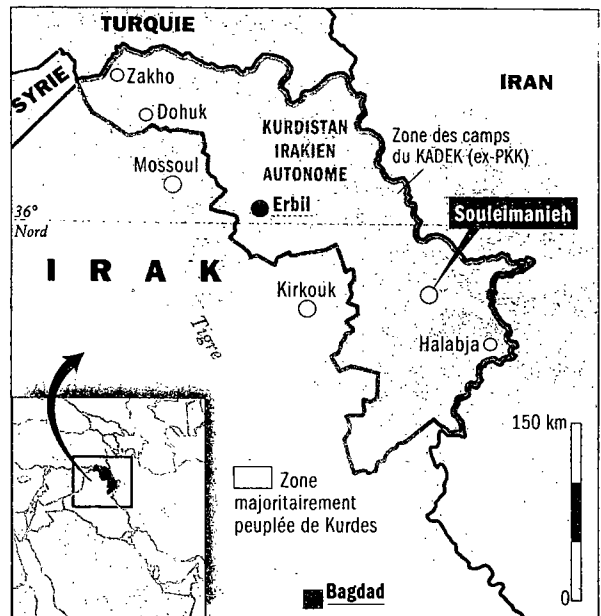
Entourée d'impressionnantes montagnes, Souleimanieh est, avec Erbil et Dohuk, une des trois grandes villes du Kurdistan irakien. Elle a été fondée en 1784 par Ibrahim Pacha Baban pour en faire la capitale de son émirat. Et elle se distingue aujourd'hui par la richesse de sa vie culturelle, par le niveau intellectuel de ses habitants et par la proportion élevée de diplômés du secondaire. *"Je travaille jour et nuit pour assurer une bonne éducation à mes enfants"*, dit mon chauffeur de taxi en me montrant fièrement un groupe de jeunes filles qui sortent de l'université. Mais il oublie de me dire que des centaines d'étudiants en médecine ont manifesté il y a quelques semaines pour protester contre l'absence de débouchés. La disproportion entre le nombre de médecins diplômés et celui des postes de praticiens dans les hôpitaux ou les dispensaires est telle que beaucoup de jeunes sont au chômage, occupent des postes qui n'ont rien à voir avec leurs compétences ou se voient obligés de partir travailler à Bagdad ou ailleurs.

Le mode de vie des habitants est étonnamment moderne. Il suffit, pour s'en convaincre, d'observer la façon dont s'habillent les femmes et les jeunes. Bien que les lois soient les mêmes qu'ailleurs au Kurdistan, les marges de liberté sont plus grandes ici. Sans doute parce que les tribus et les autorités religieuses y ont une influence plus faible qu'ailleurs.

Les autorités gouvernementales cherchent elles-mêmes à encourager l'évolution des mœurs. C'est ainsi que le Parlement régional a pris il y a quelques mois la courageuse décision d'interdire la polygamie. Les associations de femmes se sont évidemment félicitées de cette loi. Mais l'initiative a aussi soulevé une vague de protestations dans les milieux conservateurs. Des cassettes vidéo ont circulé où l'on voit des imams demander le châtiment des parlementaires qui ont voté la loi en question. L'influence de la religion reste donc présente dans la ville. Mais beaucoup moins que dans les campagnes environnantes, où l'on a enregistré de nombreux cas d'excisions, de crimes d'honneur et de suicides de femmes.

La ville a par ailleurs une vie culturelle très active. Elle possède depuis 2003 un orchestre symphonique. Elle a ouvert un centre des beaux-arts. Et elle orga-

La région autonome du nord de l'Irak surprend toujours les voyageurs par son dynamisme et par son atmosphère apparemment calme. Le témoignage d'un journaliste arabe.



nise des salons artistiques. Nombreux sont ceux qui espèrent voir Souleimanieh devenir une sorte de Beyrouth irakien, c'est-à-dire un haut lieu culturel et un centre de développement économique qui serait en même temps un modèle de cohabitation entre les communautés, de réconciliation et de tolérance. Ils espèrent aussi en faire un pôle touristique, en tirant parti de la beauté des paysages environnants et de l'excellent climat.

Mais ces ambitions se heurtent à un obstacle majeur. Car les considérations politiques sont omniprésentes et se glissent partout, ce qui fait qu'on a parfois l'impression que la ville est assise sur un volcan. Et la peur de l'avenir pousse comme la mauvaise herbe. Les habitants font donc bloc derrière les forces de

l'ordre, qui auraient repoussé plusieurs tentatives d'incursion menées par les maquisards de l'Ansar Al-Islam, une organisation islamiste armée qui s'est installée dans les montagnes alentour. Il semble qu'elle



joue depuis 2003 [c'est-à-dire depuis l'invasion américaine de l'Irak] un rôle important dans l'accueil et le transfert d'éléments d'Al-Qaida en provenance d'Afghanistan. C'est la menace qu'ils incarnent, expliquent les responsables de la police, qui justifie les contrôles très pointilleux opérés à toutes les entrées de la ville.

Depuis leur arrivée aux affaires du Kurdistan en 1991 [avec l'instauration, à l'issue de la première guerre du Golfe, d'une autonomie régionale de fait], les dirigeants kurdes ont engagé une politique de réconciliation, y compris vis-à-vis des mouvements islamistes et des tribus qui avaient soutenu le régime de Saddam Hussein. En même temps, tous sont mis sous une surveillance si étroite qu'on peut parler d'un véritable régime policier.

L'utilisation de la langue kurde permet de tenir un discours assez différent de celui qu'on pourrait avoir à Bagdad. Ainsi peut-on se permettre de moins afficher son attachement à l'unité de l'Irak. Dès 2003, journalistes et hommes politiques ont commencé à s'exprimer en kurde afin de pouvoir ancrer les idées du nationalisme kurde en insistant sur les spécificités régionales, et même à parler ouvertement d'indépendance. Dans le même temps, leurs représentants à Bagdad s'employaient à rassurer le pouvoir central, dans un arabe plus ou moins maîtrisé, en expliquant que personne dans la région ne demandait l'indépendance.

Mais, aujourd'hui, les médias locaux versent beaucoup moins dans la surenchère nationaliste et valorisent le fédéralisme dans le cadre d'un Irak uni. Autrement dit, le réalisme politique s'est imposé petit à petit, même si les Kurdes ne diront jamais qu'ils ont renoncé à leur rêve d'indépendance et à ce qu'ils

appellent le Grand Kurdistan. Ils disent simplement que c'est "un rêve de poètes", selon l'expression récemment utilisée par Jalal Talabani, le président irakien.

Depuis que les assassinats confessionnels ont transformé en enfer la majeure partie du pays, Souleimanieh accueille des dizaines de milliers d'Arabes fuyant de Bagdad, de Kirkouk et de Mossoul. Alors que, d'un côté, les tensions montent autour du territoire disputé de Kirkouk, des Arabes sont accueillis à Souleimanieh, s'y acclimatent et apprennent la langue d'un peuple dont la politique les a souvent éloignés plus que de raison. "La solution viendra de la cohabitation, me dit un interlocuteur arabe. Avant d'arriver ici, je ne pouvais pas imaginer que les Kurdes, avec leur sensibilité nationaliste, m'accepteraient."

Dans la population kurde, peu de jeunes ont appris la langue arabe. Mais ils la redécouvrent aujourd'hui à travers les chansons et les feuilletons turcs doublés en arabe. Cet apprentissage est aussi encouragé par les contacts, dans les quartiers comme au travail. On est même revenu à l'alphabet arabe alors qu'il y a dix ans, au sortir de la répression baasiste, on avait adopté l'alphabet latin.

On entend souvent parler de "prolétaires" pour désigner les classes populaires. Cela s'explique par l'ancrage d'une culture politique gauchiste. Il faut dire que, tout "prolétaires" qu'ils soient, ils achètent des voitures récentes et achètent des maisons à crédit. On parle aussi, à Souleimanieh, des "pharaons". Ce mot désigne ceux qui vivent dans les quartiers avec villas de quatre ou cinq étages, tels que le quartier Al-Masoulina [Les responsables]. Leurs habi-

tants sont convaincus que ce terme traduit la jalousie sociale des "prolétaires", mais ceux-ci expliquent que trop de gens ont amassé trop d'argent en trop peu de temps pour ne pas penser que leurs richesses proviennent de la corruption au sein des partis. Il faut dire que les deux grands partis [UPK et PDK] sont devenus des clubs d'hommes d'affaires et d'entrepreneurs des travaux publics. Et les journaux kurdes, dont le nombre ne cesse de croître, commencent à évoquer les scandales financiers. **Mouchriq Abbas**



► Sur un marché en plein air de la vieille ville.



du 16 au 22 juillet 2009

VU DE TURQUIE Le problème kurde est-il soluble dans le business ?

A lors que notre avion va décoller d'Istanbul, un message diffusé en turc et en anglais demande que l'on éteigne les téléphones portables et autres appareils électroniques. Mon voisin, qui a son téléphone en main, n'a pas l'air de s'en soucier et poursuit tranquillement sa conversation. L'hôtesse lui répète le message d'abord en anglais, puis en turc. Un autre passager me dit alors : "Que voulez-vous, il ne comprend

L'avion est plein d'hommes d'affaires turcs. Arrivés sur place, nous passons rapidement la douane, où officient quatre fonctionnaires femmes, dont deux voilées. Une grande affiche de la Byblos Bank nous fait face : "Bienvenue au Kurdistan ! Byblos Bank". Une autre vante le "Village américain", où l'on est invité à investir dans "les villas les plus exceptionnelles du Kurdistan". Nous descendons au Rotterdam City Hotel, dont

bait littéralement en ruines. Azad, notre chauffeur, qui vient de la région de Silopi, dans le sud-est de la Turquie (à majorité kurde), et qui s'est installé à Erbil il y a plusieurs années, m'explique, visiblement heureux, que "tout est en train de changer de façon spectaculaire".

En allumant la télévision, j'ai pu constater l'impressionnante variété du paysage audiovisuel local – Kurdistan TV, Zagros TV, Roj TV [proche du PKK], Kurt 1, Komala, Kurt Sat... En tout, une bonne vingtaine de chaînes émettant en langue kurde (qui sont d'ailleurs captées sans problème dans le sud-est de la Turquie).

Les contacts sont également de plus en plus fréquents entre Ankara et les Kurdes d'Irak. Un accord de coopération stratégique a même été signé entre Ankara et Bagdad au cours de l'été 2008, et reste suspendu à la ratification du Parlement irakien. Un général turc se trouverait à Erbil, tandis qu'Emre Taner, le directeur des services de renseignements turcs (MIT), s'y est rendu à quatre reprises au cours de ces dix-huit derniers mois, et y a chaque fois rencontré Massoud Barzani [président du gouvernement autonome kurde irakien].

Hasan Cemal, Milliyet (extraits), Istanbul



Julien Golstein/Myop

que le kurde, le pauvre !" Mon voisin, un Kurde de Turquie, se rend à Erbil [la capitale administrative et politique du Kurdistan irakien] pour y vendre du matériel médical et des médicaments. Un autre passager m'explique qu'il va pour la première fois dans le nord de l'Irak pour tenter sa chance dans le commerce.

Le réceptionniste est un jeune originaire du Bangladesh qui parle le kurde – tout comme le parlaient les porteurs de valises africains de l'aéroport ! Le contraste est saisissant entre la situation actuelle et mes précédentes visites à l'époque de Saddam Hussein en 1974 ou en 1992, lorsque le nord de l'Irak tom-

▲ Siège de la télévision satellitaire Zagros qui émet depuis 2005. Erbil, mars 2008.

Téhéran porte un coup sévère aux rebelles sunnites du Joundallah

Treize membres du groupe autonomiste du Sistan-Baloutchistan ont été pendus

Les autorités iraniennes, qui font face depuis la réélection contestée du président Mahmoud Ahmadinejad, le 12 juin, à une forte remise en question politique, ont entrepris de verrouiller la sécurité dans les provinces où, ces derniers mois, des mouvements de rebelles, souvent sunnites et teintés de revendications ethniques, ont accru leurs activités.

C'est ainsi que treize membres du groupe Joundallah ont été pendus le 1^{er} juillet, dans la prison de Zahedan, chef-lieu du Sistan-Baloutchistan, une province à majorité sunnite et baloutche du sud-est du pays, près des frontières afghane et pakistanaise.

Le Joundallah (« soldats de Dieu ») est un groupe armé sunnite qui a fait siennes certaines revendications autonomistes baloutches, mais son profil reste encore imprécis. Apparu en 2005, il n'a cessé de revendiquer attaques, enlèvements et attentats dans la province. En décembre 2005, le groupe avait



enlevé neuf soldats iraniens et attaqué un poste de police près de Sarevan. Il avait aussi, presque au même endroit, fait feu sur le cortège du président Ahmadinejad, tuant deux gardes du corps. Particulièrement actif pendant la campagne présidentielle, le Joundallah avait commandité un attentat suicide dans une mosquée chiite de Zahedan, le 28 mai, qui avait tué 25 personnes.

Répression : des chiffres qui restent flous

Un mois après l'élection présidentielle du 12 juin, le gouvernement iranien admet vingt morts mais n'a toujours pas publié de bilan. Selon des sources proches de militants des droits de l'homme, il y aurait au moins une soixantaine de morts « documentés » et des dizaines de personnes disparues. Selon un témoignage recueilli par la Ligue iranienne des droits de l'homme et publié sur Internet, la mère de Sohrab Aarabi, un jeune homme de 19 ans, s'est rendue chaque jour à la prison d'Evin, à Téhéran. On lui répondait que son

fil, « disparu » le 15 juin, était là. Les autorités judiciaires lui ont finalement montré des photos de cadavres. Parmi elles, celle de son fils dont la dépouille mortelle était à la morgue. Elle a dénoncé, malgré des pressions, qu'il avait sans doute été tué lors des manifestations. D'autres témoignages, difficiles à vérifier, font état de cadavres gardés dans des entrepôts frigorifiques à la périphérie de Téhéran et dont on aurait retardé l'identification pour ne pas alourdir le bilan de la répression des manifestations.

Le 1^{er} juin, un incendie criminel avait fait cinq morts au siège d'une société liée aux milices islamiques du bassidj local.

« Complot extérieur »

Téhéran, qui reproche aux Occidentaux de poursuivre la politique de George Bush de « déstabilisation de l'Iran par sa périphérie », en attisant les dissensions entre chiites et sunnites, accuse le mouvement d'être financé par les « ennemis du pays » et, à l'occasion, d'être en relation avec les talibans. Certains parlent aussi de liens avec la nébuleuse Al-Qaïda. Affirmations pour l'instant difficiles à vérifier, d'autant que cette zone frontalière poreuse est aussi fréquentée par des réseaux de banditisme et de trafiquants de drogue. « Bandits » est d'ailleurs le terme générique utilisé le plus souvent par les autorités locales pour éviter de reconnaître officiellement la forte présence de cette guérilla sunnite, et accélérer les exécutions.

Cette fois, pourtant, le Joundallah, qui vient d'enregistrer le plus fort coup jamais porté contre lui,

est traité comme une entité rebelle. Les treize militants pendus sont accusés « d'avoir coopéré avec un groupe terroriste » et d'avoir créé par des « enlèvements et la mort d'innocents, un climat de terreur » dans la région. S'agit-il d'une mise en garde (dans un premier temps les pendaisons devaient même être publiques) adressée au chef du Joundallah, Abdolmalek Righi, dont le frère, Abdolhamid, prisonnier lui aussi depuis un an, devrait être exécuté « plus tard » selon Ebrahim Hamidi, chef du système judiciaire du Sistan-Baloutchistan ?

De fait, ces dernières années, Téhéran a renforcé son dispositif répressif dans cette province « à risque » : les Gardiens de la révolution, l'armée idéologique du régime, ont ainsi redynamisé des groupes de bassidji armés et créé des groupes d'auxiliaires de sécurité qui ont les mains libres, ou presque, pour assurer l'ordre. Certains accords ont été conclus avec les autorités pakistanaïses, peu désireuses de voir déborder cette guérilla nébuleuse sur son territoire.

Les autorités iraniennes proches de M. Ahmadinejad essayent depuis des jours d'obtenir des « confessions » auprès des opposants arrêtés lors des manifestations de rue qui ont suivi l'élection présidentielle, pour étayer la thèse d'un « complot extérieur ». Dans ce contexte, les pendaisons de Zahedan, liées au terrorisme « soutenu par l'étranger », pourraient être un argument de plus, « provincial » celui-là, pour tenter d'unifier le pays face aux menaces, en faisant jouer la corde toujours sensible du nationalisme. ■

Marie-Claude Decamps

CONFLICT LOOMS IN KURDISTAN

Whether growing tensions between Iraq's Kurds and Baghdad turn bloody depends on Barack Obama's negotiation skills



Jonathan Steele

Overshadowed by the war in Afghanistan, a new cauldron of potential violence is threatening to destabilise Barack Obama's foreign policy. Tension between Iraq's Kurds and Arabs has mounted to the point where normally non-alarmist thinktanks like the International Crisis Group have raised the prospect of clashes between the Iraqi army and Kurdish peshmerga forces.

Obama's people have been quietly but firmly piling on the diplomatic pressure. Vice-president Joe Biden, a long-standing friend of the Kurds, rushed to Baghdad last week to calm things down. He scored a small victory when Kurdistan's regional parliament deferred a referendum on a new constitution that had been due to go to voters at the end of next week. The constitution enshrines ancient Kurdish claims on the oil-rich region of Kirkuk as well thousands of square miles of territory that currently lies outside Kurdistan in the area that runs round Mosul and the province of Nineveh as far as the Syrian border. The government in Baghdad was furious, claiming the draft constitution, which was sure to be approved, not only sought to legitimise a land-grab but also paved the way for an enlarged Kurdistan to secede.

Although the referendum has been delayed, the pause may only last a few months. Obama's team will have to work hard to resolve a crisis that has simmered since Saddam Hussein's overthrow in 2003. At that time the Kurds took the opportunity to rush out of their autonomous enclave and establish their forces in the disputed territories, creating a new de facto internal boundary in Iraq that diplomats now describe as "the trigger line". Painstaking work by the United Nations has tried to ease tensions by establishing a commission to look into old maps, land deeds, and population figures. But the UN has refused to take sides or make a judgment on who should control the contested territories, confining its political message to repeated calls for patience.

The time for decision cannot be delayed much longer. While the substance of the problem remains unchanged,

the dynamic has changed. Until last year the Kurds had the strongest cards. Iraq's Arabs were consumed by the conflict between Sunnis and Shias. A Sunni boycott of the 2005 provincial elections allowed the Kurds to take political control of Nineveh and Mosul. The Iraqi army was weak, and in many parts of the country reliant on better-trained Kurdish units. Now the balance is different. Sunni-Shia tensions are reduced, and Iraq's prime minister, Nouri al-Maliki, has strengthened his authority. He is flexing his muscles vis-a-vis the Kurds in part to gain support in Sunni Arab areas as a national champion. The Iraqi army is more confident, and in Nineveh a Sunni Arab nationalist party won this year's elections, leaving the Kurds outnumbered.

Above all, the US is gradually drawing down its force levels in Iraq in line with Obama's plan to take all combat troops out by the end of next year. Washington was always the Kurds' best friend, and many are hoping the US will not leave. The Kurds' effort to pass a new constitution, knowing that it would provoke a crisis with the Arabs, was dictated by these considerations. At best they hope to delay the US departure or at least have US troops remain in Kurdistan in significant numbers. In the meantime they want the US to support their case on the disputed territories and put pressure on Iraq's Arabs to accept it.

At the back of the dispute is the issue of secession and the amount of oil that lies under the lands the Kurds want. At the moment they get more revenue from the share of Iraq's total oil production that they are entitled to under the federal constitution. But that amount could be dwarfed if they took direct control of the Kirkuk region's oil if the unexplored deposits there turn out to be huge. The secession that many Kurds want for nationalistic and political reasons might then seem more attractive economically.

But the fact is that none of Iraq's neighbours, let alone the government in Baghdad, wants Kurdish independence. Washington has consistently warned the Kurds of that, but as time moves on, Washington's clout is getting weaker in Iraq. Of course, conflict between Arabs and Kurds in Iraq predates the 2003 invasion. Whether the dispute turns bloody again will depend in large part on whether Obama has the skill and will to negotiate a compromise – which Iraq's neighbours and the UN should then be empowered to supervise. US pressure within the framework of a regional solution is the best way to go.

KURDISHGL

17 July 2009

Massoud Barzani warns Arab and Turkoman over Kirkuk destiny

Kirkuk enjoys a Kurdistan identity just like Erbil and Duhok and is part of Kurdistan

AK News

Kirkuk, just like any other Kurdish city in the Kurdistan region, is a Kurdistan city (predominantly populated by Kurds), Barzani said.

Kirkuk is a Kurdistan city, just like any other Kurdish city in the region and time won't make us forget about it, president of Kurdistan region, Massoud Barzani said.

Kirkuk and article 140 of the Iraqi constitution will not fade away by the passage of time, Barzani said, on Tuesday in a statement, addressing the Arab and Turkomans of Iraq.

The article 140 has to be implemented even if it is after one thousand years, he said.

Barzani rejected the proposal that Kirkuk should be divided on 4 sectors, 32% for each of the Kurdish, Arab and Turkoman communities and 4% for the Christians, as a solution.

"Why should the elections be held then" Barzani said cri-

tizing the solution.

President of the Kurdistan region stressed, in the statement, the Kurdish identity of Kirkuk just like Erbil, Sulaimaniyah and Duhok cities.

It is part of Kurdistan and all the historical and geographical evidences prove that fact, he said.

However, Barzani promised that after the implementation of article 140 of the Iraqi constitution, they will "generously" share the administrative posts of the province with the Arabs and Turkomans.

The president also called on the Arabs and Turkomans to listen to the historical and geographical facts and to "stop playing around with the issue, we will not allow you take over by deception and self-assertion on the city."

Article 140 of the Iraqi constitution outlines a three-stage process to resolve the disputes over areas contested by the Kurdistan Regional Government and the central government in Baghdad.

The Article is mainly evoked in the case of Kirkuk province, which is the main source of tension between Erbil and Baghdad.

Kirkuk city is historically a Kurdish city and it lies just south border of the Kurdistan autonomous region, the population is a mix of majority Kurds and minority of Arabs, Christians and Turkmen, lies 250 km northeast of Baghdad. Kurds have a strong cultural and emotional attachment to Kirkuk, which they call "the Kurdish Jerusalem." Kurds see it as the rightful and perfect capital of an autonomous Kurdistan state.

Article 140 of the Iraqi constitution is related to the normalization of the situation in Kirkuk city and other disputed areas through having back its Kurdish inhabitants and repatriating the Arabs relocated in the city during the former regime's time to their original provinces in central and southern Iraq.

The article also calls for conducting a census to be fol-



lowed by a referendum to let the inhabitants decide whether they would like Kirkuk to be annexed to the autonomous Iraqi Kurdistan region or having it as an independent province.

The former regime of Iraqi President Saddam Hussein had forced over 250,000 Kurdish residents to give up their homes to Arabs in the 1970s, to "Arabize" the city and the region's oil industry.

The last ethnic-breakdown census in Iraq was conducted in 1957, well before Saddam began his program to move Arabs to Kirkuk. That count showed 178,000 Kurds, 48,000 Turkomen, 43,000 Arabs and 10,000 Assyrian-Chaldean Christians living in the city.

KURDISHGL

15 July 2009

Turkmen Erbil List sees unity between Turkmen and Kurds

Erbil's Turkmen "don't like politics"

By Ako Muhammed
The Kurdish Globe
Electioneers

"We will work to build strong relations between Kurdistan Region and Turkey"--Turkmen Erbil list head Sherdl Tahsin

Kurdistan Parliament has set aside five seats for the Turkmen community. Four Turkmen lists are competing for these seats. "The Kurdish Globe" met the head of Turkmen Erbil List, Sherdl Tahsin, to discuss the Kurdistan Region parliamentary elections and the situation of Turkmen.

The Turkmen Erbil List is not a political list and describes itself as an independent list not belonging to or supported by any political party. The list is led by five well-known Turkmen in Erbil city: Sherdl

Tahsin Arsalan, Ta'fa Rostam Qasab, Thaura Saleh, Nafeh Rostam, and Ahtam Abdul Karim.

Tahsin is a well-known athlete in Erbil and member of Kurdistan Region Olympic Committee. He explained to the "Globe" that the idea to form the list arose after his friends, who meet each other daily to chat and drink tea, agreed to unite as a list and participate in the elections.

He pointed out that the main manifesto of the Turkmen Erbil List is to improve relations between Turkmen and Kurds. "In the past, relations between Turkmen and Kurds were very strong. But for some years now relations between them are not very warm due to political reasons," he said. "We want to become an example for Turkmen and Kurds outside

Kurdistan Region."

Since 2003, problems have occurred in relations between Turkmen and Kurds, in particularly after Turkey started interfering into Turkmen affairs on a large-scale basis. At that point, Turkey was able to convince some Turkmen to turn against any Kurdish effort to annex Kirkuk city with Kurdistan Region.

Another important item of the Turkmen Erbil List's manifesto, said Tahsin, is to return the Turkmen areas outside of the Kurdistan Region administration back to Kurdistan Region. He believes that the only way to unite all Turkmen in Iraq is via the implementation of Article 140 of the Iraqi Constitution.

"If Article 140 is implemented, we will become united, close to each other, strong,



Sherdl Tahsin

and control key administration positions in Kurdistan."

He remarked that his list has a plan to sit with all Turkmen parties in Kurdistan Region, with the goal to reconcile all Turkmen parties so that they can together work to help the Turkmen community in and out of Kurdistan Region.

Article 140 of the Iraqi Constitution calls on normalizing situations, holding a census, and then holding a referendum in the disputable areas.

The Iraqi government failed to fulfill the step on time, which should have been the end of 2007.

Regarding Kurdistan Region's draft Constitution, he voiced his approval saying it has preserved all the rights for Turkmen and it recognizes Turkmen as the second nation in the region. "It is written that in Kurdistan there is no difference between Kurd and Turkmen, and in the referendum we will vote for this Constitution," he stated.

The Turkmen Erbil List's election campaign is funded by Professor Ihsan Dogramaci.

Dogramaci was born a Turkmen in 1915 in Erbil city. His father, Ali Pasha Dogramaci, was the mayor of Erbil and later a senator in Baghdad. His grandfather, Mehmet Ali Kirdar, was a member of the Ottoman Parliament for Kirkuk.

Professor Dogramaci is the founder of Bilkent University, a leading private university in Ankara, Turkey, and the first president and the chairman of its Board of Trustees since 1985. He established Hacettepe University in 1967, which is now one of the best state universities in Turkey in medicine-related areas. He is now build-

ing another Bilkent University in Erbil city.

The Turkmen Erbil list strongly rejects any notion that it has ties with the Turkmen Front.

The Turkmen Front is a political movement founded in 1995 that seeks to represent the Turkmen people of Iraq. The movement has strong relations with Turkey. The Front opposes Iraqi federalism on the grounds that it would give too much power to Iraqi Kurds. It believes that Turkmen are the majority in Kirkuk, and they are against any move to annex Kirkuk with Kurdistan Region.

Tahsin is confident that the Turkmen Erbil List will win most of the Turkmen quota seats, since he believes that Turkmen in Erbil city do not like politics, thus they will vote for a list that is independent and composed of well-known people.

Regarding relations between Turkey and Kurdistan, he mentioned that Turkey is a very important neighbor for Kurdistan Region and both countries have bilateral interests with each other. "In Parliament, we work to build strong relations between Kurdistan and Turkey."

KURDISHGLOBE

17 July 2009

Islamic Movement of Kurdistan discusses policy

"Even the U.S. knows we are not extremist," says IMK politburo member

By Qassim Khidhir
The Kurdish Globe
Electioneers

The Islamic Movement of Kurdistan will participate in the upcoming Kurdistan parliamentary elections as one list. The Movement demands that Islam be the main source of legislation in the region.

"The Kurdish Globe" met with Muhaimad Bazyan, member of the Islamic Movement of Kurdistan (IMK) politburo, to discuss the upcoming parliamentary and presidential elections and the goal and policies of the IMK.

In Kurdistan, there are three Islamic parties: the Kurdistan Islamic Union (KIU), the Islamic Group of Kurdistan (IGK), and the IMK. The three parties disagreed on participating in the upcoming elections as one Islamic list.

Bazyan explained to the "Globe" that in March, the IMK demanded the KIU and IGK the three parties to participate in the upcoming elections as one list, but both the KIU and IGK said their first option was to participate in the elections on one list with the Kurdistan Socialist Democratic Party and the Future (Aynda) Party.

Later, Bazyan added, the IGK and KIU asked the IMK to join their list (the list of four parties--two Islamic and two secular), but the IMK's first choice was for all the Islamic parties to participate in the elections on one list, and its second

choice was that the IMK participate in the elections alone on one list.

According to Bazyan, some people will vote for his list rather than the list of the other two Islamic parties because people see him as a pure Islamic list.

He added, "Some people have an Islamic ideological background and they want to vote for a complete Islamic list."

The IMK was founded in 1979 by Sheikh Othman Abdul Aziz with several other clerics; at that time, the party's main support came from in and around the town of Halabja. The party in 2001 was fractured and faced severe problems, but, according to Bazyan, it is now strong and in good shape.

Bazyan pointed out that the IMK's main aim is for Kurdistan Region to be ruled according to Sharia law (Islam law), but not a violent rule. In fact, Bazyan noted, it should be an Islamic rule that respects all religions and ethnicities.

According to Bazyan, if Kurdistan is ruled by Islamic authority, then Baghdad will not reject any of the Kurdish people's rights.

"Because if we look at the other side--the Iraqi side--we see it is ruled by an Islamic government and the most powerful Iraqi parties are Islamic parties; thus, in that case, if we have an Islamic authority and ask for our full rights, such as our territory, flag, independence and to export our oil, they will make

no problem for us," he added.

The IMK demands that the government Parliament and judiciary be separated from politics.

He rejected the notion that the IMK is an extremist party, and demanded that weapons should only be in the hands of government, not political parties.

"We carried weapons when our people were under oppression by the Iraqi government of Saddam, but now we don't see it is as necessary to have weapons. They should only be in the hands of Kurdistan security forces and police." He added, "Even the United States knows that we are not extremist; they know that when we carried weapons, we carried them against Saddam. That's why the U.S. now cooperates with us."

When the U.S. in 2003 arrested a number of high-ranking IMK members, they did not attack the U.S. army, noted Bazyan.

The Islamic parties do not have any candidate for the presidential elections. As for the IMK, he said, four years from now, the IMK will have a candidate for the presidency.

Regarding the Kurdistan draft Constitution, the IMK has three complaints. First, the role of Islamic law is not clear in the Constitution; second, it grants the Regional President too much power; and third, the Constitution says the geographic boundary of Kurdistan Region covers a number of towns and disputed areas in



Muhammad Bazyan, member of the Islamic Movement of Kurdistan politburo. GLOBE PHOTO/ Ako Muhammed

Mosul and Diyala provinces, in addition to Erbil, Suleimaniya, Kirkuk, and Duhok, but there are other disputed Kurdish areas that must be part of Kurdistan Region.

Concerning the IMK's relation with Iran, Bazyan said, "We have good relations with all the neighboring countries; we respect Iran because they helped Kurds and our party during the hard times."

He added, "We are a Kurdish party from Iraqi Kurdistan, and we will never be an Iranian Hezbollah."

As voters in the Iraqi Kurdistan Region are looking to elect a strong and active opposition in the forthcoming elections in the hope of limiting corruption, pushing forward reform, and paving the way for a more transparent political and economic system, Bazyan believes that the existence of a strong opposition in Kurdistan will improve democracy.

US diplomacy leaves Kurds adrift

By Mohammed A Salih

WASHINGTON - The indefinite postponement of a referendum on Iraqi Kurdistan's controversial draft constitution just days after a visit by United States Vice President Joe Biden has given rise to speculation that Washington may have played a role in the delay.

Despite initial expectations that the charter would be put to a vote on July 25 amid Kurdish parliamentary and presidential elections, just a few days after Biden landed in Iraq, the country's Independent High Electoral Commission (IHEC) said it was impossible to hold the vote on that date.

While there has been no official confirmation of Biden's possible role in the delay, a series of events and statements strongly

indicate possible behind-the-scenes diplomacy by the US to prevent new problems from emerging as the Barack Obama administration desperately lobbies for national reconciliation.

Biden, who was appointed by Obama to oversee the administration's Iraq policy on June 30, arrived in Baghdad on July 2 to push Iraqi leaders for "political progress that is necessary to ensure the nation's long-term stability", a White House statement said.

After his visit to Iraq, Biden told ABC News' George Stephanopoulos that he had been asked by Iraqi officials in Baghdad to "communicate to the Kurdish leadership, who I have a close relationship with, that their passing a constitution through their parliament in Kurdistan was not helpful to the process that was under way".

The Kurdish draft constitution had heightened tensions between Kurds and other ethnicities in the country such as Arabs and Turkomans, as well as the Iraqi government.

The major source of contention was provisions declaring oil-rich Kirkuk and a number of other areas deemed disputed territories to be "historically" and "geographically" part of the Kurdish homeland. Those areas are currently outside the jurisdiction of the Kurdish government.

Although Biden had planned to visit the north to meet with senior Kurdish leaders Massoud Barzani and Jalal Talabani, a severe sandstorm prevented his plane from taking off. But after returning to Washington, the vice president called Barzani and Talabani to press "the need to reach a resolution on Iraq's outstanding reconciliation issues", according to a statement from Biden's office on July 7.

A statement posted on Barzani's website, in turn, described the "outstanding issues" as territorial disputes, oil and gas legislation and political reconciliation.

But it was Iraq's Shi'ite Arab Prime Minister Nuri al-Maliki who gave near confirmation of the US influence. In an interview with the Wall Street Journal published on July 9, Maliki said Biden had promised him to urge Kurdish leaders to delay the referendum. The prime minister added that he and Biden had both agreed that the proposed Kurdish constitution was bound to "make a lot of trouble and create a lot of differences".

Following Biden's visit, the IHEC took many in Iraq by surprise when it announced on July 7 that it could not hold the referendum. The IHEC cited technical reasons as well as concerns that its "integrity and credibility" could be tainted if it yielded to immense pressure from Kurdish leaders to hold the referendum.

Many inside Kurdistan had also criticized the draft, but on different grounds. Kurdish critics believed the constitution granted too much power to the president of Kurdistan and had

called on the IHEC to postpone the vote.

The document was seen mainly as an artifact of Barzani's Kurdistan Democratic Party and Talabani's Patriotic Union of Kurdistan. Barzani is the president of the Kurdistan autonomous region, while his long-time rival and now "strategic ally" Talabani is the president of Iraq.

But, ignoring domestic calls, the Kurdish leadership rushed to pass the charter as quickly as possible. They were optimistic that the IHEC would heed their demand to hold the referendum on July 25.

Tariq Sarmami, an advisor to the Kurdish parliament speaker, told the Kurdish official news agency AKnews on July 1 that the IHEC "had shown readiness to prepare grounds for a referendum on the constitution" on the presumed July 25 date.

Nevertheless, Kurdish officials' efforts were for naught as the IHEC rejected their demands.

Two days after the IHEC's rejection, on July 9, enraged lame-duck Kurdish parliamentarians had to give in to the fait accompli. They voted to delay the referendum but did not set a new date, raising speculation that due to outside pressure they may not want to pursue it for a while to come.

During the session, Kurdish parliamentary speaker Adnan Mufti voiced his suspicions of interference in the IHEC's work by Maliki's government and implicitly accused the US of playing a role.

More signs of US involvement are emerging as Admiral Michael Mullen, chair of the Joint Chiefs of Staff of the US military, visited Kirkuk on Monday with the aim of urging Kurds, Arabs and Turkomans there to reach a power-sharing agreement. The US had been widely criticized in the recent months for not doing enough to settle disputes among Iraqi factions, especially Kurds and Arabs.

Joost Hiltermann of the International Crisis Group (ICG) believes that unilateral decisions by Kurdish leaders such as the draft constitution were partly due to US reluctance to throw heavier diplomatic weight behind efforts to

address the ethnic problems in the country.

But Biden's very new central role to steer US policy in Iraq, he says, shows that "Obama's administration means business".

"And his visit to Iraq is a sign that the US is serious in its efforts to broker a deal [on problems between Kurds and Iraqi government]," Hiltermann told Inter Press Service in a phone interview from Jordan.

However, as attempts to forge an agreement intensify, the key question is what kind of a deal is possible and sustainable.

"We proposed a grand bargain on this issue in our most recent report that combines territory with oil and sharing powers between Baghdad and Irbil [the Kurdish capital]," said Hiltermann, referring to a July 8 ICG report. "These issues cannot be resolved in isolation, they have to be combined as they are really on the ground."

Upcoming polls may further complicate ethnic relations in Iraq. In addition to regional Kurdish elections due in a few weeks, Iraq's national elections will be held next January. If the current deadlock is to be broken, some argue, politicians in Iraq need to avoid inflammatory remarks and think outside election cycles.

"The game so far is to drag their feet and appear uncompromising but at the end there is a realization that things need to be brought to the negotiation table," said Scott Carpenter, an expert at Washington Institute for Near East Policy. "They know if problems aggravate, there will be real difficulties and that will not be in anybody's interest."

Carpenter believes the Balkans should stand as a stark lesson to Iraqi policymakers.

"People need to look at Sarajevo and what happened in Serbia and Bosnia," he said, referring to the bloody ethnic conflicts in the former Yugoslavia in the 1990s. "You don't want this and if you really believe that way, then leaders have to stand up and avoid more tensions."

(Inter Press Service)

Challengers Face an Uphill Battle in Elections in Iraq's Kurdish North

By Nada Bakri

Washington Post Foreign Service

SULAYMANIYAH, Iraq -- It was not yet noon when Hallo Rasch left his squat, two-story house in this eastern Kurdish city and strode down the road to his office, where a group of black-clad widows sat waiting for him in a sweltering room.

He bowed and thanked them for coming.

"If I wanted power and money, I would have pursued that," Rasch told them. "But I am here because I want to work for you, because I care about you and I want to help you get your rights."

Done, he moved to an adjacent room where several more women, men and children waited. He bowed and thanked them, too.

"If I wanted power and money," he started again, reprising his stump speech.

The campaign season is in full swing in northern Iraq's autonomous Kurdish region, ahead of parliamentary and presidential elections Saturday. The two groups in Rasch's office represented supporters that even the 58-year-old presidential hopeful acknowledges are scant, in a bid for office that he acknowledges is quixotic.

Rasch is running as an independent against the incumbent, Massoud Barzani, who was elected president of Iraqi Kurdistan in 2005. The pragmatic and cautious Barzani has been at the center of Kurdish politics -- in the region, in the rest of Iraq and in the broader Kurdish homeland -- since succeeding his father, a legendary guerrilla leader, as head of the Kurdistan Democratic Party more than 30 years ago.

Rasch's uphill candidacy is playing out in a region simultaneously considered the most democratic in Iraq and not all that democratic. Two main parties -- Barzani's Kurdistan Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan, headed by Iraqi President Jalal Talabani -- have for years exercised a stranglehold on the region, dividing between them politics, patronage, investments and business deals.

"My candidacy is upsetting this equation," Rasch said in a recent interview from his house in Sulaymaniyah. "It is good for democracy. We can't call it a democracy with only one candidate running."

Rasch and four other presidential challengers are trying to break the two parties' monopoly. By nearly all accounts, they have little chance of winning. But their supporters contend that an electoral victory is less important than

what their candidacies represent: an effort to set the stage for a more democratic political life.

Equally important is the backdrop of growing public dissatisfaction with the two main parties. Complaints of corruption, nepotism, high unemployment rates and low wages are common among party supporters and opposition groups alike.

"During the days of Saddam, we had hope that his regime would be toppled one day," said Mohammed Mahmud, a retired teacher, referring to the late Iraqi dictator. "But today we've lost hope. They are the same people and the same faces, rotating again and again."

If elected, the challengers have promised to fight graft, reform public institutions, provide job opportunities and, above all, instill a sense of accountability. "We don't just have a program. We have a program and a time frame," said Rasch, who heads a list of independent parliamentary candidates. "In three months, we will accomplish so and so, and if not, we will leave."

The newcomers' political inexperience is overshadowed by the sheer prestige of the two dominant parties. Despite the complaints, both draw on a deep loyalty that transcends everyday politics. The parties, though occasionally bitter foes, led the Kurdish region to autonomy after the 1991 Persian Gulf War, when Saddam Hussein was still in power, and to prosperity after his fall in 2003.

Irbil, the region's capital, is booming. High-rise buildings and cranes dot the skyline. Sprawling, luxurious housing projects are under construction. Shopping malls are adding a Western look to the city. But beneath the veneer of prosperity, residents say, many struggle daily to make ends meet and to deal with the challenges of inadequate health care and poor schools. Residents of Sulaymaniyah, 100 miles southeast of Irbil, cite water and electricity shortages.

The annual budget for the region is huge -- about 17 percent of Iraq's budget this year -- but many Kurds complain that only the elite benefit from it, widening a gap between rich and poor.

"People are not happy with corruption," said Barham Salih, the Iraqi deputy prime minister and a candidate for prime minister of the Kurdish region. "That has to change."

Politicians in Baghdad and in the north say Salih may benefit from the old system. If the two parties perform as expected, they said, he appears assured of securing the post of prime minister as the consensus choice. But his tenure could prove tumultuous.

"The opposition will change the cur-

rent situation," said Abdel-Salam Omed, a 29-year-old lawyer sipping tea at Michko, a popular old cafe in Irbil.

In his office in Sulaymaniyah, Rasch, who was a member of the Patriotic Union of Kurdistan until last year, courted voters with pleas and promises.

The widows were wives of fighters with the Patriotic Union who had died in clashes between the two main Kurdish parties in the 1990s. Among the other group visiting his office were former members of the party who said they had lost faith in their leaders when their pleas for better living conditions went unheeded.

"Don't vote for them," Rasch urged. "If Iraq was a poor country, we would have accepted this, but it is not."

Rasch is known to most people in the Kurdish region as Hallo Ibrahim Ahmed, after his father, Ibrahim Ahmed, a respected Kurdish thinker and a founder of the Kurdistan Democratic Party. Several years after its creation, Ahmed broke ranks with the party, joined by his son-in-law, Talabani, who would later form the Patriotic Union. Educated in England and Sweden, Rasch was a professor of computer sciences at the Royal Institute of Technology in Stockholm until 2000, when he moved back to Sulaymaniyah and started a group that worked with young people.

Rasch said his differences with the Patriotic Union stemmed from his attempts to reform the leadership. Party leaders had a different take on his departure: They said he was engaged in a family dispute with his sister, Talabani's wife.

Today, his independent campaign for the regional presidency has an amateurish feel. In his office, black-and-white posters printed on letter-size paper decorate the walls. "The road to Kurdistan is ahead," one reads. "With progress, we will have a brighter future," proclaims another. Money is tight, and campaign workers are scarce. The well-funded and well-run main parties, meanwhile, dominate the news.

"I will lose," Rasch said, before correcting himself: "I may lose."

But, he added: "I want to show people that nobody will kill you if you run. And the next time, people will have better chances."

Kurdish Leaders Warn Of Strains With Maliki

Military Conflict a Possibility, One Says

By Anthony Shadid

The Washington Post

Irbil- Iraq's autonomous Kurdish region and the Iraqi government are closer to war than at any time since the U.S.-led invasion in 2003, the Kurdish prime minister said Thursday, in a bleak measure of the tension that has risen along what U.S. officials consider the country's most combustible fault line.

In separate interviews, Prime Minister Nechirvan Barzani and the region's president, Massoud Barzani, described a stalemate in attempts to resolve long-standing disputes with Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki's emboldened government. Had it not been for the presence of the U.S. military in northern Iraq, Nechirvan Barzani said, fighting might have started in the most volatile regions.

The conflict is one of many that still beset Iraq, even as violence subsides and the U.S. military begins a year-long withdrawal of most combat troops from the country. There remains an active sectarian conflict, exacerbated by insurgent groups that seem bent on reigniting Sunni-Shiite carnage. There is also a contest underway in Baghdad to determine the political coalition that will rule the country after next year's elections. But for months, U.S. officials have warned that the ethnic conflict pitting Kurds against Arabs, or more precisely the Kurdish regional government against Maliki's federal government in Baghdad, poses the greatest threat to Iraq's stability and could persist for years.

In an incident June 28 that underscored the trouble, Kurdish residents and militiamen loyal to the Kurdish regional government faced off with an Arab-led Iraqi army unit approaching Makhmur, a predominantly Kurdish town between the troubled northern cities of Kirkuk and Mosul. Kurds believed the unit was trying to enter the town, and for 24 hours, Kurdish leaders, Iraqi officials in Baghdad and the U.S. military negotiated until the Arab-led Iraqi unit was diverted, the Kurdish prime minister said.

The Kurdish militiamen, who are nominally under the authority of the Iraqi army but give their loyalty to the Kurdish regional government, retained control.

"They sent huge forces to be stationed there to control a disputed area, and



our message was clear: We will not allow you to do so," the Kurdish prime minister said.

"Our instructions are clear," Massoud Barzani said in a separate interview. Neither the Iraqi army nor the Kurdish militia has "the unilateral right to move into these areas."

U.S. military officials confirmed the incident but offered differing accounts. Asked if the incident was essentially the Kurdish Iraqi army facing down the Arab Iraqi army, Maj. James Rawlinson, a military spokesman in Kirkuk, replied, "Basically."

A spokesman in the Iraqi Defense Ministry blamed the incident on a misunderstanding. He said the army movement was nothing more than a troop rotation. When residents and others saw the Iraqi army unit's arrival, he said, they feared that the government in Baghdad was sending reinforcements. "They turned it into a big issue when it was a simple operation," he said.

The conflict between the government and the Kurdish region is so explosive because it intersects with the most critical disputes that still endanger the country's stability. They include debate over a hydrocarbon law to share revenue and manage Iraq's enormous oil reserves, some of which are located in areas clai-

med by the Kurdish government; talks to delineate the border between the Kurdish and Arab regions; and efforts to resolve the fate of Kirkuk, an oil-rich city shared by Kurds, Arabs and Turkmens.

Complicating the landscape is the bad blood between two of the key players -- Massoud Barzani, the Kurdish president, and Maliki, whose stature has grown dramatically amid the restoration of a semblance of calm and his Dawa party's success in provincial elections in January. Although two delegations from Maliki's party have visited Irbil, the Kurdish capital, since the spring, the two men have not spoken in a year, Barzani said.

"Everything is frozen," said Prime Minister Barzani, a nephew of the president. "Nothing is moving." He warned that the deadlock was untenable. "If the problems are not solved and we're not sitting down together, then the risk of military confrontation will emerge," he said.

Both have blamed the other side for provocations, often with justification. Kurdish officials see in Maliki's actions a recurrence of what they believe is arrogance from Baghdad stretching back generations. Maliki's allies accuse Kurdish leaders of overreaching in their territorial ambitions and stubbornness in talks.

"If things remain the way they are between the two parties, without solutions and without abiding by the constitution, then unfortunately everything is possible," said Ezzedine Dawla, a Sunni Arab lawmaker from Mosul, Iraq's most restive city.

Last month's standoff was at least the third that involved the Kurdish militia, known as the pesh merga, reaching into land that had been administered by Baghdad until the U.S.-led invasion. With U.S. approval after the fall of Saddam Hussein's government, Kurdish leaders dispatched pesh merga past the frontier. In predominantly Kurdish regions, they sent administrative staff and their personnel, as well. Since last year, Maliki has pushed back, sending the Iraqi army to confront pesh merga in the border town of Khanaqin, which has a Kurdish majority, and deploying thousands more troops in Kirkuk. Fearing tension, the U.S. military has bolstered its presence in Kirkuk.

The Kurdish prime minister said the

two sides narrowly avoided bloodshed in Makhmur.

He said the Iraqi army headed toward Makhmur, set in a wind-swept region of rolling wheat fields, with the intention of staying in the town. The troops were stopped by about 2,000 pesh merga in a standoff that lasted through the night. A flurry of phone calls continued into the next morning. The Kurdish prime minister said he stayed awake until 4 a.m. as the talks unfolded. "What does that tell you about the seriousness of the situation?" he asked.

American officials offered two accounts of what happened. Rawlinson, the spokesman in Kirkuk, said a battalion from Iraq's 7th Division was headed to station itself in Makhmur. At the nearby

town of Debaga, it was stopped by soldiers of the 2nd Division, which is composed of pesh merga units. The U.S. military was alerted at 2:30 a.m., he said. "It was the middle of the night, and people got tense," Rawlinson said.

Maj. Derrick Cheng, a spokesman in Tikrit, said Iraq's 7th Division was headed to Nineveh province for an upcoming operation. "The movement fed fears and rumors," he said, and at least 30 vehicles and 100 people blocked the road. Calls were made, and the Iraqi army troops stopped on the road, then took another route, "bypassing Makhmur completely to avoid any potential conflict that might have resulted," he said. Rawlinson later said he would defer to Cheng's version.

Prime Minister Barzani saw the incident as more provocation than misunderstanding. He insisted that Iraqi army commanders were still imbued with a "military-style mentality of being the Big Brother to impose their will." He warned that the Iraqi army was biding its time until it became stronger, perhaps with tanks from the United States.

"Then what do you expect from us?" he asked. "We just sit down and wait to see it?" Asked whether the pesh merga had tanks, too, he replied, "Oh, yes. Yes, we do."

Iraq, on its own finally, might settle Kirkuk: lawmaker

REUTERS 

July 19, 2009 - By Waleed Ibrahim and Missy Ryan

BAGHDAD (Reuters) - An end to U.S. political dominance in Iraq could encourage feuding Kurds and Arabs to seek a settlement over the oil-producing northern province of Kirkuk, a top lawmaker said.

But parliament speaker Ayad al-Samarai acknowledged it would be difficult, even in the best of circumstances, to put end to a struggle that has blocked vital energy legislation for years and now threatens to delay national elections slated for January.

"Over the last six years there have been no (real) steps to settle Kirkuk ... The United States didn't want it; the United Nations didn't take the steps," needed to settle the feud, Samarai, a leading Sunni Arab politician, said on Sunday.

"But the situation may be better now ... The responsibility now rests with Iraq and it's up to Iraq on its own to deal with this issue," he said in an interview.

Kirkuk not only combines historic feuds over oil and land but is now seen as a serious security threat just as Iraq emerges from the worst of the bloodshed unleashed by the U.S.-led invasion in 2003.

Minority Kurds' claims that Kirkuk is a rightful part of their northern enclave have stirred objections from the region's Arabs and Turkmen and raise concerns about Iraq's future stability as U.S. troops prepare to withdraw by the end of 2011.

Prime Minister Nuri al-Maliki, part of Iraq's Shi'ite Arab majority, declared Iraq had reclaimed its sovereignty last month when U.S. combat troops pulled out of Iraqi cities and towns. American political influence, once almost boundless, is fading.

But violence continues and Iraq remains mired in political quarrels that some fear could plunge it back into all-out war.

"Kirkuk is a special case and it requires special treatment and special legislation ... We need an incremental solution."

Samarai suggested that the election of a new, temporary provincial council might with the help of the United Nations be able to satisfy the region's feuding factions. U.N. officials have been

trying to find common ground, and put forward several compromise options earlier this year to no clear effect.

Handing Kirkuk to Iraqi Kurds could fuel ambitions of creating an independent Kurdish state, anathema to neighbor Turkey which has its own Kurdish minority.

OIL, GAS, POWER

Control of Kirkuk is tied up with oil and gas legislation that will define how export revenues are shared and will set an outline for foreign firms in Iraq, which has the world's third largest oil reserves but is in dire need of outside investment.

Until the laws are passed, the Oil Ministry's steps to renew the oil sector will be shrouded by legal doubts -- lawmakers are currently threatening to block the ministry's recent deal with BP and China's CNPC to develop giant oilfield Rumaila.

Kirkuk's complexity is rooted in its history. Saddam Hussein moved Arabs to the city en masse to boost his influence there. Arabs and Turkmen claim Kurds have flooded the city since 2003, making demographics a charged electoral issue.

Last year, a row over local elections in Kirkuk delayed Iraq's provincial polls, and parliament was only able to pass a provincial polls law by leaving Kirkuk out of the process.

Some fear that may happen again as Iraq looks ahead toward national polls that may be a pivotal test for a young democracy.

Samarai insisted that according to the constitution national elections must take place in January as scheduled, even though disagreement over how to hold the polls in Kirkuk has already bogged down committee debate over an election law.

Samarai acknowledged it would be even more difficult to pass energy laws ahead of the polls. "This becomes part of electoral competition, and different parties are unwilling or unable to do anything that might affect their position," he said.

FINANCIAL TIMES

July 19, 2009

TURKISH TRIAL EXPOSES CULTURE OF CONSPIRACY

By Delphine Strauss
in Ankara

Two senior retired generals face charges of plotting to overthrow Turkey's government on Monday as an Istanbul court begins hearing the second stage of a vast investigation into a clandestine ultra-nationalist network.

Two years after the discovery of weapons in a run-down Istanbul neighbourhood, the ever-widening probe into the "Ergenekon" network – named after the Turks' mythical central Asian homeland – has become both a national soap opera and a deeply serious test of Turkey's changing political culture.

Eighty six people – including many known for their nationalist views and opposition to the Islamist-rooted Justice & Development (AK) party government – are already on trial charged with planning violent attacks to prepare the ground for a military coup.

The second indictment, opening charges against a further 56, is even more overtly political. It accuses generals Hursit Tolon and Sener Eruygur of masterminding a terrorist group and inciting armed rebellion against the government, and probes the outbreak of secular opposition to

Abdullah Gul's appointment as president in 2007.

In thousands of pages, the prosecutors describe both notorious attacks, such as the killing of Armenian journalist Hrant Dink, and seemingly legitimate plans for organising anti-government demonstrations, as part of a plot to subvert democracy.

Over and above the lurid details, the tag "Ergenekon" has become synonymous with Turkey's "deep state" culture of military coups and mysterious killings, organised by well connected bureaucrats, officers and civilians.

"Ever since the foundation of the Turkish political system, a clear distinction has been made between the sphere of the state and the sphere of politics," the think-tank Teşev notes in a new report.

At its mildest, this means military influence over policies ranging from education to Kurdish cultural rights. But it has also produced an army and ruling class that feels justified going beyond the law to defend its view of Turkish values – at worst, in the thousands of extrajudicial killings of the 1990s dirty war against Kurdish separatists.

Liberal intellectuals – and many ordinary Turks – hope the trial will put an end to such murky activities.

"What is pleasing to me is that pre?viously untouchable people are now touchable. I feel they can't get away with it – whatever it is," said one investment banker in Istanbul.

The problem, though, is that the conduct of the trial has raised doubts over its legitimacy, raising more tension between old-style secularists and religious conservatives.

Televised dawn raids hauling in respected academics and journalists; sexagenarian suspects jailed for long periods before trial; and a reliance on phonetapping for evidence have helped secularist politicians condemn the case as a witch hunt against AKP opponents.

"Rule nothing out and nothing in: there is at least one conspiracy and possibly two," says a western diplomat in Ankara.

Even supporters of the trial are frustrated at the focus on recent politics. "We have the impression they are only investigating the crimes against the AKP or those planning a coup, not the heavy crimes that occurred in Turkey in the last 20 to 30 years," said Tahir Elci, a lawyer in the Kurdish city of Diyarbakir. He has asked the prosecutor to investigate links between Ergenekon suspects and 1990s killings in the south-east.

A third voluminous indictment, tying in scores more suspects and potentially addressing these issues, is expected this week. But the practical difficulties of such a vast investigation are mounting: just to house the crowd of defendants, lawyers and onlookers, a prison sports hall was converted into a courtroom for the trial.

Meanwhile, there are signs that the military and its supporters are taking the fight back to the AKP. A delay in announcing annual appointments of judges and prosecutors sparked rumours the Ergenekon team could be moved on, although it would be next to impossible for newcomers to master the mass of detail.

General Ilker Basbug, a moderate chief of general staff who has helped restore AKP-army relations, complained last month of an "organised smear campaign" against the military. Now, a law passed on the last night of the parliamentary session, giving civilian courts the ability to try coup plotters, faces a constitutional court challenge.

Yet, as Mr Elci phrases it, "the genie is out of the bottle". Even if the Ergenekon case rumbles on for two years, the hope is that the culture of coup and conspiracy it concerns is ending.

Hurriyet
DailyNews.com
July 21, 2009

Digs begin in military compound for missing village guards

Dogan News Agency

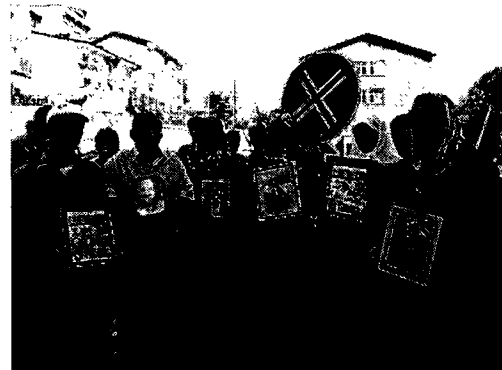
Hakkari – Excavations began on Tuesday within a military compound in the Derecik region of the southeastern province of Hakkari to find out whether 12 people, all of whom were village guards, were killed and buried there.

The digs, executed by excavators, were supervised by ?emdinli Prosecutor Mustafa Da?lı and Van Deputy Chief Prosecutor Badir Sakao?lu. The families of the 12 missing men held a vigil outside the compound as the digs continued. The prosecutors invited eight of the relatives into the compound to witness the digs.

Authorities also took some of the close relatives of the missing men to a local medical center to get blood samples to compare if any bones were found.

Reports said two unidentified witnesses were also brought to the dig to point to areas where the excavations should take place. One of the families' lawyers, Mehmet Ekinci, said he hoped the digs would result in the families finding out what happened to their loved ones.

The calls for the dig came after a person who carried out his military service in the compound in 1994 and 1995 sent a letter and a map of the location to the Diyarbakır Prosecutor's Office, claiming the 12 missing village guards were killed and buried there.



Families of 12 missing men hold a protest vigil outside the military compound where they claim their loved ones are buried.

The families applied to the prosecutor's office in Hakkari's ?emdinli region, calling on authorities to initiate an investigation. Eleven lawyers from the Hakkari Bar Association supported the families in their application.

Controversy erupted on Monday when locals said there were digs taking place in the compound, with some claiming that it was aimed at destroying evidence. The ?emdinli Prosecutor's Office investigated the claims, finding that the dig was actually drilling ordered by the Hakkari Governor's Office to find fresh water.

Police use tear gas in new Iran protests

BEIRUT

BY ROBERT F. WORTH
AND ALAN COWELL

As thousands of opposition protesters chanted in the streets of Tehran on Friday, former President Ali Akbar Hashemi Rafsanjani assailed the government's handling of the postelection unrest, saying it had lost the trust of many Iranians and calling for the release of hundreds of protesters and democracy advocates arrested in recent weeks.

Mr. Rafsanjani, speaking to a vast crowd at Tehran University that included the opposition leader Mir Hussein Moussavi and many of his supporters, called for unity and reconciliation in his prayer sermon. But he also said doubts about the election "are now consuming us" and called for a new spirit of compromise between the opposition and the government.

Outside the university's prayer hall, police officers used tear gas and truncheons to disperse large crowds of protesters chanting anti-government slogans, and there were reports of at least 15 arrests. It was the largest street gathering by opposition supporters in weeks, witnesses said.

Mr. Rafsanjani, a powerful insider who supported Mr. Moussavi's campaign, did not directly question the election results, which have been blessed by Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei. But he made clear that he believed that Mr. Khamenei, who has blamed foreign powers for the unrest and called for an end to protests, should take a more conciliatory stance. Calling the election aftermath a "crisis," Mr. Rafsanjani urged that restrictions on the press and on free speech be removed, in addition to the freeing of those detained since the election.

Mr. Rafsanjani also criticized the Guardian Council, the powerful supervisory body that is loyal to Ayatollah Khamenei and that looked into possible election fraud, saying it did not make the best use of the time the supreme leader gave it to investigate.

"A large group" of Iranians say they have doubts about the election, Mr. Rafsanjani said. "We should work to address these doubts."

He said he had discussed a possible solution with members of the Expediency Council and the Assembly of Experts, two powerful state institutions that he heads. He said his proposed solution was based on two principles: that everything must be done within a legal framework, and that there must be a free and open debate.

Mr. Rafsanjani's proposal was an implicit rebuke to Ayatollah Khamenei, who tried to close the door on the



Ali Akbar Hashemi Rafsanjani led Friday prayers at Tehran University. He assailed the government's handling of postelection unrest.

postelection turmoil in his own Friday Prayers speech in the same hall three weeks ago. Ayatollah Khamenei has long presented himself as a neutral arbiter who sits above Iran's political disputes, but many Iranians say his support for President Mahmoud Ahmadinejad has made him seem a more partisan figure.

In that sense, Mr. Rafsanjani, a consummate pragmatist and bitter rival of Mr. Ahmadinejad, appeared to be reclaiming a central role as a mediating figure in the top of the Iranian power structure.

Before he spoke, one witness said, large numbers of police officers blocked access to the university and fired tear gas into a crowd. Tens of thousands of opposition supporters sat in streets several minutes away from the campus, cheering parts of Mr. Rafsanjani's speech, heard over loudspeakers. Many women in the crowd did not wear the covering customary at prayers, the witness said.

One of the people arrested was Shadi Sadr, a prominent lawyer and activist, who was bundled into a car and beaten with batons by plainclothes security officers, Amnesty International and a witness said.

Ms. Sadr managed to escape briefly but was recaptured and driven to an undisclosed destination, Amnesty said. Government militiamen beat some protesters after the tear gas was fired, and people started marching onto the streets, the witness said.

Mr. Rafsanjani's speech is bound to

anger some of Iran's hard-line political figures, who had said they wanted him to come out strongly against the protesters.

"Khamenei and Ahmadinejad tried to close the door for debate about the elections, but Rafsanjani reopened it in a very important setting," said Karim Sadjadpour, an Iran expert at the Carnegie Endowment for International Peace.

The problem, Mr. Sadjadpour added, is that the opposition's most articulate leaders are either in prison, under house arrest, or unable to communicate. "There remains tremendous popular outrage but no clear plan about how to channel it politically."

In fact, many opposition supporters were disappointed that Mr. Rafsanjani did not openly challenge the election results.

During the speech, some among the vast overflow crowd outside the hall at Tehran University chanted "Rafsanjani, you are a traitor if you remain silent."

Le Monde
17 juillet 2009

Tensions croissantes entre Kurdes et Arabes en Irak

Les autorités kurdes veulent intégrer à leur zone autonome la riche région pétrolière de Kirkouk

Cette fois, les Etats-Unis ont tapé du poing sur la table. Joseph Biden, vice-président des Etats-Unis, désigné par Barack Obama pour piloter le dossier irakien et veiller au bon désengagement des troupes, a clairement fait savoir à ses interlocuteurs kurdes qu'ils allaient trop vite. Et peut-être trop loin. Message entendu, avec quelques grognements, à Erbil, ville du nord irakien et « capitale » de la région autonome du Kurdistan.

Lundi 13 juillet, l'assemblée kurde, qui siège dans cette cité, a accepté de « reporter la tenue du référendum sur la Constitution régionale à une date indéterminée ». Le vote était prévu pour le 25 juillet, jour où les 3 millions d'électeurs kurdes (sur 25 millions de citoyens irakiens) sont convoqués aux urnes pour renouveler leur « parlement » régional. Adopté le 24 juin à la quasi-unanimité des cent élus de cette instance, ce texte, qui intègre d'autorité au Kurdistan la région pétrolière de Kirkouk, et plusieurs autres zones contestées des provinces de Ninive et Diyala – notamment habitées par des Arabes, des Turkmènes et d'autres minorités comme les chrétiens assyriens – avait été vécu comme « une véritable provocation » et « une revendication totalement inacceptable » par un grand nombre d'élus, chiites et sunnites, au Parlement national de Bagdad.

Les autorités politiques kurdes, qui contrôlent déjà trois des dix-huit gouvernorats d'Irak dans le nord du pays, et qui sont les seules à jouir de pouvoirs autonomes étendus avec leurs propres services de sécurité – 100 000 *peshmergas* (combattants) pour la police et l'armée –, leur propre drapeau, parlement, hymne national, « missions » diplomatiques à l'étranger et autres attributs de souveraineté, ont fait savoir que leur nouvelle « Constitution » serait soumise « en l'état » au vote de leurs administrés « d'ici quelques mois ». C'est dire que le « nouveau conflit potentiellement destructif » entre Kurdes et Arabes, qui se développe depuis



Des combattants du Parti démocratique du Kurdistan en patrouille dans les rues de Kirkouk.

plusieurs années dans le nord du pays et qui fait l'objet d'un sérieux et inquiétant rapport de l'International Crisis Group (ICG) daté du 8 juillet, est loin d'être réglé.

Alors que les troupes américaines de combat (environ 50 000 hommes sur un contingent total de 130 000 soldats) ont abandonné toutes les villes d'Irak le 30 juin, Mossoul et Kirkouk comprises, et se préparent en principe à quitter définitivement le pays d'ici au

30 août 2010, les experts de l'ICG appellent l'administration Obama « à s'assurer que la paix qu'elle laissera derrière elle en Irak est durable ». Reste à savoir ce que peut faire l'Amérique face à un conflit historique et essentiellement ethnique.

Lundi 13 juillet, le chef d'état-major interarmes américain, l'amiral Michael Mullen, a dit aux élus de Kirkouk qu'il était venu « écouter » les uns et les autres, mais qu'il n'avait « pas de solution », celle-ci

devant être trouvée « par les Irakiens eux-mêmes ». Des experts des Nations unies ont travaillé plusieurs années sur la question et ont rendu un rapport complet en avril. Ils proposent notamment que la ville pétrolière de Kirkouk (13% des réserves prouvées d'or noir en Irak) revendiquée par les Kurdes comme leur « Jérusalem », jouisse d'un « statut spécial » et que les autres territoires disputés fassent l'objet d'« accords négociés ». Jusqu'ici, pas plus Erbil que Bagdad, où le chef du gouvernement Nouri Al-Maliki, à l'instar de tous ses prédécesseurs, ne veut entendre parler d'une expansion territoriale kurde, n'a officiellement réagi à ces propositions.

En attendant, la tension monte sur le terrain. Il y a quelques semaines, une escouade de *peshmergas* a barré l'accès de Bashliqa, un gros village situé au nord-est de Mossoul, à Assil Al-Nujaifi, un Arabe sunnite élu gouverneur de la province de Ninive qui inclut Mossoul, ville où les Kurdes sont nombreux mais minoritaires.

Quelques jours plus tôt, au même endroit, c'est le chef de la



SOURCE : IRAQ AND THE KURDS - TROUBLE ALONG THE TRIGGER
- THE CRISIS GROUP MIDDLE EAST, N°88, JUILLET 2009

police provinciale, lui aussi un Arabe sunnite, qui s'était retrouvé confronté à plusieurs centaines de peshmergas armés et qui avait dû faire demi-tour. Motif: quoique situé dans la province de Ninive, Bashiqa est habitée majoritairement par des Kurdes et, ici comme à Khanakin (province de Diyala) et de multiples autres localités sises en dehors de la région autonome du Kurdistan, ce sont des peshmergas et non l'armée nationale irakienne qui assurent l'ordre civil. Le gouverneur éconduit a demandé à Bagdad qu'on lui envoie des renforts.

M. Maliki qui, dans des circonstances similaires, avait envoyé durant l'automne 2008 un régiment de soldats à Khanakin faire face aux peshmergas – le dangereux face-à-face avait duré des semaines –, a préféré cette fois-ci

la voie de l'apaisement. La Constitution nationale, trop vite approuvée par référendum en 2005, ne dit pas explicitement si les peshmergas, dont une partie appartient *de jure* à l'armée nationale irakienne, peuvent ou non s'installer de leur propre chef dans des régions situées hors de leur zone autonome.

Sur ordre de Massoud Barzani, le président élu du Kurdistan autonome (qui n'adresse pas la parole à M. Maliki), ces peshmergas se sont déployés dans la plupart des localités habitées par des Kurdes. A Bagdad même, toutes les personnalités kurdes du gouvernement, du Parlement ou de la présidence de la République, sont exclusivement entourées de gardes kurdes. ■

Patrice Claude

Le Kurdistan irakien

Provinces Le Kurdistan autonome est actuellement constitué des trois provinces de Dohouk, Erbil et Souleimaniyé. Les Kurdes revendiquent des zones situées dans les provinces de Diyala, Kirkouk, Nivine, Salaheddin et Wassit.

Population 3,3 millions sur une surface de 80 000 km², majoritairement sunnites

Pétrole Le Kurdistan recèle 13% des réserves confirmées de l'Irak et fournit déjà un tiers de sa production.

Dates-clés En 1987, Saddam Hussein lance une offensive contre les Kurdes: la campagne de l'Anfall.

En 1991, à la suite de la première guerre du Golfe, les Kurdes se soulèvent et obtiennent une autonomie grâce à la protection des Occidentaux.

En 2002, à la veille du renversement de Saddam Hussein, les factions kurdes s'allient pour renforcer leur autonomie.

La Croix | VENDREDI 24 JUILLET 2009

Les Kurdes d'Irak élisent leur président

Les électeurs du Kurdistan irakien se rendront demain aux urnes pour désigner le président et les députés de leur région autonome, dans un contexte de tension avec le pouvoir central

Pour la première fois de leur histoire, les Kurdes irakiens voteront demain au suffrage universel pour élire leur président. Massoud Barzani, l'actuel et premier président en place depuis 2006, avait à l'époque été élu par le Parlement kurde.

Dans le même temps, les 2,5 millions d'électeurs devront choisir leurs représentants au Parlement, qui existe depuis 1992. En effet, après la guerre du Golfe et les exactions de Saddam Hussein contre les Kurdes, la région avait bénéficié de la protection aérienne américaine (mais aussi française et britannique) et avait commencé à se développer de manière indépendante. Après leur soutien à l'invasion américaine de 2003, les Kurdes avaient pu obtenir de la majorité irakienne chiite que la nouvelle Constitution du pays garantisse leur autonomie. Le texte voté en 2005 reconnaît donc la région fédérale du Kurdistan et son gouvernement.

Pour former le prochain gouvernement, les deux rivaux historiques du Kurdistan, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) se présentent ensemble devant les électeurs. Les deux camps, qui s'étaient affrontés dans une guerre civile plus ou moins larvée de 1994 à 1998, se sont rapprochés en 2004 à la faveur d'un accord de partage du pouvoir. Massoud Barzani, président du PDK, devenait président de la région autonome à Erbil, tandis que Jalal Talabani, chef de l'UPK, devenait président de l'État central à Bagdad.

Aujourd'hui l'accord tient toujours et les deux alliés devraient remporter les deux scrutins. «*Mais pour la première fois il y aura une opposition, tempère Joost Hiltermann, analyste à l'International Crisis Group (ICG). C'est une bonne chose pour la démocratie et cela légitimera le gouvernement.*»

Les deux rivaux historiques, le Parti démocratique du Kurdistan et l'Union patriotique du Kurdistan, se présentent ensemble devant les électeurs.

Trois candidats indépendants à la présidence tentent en effet de briser le consensus politique. L'un d'entre eux, Noucherwan Moustapha, à la tête de la liste

du «*Changement*», fustige la corruption et le clientélisme des formations au pouvoir. Les électeurs kurdes pourraient bien décider de manifester dans l'urne leur ras-le-bol face à ces pratiques. Le premier ministre sortant de la région kurde, Nechirvan Barzani, a promis la semaine dernière la formation d'un organe de lutte contre la corruption. Neveu et gendre du président Massoud Barzani, il n'a rien promis contre le népotisme...

Le grand défi du prochain gouvernement régional sera le conflit territorial avec le pouvoir central, cristallisé par la ville de Kirkouk. Les Kurdes en parlent comme de leur «*Jérusalem*», tandis que les Arabes et le gouvernement de Bagdad, redoutant les velléités d'indépendance kurdes, en font le symbole de l'unité de la fédération (*lire La Croix du 22 juillet*). Le tout sur fond de partage controversé de la rente pétrolière.

THOMAS VAMPOUILLE



KURDISTAN IRAKIEN: LE PKK SOUHAITE LA RÉÉLECTION DU PRÉSIDENT BARZANI

MONTS QANDIL (Irak), 18 juil 2009 (AFP)

LE PARTI des travailleurs du Kurdistan (PKK) souhaite la réélection du président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, lors du scrutin du 25 juillet même si le groupe ne soutient officiellement aucun candidat, a indiqué samedi à l'AFP un des chefs du PKK.

"Nous ne soutenons aucun candidat à la présidentielle du Kurdistan mais nous pensons que Massoud Barzani est capable d'assurer cette fonction dans les conditions actuelles délicates", a affirmé Mourad Korailane, un des hauts responsables du PKK, interrogé par l'AFP dans les montagnes de Qandil, où il est basé.

Concernant les élections législatives, qui se tiendront en même temps que le scrutin présidentiel, "nous avons choisi la neutralité et nous ne soutenons aucune liste face à une autre", a-t-il souligné.

"Nous espérons que ces élections seront libres et démocratiques même si nous considérons que la démocratie a été violée avec l'interdiction de la liste al-Amal de participer au scrutin", a-t-il insisté.

Le commission électorale irakienne a été interdit à un parti proche du PKK, le

parti al-Hal, de participer au scrutin du Kurdistan avec sa liste al-Amal (l'Espoir en arabe). Le parti a dénoncé une décision politique.

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par Ankara, les Etats-Unis et l'Union européenne, se sert depuis longtemps de bases installées au Kurdistan pour lancer des attaques contre des cibles turques de l'autre côté de la frontière.

Ankara a longtemps accusé les Kurdes irakiens de tolérer voire d'aider le PKK, mais lors d'une visite en mars du président turc Abdullah Gül à Bagdad, son homologue irakien Jalal Talabani, lui-même Kurde, avait appelé les militants du PKK à déposer les armes ou à quitter le pays.

Cinq candidats s'affronteront pour la présidence du Kurdistan, dont Massoud Barzani, le président sortant, qui devrait être réélu à une forte majorité. C'est la première fois que le président de la région est élu au suffrage universel.

L'Union patriotique du Kurdistan de M. Talabani et le Parti démocratique du Kurdistan de M. Barzani, qui dominent la vie politique du Kurdistan depuis des décennies, ont reconduit leur alliance pour ces élections.

Dix-neuf listes, comprenant 507 candidats, se présentent aux élections du Parlement kurde, qui compte 111 sièges.



IRAN: QUATRE POLICIERS TUÉS PAR DES REBELLES KURDES

TEHERAN, 19 juil 2009 (AFP) —

LES SÉPARATISTES kurdes iraniens ont tué quatre policiers dans la province d'Azerbaïdjan occidentale (nord-ouest de l'Iran), a rapporté dimanche le quotidien réformateur Sarmayeh.

Selon le quotidien, les membres du Pejak (acronyme du Parti pour une vie libre au Kurdistan) ont mené samedi soir une attaque contre un commissariat de police près de la ville d'Oroumieh, dans la région de Targovar, tuant quatre membres des forces de l'ordre, dont trois officiers.

En avril dernier, dix-huit policiers et huit rebelles avaient été tués dans une atta-

que contre le poste de police de Ravansar-Javanroud, non loin de la frontière irakienne dans la province de Kermanshah, située plus au sud.

Ces régions frontalières avec l'Irak, où vivent des minorités kurdes, sont le théâtre d'affrontements périodiques entre les forces armées iraniennes et le Pejak, basé dans le nord-est de l'Irak.

Le Pejak est lié au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui lutte depuis 1984 contre le gouvernement turc dans le sud-est anatolien.

L'Iran accuse les Etats-Unis de soutenir le Pejak, ainsi que d'autres organisations ethniques aux frontières de l'Iran, ce que Washington a toujours démenti.



UNE NOUVELLE RAFFINERIE OUVRE AU KURDISTAN IRAKIEN

ERBIL (Irak), 19 juil 2009 (AFP)

UNE NOUVELLE raffinerie a été inaugurée au Kurdistan et devrait traiter dans un premier temps 20.000 barils de pétrole par jour, a indiqué dimanche à l'AFP le PDG de la société qui a construit la raffinerie

"La raffinerie produira dans un premier temps 20.000 barils par jour puis la production atteindra 40.000 barils" à la fin de l'année, a indiqué Baz Karim, le PDG de la société Kar, soulignant que l'objectif était d'atteindre à terme 75.000 barils.

La raffinerie traitera le pétrole du champ de Khourmala, où un nouveau puits est entré en production, a ajouté M. Karim. Selon lui, ce puits devrait produire 50.000 barils par jour puis augmentera sa production après six mois pour atteindre 100.000 barils par jour.

Les réserves pétrolières de Khourmala font partie du champ géant de Kirkouk qui compte deux autres grandes réserves, Baba et Avanah. Ce champ est au centre d'une dispute entre le gouvernement irakien et la région du Kurdistan autour de son exploitation.



TROIS REBELLES KURDES TUÉS EN TURQUIE, SELON L'ARMÉE

ANKARA, 18 juil 2009 (AFP)

TROIS REBELLES kurdes ont été tués dans un affrontement avec des soldats turcs dans le sud de la Turquie, a annoncé samedi l'armée, trois jours après la décision des séparatistes du PKK de prolonger leur cessez-le-feu unilatéral.

Les combats ont éclaté samedi dans une région montagneuse de la province de Hatay, frontalière de la Syrie, quand une patrouille de soldats s'est trouvée en présence d'un groupe du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), a déclaré l'état-major turc sur son site internet.

Une opération a été lancée pour retrouver les rebelles qui ont pris la fuite, a ajouté le communiqué.

Les rebelles kurdes de Turquie avaient décidé mercredi de prolonger, pour la troisième fois, leur cessez-le-feu unilatéral qui durera jusqu'au 1er septembre, dans ce qu'ils présentent comme un effort pour favoriser un règlement pacifique au conflit.

Cette décision a été prise avant la divulgation, prévue en août, d'une "feuille de route pour une solution démocratique", par le leader du PKK, Abdullah Öcalan, qui est détenu à vie en Turquie depuis 1999, avait précisé un dirigeant du PKK, Murat Karayilan, à l'agence de presse pro-kurde Firat.

Le cessez-le-feu du PKK avait été annoncé pour la première fois le 21 mars.

Ankara n'a jamais reconnu ces trêves et a poursuivi ses opérations contre les rebelles.



BARZANI NE FERA AUCUN COMPROMIS SUR KIRKOUK, PROVINCE DISPUTÉE

SOULEIMANIYEH (Irak), 19 juil 2009 (AFP)

Le président du Kurdistan, Massoud Barzani, a assuré dimanche à Souleimaniyeh (nord) qu'il ne ferait aucun "compromis" sur la province pétrolière de Kirkouk, au centre d'une lutte de pouvoir entre les Kurdes et le gouvernement central irakien.

"Nous oeuvrons fortement à l'application de l'article 140 (de la Constitution irakienne) et nous promettons que nous ne ferons absolument aucun compromis à ce sujet ou sur les droits du peuple du Kurdistan", a affirmé M. Barzani lors d'une réunion électorale de la liste commune de son parti, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) du président irakien, Jalal Talabani.

L'article 140 de la Constitution prévoit l'organisation d'un référendum pour décider du sort de la province de Kirkouk que les Kurdes souhaitent rattacher à leur province autonome.

Les communautés chiites, sunnites et turcomanes rejettent cette éventualité.

Ces communautés refusent la tenue d'un vote populaire, craignant que les Kurdes ne parviennent à rassembler une majorité en faveur d'un rattachement au Kurdistan de la province, qui recèle les deuxième plus grandes réserves pétrolières du pays après le Sud.

"Réclamer des droits légitimes et constitutionnels n'est pas extrémiste ou raciste. Au contraire, ce qui est extrémiste et raciste est le reniement des accords et des articles de la Constitution", a ajouté le président du Kurdistan.



A l'approche des élections législatives et présidentielle au Kurdistan, le 25 juillet, la tension entre M. Barzani et le gouvernement irakien de Nouri al-Maliki est montée sur fond d'incidents dans les 16 "territoires disputés" dans les régions de Ninive, Diyala, Salaheddine et Souleimaniyeh.

Dans ces zones, où l'ancien président irakien Saddam Hussein a mené une politique d'arabisation forcée, les combattants kurdes, les Peshmergas, et les forces de sécurité irakiennes sont engagés dans un face à face dangereux, qui fait craindre l'explosion d'un conflit armé.

Le Point

19 JUILLET 2009

Reuters

Arabes et Kurdes s'opposent dans la province irakienne de Ninive

Un différend entre Arabes sunnites et Kurdes divise la province irakienne de Ninive et exacerbe des tensions qui menacent la stabilité à long terme du pays.

Les conseillers kurdes d'une partie de la province boycottent tout contact avec son gouverneur arabe, Assil al Noudjaïfi et ils ont menacé dimanche de former un conseil provincial dissident si leur désaccord avec le gouverneur n'est pas réglé.

Ces conseillers occupent 16 des 37 sièges de Ninive.

Les Kurdes considèrent qu'une partie de la province de Ninive, où les Arabes sont majoritaires, fait partie de leur berceau historique et ils veulent qu'elle soit incluse dans la région semi-autonome du Kurdistan.

Ils accusent Noudjaïfi de les avoir marginalisés au conseil provincial depuis son élection, en janvier.

"Si aucune solution n'est trouvée, nous serons contraints de former un conseil de Ninive pour administrer les 16 circonscriptions administratives", a déclaré le conseiller kurde Derrman Khitari, ajoutant qu'il demanderait au gouvernement central de transférer une partie du budget de Ninive.

MÉDIATION

Les tensions à Mossoul, chef-lieu de la province de Ninive, l'ont transformée en un endroit violent, alors que la plus grande partie du pays jouit d'un calme relatif qu'elle n'avait plus connu depuis des années.



La ville de Mossoul, capitale de la province de Ninive. Un différend entre Arabes sunnites et Kurdes divise cette province irakienne et exacerbe des tensions qui menacent la stabilité à long terme du pays. /Photo d'archives/REUTERS/Thaier al-Sudan

Les Kurdes refusent de participer au nouveau gouvernement provincial à dominante arabe et plusieurs villes kurdes ont annoncé qu'elles ne respecteraient pas le nouveau gouvernement de Mossoul.

Le gouverneur arabe prend soin d'éviter les régions à dominante kurdes en raison des problèmes de sécurité.

Les Arabes avaient boycotté les précédentes élections provinciales, en 2005, mais à la suite des élections du 31 janvier dernier, ils ont cessé d'être sous-représentés et détiennent à nouveau le pouvoir dans la province de Ninive.

Depuis lors, les Kurdes accusent

Noudjaïfi de les marginaliser.

Ce dernier a rappelé qu'il était habilité à dissoudre tout conseil provincial qui violerait la Constitution, mais il a ajouté qu'il restait ouvert au dialogue.

Une délégation de personnalités chiites appartenant au mouvement de l'imam Muktada Sadr a ouvert une médiation mais elle n'a pas encore abouti.

Ali al Dabbagh, porte-parole du gouvernement, a lancé un appel au dialogue.

En Iran, Ali Akbar Rafsandjani lance un appel au « dialogue national »

L'ancien président, qui avait soutenu la candidature Moussavi à l'élection du 12 juin, affirme qu'« une grave crise de confiance populaire » met « l'avenir de la République islamique en danger »

Est-ce un tournant dans la crise politique qui déchire l'Iran depuis la réélection contestée du président Mahmoud Ahmadinejad le 12 juin ? Les fondamentalistes qui détiennent le pouvoir ont reçu un double message, vendredi 17 juillet : d'abord celui de la rue, qui a vu des dizaines de milliers de partisans de Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karoubi, les deux candidats soutenus par les réformateurs à la présidentielle, se réunir à l'université de Téhéran pour écouter la prière du vendredi et manifester ensuite en dépit des gaz lacrymogènes et des nuées de policiers armés de matraques. Une « marée verte », de la couleur des brassards et bandanas adoptés par les partisans de M. Moussavi, selon les témoins.

Du jamais vu depuis les grandes manifestations durement réprimées qui avaient suivi le scrutin du 12 juin. L'agence de presse (publique) ILNA, parlera même d'« un million de personnes », venues « se compter et montrer que malgré la peur, le mouvement continue, car il ne réclame rien d'autre que la justice », comme nous l'ont confié par téléphone Lallah et sa sœur Zainab, deux manifestantes qui contestent la validité du vote.

L'autre partie du message, c'est l'ancien président Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, qui en coulisse avait soutenu la candidature Moussavi, qui l'a délivrée, lors d'un prêche très attendu. Qu'avait à dire ce politicien rusé et prudent, qui a toujours préféré jouer les « faiseurs de roi » dans l'ombre, même si pour avoir occupé tous les postes (président du Parlement, responsable des armées durant la guerre, etc.) il fait encore aujourd'hui figure de pilier du régime ? Tout se résume à quelques mots : « Une grave crise de confiance populaire » met désormais « l'avenir de la République islamique en danger ».

« Nous sommes une même famille, mais l'heure de l'amertume est venue, a expliqué M. Rafsandjani, nous avons tous perdu dans cette élection (...) Notre principale mission est de retrouver la confiance que le peuple nous accordait et qui dans une certaine mesure est perdue (...) Un grand nombre de gens sensés de ce pays ont dit qu'ils



Mir Hossein Moussavi (au centre), figure de l'opposition, a assisté à la prière, vendredi 17 juillet, à Téhéran. ISNA/REUTERS

avaient des doutes, nous devons répondre à ces doutes. Plus que jamais, nous avons besoin d'unité.»

Ces mots, d'autres avant lui les ont prononcés. A commencer par des acteurs historiques de la République islamique comme Mohsen Rezai, candidat conservateur malheureux à l'élection de juin et ex-chef des gardiens de la révolution, l'armée idéologique du régime, qui a écrit cette semaine une lettre ouverte dans les mêmes termes ; ou encore un grand *marja* (« source d'imitation ») comme l'ayatollah Montazeri, dauphin déchu de l'ayatollah Khomeyni qui vient d'émettre, depuis Qom, la ville sainte, une fatwa demandant aux croyants de « considérer

illégitime tout gouvernement qui ne respecte pas la volonté du peuple ». La différence, c'est qu'en prononçant le discours qui l'engage le plus de toute sa carrière, M. Rafsandjani a mis tout son poids dans la balance et porté, de ce fait, la crise au plus haut de l'Etat.

Comme il l'a rappelé, celui qui fut un des plus proches conseillers de l'imam Khomeyni, qui a l'oreille des grands *marja* de Qom et d'une bonne part de la nomenclature réformatrice, dispose de lettres de créances révolutionnaires en règle. Il est aussi à la tête de deux rouages essentiels du régime, le Conseil du discernement (instance d'arbitrage politique) et l'Assemblée des experts, qui désigne,

contrôle, voire démet le Guide suprême. D'où le ton vif de ses mises en garde, dans lesquelles il a rappelé qu'écouter le peuple est une « valeur islamique » ; et que « si les aspects islamiques et républicains de la révolution ne sont pas préservés, cela veut dire que nous avons oublié les principes de la révolution ».

L'ancien président, critiqué durant la campagne par les fondamentalistes qui ont évoqué sa « corruption » et tout fait pour le bloquer ces dernières années, a-t-il joué son va-tout ? Un de ses proches conseillers a été arrêté et il sait qu'avec un nouveau mandat Ahmadinejad, la guerre à son encontre ne fait que commencer. C'est en sau-

Lors d'un prêche, vendredi, à Téhéran il a rappelé qu'écouter le peuple est une « valeur islamique »

veur de la République islamique, que ce vieux lutteur de 75 ans s'est présenté : « *Inch'Allah ! je vais vous parler d'une solution qui peut nous conduire vers un avenir empreint de la grandeur de l'unité et du consensus dont nous disposons à l'origine.* » Comment ? En relâchant tous les prisonniers, en levant la censure sur la presse et en apportant « réparation et compassion » aux victimes des incidents des derniers jours. En d'autres termes, en ouvrant le dialogue.

La réponse du camp du Guide suprême, Ali Khamenei, dont le soutien inconditionnel à M. Ahmadinejad a rompu les subtils équilibres du pouvoir iranien, est maintenant attendue. Pour l'instant, les premiers signaux sont peu encourageants. La police a reconnu une « quinzaine d'interpellations », vendredi. Certaines spectaculaires, comme celle de l'avocate féministe, Shadi Sadr, poussée *manu militari* dans une voiture, en pleine rue. Tandis que Mehdi Karoubi, était insulté par un groupe d'agents en civil qui ont fait voler son turban, à son arrivée à l'université. ■

Marie-Claude Decamps

LE FIGARO 21 juillet 2009

Le régime iranien en proie aux luttes de pouvoir

MOYEN-ORIENT

Le guide de la révolution, l'ayatollah Khamenei, a adressé hier une mise en garde à l'ex-président Rafsandjani, qui avait parlé de « crise » dans le pays.

Beyrouth

PLUS qu'un avertissement, c'est le signe d'une guerre déclarée entre deux hommes, entre deux clans. « Nos élites doivent être vigilantes. Toute parole, toute action, toute analyse qui aident (les ennemis) vont à l'encontre des intérêts de la nation », a prévenu, hier, l'ayatollah Ali Khamenei, dans une allocution rapportée par la télévision d'État. Avant d'ajouter : « Ceci est un jour d'examen. Celui qui échoue ne pourra pas le repasser l'année prochaine. »

Sous forme de rappel à l'ordre, le message vise explicitement l'ex-président Rafsandjani. Ce dernier s'était ouvertement rangé, vendredi, du côté de l'opposition, à l'occasion de la grande prière. Il y avait évoqué la crise de confiance des Iraniens, après le résultat contesté du scrutin du 12 juin dernier, au cours duquel il avait soutenu Moussavi, rival déclaré d'Ahmadinejad. Il y avait également demandé la libération des personnes emprisonnées et la réouverture des journaux suspendus.

Si sa prise de position embarrasse aujourd'hui le guide suprême, c'est parce qu'elle révèle la faille qui ne cesse de se creuser au sommet d'un système dont ils sont, tous deux, les principaux artisans. Acteurs importants de la révolution de 1979, ennemis jurés de l'ex-chah d'Iran, Khamenei et Rafsandjani sont de vrais piliers du régime iranien. Les deux hommes se connaissent depuis bien longtemps. À la mort de l'imam Khomeyni, en 1989, Rafsandjani a d'ailleurs joué un rôle actif dans le choix de Khamenei à la succession du père fondateur de la République islamique. Il a hérité, en retour, de l'appui nécessaire pour briguer le poste de président de la République, précédemment occupé par Khamenei. Mais, au fil des années, leurs affinités s'effritent. En 2005, la discorde éclate. Pendant la cam-



L'ex-président Rafsandjani (à gauche) et l'ayatollah Khamenei en 2007. Le pacte entre ces deux piliers du régime est aujourd'hui rompu. REA

pagne électorale, le guide suprême affiche ouvertement son soutien au maire de Téhéran, Mahmoud Ahmadinejad, rival affiché de Rafsandjani. Un soutien, diront certains, motivé par la crainte de voir Rafsandjani, défenseur d'une libéralisation économique à la chinoise, signer l'arrêt de mort de la République islamique en ouvrant les vannes du pays.

À charge de revanche, Rafsandjani – qui reste très influent en raison de sa double casquette de chef du Conseil de discernement et de l'Assemblée des experts, deux instances clés du régime – aurait, selon ses proches, tenté de passer un « deal » avec le guide, quelques mois avant le dernier scrutin. Le premier se serait engagé à garantir le retrait de l'ex-président réformateur. Khatami, de la course électorale – au profit d'un homme en apparence plus effacé, Mir Hossein Moussavi – en échange de la neutralité de Khamenei envers Ahmadinejad, candidat à sa réélection. À l'annonce des résultats contestés du scrutin, le pacte est brisé. Rafsandjani se sent trahi. Pendant un mois, il s'isole, évitant toute forme d'intervention publique. Jusqu'à

sa sortie remarquée de vendredi dernier.

Entre les deux hommes, deux écoles de pensée s'affrontent aujourd'hui au grand jour : un Iran qui s'isole et se recroqueville sur lui-même, contre un Iran qui cherche à s'ouvrir et à assouplir son discours. Une guerre qui se déroule, en partie, par médias interposés. Ce week-end, le journal conservateur *Kayhan* s'en prenait directement à Rafsandjani en l'accusant de soutenir « ceux qui violent la loi » – en référence aux manifestants. Moussavi, soutenu par Rafsandjani, se réfugie, lui, sur Internet. Dans son dernier communiqué interactif, publié hier sur le Web, il s'attaque à la télévision d'État – dont le directeur est nommé par le guide – qu'il accuse de diffuser « de fausses accusations comme des publicités pour machines à laver », allusion à la multiplication des programmes dénonçant ce que certains ultras appellent « une révolution de velours dirigée par l'Occident ».

Contagion en province

Hier, les sites Web étaient également nombreux à relayer l'appel à un référendum sur les élections,

lancé par l'Association des religieux combattants (ARC), dirigée par Mohammad Khatami. Quant à la controverse de ce week-end autour de la nomination d'Esfandiar Rahim Mashaie, gendre d'Ahmadinejad, au poste de vice-président, elle a vite été étouffée par un démenti posté sur son site Internet, visant, semble-t-il, à camoufler les tensions internes. Là rue, elle, reste le baromètre le plus visible de la crise postélectorale qui menace de paralyser le pays. Alors que de nouvelles vidéos postées sur YouTube, prises par des manifestants à Shiraz, dans le Sud, et à Racht, dans le Nord, montrent que la grogne commence à gagner la province, de nouveaux rassemblements sont prévus, aujourd'hui, dans la capitale iranienne.

DELPHINE MINOUI

Campaigning ends in Iraqi Kurdistan elections

* Kurds go to the polls on Saturday

REUTERS

* Change unlikely despite worries over widespread graft

July 23, 2009 - (Reuters) -By Shamal Aqrawi

ARBIL, Iraq, CAMPAIGNING for votes in Iraqi Kurdistan ended on Thursday, two days before parliamentary and presidential polls that are thought unlikely to disrupt Kurdish President Masoud Barzani's grip on power. Polls open at 8 a.m. (0500 GMT) on Saturday in the largely autonomous northern enclave, the first vote to be held since 2005, when Barzani was swept to office and his ruling alliance won a huge majority, enabling them to dominate ever since.

Barzani's Kurdish Democratic Party (KDP) and Iraqi President Jalal Talabani's Democratic Union of Kurdistan (PUK) will run together in a joint list.

The vote comes as Kurdish leaders are locked in an increasingly bitter row with Iraq's central government in Baghdad over power, disputed land and energy deals.

Kurdish leaders have become more bellicose in a dispute over the oil-producing region of Kirkuk, which Kurds consider their ancestral home, partly because the issue is an easy vote winner.

Barzani vowed at an election rally this week that he would never give up the Kurdish dream of annexing Kirkuk, much to the annoyance of Western diplomats mediating the dispute.

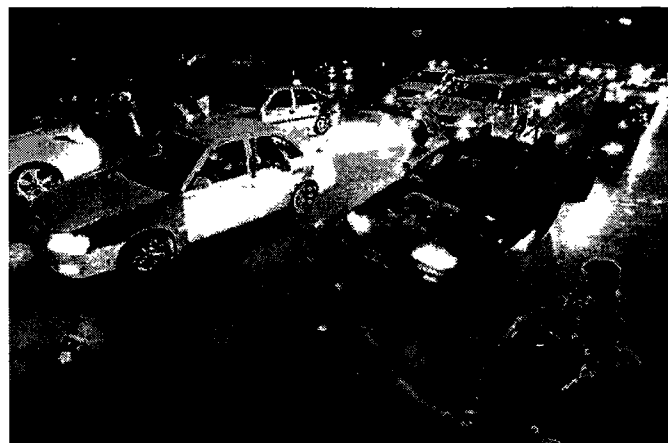
"This election is hardly going to redraw the political map," said Sami Shorsh, a former Kurdish minister and political columnist. "Barzani will win, his list will control parliament. If Baghdad was hoping the election might bring in new people who are easier to deal with, they're going to be disappointed."

Increasingly, though, Kurdish people are turning their focus to the enclave's own problems. Critics of the Kurdish Regional Government (KRG) point to corruption, abuses by security forces, media intimidation and an atmosphere that stifles opposition.

GRAFT AND JOBS

Many also complain of joblessness despite economic growth in the peaceful region, which has prospered while much of Iraq descended into bloody chaos after the 2003 U.S.-led invasion.

"The main thing I want to see changed is fighting corruption," said Reacowa Sitar, 26, a carpenter in Kurdistan's commercial capital, Sulaimaniya. "And jobs. We are graduates with univer-



Supporters of the Kurdish Change List celebrate during a rally before the regional parliament election of Kurdistan region in Sulaimaniya, 260 km (160 miles) northeast of Baghdad July 23, 2009. REUTERS/Thaier al-Sudani (IRAQ ELECTIONS POLITICS)



A Kurdish Peshmerga soldier casts his vote during a regional parliament election at a polling station in Baghdad July 23, 2009. REUTERS/Mohammed Ameen (IRAQ CONFLICT MILITARY ELECTIONS POLITICS)

sity degrees and we can't get professional jobs."

Mindful of these concerns, Iraqi Deputy Prime Minister Barham Salih, who heads the campaign of the joint KDP-PUK list, has made improving transparency and accountability a key issue.

But many blame leaders for allowing graft to grow.

"The main parties have done nothing for the people," said opposition candidate Qadil Said, running on the Islamic Group list, which holds six out of 111 seats in the Kurds' parliament.

"The (ruling) ... parties can't fight corruption because they are the ones who are doing that corruption," he said.

Yet in some ways, this vote is more likely to empower the opposition than past votes in 1992 and 2005, when the PUK, KDP and other major parties ran as single alliance.

This time, 24 separate lists are running, though the KDP-PUK list is certain to romp home. One list hoping to capitalise on dissatisfaction with Kurdistan is the "Change List", run by independent candidate Noshwan Mustafa. It expects at least 20 seats, but few expect real change.

Five candidates are running against Masoud Barzani.

Barzani's nephew, Prime Minister Nechirvan Barzani, is due to be replaced by someone from the PUK as part of the power-sharing agreement in which the two parties, which waged civil war in the 1990s, have neatly divided up the region.

Opponents accuse Barzani's alliance of using state media for election campaigns, giving them an unfair advantage.

Votes will be collected from across the region after polls shut at 6pm (1500 GMT), and will be shipped to Arbil, in some cases from remote villages in rural, mountainous terrain.

From there, they will be flown to Baghdad to be tallied by Iraq's electoral commission. Results could take days.

Ocalan grabs Turks' attention after decade in jail

REUTERS

Juyl 24, 2009 - By Daren Butler

ISTANBUL (Reuters) - Pacing his prison island cell, guerrilla leader Abdullah Ocalan has had a decade to ponder his "road map" to solve Turkey's Kurdish problem and end a conflict which his militants launched a quarter of a century ago.

But the plan which has thrust him back into the spotlight, set to be unveiled in August, reflects transformation in Turkey more than a change of heart in Ocalan, who led the Kurdistan Workers Party's (PKK) violent insurgency until his 1999 capture.

Ever since he was sentenced to death for treason that year, blamed for a conflict which has killed 40,000, the stocky, moustachioed 61-year-old has said the PKK is ready to disarm if Turkey is prepared for talks. The killing has continued.

"He is seeing if he can play a role as a facilitator. He is not demanding to be accepted as a partner in talks," said Ocalan's lawyer Irfan Dunder, a regular visitor to the jail where he is the sole inmate on Imrali island in the Marmara Sea.

"Despite the difficult conditions in which he is kept, he is trying to maintain his spoken performance. For 10 years he has spoken to nobody but his lawyers and family," he told Reuters.

In a plain cell housing a bed, shower, toilet and desk, Ocalan spends his time reading books on history and philosophy, by thinkers such as Hegel and Derrida. In his one-hour weekly visits from his lawyers, he talks of topical issues, such as the recent Iranian elections.

Beyond his prison walls, the bloodshed has continued, with the PKK launching attacks on military personnel and bombings in Turkish cities.

Turkish warplane raids on its bases in the last two years have reduced the capacity for attacks by the PKK, regarded as a terrorist group by Turkey, the United States and European Union.

Cultural reforms, such as Kurdish-language broadcasting, have meanwhile addressed some of the complaints of discrimination among Turkey's 12 million Kurds, a sixth of the population.

INFLUENTIAL AMONG KURDS

Many Kurds seek more reforms and steps toward autonomy in the mainly Kurdish southeast of the country. They acknowledge progress by a state which for years had not recognized them as an ethnic group.

Another sign of the change in Turkey's past uncompromising stance is widespread media commentary about the proposals by Ocalan, whose utterances have been largely ignored for a decade.

He remains an influential figure within the PKK, the legal Kurdish Democratic Society Party and a significant proportion of the Kurdish community. Political commentator Cengiz Candar said it would now make no sense to disregard his "road map" if it could play a role in ending the violence.

"Whether you like it or not, whether you fume or seethe, Abdullah Ocalan has an influence and sway over a considerable segment of Turkey's Kurds and the Kurdish diaspora," he said.

President Abdullah Gul has seen a "historic opportunity" for peace and this week Prime Minister Tayyip Erdogan announced a bid to solve the Kurdish problem, building on reforms seen as necessary for Turkey's stalled EU membership bid.

"His (Ocalan's) opinions would be taken into account by all sides, I think. But it does not mean that he is going to be sitting around a table to negotiate with the state," Akif Beki, a former



A demonstrator holds a portrait of jailed Kurdistan Workers Party (PKK) leader Abdullah Ocalan during a gathering to celebrate Newroz in the southeastern Turkish city of Diyarbakir in this March 21, 2009 file photo. REUTERS/Umit Bektas/Files

spokesman for the prime minister's office, told Reuters.

Sabah newspaper on Friday detailed a 10-point plan on which it said Ocalan was working, including a ceasefire, a general amnesty for the PKK, Kurdish-language education and moves toward autonomy for Kurdish regions - all oft-quoted measures.

Dunder, who met the PKK leader last week, rejected the report and said Ocalan had not yet detailed his plan.

Ocalan is expected to unveil his proposals on August 15 -- the 25th anniversary of the PKK's first armed attack.

NATIONALIST ANGER

In June 1999, Turks rejoiced when a black-robed judge told Ocalan he must hang for mass murder and treason. Spectators sang the Turkish national anthem as guards led Ocalan from his bullet-proof glass box to the cell where he has remained since.

His sentence was commuted to life imprisonment in 2002 when the death penalty was abolished, but there is widespread hatred for a man often described as a "baby killer" and "butcher."

The strength of feeling was evident this week in opposition Nationalist Movement Party leader Devlet Bahçeli's attack on Erdogan for steps which he said encouraged ethnic separatism.

"The prime minister has become a very serious risk for Turkey ... as he prepares to outsource recipes to divide Turkey under the guidance of the butcher of Imrali," Bahçeli said.

While most Turks revile Ocalan, the former political science student from the southeast still commands strong support among Kurds. At demonstrations, pro-PKK protesters chant "Leader Apo," his nickname, and hold aloft his smiling portrait.

Those pictures contrast with the first images of him after his capture in Kenya after fleeing Syria. Between masked Turkish special forces, he sat dazed and disheveled in an aircraft seat, handcuffed and bound -- an image which astounded Turkey.

He is set to be joined soon on Imrali by nine other inmates to meet EU demands he no longer be kept in solitary confinement.

It appears extremely unlikely that Ocalan, now apparently suffering from a prostate problem and ringing in his ears, will ever be released from jail as his supporters demand.

Newcomer intrudes on Kurd power blocs in Iraq

SULAIMANIYA, IRAQ

BY SAM DAGHER

Earlier this year a play about a revolt against a greedy Kurdish tyrant was staged in this northern Iraqi Kurdish city. As Kurds prepared to vote here in regional elections, it was one of many not-too-subtle references to Iraq's Kurdish leaders.

Iraqi Kurdistan, long considered a bastion of stability and democracy in a country ravaged by violence, is also little more than an autocratic domain of two ruling parties with a virtually unbreakable grip on power and patronage that few expect the election on Saturday to loosen.

"The two parties monopolize everything," said Arsalan Darwish, who directed the play, "I Am Not One of You," which depicted a victorious guerrilla leader who became an oppressive rule. "They have even co-opted the fruits of this nation's struggle," he added referring to the historic and often bloody struggle by Kurds for rights and self-rule within Iraq and neighboring Iran, Syria and Turkey.

Mr. Darwish's play is only one sign of a growing restlessness and hunger for political change, despite the security and investments that have made the Kurdish areas the most prosperous in Iraq, with manicured parks and shopping malls where foreigners can walk openly and safely.

A coalition called Gorran, which means "change" in Kurdish, is working to unseat the two ruling parties, the Patriotic Union of Kurdistan, or P.U.K., and the Kurdistan Democratic Party, or K.D.P., in a boisterous, if improbable, election campaign that has led to scuffles in the streets. A recent rally, where car horns honked and Gorran supporters waved dark blue flags of their movement's emblem, had to be broken up by the police after it descended into fistfights with supporters of the ruling parties.

The coalition is led by Nawshirwan Mustafa, 65, a once scrappy mountain rebel against Saddam Hussein who is among the founders of the Patriotic Union of Kurdistan. Now, he says, his former comrades have been corrupted by power and have betrayed the Kurdish cause.

"There is a form of totalitarianism in our system," he said in a recent interview. "We believe the time is ripe to put our house in order."

He is attracting both a following and a fierce backlash from the two ruling parties, who call him an opportunist and a charlatan. Still there is doubt whether Gorran or any other challenger will pick up enough seats in the local parliament

to effect change. This is a testament to deep control that the ruling parties exert over the Kurdish areas.

Though deadly enemies for years, the parties are contesting the elections as one coalition, a reflection of the "strategic agreement" that has enabled them to divide the region's government and economic resources 50-50. They command the region's armed forces and intelligence services. They own business conglomerates. Most important, they control jobs, salaries and patronage. The consensus among Kurds, thus, is that the only way to get ahead is to support the two parties.

The parties' leaders encourage the thought, saying only they can safeguard the gains made by Kurds, a distinct ethnic group accounting for almost 20 percent of the country's population. Indeed the achievement is substantial.

After the American-led invasion of Iraq in 2003, the party leaders — Masoud Barzani of the K.D.P. and Jalal Talabani of the P.U.K. — buried their historical feuds and frequent internal wars and focused instead on turning the region, which has been semiautonomous since 1991, into a haven from the tumult and violence that grips the rest of Iraq.

Foreign investors are now clamoring for a foothold in the oil-rich region. Sweden recently became the 16th country to establish diplomatic ties.

Hotel towers and condominium projects with names like German Village and other signs of wealth are everywhere in Sulaimaniya and the capital, Erbil, farther north. It is so safe here that Americans can walk the streets freely.

The parties' leaders also point to freedom of expression and the upcoming elections as milestones toward democracy.

But critics say that none of the four candidates stand the slightest chance of unseating the region's president, Mr. Barzani. Little chance is given either to the 23 other parties and coalitions vying for 111 seats in the regional parliament, overwhelmingly controlled by the K.D.P. and P.U.K. and widely seen as a rubber stamp for decisions by Mr. Barzani and Mr. Talabani. Mr. Barzani's son heads the region's security forces and intelligence service while his nephew is the current prime minister, a post expected to go to Mr. Talabani's protégé Barham Salih after the elections in accordance with the agreement between the two parties.

Still, judging by the ferocity of the attacks, the candidacy of Mr. Mustafa, a former insider, has shaken the ruling class somewhat, with Mr. Salih of the

"The two parties monopolize everything. They have even co-opted the fruits of this nation's struggle."

P.U.K. speaking candidly about the need for reforms in campaign stump speeches. It also unleashed ferocious attacks.

One K.D.P. official recently described Mr. Mustafa as "chata," meaning bandit in Kurdish.

"He is a demagogue who is fooling the masses," said a P.U.K. official, Hikmat Mohammed Karim. Apart from the attack, Mr. Karim issued a strategic threat: that any party members who support Mr. Mustafa will be deprived of their salaries. "This is my money and party," he said.

Chemana Mohammed, a P.U.K. official who switched to Mr. Mustafa's side,

said her salary was frozen while gifts of land, cash and pistols were given to P.U.K. supporters.

Another contender in the elections, Ali Bapir, expects that he, too, will eventually get cut off from what he says is a hefty monthly allowance for his organization from the ruling parties.

Mr. Bapir, 48, who heads an Islamist movement, was detained for almost two years in 2003 by the United States military on suspected links to Al Qaeda. His partisans were imprisoned and tortured by Kurdish authorities. Some were freed as part of his détente with the K.D.P. and P.U.K.

He has now formed the unlikely alliance with Communists to run in the elections. Mr. Bapir accuses the two parties of stoking popular anger by suggesting that their opponents in the election are agents of the central government and neighboring countries out to reverse "Kurdistan's achievements."

But the warning of external threats does resonate with voters in Kurdistan, which feels besieged from all sides. They worry that Iran and Turkey, which have their own restive Kurdish populations, will crush any further steps for Kurdish autonomy or secession from the central government. And tensions remain high with the central government over disputed border lands and the sharing of oil and gas.

In the end, the electoral message seems to be: The stakes are too high to risk change. "We are still victims of geopolitics," said Fadhil Merani, one senior K.D.P. leader.



EAU: L'IRAK RÉCLAME UNE RÉUNION URGENTE AVEC LA SYRIE ET LA TURQUIE

20 juillet 2009 AFP (BAGDAD) —

Le ministère irakien des Ressources hydrauliques a réclamé lundi une réunion avec ses voisins turc et syrien après la chute de moitié du débit de l'Euphrate par rapport au mois de juin dans un pays qui fait déjà face à une importante sécheresse.

Le ministère souhaite "une réunion urgente en présence des ministres et des experts des trois pays concernés en août prochain pour discuter du partage de l'eau et de la fluctuation des débits en Irak", a indiqué un communiqué du ministère.

Le débit de l'Euphrate "dans la région de Hassiba (à la frontière syrienne) est très bas. Depuis 10 jours, il est de 250 m³/s et ces quantités ne sont pas suffisantes pour l'agriculture et les autres besoins", ajoute le ministère.

Fin juin, la Turquie, où l'Euphrate prend sa source, avait toutefois ouvert les vannes de ses barrages sur le fleuve et accru son débit pour le porter à 570 m³/s. Ankara avait promis à l'Irak un débit d'ici juillet à 715 m³/seconde.

Selon le ministère des Ressources hydrauliques, l'Irak a besoin d'un débit dans l'Euphrate d'au moins 500 m³/s pour couvrir 50% des besoins d'eau pour l'irrigation.

La situation en Irak est rendue d'autant plus difficile que la région fait face une grave sécheresse depuis deux ans en raison d'une diminution importante des précipitations en hiver, poussant de nombreux agriculteurs à quitter la campagne pour les villes.

Une autre conséquence de l'assèchement de l'Euphrate est la mise en danger du mode de vie des "Arabes des marais", qui quittent ces zones humides durement frappées par la pénurie d'eau.

"Quatre-vingt familles ont récemment quitté le marais de Abou Zark" à l'est de Nassiriyah, dans le sud du pays, a affirmé à l'AFP Ali Radad, un responsable des projets agricoles dans la province de Dhi Qar.

"Les Turcs foulent aux pieds tous les accords signés", a critiqué dans des décla-



Vue de l'Euphrate, dont le débit a fortement chuté, le 24 mai 2009 à Hindiya, à 30 km à l'est de la ville de Karbala.

rations à l'AFP Jamal Al-Batikh, membre de la Commission parlementaire irakienne de l'Eau et de l'Agriculture, accusant aussi le gouvernement irakien de manquer de "volonté politique".

Selon lui, Ankara "utilise l'eau comme un moyen de pression politique, comme sur la question du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)", une organisation considérée comme terroriste par la Turquie. Elle accuse les Kurdes irakiens de tolérer voire d'aider le PKK.

Le conflit autour de l'eau s'est aussi déplacé sur le terrain économique, les députés irakiens refusant de ratifier un accord commercial signé lors de la visite historique du président turc Abdullah Gül en avril.

"Toutes les tentatives des responsables irakiens ont échoué pour forcer la Turquie (à ouvrir ses vannes), et ce en dépit de la signature par le gouvernement irakien d'un accord commercial", a expliqué un député irakien du parti Fadila, Karim al-Yaacoubi.

"Les députés refusent de ratifier cet accord tant qu'une clause n'est pas ajoutée pour assurer à l'Irak sa part de l'eau", a-t-il insisté.

Depuis 1975, la Turquie a érigé cinq barrages sur l'Euphrate afin de réguler l'irrigation des terres agricoles d'Anatolie du sud-est. Deux ont été construits sur le fleuve par la Syrie.



EXCAVATIONS EN TURQUIE À LA RECHERCHE DE CORPS DE KURDES DISPARUS

DIYARBAKIR (Turquie), 21 juil 2009 (AFP) —

Des fouilles ont débuté mardi à la demande d'un tribunal dans une base militaire du sud-est de la Turquie dans l'espoir de retrouver les corps de 12 Kurdes portés disparus depuis 1994, ont affirmé des sources judiciaires.

Le ministère public a ordonné le lancement des excavations à Derecik, dans la province de Hakkari, après avoir reçu une lettre d'un ancien soldat affirmant avoir assisté à l'exécution des 12 hommes dans la base, ont indiqué ces sources.

Les autorités judiciaires ont multiplié au cours des derniers mois les recherches de corps pour faire la lumière sur des disparitions de Kurdes dans les années 1990, au plus fort de l'insurrection kurde dans la région, qui auraient pu être victimes d'exécutions sommaires par les forces de sécurité.

Les 12 hommes appartenaient aux "gardiens de village", une milice kurde financée par Ankara pour lutter contre les rebelles kurdes du Parti des travailleurs du

Kurdistan (PKK).

Les parents des disparus affirment que ceux-ci ont été accusés de jouer un double jeu, c'est-à-dire de soutenir le PKK, et les ont vus pour la dernière fois avant leur disparition accompagnés de soldats.

Ces enquêtes ont abouti à la publication la semaine dernière d'un premier acte d'accusation, dans lequel le ministère public réclame la prison à vie pour sept suspects, dont un colonel, accusés de l'exécution sommaire de 20 personnes dans la province de Sirnak, voisine de celle de Hakkari.

Selon ce document, le colonel Cemal Temizoz avait formé une sorte de milice chargée de poursuivre des personnes suspectées d'aider les rebelles kurdes, lorsqu'il était en fonction dans la province de Sirnak, de 1993 à 1996.

Le conflit entre les rebelles du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et les forces de sécurité turques a fait au moins 45.000 morts, et des milliers de déplacés.



IRAN: DEUX REBELLES KURDES TUÉS PAR LES FORCES DE SÉCURITÉ

TEHERAN, 22 juil 2009 (AFP) —

Les forces de sécurité iraniennes ont tué deux rebelles kurdes de Turquie lors d'affrontements à Orumieh, une ville de la province de l'Azerbaïdjan occidental (nord-ouest), a rapporté mercredi l'agence Isna.

Les affrontements entre les forces de sécurité et les rebelles du Pejak (acronyme du Parti pour une vie libre au Kurdistan) ont eu lieu lundi, a précisé l'agence.

"Une équipe terroriste du Pejak a pénétré dans la ville d'Orumieh pour assassiner certains de nos citoyens, mais elle a été identifiée et a été écrasée", indique un communiqué du ministère des Renseignements.

"Lors de cette opération, un terroriste a été arrêté et deux autres, des ressortissants turcs, ont été tués", a ajouté le ministère.

Samedi, des séparatistes kurdes iraniens avaient tué quatre policiers dans cette même province lors d'une opération contre un poste de police près d'Orumieh.

Cette région frontalière avec l'Irak, où vivent des minorités kurdes, est le théâtre d'affrontements périodiques entre les forces armées iraniennes et le Pejak, basé dans le nord-est de l'Irak.

Le Pejak est lié au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui lutte depuis 1984 contre le gouvernement turc dans le sud-est anatolien.



IRAK: LES KURDES SE RENDENT AUX URNES SAMEDI EN PLEIN CONFLIT AVEC BAGDAD

ERBIL (Irak), 22 juil 2009 (AFP) —

Plus de deux millions et demi de Kurdes irakiens éliront samedi le président et le Parlement de leur région autonome qui devront affronter les défis d'un conflit territorial avec Bagdad et le retrait de leur partenaire américain d'Irak en 2011.

C'est la première fois qu'un président est élu au suffrage universel au Kurdistan alors que les législatives se tiennent pour la troisième fois depuis 1992.

Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de l'actuel président kurde Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) du président irakien Jalal Talabani, qui règnent en maîtres sur la politique kurde depuis plusieurs décennies, devraient sans surprise sortir vainqueurs des deux suffrages.

Au terme d'un accord de partage du pouvoir, Massoud Barzani se présente à sa propre succession alors que le PDK et l'UPK font front commun avec une liste composée de nouveaux députés, dans le souci de vouloir présenter une image de renouveau. Au total, 24 listes se présenteront aux législatives.

Ces élections surviennent à une période charnière pour l'Irak, marquée par le futur retrait des troupes américaines, perçues comme des libérateurs par les Kurdes, et un accès de tensions avec le pouvoir central de Bagdad.

"Le prochain gouvernement va devoir faire face à de grands défis. Le plus important sera de régler le conflit territorial et constitutionnel avec le gouvernement fédéral de Bagdad", affirme Sammy Chourach, intellectuel et ancien ministre de la Culture dans le gouvernement kurde.

A l'approche des élections au Kurdistan, la tension entre M. Barzani et le gouvernement irakien de Nouri al-Maliki est montée, avec en toile de fond des incidents dans les 16 "territoires disputés" dans les régions de Ninive, Diyala, Salaheddine et Souleimanyeh.

Les Kurdes souhaitent rattacher ces zones - dont la ville pétrolière de Kirkouk - à leur territoire, ce que Bagdad et les communautés chiites, sunnites et turcomanes refusent.

Selon Dyandar Zebari, responsable des relations avec l'ONU au gouvernement kurde, le prochain gouvernement devra aussi "trouver un accord avec le gouvernement irakien pour partager" les ressources pétrolières des champs pétroliers du nord, une question cruciale dans le futur Irak.

Le Kurdistan irakien a commencé le 1er juin à exporter du pétrole pour la première fois de son histoire mais Bagdad nie à sa province du nord le droit de signer des contrats sans son aval, faute d'une loi sur le pétrole.

Si ces questions sont majeures pour les Kurdes, ils sont aussi de plus en plus concernés par les problèmes de corruption.

"Les institutions du gouvernement doivent être réformées pour éliminer la corruption administrative et financière", assure Moustapha Khalil, 34 ans, un commerçant d'Erbil.

"Tous les programmes électoraux se ressemblent et contiennent les mêmes vieilles promesses", poursuit Karouane Ahmed, un vendeur à la sauvette de 27 ans. "Nous avons besoin d'une opposition qui fasse pression sur le gouvernement afin qu'il propose de meilleurs services aux citoyens", dit-il.

Des candidats indépendants tentent difficilement de briser le consensus politique, comme Noucherwan Moustapha, riche entrepreneur et ancien numéro deux de l'UPK, qui se présente aux législatives sur la liste du "Changement".

"La société kurde, après une stabilisation politique, a besoin de réformes économiques, sociales et culturelles. La direction de l'UPK n'a pas la volonté de changer".

Et d'ajouter: "Nous sommes une force politique dotée d'un réel soutien populaire. Nous n'avons pas acheté la loyauté des gens en distribuant de l'argent".



QUESTION KURDE: ANKARA SOUHAITE DEVANCER UNE "FEUILLE DE ROUTE" D'ÖCALAN

ANKARA, 24 juil 2009 (AFP) —

LE GOUVERNEMENT turc pourrait prochainement annoncer de nouvelles mesures en faveur d'un règlement de la question kurde afin de garder la main sur ce dossier, sur lequel le chef rebelle kurde Abdullah Öcalan devrait se prononcer en août, depuis sa cellule de prison.

"Nous avons commencé à travailler sur le sujet, qu'on l'appelle problème kurde, du Sud-est ou de l'Est, ou initiative kurde", a déclaré mercredi le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan.

De l'avis des analystes, Ankara veut devancer l'annonce d'une "feuille de route" par le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), attendue le 15 août à l'occasion du 25^{ème} anniversaire du déclenchement de la lutte armée des séparatistes kurdes de Turquie.

Öcalan, qui purge une peine de prison à vie sur l'île d'Imrali (nord-ouest) depuis 1999, devrait, par le biais de ses avocats, dévoiler des propositions qui aboutiraient à désarmer les rebelles du PKK sous certaines conditions, comme une nouvelle Constitution plus libérale, selon les médias.

Aucune déclaration officielle n'a été faite sur les intentions du gouvernement, mais les commentateurs évoquent une "curiosité déconcertante" de sa part à l'égard des prochaines déclarations d'Öcalan, un homme pourtant considéré comme un "tueur de bébés" par une bonne partie de l'opinion turque.

"Le gouvernement est attentif, car il sait qu'Öcalan peut proposer quelque chose qui pourrait marcher et qui pourrait être accepté par le PKK, et ainsi prendre la main", souligne l'analyste politique Rusen Cakir.

Il doute cependant du succès des propositions du chef rebelle s'il propose une trêve conditionnelle du PKK, au lieu d'un abandon pur et simple de la lutte armée.

"S'il continue d'utiliser le PKK comme un instrument de chantage contre Ankara, la +feuille de route+ n'aura aucune chance", estime-t-il.

Le gouvernement du Parti de la justice et du développement (AKP, issu de la mouvance islamiste), a réalisé d'importantes réformes culturelles en faveur de la communauté kurde pour augmenter ses chances d'intégrer l'Union européenne, tandis que le président Abdullah Gül a parlé en mai d'"une chance historique" pour un règlement du conflit qui a fait près de 45.000 morts depuis 1984, et dévasté la région la plus défavorisée du pays.

Le chômage est estimé à environ 50% de la population active des provinces kurdes.

Le gouvernement devrait rejeter les propositions d'Öcalan, qu'il n'a jamais reconnu comme interlocuteur et qui dirigeait une organisation considérée comme terroriste par Ankara, l'UE et les Etats-Unis. Le chef de la diplomatie Ahmet Davudoglu a ainsi souligné que la "question kurde sera réglée à Ankara et non Imrali", la prison d'Öcalan.

Mais des commentateurs influents comme le rédacteur en chef du grand journal Hürriyet, Ertugrul Özkök, jugent désormais Öcalan comme interlocuteur incontournable et exhortent Ankara à agir avec "courage".

Les autorités turques doivent prochainement alléger l'isolement total d'Öcalan en transférant des prisonniers sur l'île, comme l'a demandé le Comité antitorture (CPT) du Conseil de l'Europe.

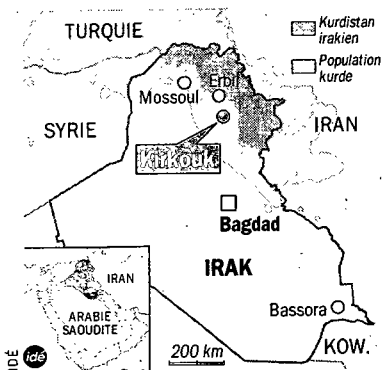
Le gouvernement pourrait aussi lever certaines restrictions sur l'usage du kurde, notamment avec un retour aux noms kurdes "turcisés" des villages du sud-est, et encourager les rebelles à déposer les armes par une panoplie de mesures sociales, comme le souhaite d'ailleurs l'armée qui les combat inlassablement.

Le PKK, très affaibli par les raids de l'aviation turque contre ses bases arrières du nord de l'Irak, a annoncé la semaine dernière avoir prolongé sa trêve jusqu'à septembre.

Mais il ne se passe pas de semaine sans qu'un ou deux soldats, et autant de rebelles, ou de civils, ne perdent la vie dans ce conflit.



En Irak, la ville de Kirkouk exacerbe les tensions



Le sort de la ville de Kirkouk réveille les nationalismes arabe et kurde en Irak. Le sujet sera évoqué aujourd'hui à Washington par le premier ministre irakien Nouri Al Maliki

Le premier ministre irakien Nouri Al Maliki rencontrera aujourd'hui à Washington le président Barack Obama, à un moment où les relations entre les deux alliés sont brouillées. Moins d'un mois après le retrait des troupes américaines des centres-villes, première étape sur la voie d'un désengagement total d'ici à 2011, les États-Unis s'inquiètent de l'absence de progrès politiques en Irak. Si le niveau de violence a baissé, les divisions internes du pays menacent de la relancer, notamment le conflit territorial entre Bagdad et la région autonome du

Kurdistan, cristallisé autour de la ville de Kirkouk, à 250 km au nord de Bagdad.

« C'est une bombe à retardement qui pourrait exploser si le problème n'est pas résolu avant le départ des Américains », avertit Joost Hiltermann, analyste à l'International Crisis Group, qui vient de publier un rapport s'inquiétant de la possibilité d'une « escalade vers un conflit plus large ».

Depuis un an, les provocations ne cessent pas entre Erbil, capitale du Kurdistan, et Bagdad, et les incidents sont fréquents entre peshmergas (les combattants kurdes)

et forces irakiennes. Le 24 juin, le Parlement de la région autonome kurde a adopté une Constitution prévoyant d'intégrer au Kurdistan plusieurs zones contestées, notamment la province de Kirkouk. Intolérable pour Bagdad, qui y voit « la première étape d'un projet de sécession ».

L'indépendance est une vieille revendication kurde. Si le Kurdistan, carrefour montagneux entre l'Irak, la Turquie, la Syrie et l'Iran, n'a jamais existé en tant qu'État, les Kurdes n'ont jamais cessé d'en rêver. En Irak, pour avoir soutenu les Américains en 2003, ils ont gagné l'autonomie des trois provinces de Dohouk, Erbil et Souleimaniyé. Mais ils ont des revendications sur celles de Diyala, Salaheddin, Wasit, Ninive et Kirkouk.

À Kirkouk, après la politique d'arabisation forcée de Saddam Hussein, les Kurdes reviennent en nombre. « Dans le stade de la ville, devenu un camp de réfugiés, les Kurdes s'entassent à 3000 ou 4000 », témoigne Karim Pakzad, de l'Institut de relations internationales et stratégiques, à Paris. « C'est dire qu'ils ne renonceront jamais. Ils considèrent Kirkouk comme le berceau de leur civilisation. » Le président de la région autonome, Massoud Barzani, a encore assuré dimanche qu'il ne ferait « aucun compromis à ce sujet », une ligne dure affichée à l'approche d'élections présidentielle et législatives dans la région autonome samedi.

Depuis un an, les provocations ne cessent pas entre Erbil, capitale du Kurdistan, et Bagdad.

En face, le premier ministre irakien Nouri Al Maliki se montre tout aussi intransigeant. « Il manque de soutien et il utilise Kirkouk pour mener une politique nationaliste visant à rassembler les Arabes derrière lui », analyse Karim Pakzad. De fait, qu'ils soient chiites ou sunnites, les Arabes, soutenus

par les Turcomans, autre communauté importante de la province, sont d'accord pour ne pas laisser Kirkouk aux Kurdes.

La Constitution irakienne promulguée en 2005 prévoyait l'organisation d'un référendum pour décider du sort de la province. Mais le scrutin a été reporté plusieurs

fois, les Arabes et les Turcomans craignant que les Kurdes n'arrivent à rassembler une majorité en faveur du rattachement de la province au Kurdistan.

En l'absence de solution, la querelle s'étend au pétrole. La province de Kirkouk recèle les secondes réserves du pays, après celles du sud. Alors que la Constitution irakienne prévoit que les contrats d'exploitation de l'or noir doivent être négociés au niveau national et les profits redistribués, les dirigeants kurdes revendiquent le droit de signer des contrats en direct. Et tandis que le gouvernement central en est encore à mettre au point une loi-cadre sur l'exploitation de l'or noir, le Kurdistan a signé une vingtaine de contrats et exporte déjà son pétrole. Un pactole qui pourrait servir aux revendications indépendantistes.

Reste que les Kurdes sont isolés. La Turquie, la Syrie et l'Iran, qui comptent également d'importantes minorités kurdes, redoutent un précédent. Et les États-Unis, qui n'ont guère goûté l'idée d'une Constitution kurde, conseillent la prudence. Washington préfère soutenir l'ONU qui propose une solution médiane, avec des liens institutionnels partagés entre Bagdad et Erbil. Une solution spéciale pour celle que le président irakien Jalal Talabani, Kurde originaire de Kirkouk, évoque comme « la Jérusalem des Kurdes ».

THOMAS VAMPOUILLE



Why Kurds vs. Arabs Could Be Iraq's Next Civil War

By Andrew Lee Butters

With a projected capacity of about 40,000 bbl. a day, the new oil refinery inaugurated on July 18 by the Kurdish regional government of northern Iraq is modest even by the standards of Iraq's dilapidated oil industry. But its significance shouldn't be underestimated: in Kurdish minds, the region's ability to refine the oil it pumps is a vital step toward deepening its autonomy from the Arab-majority remainder of Iraq.

Until recently, Iraqi Kurdistan had no refineries of its own, and though the area is sitting on a huge pool of oil, it had to rely on gasoline supplies from elsewhere in Iraq, Turkey or Iran. Fearful of giving Iraq's ethnic Kurdish minority any control over the country's most precious resource, Saddam Hussein had not only declined to build refineries in the region; he made sure Iraq's oil pipelines bypassed Kurdish areas, and his army forcibly removed much of the Kurdish population from Kirkuk — the most important oil-producing area in the north — and repopulated the city with Arabs from the south.

Since Saddam's demise, however, the autonomous Kurdistan Regional Government (KRG) is steadily developing an independent oil industry in northern Iraq. It has discovered and begun to develop new oil fields inside its boundaries, and has entered production-sharing deals with foreign oil companies that were made without the consent of the federal government in Baghdad. Those deals have raised suspicions among Iraq's Arab-dominated government that KRG is not simply taking on more of the prerogatives of sovereign statehood but is actually laying the economic infrastructure for independence.

For their part, Kurdish officials suspect that Baghdad's failure to pass a national oil law (which would give Iraq's provincial governments greater control over the industry in their territory) and its failure to press ahead with a referendum to settle Kurdish claims to Kirkuk and other disputed areas are signs that the Arab majority plans to settle matters in its favor.

Such is the enmity, in fact, that KRG's president, Massoud Barzani, and Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki haven't spoken in over a year. Recently, KRG Prime Minister Nechirwan Barzani said that Arab-Kurdish relations in Iraq are at their lowest point since Saddam



Iraqi President Jalal Talabani, left, and Massoud Barzani, president of the Kurdish regional government in Iraq, attend a launch rally for the region's parliamentary campaign season on June 25, 2009
Kamal Akrayi / EPA

was in power. With Iraq's Sunni-Shi'ite sectarian violence largely in check, the Kurdish-Arab dispute has become the most worrisome fault line in Iraq.

Ever since the U.S. invasion, the Kurds of northern Iraq have enjoyed many of the trappings of sovereignty. Kurds have their own parliament and executive government, plus an 80,000-strong army (the Pesh Merga militia) and control over their borders, which Baghdad-controlled security forces are not allowed to enter. Despite the fact that the vast majority of Kurds want independence from Iraq, their leaders have proceeded with caution, mindful of the risks. Their small, landlocked region is surrounded by neighbors — Turkey, Syria, Iran — whose own restive Kurdish minorities make them hostile to the prospect of an independent Kurdish state emerging in Iraq.

While the rest of Iraq was in the grip of insurgency and sectarian civil war, the Kurds quietly advanced their economic-development policies, building an international airport, business hotels and hydro-electric dams and — most important — doing oil deals. They explained this autonomous engagement with international oil markets on the grounds that they couldn't wait for the barely functional Iraqi state to get its house in order. Indeed, such is the dismal state of Iraq's oil production (not yet back at pre-invasion levels, which were a fraction of its full potential) that in June, the Iraqi government allowed the Kurds to begin pumping oil extracted from newly developed Kurdish oil fields through federal pipelines for export sale to Turkey. (Currently, only Iraqi government companies can sell oil, the revenue from which is shared among the regions.)

Kurds have also grown impatient with Baghdad's stance on disputed territories. According to the Iraqi constitution, the central government should hold a referendum in the Kurdish-populated areas of four Iraqi governorates in northern Iraq (including Kirkuk) to determine whether they should remain under Baghdad's control or become part of the KRG. But even before that takes place, the constitution commits the Iraqi government to a potentially explosive reversing of Saddam's "Arabization" policies in these areas, moving Arabs out and Kurds in.

The Iraqi government has postponed the referendum several times from its original date in 2007, citing the understandable excuse that it could spark a new civil war between Kurds and Arabs.

But now that Iraq's government is increasingly stable, Kurdish leaders fear that Baghdad is merely playing for time, allowing the Iraqi military to grow in strength and capability as the U.S. moves to draw down, allowing the Iraqi government eventually to settle the issue the old-fashioned way: with tanks. Already, Kurdish and Iraqi forces have nearly clashed on several occasions in the disputed territories.

Last month, Kurdish lawmakers passed a regional constitution that unilaterally laid claim to the disputed territories and the oil resources in them. Though some Iraqi officials have said that the constitution amounts to a Kurdish declaration of independence, Kurdish leaders are pushing for a referendum to be held on the constitution as early as August.

Meanwhile, the domestic politics of both the Kurdish region and the wider Arab Iraq are pushing the two sides toward confrontation. In Kurdistan,

where parliamentary elections will be held on June 25, a new party called Change is mounting the first significant challenge to the duopoly of Barzani's Kurdistan Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan, led by Iraqi President Jalal Talabani. The new party is gaining ground by tapping into growing dissatisfaction with government corruption and nepotism. Although

the parties credited with delivering today's de facto independence are likely to win, they have moved to strengthen their position by sharpening their tone toward Baghdad as the election approaches.

Baghdad has troubles of its own, which creates an incentive for Kurd-bashing. Most Iraqi Arabs have even less faith in their corrupt leadership class

than Kurds have in theirs. And as al-Maliki consolidates his grip on power and styles himself as Iraq's new strongman, he may find that promising to push back against Kurdish efforts to dismember Iraq could help rally Arab Iraqis, both Sunni and Shi'ite, behind him. Hey, it worked for Saddam.

Guardian July 28, 2009

Is Turkey preparing for peace?

There is much speculation about the government's 'Kurdish initiative' and if it will be enough to end the long-running conflict



• Simon Tisdall

Recep Tayyip Erdogan may be about to deliver the biggest blow yet to the fraying ultra-nationalist legacy of Turkey's founding father and first president, Mustafa Kemal Ataturk. But ironically given recent controversies, the prime minister's anticipated demarche is not about advancing his supposed Islamist agenda. Instead it concerns the rights of Turkey's 12 million-strong ethnic Kurd minority, which Ataturk did more than most to suppress.

Erdogan's confirmation last week that his government was working on a "Kurdish initiative" to finally resolve a conflict that has claimed 40,000 lives since 1984 has prompted furious speculation about what is in store. It followed similar comments earlier this year by Erdogan's ally, President Abdullah Gul, who spoke of a "historic opportunity", and by army chief Ilker Basbug, who characterised the Kurdish problem as a test of Turkey's modernisation.

Reports in Hurriyet and other Turkish media suggest the plan could include a general amnesty for Kurdistan Workers' party (PKK) fighters, enhanced political, economic, language and educational rights, and the reinstatement of banned Kurdish names in south-eastern Anatolian towns. Article 5 of the anti-terror law, which has been used to imprison children for stone-throwing, is also said to be under review.

Erdogan did not say when he would unveil his new strategy. But it is likely to come before 15 August, the date on which the jailed PKK leader, Abdullah Ocalan, has promised to launch his own "road map" for peace. The PKK has renounced its former aim of an independent Kurdish state and recently extended a unilateral ceasefire until September. Ocalan, held in solitary confinement for the past 10 years on Imrali island in the sea of Marmara, is expected to offer suggestions on disarmament, political reintegration of PKK members, increased local government autonomy and the creation of a national "dialogue period".

Ocalan's road map would present "a solid solution", Hasip Kaplan of the Kurdish Democratic Society party (DTP)

told Hurriyet. "The dialogue period should be initiated ... The DTP is ready to contribute to the resolution of this problem," he said. For his part, Erdogan has an uneven, stop-start record on the Kurdish issue. Although he appears committed, it remains unclear just how far he is prepared to go.

Erdogan's hesitancy is undoubtedly due in part to the fierce resistance emanating from the same conservative, secular opponents, civilian and military, who accuse him and his Islam-based Justice and Development party of secretly pursuing a religious agenda. "The prime minister has become a very serious risk for Turkey ... as he prepares to divide Turkey under the guidance of the butcher of Imrali [Ocalan]," said Devlet Bahçeli of the far-right Nationalist Movement party. Deniz Baykal of the Republican People's party said Erdogan was bowing to EU and US pressure arising from human rights concerns and the stability of northern Iraq.

These persistent internal tensions, illustrated by this month's trial of two army generals allegedly linked to the "Ergenekon" coup ring and by last year's uproar over lifting a university headscarf ban, have potential to derail Erdogan's Kurdish initiative. Equally, if a peace process does take root, it will be seen in some quarters as undermining Ataturk's ideal of a common people with a common language under a common flag.

But times are changing and even Turkish statist diehards may have to change, too. As historian Andrew Mango points out in a new book published by Haus Publishing, *From the Sultan to Ataturk*, Ataturk was an authoritarian radical, wedded to a contemporary concept of the nation state and determined to raise his vision of a modern, secular Turkey from the ruins of the Ottoman empire. "His objective was to fashion a united Turkish nation out of the disparate Muslim groups inhabiting the country ... until they joined the mainstream of the one existing human civilisation which happened to have its centre in the west." Ataturk had no time for religion, Mango said, nor for separatists and minorities in any shape or form. In 1925, a Kurdish rebellion was brutally crushed and Ataturk's cultural revolution accelerated.

Eighty-six years after the Treaty of Lausanne, which brought Turkey into being, pressure grows inexorably for a loosening of the Ataturk straitjacket. "There is no doubt that identity policies adopted in the founding period of the Republic of Turkey reflect a notion of modernity that has caused much conflict and suffering and is today entirely out of touch with the spirit of the times," said Sahin Alpay, writing in *Today's Zaman*. "It is high time that Turkey adapt its identity policies to the age of human rights, democracy and respect for diversity."

KURDS TRY TO UNIFY TO OUTLINE THEIR DEMANDS

AYSE KARABAT

Various Kurdish groups and individuals from various backgrounds came together over the weekend in a rare show of solidarity at a workshop held in the southeastern city of Diyarbakır to discuss how to give a common voice to demands among different Kurdish groups amidst recent initiatives from both sides on the issue of solving the long-standing Kurdish question.

The workshop was expected to produce a final statement on Sunday, which would include the conclusions and suggestions coming out of the workshop. However, this document had not yet been made public as Today's Zaman went to print.

The most divisive and perhaps also uniting theme of the "Toward a Settlement and Unity on the Kurdish Question" workshop was on whether a viable settlement to the Kurdish question would need to involve Abdullah Öcalan, the leader of the terrorist Kurdistan Workers' Party (PKK), which has been waging a nearly three-decade-long separatist campaign. Öcalan is currently jailed for life on the prison-island of İmralı in the Marmara Sea.

The workshop comes on the eve of an expected announcement by Prime Minister Recep Tayyip Erdogan later this week. Erdogan has not given any details about the content of his planned proposal, but sources close to the government say improvements to laws limiting the use of Kurdish language in education as well as more opportunities for full or partial amnesty for some PKK militants will be included in the package. The higher-ups in the PKK might avoid punishment by being exiled abroad under Erdogan's plan, sources say. The plan is also expected to include opening new Kurdish language departments in universities and restoring the Kurdish names of villages and other settlements in the Kurdish-dominated Southeast, amendments that would remove some impediments in the way of private television stations broadcasting in Kurdish and even including Kurdish as an elective course in Turkish schools.

Meanwhile, Öcalan recently announced that he will be sharing his own "roadmap" for a solution. Öcalan will make his solution public on Aug. 15, the anniversary of the PKK's first armed attack in 1984.

Observers expect him to include demands for more cultural and linguistic rights – perhaps even recognition of Kurdish as an official language – and giving more power to local governments, particularly in the region.

Observers expect Öcalan to promise that the PKK will lay down its arms if his demands are met. He might even order PKK militants in Turkey to withdraw to the organization's bases in northern Iraq.

This weekend's workshop saw not only a discussion on expressing Kurdish demands in a unified voice, but also one of the rare instances where the positions of the PKK, Öcalan and the Democratic Society Party (DTP) – accused by the Turkish state of being affiliated with the PKK – were questioned in relation to a settlement for the Kurdish question. One participant noted, "The Kurds attending this conference actually 'tried to challenge each other's memorized, repeated opi-

nions'."

"Representatives of every segment of Kurdish society are being nice to each other, which is something that rarely happens," Sah İsmail Bedirhanoglu, the chairman of the Southeast Industrialists and Businessmen's Association (GÜNSIAD), told Today's Zaman.

Bedirhanoglu was not the only businessman attending the workshop. Chairman of the Diyarbakır Chamber of Commerce and Industry (DTSO) Galip Ensarioglu was one of the hosts of the workshop, along with former chairman of the Diyarbakır Bar Association Sezgin Tanrikulu, his successor Emin Aktar and human rights activists Yavuz Önen, Yusuf Alatas and Yılmaz Ensarioglu.

Academics including constitutional law expert Hüsnü Erdem, sociologist Mesut Yegen and political expert Vahap Çoşkun were present at the meeting in addition to writers Faik Bulut, Jaklin Çelik and Bejan Matur. Local religious leaders and representatives of Kurdish groups based on religious ideas raised their ideas in the two-day meeting, as well. Representatives of the Yezidi and Aramaic populations attended, too.

The participants of the meeting were told by Serkan Akbas one of Öcalan's lawyers, that he was closely watching the meeting and discussions to benefit from the ideas which might come up during the discussions. But some participants did not seem pleased with this attitude.

"Why we were invited to this meeting, is it because we are a part of this congress or is it just in order to be able to say, 'We asked everybody?'" a participant questioned.

The meeting turned into an effort at reconciliation between the "moderate Kurds" who are underlying the ethnic bases of the question and want a democratic solution to the question and the pro-PKK and pro-DTP circles. Some of the participants raised their concerns over the totalitarian approach of the mainstream Kurdish movement in general.

Politicians from the DTP, among them party Chairman Ahmet Türk, Ermine Ayna, Aysel Tuğluk, Gülten Kısınak and Diyarbakır Mayor Osman Baydemir, also listened to criticism of their party by the participants.

"What can the DTP suggest for people like me, who distance themselves from the PKK but voted for the DTP as long as the DTP cannot act independently from the PKK, its contribution to a solution of the problem will be very limited," said Ru?en Aslan, a former member of former Kurdish movement Rızgañ.

Other participants recalled the statement of another PKK leader, Murat Karayılan, who had said that if the government did not want to engage the PKK as a counterpart, they could enter into dialogue with the DTP, and if not with the DTP then with intellectual leaders.

"But the DTP is insisting on Öcalan; it is hard to understand why you are not considering yourself a counterpart but trying to show someone else as the linchpin," charged one of the participants.

During the discussions it was also underlined that while there is currently a suitable atmosphere for finding a solution, the competition between the ruling Justice and Development Party (AK Party) and the DTP as the two main parties in predominantly Kurdish-populated areas might be the heart



A large number of Kurdish politicians, including Diyarbakır Mayor Osman Baydemir (right), as well as writers, academics and spiritual leaders joined the DTP's workshop held to voice demands from all parts of Kurdish society.

to the solution since both parties hesitate to take steps which might strengthen the other.

"Such a competition might harm the solution process," said Ensarioglu.

Some of the participants also noted that such a meeting should have been held earlier and should have included the participation of other political movements.

In the meeting's opening remarks, Tanrikulu, one of the organizers of the workshop, emphasized that some of the reasons for the protracted nature of the Kurdish question are a lack of dialogue, the rejection of the pluralism and inner democratic mechanisms within civilian Kurdish groups and movements. He underlined that first the guns should be silenced and then various Kurdish groups should agree on basic principles.

According to him, these basic principles should include the abolishment of all obstacles to freedom of expression and assembly, the usage of Kurdish language at all levels, including in political environments, and the improvement of inner democracy within different Kurdish groups.

Tanrikulu also suggested that the "armed wing" of the Kurdish political movement should prove its strong commitment to peaceful solutions while the state should open the way for democratic and peaceful politics.

Baydemir, in his opening speech, argued that any solution should listen to the demands of the Kurds and be based on dialogue with their representatives. He also suggested that since the Kurds were subject to discrimination in the past, an affirmative action policy may be necessary to undo discriminatory effects.

"In all segments and levels of society, there is a consensus that now is the time to solve the Kurdish problem. We should be able to turn this into a long-lasting peace," Baydemir said.

Hatip Dicle, a DTP deputy and one of the hosts of the meeting, suggested that even the Nabucco pipeline project itself, which will transfer natural gas from the Middle East and the Caucasus to Europe, is a good enough reason to solve the Kurdish problem now.

He argued that the state is planning to ignore Öcalan and his road map, and called this a mistake. "To ask the PKK to lay down its arms unilaterally is not a solution. Terror operations should stop, too. To insist on operations can only lead to conflict and hostility among the people," he said.

Reformist gains in Kurdish vote shake Iraq's quiet north

Calls for end to monopoly control of power generate strong results for Goran party

By Patrick Cockburn
in Sulaimaniyah

The surprisingly strong showing by a reformist party in Kurdistan elections is shaking the power structure in what has long been the most stable part of Iraq.

The "Goran" party – which translates as "change" – did particularly well in Sulaimaniyah, in eastern Kurdistan. This region has long been the stronghold of Iraqi president Jalal Talabani. The electoral setback to his party, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), is reported to be so severe he is considering resignation, according to al-Sharqiya, a television news channel.

The outcome of the election is being closely monitored by the Baghdad government for signs the normally well-organised and united Kurdish bloc is beginning to split.

This would be important given growing hostility between Baghdad and the Kurdistan Regional Government (KRG) which is threatening to lead to armed conflict between Arabs and Kurds over disputed territories, including Kirkuk and its oilfields.

Based on incomplete results yesterday evening, Goran appeared to have won some half of the vote in Sulaimaniyah. "It is too close to call," said Qubad Talabani, son of the president, speaking for the Kurdistan List – which unites the PUK and the Kurdistan Democratic Party (KDP).

But the defection of so many of its supporters to Goran, which was only formed recently, is a blow to the PUK in its stronghold. "Goran's success has changed the way politics is done in Iraqi Kurdistan," said Hiwa Osman, country director for the Institute for War and Peace Reporting, and former press secretary to President Talabani.

Goran leaders said yesterday they suspected their gains in the KDP-dominated Arbil and Dohuk provinces had been limited by electoral fraud, in the final hours of the poll.

Mohammed Tawfiq, a former PUK leader who joined Goran, said: "All was going well until about 3.30pm when there was a surprising surge in the number of voters in the space of a few hours. There was definitely something fishy going on."

If suspicion by Goran supporters that the vote was rigged hardens into a conviction they have been robbed of complete victory, then animosity will deepen between the parties. Last night however there were no signs of any

move to organised street protests.

Goran was founded by Nawshirwan Mustafa, a former deputy leader of the PUK. He accused his former allies of ruling Kurdistan autocratically, as if it was a former Soviet republic like Turkmenistan. As well as his former party, he was critical of the KDP, led by Massoud Barzani, who is also president of the KRG.

Mr Mustafa said the ruling parties had total control of parliament, the judiciary, intelligence agencies, the media, peshmerga militia, and Kurdistan's 17 per share of Iraq's oil revenues.

Most people, he said, survive "on government salaries". He said there is "no economy, no industry and no agriculture". Mr Mustafa also alleged that the Kurdish leaders were exaggerating the threat of war with Baghdad to frighten Kurds into offering their support. "It is a fabrication to mobilise public opinion," he said.

Mr Mustafa described the KDP as the "family party" of Mr Barzani, who was re-elected president of the KRG.

But in Sulaimaniyah, he was outvoted by an obscure candidate, Kamal Mirawdeli, in what will be seen by the KDP as a serious rebuff, and a sign its PUK partner has been weakened. Speaking in the run-up to the election, Mr Barzani reiterated his determination to see Kurds make good their claims to disputed areas which stretch 300 miles across northern Iraq, from Syria to Iran.

He openly attacked Iraqi prime minister Nouri al-Maliki for monopolising power, such as controlling the oil industry, and unilaterally appointing 15 army divisional commanders.

Goran leaders have criticised Mr Barzani's confrontational approach in trying to make Kirkuk and other disputed areas part of the KRG.

"You can't integrate them by force," said Mr Tawfiq, adding that non-Kurdish minorities need to be encouraged to offer their support by better services, and greater respect for their rights.

Goran's platform of combating corruption and party control of power, money and jobs, resonated with many Kurds. The campaign came alive with mass rallies under the blue Goran flag, in a way which has never happened previously in Kurdistan. These prompted the Kurdistan Front to respond with its own mass rallies.

Such activism is uncommon in much of the rest of the Middle East, where elections are often a means for the state to demonstrate its own control.

The struggle for power in



REUTERS

Electoral workers empty ballot boxes in Sulaimaniyah

Kurdistan

What are the elections about?

The Iraqi Kurds are electing a president and a 111-member parliament for the highly autonomous Kurdistan Regional Government.

Why does the election matter?

The Kurds, about a fifth of Iraq's population have hitherto been the most united and best organised community in Iraq. This enabled them to play a disproportionately important role in Iraqi politics, with the president, foreign minister, army chief of staff and other senior figures all being Kurds. The political divisions exposed by the election may make it difficult for them to play this role future.

Who rules Kurdistan at present?

The Kurdistan Regional Government (KRG) is described as autonomous, but in practice it is more independent, politically and militarily, than many members of the UN. It is ruled by a coalition of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), led by Iraqi President Talabani, below left, and the Kurdistan Democratic Party (KDP) led by KRG president Massoud Barzani, right.

Who is behind the Goran, or Change, political party?

This is a new breakaway faction of the PUK led by Nawshirwan Mustafa, former deputy leader of the PUK. Mr Mustafa says the KRG, as it is currently run, is autocratic, corrupt and incompetent.

Will the election make a war between the Arabs and Kurds in Iraq more or less likely?

The Kurds will probably be more divided in future and that could mean Baghdad considers them an easier target. At the same time, though, Goran leaders have urged a more conciliatory approach in handling issues like Kirkuk and the disputed territories.

Kurdish opposition makes strong showing in Iraq regional elections

Unofficial tallies show Change winning about 25%, making a dent in the hold of the KDP and PUK. But the numbers could change significantly if the opposition's complaints of irregularities hold up.

By Liz Sly

Reporting from Sulaymaniya, Iraq — A new opposition movement made a surprisingly strong showing in Kurdistan's regional elections, though it did not manage to dislodge the ruling coalition that has dominated Kurdish politics for the last two decades, according to unofficial tallies released Sunday.

But Saturday's poll was clouded by allegations of fraud by the opposition in two of the Iraqi region's three provinces, where the dominant political alliance was reported to have swept the vote.

"We have evidence of massive fraud in Irbil and Dahuk, and we are contesting the results in those two provinces," said Mohammed Tawfiq, campaign manager for the Change slate of candidates.

Change mounted a spirited challenge to the monopoly on power of the two main parties, the Kurdistan Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan, making this the first competitive election the semiautonomous enclave has seen. Turnout was put at 78.5%, an indication of the enthusiasm the contest has generated among Kurds.

Officials stressed that the figures were unofficial and could change significantly if the complaints of irregularities were found to be valid. But it appeared that 5-month-old Change had won about a quarter of the vote, enough to dent the hold in parliament of the KDP and the PUK, who ran jointly as the Kurdistani List. Another opposition group, Services and Reform, comprising Islamists and socialists, won about 10%, party officials said.

Tawfiq charged that supporters of the KDP had engaged in extensive ballot stuffing at numerous polling stations in Irbil and Dahuk and that in several places, Change election monitors had been threatened and forced to leave.

Iraq's Independent High Electoral Commission, which is running the elec-



Men look over papers in the northern Iraqi city of Irbil the day after elections in the Kurdistan region of the country. In the photo on the front page in the foreground, a woman shows off her ink-stained finger after voting.

tion, said it was investigating a number of complaints lodged by opposition candidates but had not yet found any serious enough to affect the outcome of the vote. Official results aren't expected until later in the week, but the parties released the provisional estimates based on the tallies of their own monitors at the polls.

Though the KDP-PUK alliance appears to have won enough votes to form the next government, the result signified the emergence of a new era in Kurdish politics, in which the ruling elite will face challenges to its authority in parliament for the first time.

"We've been preaching democracy for decades, and here it is in action," said KDP spokesman Safeen Dizayee.

The biggest loser was the PUK, headed by Iraqi President Jalal Talabani. Both Change and the PUK said the PUK appeared to have lost the vote to Change on its home turf of Sulaymaniya province, casting doubt on whether the party whose leader holds the presidency of the nation can really claim to represent Kurds.

The KDP did better in its own strongholds in Irbil and Dahuk, where, pending the allegations of fraud, it

appeared to have won the vast majority of votes. The KDP's Massoud Barzani easily defeated four independent challengers to win the overall vote for the presidency of the semiautonomous region, but he too lost in Sulaymaniya.

The outcome in Sulaymaniya is likely to strain relations between the KDP and PUK, which have jointly run Kurdistan for most of the last 18 years, most recently under a power-sharing agreement under which they split positions and jobs in the government on a 50-50 basis.

Now that the PUK seems to have lost much of its own support base, it will be regarded as secondary in the alliance, said Hiwa Osman, Iraq director of the Institute for War and Peace Reporting.

"The KDP is not going to give them 50-50," he said. "They will see them as the junior partner."



29 JUILLET 2009

Irak/Kurdistan

Massoud Barzani largement réélu

Avec notre envoyée spéciale à Erbil, Edith Bouvier

LE PRÉSIDENT de la région autonome, Massoud Barzani, a été largement réélu à son poste avec 69,57% des voix. Les deux grands partis, le PDK et l'UPK ont la majorité absolue au Parlement régional mais une opposition est née avec la liste Goran.

Cela n'a pas vraiment été une surprise. Depuis samedi soir déjà, les partisans de Massoud Barzani affichaient leur victoire dans presque toutes les villes de la région.

Désormais, c'est donc officiel. Le leader du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) est réélu avec 69,57% des voix comme président de cette province du nord de l'Irak.

Quant aux élections parlementaires, la liste que Massoud Barzani avait formée avec le président irakien Jalal Talabani et baptisée « Kurdistanie », a remporté 57% des votes.

Pourtant une opposition est bien née lors de ce scrutin. La liste Goran, qui signifie « Changement » en kurde, a recueilli un peu plus de 23%, soit un



Massoud Barzani (g) en compagnie du secrétaire américain à la Défense Robert Gates à Erbil, le 29 juillet 2009.

peu moins que celle formée par l'alliance entre les socialistes et les islamistes.

Le score est néanmoins historique pour la région et bouscule l'hégémonie des deux partis au pouvoir. Dans certaines grandes villes de l'est, les partis dissidents ont même été majoritaires, ce qui aurait entraîné quelques tensions entre Jalal Talabani et Massoud Barzani.

En tout cas, depuis deux jours, les leaders de l'UPK et du PDK multiplient les rencontres.

canoe infos

29 JUILLET 2009

Élections au Kurdistan

Les partis au pouvoir remportent la majorité

Associated Press

Le président sortant de la région Massoud Barzani et les deux partis au pouvoir ont remporté les élections présidentielle et législatives organisées samedi au Kurdistan, a annoncé aujourd'hui la commission électorale irakienne.

Les résultats, annoncés à Erbil, dans le nord de l'Irak, ont confirmé la domination du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) du président irakien Jalal Talabani.

La coalition PDK/UPK, qui dirigeait déjà le Kurdistan, a recueilli un peu plus de 57% des voix aux élections législatives, mais un nouveau parti d'opposition, Gorran («changement» en kurde), a réalisé une percée inattendue avec près de 23% des voix, selon les résultats communiqués par la Commission électorale irakienne.

Le PDK et l'UPK, qui se partageaient jusqu'à présent la totalité des 111 sièges du Parlement régional, devront donc faire une place à ce parti d'opposition, qui décroche une vingtaine de sièges.

«Il est remarquable que le mouvement Gorran ait engrangé un tel succès en une si courte période -seulement trois mois- et qu'il ait obtenu presque 24 sièges, ce qui est un gros score», a expliqué Sadad Mohammad, un analyste politique irakien. «Cela est dû principalement aux vastes groupes de Kurdes mécontents qui ont pris le temps d'aller voter pour lui.»

En effet, le taux de participation s'est élevé à 78% des 2,5 millions d'électeurs inscrits.

Simultanément au scrutin législatif, une élection prési-



Le président régional sortant, Massoud Barzani
© AP Photo/Khalid Mohammed

dentielle se tenait dans les trois provinces kurdes du nord de l'Irak, qui forme la région semi-autonome du Kurdistan irakien

Le président régional sortant, Massoud Barzani, qui ne cesse de critiquer le gouvernement central de Bagdad depuis son arrivée au pouvoir, a lui été réélu avec près de 70% des voix, alors que son principal rival d'opposition, Kamal Mirawdeli, a obtenu 25% des suffrages, selon la commission électorale.

Les principales pommes de discorde entre les dirigeants du Kurdistan et le gouvernement central irakien de Bagdad portent sur des questions territoriales et le contrôle des ressources pétrolières. Ces frictions sont considérées comme la principale cause d'instabilité et la principale menace à la sécurité en Irak.

Irak : aussitôt élu, le président kurde annonce des négociations avec Bagdad

Le président du Kurdistan irakien Massoud Barzani, largement réélu à son poste, a annoncé mercredi l'ouverture prochaine de négociations avec le gouvernement de Bagdad pour résoudre les différends qui risquent de dégénérer en conflit armé entre Arabes et Kurdes.

Le Premier ministre irakien Nouri "al-Maliki viendra bientôt au Kurdistan pour discuter et régler tous les problèmes entre nous et Bagdad", a affirmé à l'AFP M. Barzani, qui a rencontré dans la journée le secrétaire américain à la Défense Robert Gates.

"Nous avons dit aux Américains qu'il fallait régler les problèmes en suspens avec Bagdad selon la Constitution" irakienne, a-t-il insisté, en référence à la revendication kurde sur la tenue d'un référendum dans la province pétrolière de Kirkouk.

D'après des sources au bureau du Premier ministre, une invitation a effectivement été adressée à M. Maliki mais aucune date n'a encore été fixée pour la rencontre.

M. Barzani a été largement réélu à son poste avec 69,57% des voix et les deux partis kurdes historiques -le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UDK)- ont obtenu la majorité absolue au Parlement régional, selon les



Le secrétaire américain à la Défense Robert Gates à Arbil le 29 juillet 2009, au côté de Massoud Barzani (2e plan, C)

résultats officiels annoncés mercredi par la commission électorale à Erbil, capitale du Kurdistan.

La liste de dissidents Goran ("Changement" en kurde) de Noucherwan Moustapha, qui a crié à la fraude électorale, a de son côté réussi le pari de devenir la première force d'opposition dans l'Assemblée locale en obtenant 23,57% des votes.

M. Moustapha avait centré sa campagne sur la lutte contre la corruption qui a accompagné le boom économique dans la région.

Lors d'un rassemblement électoral il y a dix jours, M. Barzani avait cité une série de questions litigieuses empoisonnant les relations entre le Kurdistan et le pouvoir central à Bagdad.

Il a évoqué les "territoires disputés" revendiqués par le Kurdistan comme la province de Kirkouk, le statut des combattants kurdes des peshmergas, la loi sur la répartition des revenus pétroliers, l'exercice du pouvoir par M. Maliki jugé trop personnel, et une meilleure répartition des ethnies au sein de l'armée.

Alors que l'insurrection a nettement diminué depuis deux ans, les Etats-Unis craignent que ces conflits ethniques ou territoriaux ne dégénèrent en nouvelle guerre civile bien plus sanglante.

Lors de sa visite en Irak, M. Gates a ainsi exhorté les dirigeants arabes et kurdes à trouver une issue pacifique à leur conflit.

"Il a rappelé à ses hôtes que

nous avons tous sacrifié trop de sang et d'argent pour permettre que les progrès de ces deux dernières années s'évanouissent dans des divergences politiques", a déclaré son porte-parole Geoff Morrell après une entrevue avec M. Barzani.

Selon lui, le secrétaire à la Défense a lancé le même appel mardi lors de sa rencontre avec M. Maliki.

Le général américain Ray Odierno, le commandant des troupes en Irak, a indiqué pour sa part que les tensions entre le gouvernement du Kurdistan et celui de Bagdad étaient "la première source d'instabilité" en Irak.

"Dans les zones disputées, nous craignons des heurts entre l'armée irakienne et les forces (kurdes) des Peshmergas", a-t-il ajouté, précisant que les Etats-Unis oeuvraient à calmer les tensions.

Bagdad et le Kurdistan se disputent le contrôle de plusieurs zones, dont la ville de Kirkouk, dont le sous-sol regorge de pétrole.

Les trois provinces formant le Kurdistan représentent 40.000 km² mais les forces kurdes, dans le sillage de l'invasion conduite par les Etats-Unis en 2003, ont étendu leur présence sur 75.000 km² en prenant le contrôle d'une partie des provinces de Kirkouk, Ninive et Diyala. (AFP)

Trois touristes américains auraient été arrêtés par les Iraniens sur la frontière avec le Kurdistan irakien

AP Associated Press

31 juillet 2009-Associated Press

Le Département d'Etat américain a annoncé vendredi être en train d'enquêter suite à des informations faisant état de l'arrestation de trois touristes américains par les autorités iraniennes alors qu'ils étaient en randonnée au Kurdistan autonome irakien.

Selon deux responsables kurdes s'exprimant sous le couvert de l'anonymat, ils auraient été arrêtés après être entrés sur le territoire iranien sans autorisation.

Des hélicoptères américains et plusieurs Humvees sont arrivés dans la ville kurde de Halabja (240 km au nord-est de Bagdad) pour partir à leur recherche, a précisé pour sa part un garde-frontière kurde.

Un quatrième Américain, resté à l'hôtel car souffrant, a expliqué que ses camarades étaient en randonnée près de Halabja et de la ville frontalière de Ahmed Awaa, selon un responsa-

ble de la sécurité.

La région frontalière montagneuse, célèbre pour ses pistachiers, est une destination touristique très populaire pour les randonnées.

Les quatre seraient arrivés mardi au Kurdistan autonome, via la Turquie. Ils ont visité Irbil et Sulaimaniyah mercredi, puis trois d'entre eux ont pris jeudi un taxi pour Ahmed Awaa, a ajouté ce responsable.

Vendredi, ils auraient contacté leur compagnon pour lui dire qu'ils "étaient entrés par erreur en territoire iranien et étaient encerclés par des soldats", toujours selon ce responsable. "Cela a été le dernier contact avec eux", a-t-il ajouté.

Selon Robert Wood, porte-parole du Département d'Etat, les Etats-Unis mettent "tout en oeuvre pour déterminer ce qui s'est passé".

Côté iranien, on ne faisait officiellement aucun commentaire dans l'immédiat.

Le Monde
28 juillet 2009

La Syrie redevient un acteur régional incontournable

Président d'un Etat paria il y a encore peu, Bachar Al-Assad est courtisé par les grandes puissances

Beyrouth
Correspondante

Dans les luttes d'influence qui agitent le Moyen-Orient, Bachar Al-Assad peut se targuer d'avoir remporté une belle victoire en récupérant, au moins provisoirement, la place qu'avait jadis occupée son père, Hafez Al-Assad, celle de leader incontournable dans la région. En atteste la visite, dimanche 26 juillet à Damas, de George Mitchell, l'envoyé spécial de la Maison Blanche pour le Moyen-Orient. Le 14 juin, George Mitchell rencontrait déjà Bachar Al-Assad à Damas pour ce qui constituait alors la première visite officielle d'un diplomate américain de ce rang en Syrie depuis 2005.

En quatre ans, Bachar Al-Assad est parvenu à hisser la Syrie de statut d'Etat infréquentable au rang de puissance incontournable, courtisée par presque l'ensemble de la communauté internationale, sans pour autant avoir répondu concrètement aux exigences des uns et des autres.

Entre 2005 et 2008, le régime syrien apparaissait fragile, menacé par l'administration américaine de George Bush, boycottée par la France, l'Arabie saoudite et l'Égypte qui le suspectaient d'avoir partie

Retour en grâce

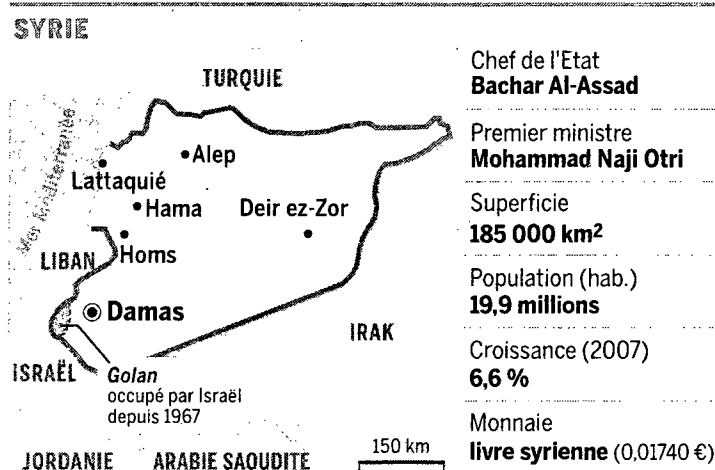
2000 Bachar Al-Assad devient président de la Syrie après la mort de son père, Hafez.

2004 Le Conseil de sécurité de l'ONU s'inquiète de l'influence syrienne au Liban.

2005 L'assassinat de Rafic Hariri entraîne le retrait des forces syriennes du Liban.

2008 Visite de M. Sarkozy à Damas. Etablissement des relations diplomatiques syro-libanaises. Raid aérien américain contre un village syrien proche de l'Irak.

2009 Victoire des « anti-syriens » aux législatives libanaises.



liée à l'assassinat du premier ministre libanais Rafic Hariri en 2005.

Aujourd'hui, la situation du leader syrien est à ce point confortable qu'il peut appuyer verbalement l'aile dure de Téhéran, incarnée par l'ayatollah Ali Khamenei et le président Mahmoud Ahmadinejad, en pleine crise iranienne, tout en se voyant offrir par les Etats-Unis un signe tangible de normalisation avec le retour, annoncé le 24 juin et après quatre ans d'absence, d'un ambassadeur américain à Damas.

Le 3 juillet, M. Assad, décontracté, invitait, sur la chaîne britannique Sky News, son homologue américain Barack Obama à venir à Damas. « *Le président Obama est jeune. Le président Assad est aussi très jeune. Peut-être est-il temps pour ces jeunes dirigeants de faire une différence dans le monde* », avait déclaré son épouse Asma.

L'Arabie saoudite, à l'instar des Etats-Unis, très préoccupée des ambitions nucléaires iraniennes, a elle aussi décidé de dépêcher un ambassadeur en Syrie, à un poste vacant depuis un an. Sans avoir renoncé à soutenir ni le Hezbollah libanais ni le Hamas palestinien, deux menaces armées aux portes d'Israël, Damas a également repris langue, indirectement, avec Tel-Aviv, grâce à la médiation de la Turquie. « *Les Syriens possèdent la clé de la région* », souligne le président turc, M. Abdullah Gül.

Le même constat avait été fait,

en 2008, par la France qui, pour sauver le projet d'Union pour la Méditerranée (UPM) cher au président Sarkozy, avait initié le retour tangible de la Syrie dans les bonnes grâces internationales. M. Assad figurait ainsi parmi les invités d'honneur au défilé du 14 juillet, en 2008.

L'élection d'un président libanais après des mois de blocage, l'échange de représentations diplomatiques entre le Liban et la Syrie et le bon déroulement des législatives libanaises du 7 juin ont été autant de démonstrations, selon la France, de la fiabilité de la Syrie. Elle se voit récompensée pour sa « *non-nuisance* » dans le dossier libanais.

Ancien rôle d'arbitre

Les rapports entre Claude Guéant, le secrétaire général de l'Elysée, et le maître de Damas sont officiellement « *constructifs* », voire amicaux, en tout cas réguliers. Le chef de la diplomatie française, Bernard Kouchner, a aussi présidé dans la capitale syrienne une conférence régionale des ambassadeurs français le 11 juillet. A cette occasion, il a rencontré les autorités syriennes, auxquelles il n'accordait pourtant que peu de crédit lors de ses premières tentatives de démêler l'écheveau libanais.

Le pari stratégique français visant à éloigner la Syrie de son allié iranien a montré ses limites. En revanche, les bonnes disposi-

tions françaises ont drainé ce que Damas espérait : une reprise des relations avec Washington.

La Syrie occupe aussi un rôle pivot dans la résolution de la crise interpalestinienne entre le Hamas et le Fatah. Parce que la capitale syrienne est la base arrière des radicaux palestiniens. Mahmoud Abbas, le président palestinien, s'en va consulter très régulièrement Bachar Al-Assad. Début juillet, Omar Suleiman, le chef des moukhabarrat égyptien, infatigable mécano du processus de réconciliation, a envoyé son adjoint et son directeur de cabinet à Damas.

Mais le rapprochement le plus spectaculaire, reste celui entamé avec l'Arabie saoudite en janvier, à l'occasion du sommet arabe du Koweït. De sources informées, cette « *réconciliation* » a été décidée par le roi Abdallah, qui s'en est ouvert à Bachar Al-Assad dans un tête-à-tête en marge du sommet,

sans avoir consulté au préalable son partenaire égyptien, Hosni Mubarak. Une visite du roi Abdallah à Damas est attendue prochainement. Le sort d'un nouveau gouvernement libanais pourrait se jouer à cette occasion.

Ainsi la Syrie, dont l'armée avait été chassée sans ménagement du Liban après l'assassinat de Rafic Hariri, retrouve son ancien rôle d'arbitre des querelles libanaises. Malgré la victoire du clan dit « *anti-syrien* » aux législatives du 7 juin. L'importance de la représentation de l'opposition (dont le Hezbollah) dans le gouvernement libanais sera négociée sous l'égide de la Syrie.

Fortement symbolique de la « *victoire* » syrienne dans la région sera, enfin, la visite à Damas du nouveau chef du gouvernement libanais, Saad Hariri. Il avait pourtant accusé la Syrie d'avoir assassiné son père. Mais comme tant de Libanais, avant lui, il devra reprendre l'éternel chemin de Damas. ■

Cécile Hennion

New Kurdish Leader Asserts Agenda

By SAM DAGHER

ERBIL, Iraq — The president of the semiautonomous Kurdistan region, Massoud Barzani, on Tuesday rejected proposals by the United Nations to resolve Iraq's explosive internal border disputes, and reiterated his determination to proceed with a contentious local constitution.

Mr. Barzani, newly empowered after winning an estimated 70 percent of the vote in the region's presidential and parliamentary elections on Saturday, made the remarks in his first interview with the news media since the vote.

"Regrettably, the recommendations of the United Nations are unrealistic," Mr. Barzani said, referring to a report by the United Nations in April outlining options for the settlement of territorial disputes that threaten Iraq's fragile stability. They included making Kirkuk Province — including the oil-rich city of Kirkuk that is claimed by Kurds, Sunni Arabs and Turkmen — into an autonomous region.

American officials have repeatedly stated their support for a United Nations-brokered solution.

"We will not accept that the United Nations or anyone else present us with alternatives to Article 140," he added, referring to the clause in Iraq's national Constitution that calls for a census followed by a referendum to settle the fate of areas including Kirkuk.

Tensions have been aggravated by the presence of Kurdish troops in parts of the contested areas. The situation worsened in June when the region's Parliament, overwhelmingly controlled by the two governing parties, including Mr. Barzani's party, the Kurdistan Democratic Party, approved a



Last week, a Kurdistan Democratic Party building in Sulaimaniya, Iraq, displayed a poster of Massoud Barzani in his youth, right.

draft constitution that enshrined Kurdish rights to the disputed territories.

Although the document states that the final demarcation of the region's boundaries is subject to Article 140, it is unequivocal in its assertion that the disputed territories are inseparable from the "geographic and historic entity" called Iraq's Kurdistan region.

Mr. Barzani said one reason he agreed to put off a referendum on the regional Constitution that was to have been held during Saturday's elections was a request this month from Vice President Joseph R. Biden Jr. and other American officials.

"They asked if it was possible to postpone it because the timing was inappropriate," he said.

Mr. Barzani said he was determined to put the constitution to a referendum this fall. Such a move would place him on a collision course not only with the central government, which opposes the document in its current form, but also with a new Kurdish political coalition that did surprisingly well on Saturday.

Shaho Saeed, a top official in the coalition, Gorran, said his movement filed a complaint this month with Iraq's federal court in Baghdad that questioned the legitimacy of the process that the previous regional Parliament adopted to approve the constitution.

Mr. Saeed said Gorran opposed the document because it gave powers to Mr. Barzani "that exceed the powers of Parliament and the judiciary." Gorran wants the proposed constitution redrafted, he said.

Although the region's two governing parties, including the Patriotic Union of Kurdistan, retain a comfortable majority to form the next government, Gorran appeared to have clinched at least 25 of the new Parliament's 111 seats, according to preliminary results.

With the two parties expected to remain firmly in control of Parliament, Mr. Barzani said that no one has the two-thirds majority needed to redraft the document.

"The new Parliament has no right to redraft the constitution," he said. "It is over."

Mr. Barzani said he welcomed the emergence of an opposition movement like Gorran, but issued a warning to those who might interpret it as a loosening of the grip of the two parties that control the region's security forces, economy and patronage network.

"If any regional country or even Baghdad interferes in an internal matter, or any individual inside the region conspires against the region's security and well-being," he said, "actions will be taken in accordance with the law against those who want to undermine the unity of the Kurdish house."



In Erbil, Iraq, supporters of Massoud Barzani, the Kurdish regional leader, on Sunday celebrated a projected election victory.

Kurd Polls Keep Status Quo, U.S. Urges Iraq Peace

REUTERS

ARBIL, Iraq – July 30, 2009 – (Reuters)

OPPOSITION groups made a surprise gain in Iraqi Kurdistan's weekend elections, but ruling parties feuding with Arab leaders in Baghdad clung to power and are unlikely to end a standoff threatening Iraq's fragile calm.

The preliminary results from Saturday's presidential and parliamentary polls came shortly after U.S. Defense Secretary Robert Gates urged Kurdish leaders, in a visit to Iraq's largely autonomous Kurdish enclave, to act quickly to reduce tensions.

Gates met Masoud Barzani, re-elected as Kurdish president with 69.6 percent of the vote, a former guerrilla leader who has refused to yield on claims to the oil-producing Kirkuk region.

That and related disputes may pose the chief threat to Iraq as sectarian violence ebbs since the 2003 U.S.-led invasion.

Gates on Wednesday said Washington, where officials are increasingly worried about the rift between minority Kurds and majority Arabs triggering renewed violence, offered "whatever assistance we can to help resolve these disputes in a peaceful manner," Pentagon press secretary Geoff Morrell told reporters.

The polls, the first time Iraqi Kurds elected a president directly, went off on Saturday without major disruptions. Electoral officials said turnout was close to 80 percent.

A reform-minded opposition movement, Change, took a surprise 23.8 percent of the parliamentary vote, but complained of fraud and aggression from the region's ruling two-party alliance.

"These figures contradicted the real will of the Kurdish people and were the result of organized forgery ... by the two parties in power," senior Change member Shamal Abdulla said.

An official from Iraq's national election commission said there had been eight serious complaints, but they were unlikely to affect the overall election results.

Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) and Iraqi President Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK) took 57 percent of the parliamentary vote.

"We are happy with these preliminary results and with the success of this election. It is a proud day for our people," KDP official Jaafar Ibrahim said.

MALIKI CONGRATULATES BARZANI

There had been hopes that Iraqi and Kurd officials may be more ready to make concessions now that Kurdish electioneering, featuring fiery rhetoric about disputed land and oil, is over.

At a joint news conference, Barzani and Talabani said Iraqi Prime Minister Nuri al-Maliki would soon visit Kurdistan, and Talabani said they would "tackle problems together."

In what may be an olive branch between two leaders who barely speak, Maliki called Barzani to congratulate him on his poll win, state al-Iraqiya TV reported.

But Barzani said outstanding disputes could only be resolved by sticking to Iraq's constitution, which calls for a census and referendum in Kirkuk, a solution shunned by Baghdad and seen as destabilizing by the United Nations.

Political analyst and former Iraqi government spokesman Laith Kubba said, if anything, the Change list's success may spook the KDP-PUK alliance's into a more hardline stance.

"I think by instinct the PUK and KDP would play more on the Kirkuk issue, they will be much much harder in their approach, because (it can be used) for their political survival, to rouse national sentiment amongst the Kurds," Kubba said.

Accompanying Gates in Arbil was General Ray Odierno, the top U.S. commander in Iraq, who on Tuesday called the Kurd-Arab dispute the "number one driver of instabilities" in the country.

Gates said on Wednesday the clock was ticking for Kurds and Arabs to settle differences before U.S. troops leave by 2012, a withdrawal that may be accelerated as security improves.

"I think there's at least some chance of a modest acceleration," Gates told reporters.

The number of U.S. combat brigades in Iraq had been scheduled to go down to 12 from the current 14 by January, when Iraq goes to the polls in its first national elections since 2005, but Gates said the number could fall to 11 instead. A typical brigade consists of about 5,000 troops.

U.S. combat troops withdrew from Iraqi urban centers on June 30, thrusting local forces into the lead in towns and cities.

The only thing that could derail the timetable is "a spark in Kurd-Arab tensions," Morrell told reporters aboard the U.S. military plane taking Gates home.

Rudaw.Net

July 29, 2009

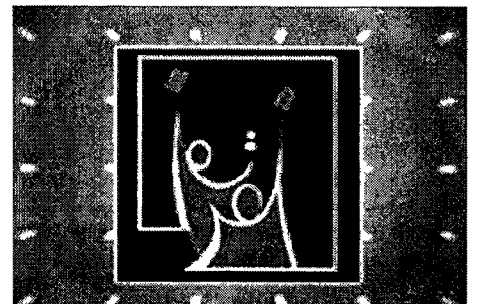
IHEC: Complaints will not influence results

The Independent High Electoral Commission announced in a press conference that they will investigate 300 ballot boxes. The IHEC emphasised that this will not effect the result of the Kurdish election. The initial results shows that the Kurdistan list won the majority.

According to the initial results of 98% of the counting the Kurdistan list got 57.34%, Goran: 23.75%, Service & Reform 12.8%, Islamic Movement of Kurdistan: 1.45%, Turkmen list: 0.99% and the communists 0.82% of the vote.

For the presidential elections Massoud Barzani got 69.57%, Kemal Mirawdeli 25.92%, Halo Ibrahim 3.49%, Saffin Shex Mehmud 1.4%, Hussein Germiyani 0.59%.

IHEC also reminded the opposition who complained about the neutrality of IHEC that they can always take the IHEC to court. The representative of the Arab league praised the elections and the people of Kurdistan and Iraq and emphasised the unity of the Iraqi nation.



Iraqi PM to hold rare meeting with Kurd president

* Iraq's Kurds in dispute with govt over territory and oil

* U.S. military says the issue is "number one driver of instabilities"

REUTERS

ARBIL, Iraq, July 30, 2009- (Reuters) By Shamal Aqrawi

IRAQI Prime Minister Nuri al-Maliki is due to meet Kurdish President Masoud Barzani next week, a rare encounter between two leaders whose standoff over territory, power and oil threatens renewed bloodshed in Iraq.

The meeting is likely the first between the two men in more than a year, during which time Barzani, leader of Iraq's largely autonomous Kurdistan region, has accused Maliki of acting like a tyrant and marginalising the interests of minority Kurds.

Maliki's Shi'ite Arab-led government has labelled oil deals made independently by the Kurds as illegal, and rejects Kurdish claims of control of the oil-producing region of Kirkuk.

"A definite meeting between Barzani and Maliki will take place during Maliki's visit to Kurdistan," said Mahmoud Mohammed, a senior Kurdish official and Barzani aide.

Iraqi officials say Maliki will visit Kurdistan next week, on the heels of Kurdistan's parliamentary and presidential polls on Saturday, which sealed Barzani's re-election and kept his allies in control of the regional parliament.

Maliki may also meet with Barham Salih, a Kurd who is Iraq's deputy prime minister, who Kurdish officials say is set to become Kurdistan's new prime minister.

CLOCK TICKING

Maliki phoned Barzani on Wednesday to congratulate him, a possible olive branch before talks on a row the U.S. military sees as the "number one driver of instabilities" in Iraq.

U.S. Defense Secretary Robert Gates, in Kurdistan on Wednesday as part of a two-day trip to Iraq, said the clock was ticking on the U.S. presence in the country and urged an end to the Kurd-Arab feud before U.S. troops withdraw by 2012.

U.S. troops have defused several standoffs between Iraqi forces and Kurdish Peshmerga troops in disputed areas.



Should Iraq fend off renewed violence, there could be a "modest acceleration" in the gradual U.S. troop withdrawal scheduled to be completed by 2012, Gates said.

But it will be hard for Barzani to back down. On Wednesday, the Kurdish leader told reporters the dispute over Kirkuk, which has a mixed population of Kurds, Arabs and Turkmen, could be solved by sticking to a plan laid out in Iraq's 2005 constitution to hold a referendum and census on the city's fate.

The plan is rejected by Baghdad, and the United Nations fears it could destabilise the situation even further.

Kurds claim Kirkuk as their ancient capital, and hope it and other disputed territories can be annexed by the Kurdistan Regional Government. Arabs and Turkmen there fear Kurdish rule.

Saddam Hussein brutally oppressed Iraq's Kurds, and packed Kirkuk with Arabs to strengthen his influence.

FINANCIAL TIMES

July 30, 2009

Kurdish surprise

ELECTIONS in the Arab world are generally arranged to perform the secular miracle of unanimity, and to demonstrate to the ruled the irresistible power of the ruler. What an agreeable surprise, therefore, to see reformists in Iraqi Kurdistan crack – if not break – the duopoly of power exercised by the neo-feudal patronage machines that have dominated local politics.

The governing coalition in Kurdistan, made up of the Kurdistan Democratic party (KDP) of Massoud Barzani, the Kurdish president, and the Patriotic Union of Kurdistan

(PUK) of Jalal Talabani, the Iraqi president, will remain in power. But the Goran (Change) movement, only recently set up by disaffected Kurds, last weekend put a big enough dent in its majority to change the face of local, national and conceivably even regional politics.

Of itself, a Kurdish election would have little repercussion beyond this self-governed statelet in northern Iraq. But coming on the heels of the surge of opposition against the theocrats in Iran's elections, and the mass turn-out of voters in Lebanon to re-elect a pro-western bloc, it offers another example of pluralist and vocal opposition in a

region long marooned in tyranny. But will this invigorate or destabilise Iraq?

Goran is led by Nusherwan Mustafa, a businessman who is a former deputy leader of the PUK, which he regards along with the KDP as family businesses monopolising local power and resources.

Yet, this autonomous region is sharply at odds with Baghdad over how to share land, power and oil revenue. The Goran advance could shake up Iraq's extremely fragile confederation, still to be pieced properly together from the ruins of an Iraqi state broken by war, dictatorship, invasion and occupation.

The single most explosive issue now, moreover, is the struggle between Kurds and Arabs over oil-rich Kirkuk, Arabised under Saddam Hussein and repopulated by

Kurds under the occupation. Kirkuk is a powder keg ready to blow. In the zero-sum politics of this region, it is a real risk that the Iraqi government of Nouri al-Maliki, Shia Islamist in tinge, will conclude that the cracks in the Kurds' hitherto united front now make them an easier target.

But voters elsewhere in Iraq are also showing a taste for accountability, national elections loom, and Mr Maliki is trying to position himself as a nationalist leader of all Iraqis. Hopefully, this small earthquake in north Iraq, salutary for all Iraq's politicians, will keep him focused on that ambition.

'Turkey will have its own model on Kurdish question'

TODAY'S ZAMAN

Turkey will implement Kurdish policies based on a model unique to the country's own history and current conditions, Interior Minister Besir Atalay announced yesterday, after a critical summit on the terrorist Kurdistan Workers' Party (PKK) held with the participation of representatives from the US and Iraq. He said the government is open to suggestions but did not give details of the plan or say when it will be announced.

His remarks Wednesday come ahead of the 25th anniversary of the start of the PKK's separatist campaign of violence, which has killed tens of thousands of people.

Atalay said the Kurdish question would be solved through further democratization and broadening of rights. In a speech welcomed by representatives of the Kurdish community and deemed by most as a historic step, the minister said the government will continue to take determined and courageous steps to solve the Kurdish problem, which has cost Turkey dearly on many fronts. He said all state agencies have reached agreement on the best method to eradicate terrorism. "What we are trying to do is to lay the necessary infrastructure for that. We, as the government, have shown many times before today

Minister Atalay announced the beginning of a new stage in the process of solving the Kurdish question, saying the emphasis will be on further democratization and expanding the rights of the Kurds. Turkey will find its own way of managing the problem rather than taking similar situations in other parts of the world as its model

that we support a solution."

He said the new step would be a continuation of the government's earlier policies, with a new spin. "This can be seen as a new stage," the minister said.

Atalay noted that the government believes the Kurdish question can only be solved by improving the democratic rights of all citizens. "The way to a solution is through democratization. We want to take this step together with all segments of society. For this reason, we would like to see every segment being constructive regarding this and contributing to a solution."

He called on politicians, the media and civil society organizations to "come and join this process." He said this was an attempt to solve the problem of the fear of the future.

Atalay said the government wanted to make sure that every measure taken would be integrated into state policy. "We as a ministry are coordinating these efforts. We have held meetings. We are moving forward with views and contributions from others. We are also taking into account books, evaluations and speeches on this issue. We are making use of these works. As we conducted this project, our target was to ensure the widest possible consensus on the issue. Contributions from all political parties will be expected. They will all be visited. We also think that the opposition's positive statements have been important for consensus. We will also talk to them. We will make an effort to hear opinions and take contributions from civil society organizations, academics, media representatives, journalists and writers. Everyone will embrace our efforts," he said, adding that at the core of the government's package lies the belief that everyone has the right to a life of peace.

The minister emphasized that the government was making efforts to put to work a model that is unique to Turkey and the realities of Turkey's people. "We have confidence in Turkey and in ourselves," he said, adding that the government hopes the model will be one that sets an example for the world. "We should act with determination. We are also positive that no segment of society would



Interior Minister Besir Atalay said yesterday that the Kurdish question would be solved through further democratization and the expanding of rights, adding that the government is open to suggestions.

attempt to sabotage our steps."

He said in addition that the government's work on the issue was not indexed to a certain date or deadline. "We want to manage the process without rushing. And our work on the process has not just started." He said the government's target was to solve problems that became chronic a long time ago.

He said the government would soon start meeting with representatives of the press and intelligentsia. "We follow articles by everyone. Everything written on the issue as of today has been archived in our records. We are proud when we see the positive atmosphere in the press today. We have a great intellectual accumulation. We are trying to make use of this."

Atalay said the government also expected to see support from the media for their plan.

IRAQ'S KURDISH ELECTION

The times they are a-Changing

SULAYMANIYAH / A new party dents a Kurdish duopoly. But does it bring independence closer?

THE Kurds still have a dream. One day most of them hope to cut their ties with Iraq and end their lot as the largest stateless people in the Middle East by establishing a sovereign Kurdistan, starting with what is now northern Iraq. (There may be 24m Kurds, all told, living mainly in four countries in the region: Iran, Iraq, Syria and Turkey.) Arab Iraqis reject this dream, fearing that Kurdish secession would destroy their country and, by the by, cost it a lot of oil. So, under American pressure, in 2003 they granted the Kurds some autonomy, which the Kurds have cherished; the Arabs hoped it would be enough to placate them. But every little shift in Iraqi Kurdish politics is judged by whether it brings sovereignty closer. Whether regional elections on July 25th have done so is open to question.

What is indisputable is that the Kurds' two-decade-old experiment with democracy has passed a milestone. For the first time, their regional parliament in Erbil will have a real opposition. The Change movement, a collection of civil-society campaigners, won about a quarter of the seats, and other opposition groups notched up at least 15% of them, ending the parliament's reputation as a rubber stamp. "Change is here to stay," says Asus Hardi, an independent editor.

Part of Change's appeal is its demand for more autonomy. But the main reason for its success is its opposition to the perceived corruption of the two main parties. Many Kurds have been disgusted by the extent to which people tied to the ruling clans, the Barzanis and the Talabanis, have lined their pockets. Despite regular elections since 1992, the two have acted in a quasi-feudal fashion, controlling a lion's share of business while also running security. Even after losing almost a third of their seats, they will still be able to form another government, having run in the election on a joint list.

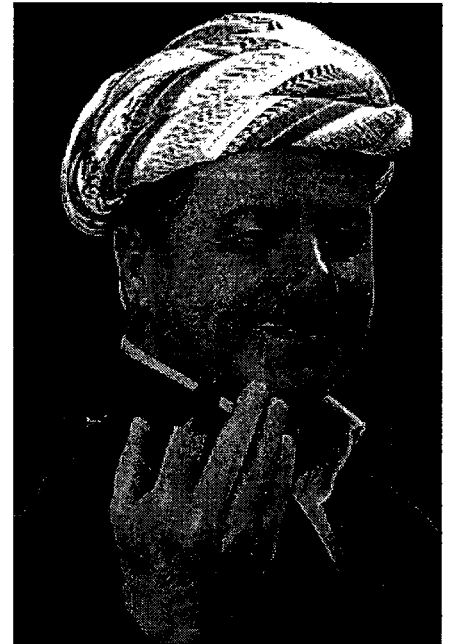
Masoud Barzani was comfortably re-elected as the region's president. But

the old spoils system, run by his Kurdistan Democratic Part (KDP) and the Talabanis' Patriotic Union of Kurdistan (PUK), may be beginning to break down. The two clans' power, especially that of the Talabanis, from whose party the Change movement was mainly drawn, has been weakened. The PUK may even start to fade. And the Talabanis' old rivals, the Barzanis, may now face unprecedented and unwelcome scrutiny of their finances.

As an exercise in democracy, the election was far from perfect. Change credibly alleged large-scale voter fraud. At polling stations KDP people wearing the Kurds' traditional baggy trousers and embroidered sashes danced away, while behind the scenes their colleagues are said to have stuffed ballot boxes. Some clan loyalists are said to have voted 20 times. Yet the electoral commission, dominated by the two old ruling parties, was unmoved.

Even so, Change did pretty well. As a result, KDP supporters smashed the offices of opposition groups in Erbil, the Kurdish capital and the KDP's biggest fief. One person is said to have been killed and a dozen hurt. Independent journalists say they fear retribution by the Kurds' security forces, which are dominated by the two old parties. "There could be assassinations," says Ahmad Mira, an editor at Lvin magazine. One of his reporters was murdered last year, apparently for digging too deep.

Once proud of being a model for democracy in Iraq, some Kurds now worry that the "democracy gap" with the Arab Iraqis has been narrowed. Moreover, Iraq's prime minister, Nuri al-Maliki, has already begun to play the Kurds off against each other, diminishing their influence in the central government in Baghdad. Jalal Talabani, the PUK's founding leader, who has been Iraq's national president, may have to cede his job next year to a Sunni Arab. Mr Talabani has been a proponent of compromise. So his departure could hurt the chances of resolving the Arab-Kurdish dispute over land and oil in the



Barzani gives them the finger/ Reuters

border region around Kirkuk, a city and province which the Kurds say is theirs. The old duopoly's weakening could make it still harder for the Kurds to get closer to independence.

In any event, their mood is hardening. Sadi Pire, the PUK's head of public relations, says, "Don't underestimate our fighters. Saddam did that and you've seen the result." While they often worry about what is going in Baghdad, many Kurds also worry that their foreign sponsors may betray them, as they have several times in the past century.

As Kurdish-Arab relations in Baghdad worsen, the Americans may be starting to lean towards the more important of the two sides: the Arabs. General Ray Odierno, the American commander in Iraq, has called the Arab-Kurdish dispute "the number one driver of instabilities" in Iraq. Mr Barzani, following his re-election, said he rejected UN proposals for sorting out the territorial row. Robert Gates, the American secretary of defence, flew to Iraqi Kurdistan to talk to Mr Barzani after the poll.

In sum, a durable settlement between Iraq's Arabs and Kurds looks no closer. In the short run, the Kurdish election result may lead to a period of instability among the Kurds themselves, which is unlikely to tilt them—or the Arabs in Baghdad—towards compromise.

Challenges remain after Iraqi Kurdish vote

By Jim Muir / BBC News

The elections in Iraqi Kurdistan have carried politics in the autonomous region into a new phase where the primacy of the two big traditional ruling parties has been challenged and shaken from within.

For the first time, the new regional parliament that emerges from the 25 July poll will have a substantial and vocal opposition, led by the new reformist movement Change.

After a long period of political stagnation in which the dominance of the two big parties was little challenged, a new culture of open criticism and scrutiny appears to have taken root.

"The opposition parties made this a lively election, and it's made us happy with the democratic process in Kurdistan," said one voter, a university professor. "People have been congratulating each other on the vote."

As had been expected, the joint list fielded by the two dominant factions, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) of Iraqi President Jalal Talabani and the Kurdistan Democratic Party (KDP) of Kurdistan President Masoud Barzani, came out ahead.

But it won only 57% of the vote, which means it will have more than 20 seats fewer than last time in the 111-member chamber.

Promise of Change The Change movement, known as Goran in Kurdish, did better than many had expected, winning more than 23 per cent of the vote.

It claimed that it would have gained more, had there not been significant fraud in areas controlled by the KDP.

A number of Goran offices in these areas were also attacked and ransacked by KDP loyalists, a development which was admitted and condemned by Mr Barzani.

Goran did particularly well in the Sulaimaniya area in eastern Kurdistan, a traditional stronghold of Mr Talabani's PUK.

The reform movement was headed by Mr Talabani's former deputy at the PUK, Nowshirwan Mustafa, whose call for transparency and an end to corruption led to many defections from PUK ranks.

The results were particularly disappointing for the PUK, which lost much ground on its own home patch in the parliamentary contest.

Those areas also recorded low support for the incumbent Masoud Barzani in the presidential poll, although his ally and former rival Mr Talabani had campaigned vigorously in his favour.

The weakening of the PUK, and the internal questioning that is now likely to ensue, may result in a strain on its alliance with coalition partner the KDP.

KDP elements may feel the PUK has not earned the 50% of the coalition seats to which it should be entitled.

PM uncertainly

There is also a degree of uncertainty over who should be the next prime minister of Kurdistan.

Under a long-standing agreement, it is supposed to pass from the KDP's Nechervan Barzani (the Kurdistan president's nephew) to the PUK deputy leader, Barham Salih, who is currently deputy prime minister of Iraq.

But Mr Barzani is well settled into the post, and in light of



Change has emerged as a vocal opposition force

the election results, the KDP may be even more reluctant to yield it.

From Baghdad's point of view, the shakeup in the far north is not likely to change very much.

Despite lukewarm support in PUK areas, the KDP leader Masoud Barzani received nearly 70% of the vote in the presidential contest, so his authority is still strong in the Iraqi arena.

But the PUK's poor showing may raise a question over the ability of its leader, Jalal Talabani, to stand for another term of office as the Iraqi president, after the general elections scheduled for January throughout the country.

Independence and centralisation

On the big issues of dispute between Baghdad and the

POLL RESULTS

Kurdistan Democratic Party (KDP) and Patriotic Union of Kurdistan (PUK): 57% of vote

Change: more than 23% of vote

Services and Reform (leftist-Islamic group) 12.8%

Kurdistan regional capital Erbil - namely oil, land and politics - the elections in the north may not make much difference.

Baghdad has been angered by Kurdistan's decision to conclude oil exploration and production-sharing agreements with outside companies, without approval from the Iraqi Oil Ministry in Baghdad.

The Kurds claim lands outside the three provinces recognised by Baghdad as Iraqi Kurdistan.

These include the oil-rich province of Kirkuk as well as many other areas stretching from the Syrian border in the west to the Iranian frontier in the east.

Baghdad fears the Kurds simply want to go their own way and seek outright independence, while the Kurds are wary of the emergence of Prime Minister Nouri Maliki as a strong figure in Baghdad advocating centralised government.

For the Kurds, this raises echoes of the persecution they suffered under Saddam Hussein.

But the elections - and the impending withdrawal of US troops from Iraq - do seem to have stimulated an awareness of the need for these problems to be addressed urgently, amidst fears of a collision if they remain unresolved when the Americans pull out.

Worries About A Kurdish-Arab Conflict Move To Fore in Iraq

By Anthony Shadid Washington Post Foreign Service

QARAQOSH, Iraq -- Louis Khno is a city councilman whose city is beyond his control. In his barricaded streets are militiamen -- in baseball caps and jeans, wielding Kalashnikov rifles, with the safeties switched off. They answer to someone else. Leaders of his police force give their loyalty to their ethnic brethren -- be they Kurd or Arab. Clergy in the town pledge themselves to the former. Khno and his colleagues to the latter.

"We're far from the conflict, but now we've become the heart of the conflict between Kurds and Arabs," Khno said. "We're now stuck in between them."

Khno called the town "the line of engagement," one stop along an amorphous frontier in northern Iraq shaped by contested history, geography and authority. Dividing the Kurdish autonomous region from the rest of the country, that frontier represents the most combustible fault line in Iraq today, where Arab and Kurd forces may have come to blows last month along hills of harvested wheat. Kurdish officials suggest that another confrontation is inevitable, with halfhearted negotiations already stalled, and U.S. officials acknowledge that only their intervention has prevented bloodshed.

Since 2003, when U.S. forces barreled into Baghdad, toppling Saddam Hussein, inspiring a Shiite revival and unleashing a Sunni insurgency that drew on a communal sense of siege, the war in Iraq has been in large part a sectarian conflict that pitted Sunni Arab against Shiite Arab. That war has subsided, even if bitterness remains.

For months, there were fears that the sectarian battle might reignite, as the United States withdrew its combat forces. Today, that looks less likely. Rather, U.S. officials say, the biggest threat to Iraq in the years ahead is the ethnic conflict, Kurds in the north against the Arab-dominated government in Baghdad, a still-unresolved struggle that has helped shape Iraq's history since the British inherited the land after World War I.

Already, the conflict has redrawn alliances, helping bring a Shiite prime minister into the arms of a powerful Sunni sheik in Anbar province, once the cradle of the insurgency. It has stoked long-standing Kurdish fears of a resurgent government in Baghdad bent on curbing the power of its regional government, which held an election Saturday for a president and new parliament. And it has plunged border towns like Qaraqosh into an increasingly nasty struggle that some fear may end in bloodshed.

"There may not be war. We're tired of wars," said Atheel al-Nujaifi, the Sunni Arab governor of northern Iraq's Nineveh province. "But there will definitely be clashes and fights here and there."

Animosity in Sunni Anbar

It was not so long ago when talk in Anbar, the sprawling province west of Baghdad, dwelt on lynching Americans, smiting infidels and driving Shiite politicians and their Iranian

sponsors from Baghdad. Talk there is anything but subtle.

These days, there is a new refrain.

"The Kurds are most dangerous because they live among us as Iraqi citizens," declared Raad al-Alwani, a blunt-speaking sheik in Ramadi whose fondness for scotch competes with his affection for two \$20,000 falcons tethered in his front yard. "They should remember that someday there will be a strong government in Baghdad again."

"In the old days, one policeman would have kicked all the Kurds out," added his cousin, Khalid Abdullah al-Fahad, dragging on a cigarette and sipping tea.

Another cousin, Skander Hussein Mohammed, chimed in.

"Our children will kick them out if we can't," he vowed.

With an ear tuned to Iraqi politics, along with the legacies that shape them, Prime Minister Nouri al-Maliki has cultivated those resentments to fashion himself into a nationalist leader. He has staked out an identity as a defender of Iraq's unity and its Arab identity. He has insisted on a strong central government and changes in the constitution that are anathema to Kurds who see that document as their bulwark against an emboldened Baghdad. Since last year, he has dispatched the Iraqi army to the disputed border areas, many of them -- not incidentally -- home to potentially vast reserves of oil and gas.

That has played well in Anbar, where Maliki, a Shiite, has proposed an alliance with Ahmed Abu Risha, perhaps the most powerful Sunni sheik in the province, whose brother led the fight against al-Qaeda in Iraq until he was assassinated in September 2007.

"He's someone who wants a united Iraq," Abu Risha said of the prime minister. "Our points of view, our perspectives are very close."

To call Iraqi politics transparent is to suggest Abu Risha's Rolex is imitation. It's not. And the parlor game in Baghdad these days is discerning Maliki's true motivations. Is he the nationalist strongman so many here desire, bent on defending the territorial integrity of Iraq from the reach of Kurdish ambitions? Or is he covertly sectarian, trying to stoke Arab fears to distract from his imposition of Shiite hegemony in Baghdad?

In Anbar province, Alwani insisted that Maliki's tough line on the Kurds was a gambit to gather Arab votes for parliamentary elections in January. Another sheik, Hamid al-Hais, praised Maliki's stand on the Kurds but insisted he must be tougher. To the nods of fellow tribesmen, Hais offered his own solution to Kirkuk, a city contested by Kurds, Arabs and Turkmens: "If they try to take it, we wipe it off the face of the map."

Suspicious Among Kurds

There is a suspicion that colors almost every conversation in the Kurdish autonomous region, a majestic stretch of ranges, interspersed with rivers and fertile valleys. It is fostered by a fight with Baghdad that dates to the British era, and reinforced by the massacres

Hussein unleashed at the end of the Iran-Iraq war in 1988.

"Is their policy of procrastination and delay for the sake of [allowing] them to get stronger to impose their will on us?" asked Falah Mustafa Bakir, a Kurdish minister.

Maliki has dispatched two delegations to Irbil, the Kurdish capital, ostensibly to break the deadlock in relations between the Baghdad government and the Kurdish government. But he has not spoken with Massoud Barzani, the Kurdish president, in a year, a clear sign that their once amiable relationship has fallen apart.

As one official termed it, "there's a lot of poison in the air."

U.S. officials acknowledge that the disputed boundary has become the most pressing issue in a slew of unresolved conflicts in Iraq -- from national reconciliation to an oil law on sharing revenue and managing the country's enormous reserves.

For years, that boundary was known as the Green Line, drawn as Iraqi forces withdrew from northern Iraq after the 1991 Persian Gulf War. It served as the border until 2003, when Kurdish forces, known as pesh merga, crossed the frontier with U.S. approval. Since last year, Maliki has pushed back, sending the Iraqi army to confront pesh merga in the border town of Khanaqin, which has a Kurdish majority, and deploying thousands more troops in Kirkuk. Fearing tension, the U.S. military has bolstered its presence in Kirkuk.

For months, though, the U.S. Embassy has abdicated the lead role in resolving the border issue to the United Nations, which has made little headway. Timing is bad, too. These days, Kurdish attentions are focused on the results of Saturday's election for a regional president and parliament, in which opposition parties did surprisingly well. Forming a government may take until September. With the campaign for national elections beginning in November, little time is left for real negotiation.

As in Arab Iraq, some are also suspicious of the motivations involved in fanning the conflict.

"Internal consumption," said Muhammad Tofiq, a Kurdish opposition politician. To him, the dispute is a way to divert attention from the corruption and failures of the region's ruling parties, the Patriotic Union of Kurdistan and the Kurdistan Democratic Party. "To them, an oil well is more important than Sinjar and Khanaqin," two contested cities.

But old suspicions die hard here, as evidenced by a confrontation between Iraqi army and Kurdish forces that probably would have erupted last month in Makhmur, a disputed town controlled by Kurds, had U.S. forces not been present.

A round of late-night calls by the U.S. military and others averted a clash. "But when will it happen again?" asked Nechirvan Barzani, the Kurdish prime minister. "There is still the logic of who is powerful and who is weak."

Town of Divided Loyalties

The first question at the checkpoint on the

edge of Qaraqosh, the Christian town along the disputed border, was standard. "Where are you coming from?" barked a militiaman in street clothes, armed and paid by a benefactor loyal to the Kurds.

The questions that followed weren't.

"Are you Christian?" he asked. "Are you Kurdish? Are you Arab?"

These days in Qaraqosh, it matters.

Residents seem to resist the idea of being joined to Kurdistan, as the Kurds refer to their autonomous region. Many of the Christians here pronounce a pride in belonging to an ancient community of Mesopotamia. Others resent the heavy-handedness of Kurdish secu-

rity, which residents say has hauled away scores of people in the past few years to prisons in Irbil and, farther north, in Aqrah.

"When they return," one politician said, "they have to keep their mouth shut."

Qaraqosh is consumed in a claustrophobic conflict over space and borders, a grinding attempt to lay claim -- politically, psychologically and socially -- to everything from the authority of the police to the rebuilding of a church.

The native language of the deputy police chief is Kurdish. So is his loyalty, critics say. His boss speaks Arabic. Members of the city council pledge loyalty to Gov. Nujai's Arab-

dominated government in Mosul, which provides Qaraqosh meager water and electricity. More generous is the money that has poured in from a benefactor, Sarkis Aghajan, a wealthy Christian who once served as Kurdish finance minister. Credited to him are buses for students, renovations of orphanages and monasteries, and even generators for electricity. Officials say he is behind the militia, too, which numbers 1,200 fighters in Qaraqosh and two other Christian towns.

"We have an order from the state," said Ghadeer Salem, one of the commanders.

Baghdad? he was asked.

"No," he replied. "Kurdistan."



International Relations and Security Network (ISN) – 31 July 2009

Iraqi Kurd Poll, Signs of Maturity

While there were no real surprises in elections in Iraq's Kurdish regions, with the incumbent president re-elected along with an alliance of two largest parties, a strong showing by the opposition signals a new maturity, Ustina Markus writes for ISN Security Watch.

By Ustina Markus in Erbil for ISN Security Watch

IRAQI KURDS turned out to vote in large numbers on 25 July in the three Kurdish provinces governed by the Kurdish Regional Government (KRG) - Dohuk, Sulaymaniyah and Erbil. Some 78.5 percent out of the 2.5 million voters in the KRG cast their ballots in the second parliamentary election since the 2003 US-led invasion of Iraq, and it was the first time the KRG president was subject to a popular vote.

As expected, preliminary results showed that President Massoud Barzani won the presidential race by a wide-margin against four contenders with 69.57 percent of the vote. His closest challenger - Kamal Miraudly, a professor from the UK - won 25.32 percent of the votes.

Out of 24 parties competing for parliamentary representation in the 111-member legislature, the ruling coalition of the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), running as the Kurdistan List, won the majority of seats in the parliament with 57.35 percent of the vote.

This led to rioting between opposition supporters and government security forces, leaving one dead and a dozen injured when early results were announced on 26 July in Erbil.

Despite the charges of election irregularities there was little doubt that the incumbent president and governing political coalition would win at the polls. The real upset was that the total number of KDP/PUK deputies reportedly fell from 78 and will be somewhere between 55 and 60.

Most of the lost seats went to supporters of the opposition set up by PUK dissident Nawshirwan Mustafa - a former member of the PUK - with his Change List gaining 23.75 percent of the Parliament's seats. While that still left Barzani and the KDP/PUK coalition in control, it underscored the rumblings that have been increasingly voiced against the leading parties that have controlled Iraq's Kurdish regions since 1991 and the leading political parties for the past 30 years.

Personal politics

Traditionally, the main issues confronting the Kurdish regions in Iraq since the 2003 US-led invasion have been their status vis-à-vis Baghdad; the territorial status of disputed regions such as Kirkuk, which are regarded as integral Kurdish lands and artificially separated from the Kurdish regions by Saddam Hussein's policies of deporting Kurds and bringing in Arabs; and the issue of resource-sharing - particularly in regard to energy resources - between the KRG and Baghdad.

Lana Gilly, daughter of one of the KDP founders, told ISN Security Watch that in reality, all of the Kurdish parties shared similar positions in regard to those three issues. None of the presidential candidates or 24 parties running for Parliament were calling for independence.

Deep in their heart-of-hearts, there are many Kurds who feel they deserve their own

country, yet the reality of having all of the countries in the region that host a Kurdish population - Iraq, Iran, Turkey and Syria - vehemently hostile to the creation of a Kurdish homeland, and having no support from the international community for creating such a state has muted calls for independence from all of the parties. Instead, they all seek accommodation with Baghdad that would give the KRG maximum autonomy.

On the issue of the disputed territories stretching from the Syrian border to Iraq's boundary with Iran, all parties have repeatedly stated those lands are historically Kurdish and were ethnically cleansed by Hussein and had their populations forcibly altered to dilute the Kurdish majority. In reality, many of those regions are under the control of the Kurdish security forces and militia, or peshmerga, and Baghdad does not have de facto control over them. Nonetheless, de jure they remain a part of Iraq's Arab regions and their status remains in limbo as both Erbil and Baghdad have their respective forces there and are loathe to make concessions.

As for control over the region's resources and profit sharing with Baghdad, one problem for all is that Baghdad has still not passed its energy law, and although the KRG has been busily signing contracts with foreign investors, that issue still has to be decided in Baghdad before negotiations can be seriously undertaken with the regions.

According to Gilly, all of the main political parties and politicians share common platforms on all of the issues above. The main difference that separates the smaller parties from the KDP/PUK is simply that they are anti-Barzani and anti-KDP/PUK.

Important alliances

Despite charges that the KDP/PUK alliance was setting up obstacles towards the opposition's campaign efforts, in reality, posters of the candidates and political parties were readily visible in the region.

Not surprisingly, Barzani figured most prominently, often seen next to Iraqi President Jafar Talabani, who is a Kurd himself and leads the PUK. As Barzani leads the KDP, the two symbolize the unity of the alliance between the two parties that had formerly been rivals and even engaged in a civil war that saw a short period of relatively fierce fighting between their guerrilla armies in 1996. Now they are best of friends, and in juxtaposition they represented a force that would work for the Kurds both in Erbil and Baghdad.

While the KDP/PUK alliance put on a strong display of unity, there were divisions within their ranks, including the defection of Mustafa from the PUK that led him to form his own opposition party and put forward the Change List in the elections.

KDP/PUK supporters dismissed his defection as disgruntlement over not being chosen to head the PUK. Yet his platform criticizing the lack of services, corruption, nepotism and clannishness, or *wasta*, within the ruling circles struck a chord with a good number of Kurds. This is particularly true among youth, who feel they are barred from getting ahead in business or government under the Barzani regime because of the favoritism showed toward his former peshmerga colleagues and fighters, which works to exclude those who were too young to be peshmerga in the 1980s and 1990s, and are not members of the leading politicians' families.

Although no one expected the Change List to win a majority, a sizeable number flocked to support the party to demonstrate their frustration with the regime.

Barzani and the KDP/PUK had already been working to defuse some of the discontentment over the poor provision of social services for some time by striving to bring

electricity to more homes. They also blamed Baghdad for the lack of funds to be completely successful in the endeavor by not giving the KRG its fully deserved share of oil revenues.

As for the smaller forces, the two Islamic parties lost some support by allying with two communist parties. Although they had been moderate Islamic parties, the alliance was seen as a sellout by some supporters who wondered why religious parties were tying themselves to atheist parties and felt betrayed by the political deal. As a result, they made a poor showing at the polls, garnering just 1.45 percent of the vote. Their support is considered to have benefited Mustafa's Change List.

Signs of democracy

With Barzani still in control and the KDP/PUK the dominant political players since the 1970s, when the parties were formed, there is little real change on the surface.

That said, the fact the elections took place with opposition candidates campaigning and being able to win votes and steal parliamentary seats from the ruling coalition shows that the region had gone through a democratic exercise at the expense of the incumbents - a sign that democratic forces were able to function and citizens' were able to make their voices heard.

Some of the opposition's criticism of *wasta* and corruption also must be viewed from a regional context. Overall, the KRG operates in a relatively conservative society where clan and family are the vehicles for commercial and social success, and patronage is the norm, so that loyalty is valued over competency. Changing a society's values from client-patron relationships to a merit-based system is a long-term project and one that would be difficult to implement quickly in the KRG since the whole current system is based on personal loyalties and patronage by the ruling elite.

The former commander of the British forces in Iraq, General Robin Brims, told ISN

Security Watch that he estimated over 70 percent of the population in the KRG received their salaries or pensions from the KRG government. The government's identity is strongly associated with Barzani - to the extent that those receiving income from the KRG often feel personally indebted to Barzani and were, as such, bound to confer their votes on their perceived patron.

In contrast, those who feel left out or disenfranchised by the system are inclined to oppose the incumbent. Tolga Turker, a professor of politics at KIMEP in Kazakhstan, who has studied the Kurds extensively, told ISN Security Watch that the election demonstrated the limits of the Barzani government's popularity and could be used to hold the government accountable to the citizenry now that there is a viable opposition in the parliament.

It is uncertain whether the Change List opposition will be able to enforce some change despite their impressive showing, but the fact that a genuine multi-party election was held and opposition candidates were able to make gains is a positive sign. Also positive is the fact that the electoral issues were not simply a Kurdish nationalist platform, but grievances with the incumbent government.

This all points to a maturing of Kurdish politics in which politicians will be held accountable for their policies in the region. It also indicates that Erbil's relationship with Baghdad is being resolved and is no longer the critical issue for Kurds.

Dr Ustina Markus is the Chair of Political Science and Head of Undergraduate Studies at the University of Kurdistan-Hawler in Erbil, Iraq, where she is doing research on the oil industry and low intensity conflicts.

Gates Seeks to Ease Kurd - Arab Tensions In Iraq

REUTERS

ARBIL, Iraq - July 29, 2009 - (Reuters) ,By Jim Wolf

U.S. DEFENCE Secretary Robert Gates on Wednesday urged Iraq's ethnic Kurds and majority Arabs to resolve their entrenched dispute over oil and land before a scheduled American troop withdrawal by 2012.

U.S. troops have helped defuse several standoffs between the Kurdish Peshmerga soldiers and Iraqi forces over the last year, one facet of the row pitting semi-autonomous Kurdistan region against Arab leaders in Baghdad.

Gates told Kurdish President Masoud Barzani that Washington was prepared to provide "whatever assistance we can to help resolve these disputes in a peaceful manner," Pentagon press secretary Geoff Morrell told reporters on board a U.S. plane.

At the heart of the feud with the Baghdad government is control over the oil-producing region of Kirkuk, which Kurds consider their ancestral homeland and want to make part of their semi-autonomous Kurdish enclave. The city's Arabs and Turkmen fear Kurdish hegemony.

The dispute has intensified, leading to fears of violence. Some fear Iraq's waning insurgency might style itself as an Arab bulwark against Kurdish encroachment.

Gates was on the second day of a previously unannounced visit to Iraq, and on Tuesday met Iraqi Prime Minister Nuri al-Maliki. Morrell said Gates had delivered to Maliki the same message he relayed to former guerrilla leader Barzani.

"He reminded his hosts that we have all sacrificed too much in blood and treasure to see the gains of the last two years lost to political differences," Morrell said.

QUICKER WITHDRAWAL?

Accompanying Gates in Arbil was General Ray Odierno, the top U.S. commander in Iraq, who on Tuesday called the dispute the "number one driver of instabilities" in the country.

"I think he's (Gates) optimistic that there can be follow-through on these issues sooner rather than later. The clock is ticking on our presence in Iraq," Morrell said.

There are some 130,000 U.S. troops in Iraq, and combat troops are due



to withdraw by the end of August next year, part of a plan for a complete pullout by the end of 2011.

U.S. combat troops withdrew from Iraqi city and town centres on June 30, and on Tuesday Gates praised Iraqi security forces' leading role since then. He said current security in Iraq could allow for a quicker U.S. departure.

"I think there's at least some chance of a modest acceleration," Gates told reporters.

The number of U.S. combat brigades in Iraq had been scheduled to go down to 12 from the current 14 by January, when Iraq goes to the polls in its first national elections since 2005, but Gates said the number could fall to 11 instead.

His visit comes as Iraqi officials prepare to announce the results of week-end presidential and parliamentary polls in Kurdistan which, despite an unprecedented challenge from opposition groups, are seen as unlikely to unseat Barzani from the presidency and shatter his allies' grip on power.

There is some hope that Iraqi and Kurdish officials may be more ready to make concessions now that Kurdish electioneering, characterised by fiery rhetoric about disputed areas, is over.

Potential Iraqi purchases of U.S. weaponry was also an important point in Gates' visit, his 10th to Iraq as defence secretary, as Iraqi forces take the lead for security.

Herald INTERNATIONAL Tribune
JULY 30, 2009

Iraqi forces raid camp of Iranian exiles

BAGHDAD

BY TIMOTHY WILLIAMS
AND ELISABETH BUMILLER

Iraqi security forces and Iranian exiles clashed for a second day in Diyala Province on Wednesday, after the Iraqi military made a surprise raid on the exiles' camp, which had been under American protection since 2003.

American military officials in Iraq said they had not been forewarned of the raid, which came as Defense Secretary Robert M. Gates was visiting Iraq and signaling a possible faster pace in the withdrawal of U.S. forces. There is a permanent American military presence in the Diyala area in the form of a military police platoon, acting as observers and reporting directly to the U.S. commander in Iraq, Gen. Raymond T. Odierno, an American military official said.

Residents of the camp said the Iraqi troops opened fire and used batons to beat people, and on Wednesday said that seven people had been killed, The Associated Press reported. The Iraqi government confirmed that the authorities had moved into the camp but denied using violence, The A.P. said.

The site, Camp Ashraf, lies on a hot, flat plain about 100 kilometers, or 60 miles, north of Baghdad and 100 kilometers west of the Iranian border. It is home to about 3,000 members of the Iranian opposition group People's Mujahedeen, exiles committed to the overthrow of the Islamic revolutionary

government in Tehran who had been welcomed by Saddam Hussein in his war against Iran in the 1980s.

The current Iraqi government has closer relations with the Iranian government and announced in December that it would shut the camp and evict its residents as Iraqi forces took control of the area from the United States.

Access to the camp is tightly controlled, and independent confirmation of the accounts from the camp could not immediately be verified.

Mr. Gates said on Wednesday that as many as 5,000 U.S. troops could come home from Iraq earlier than the Pentagon had planned because violence levels in the country were generally down and Iraqi security forces were doing well on their own.

Under the existing plan, two brigades, or about 10,000 troops, are to be withdrawn from Iraq by the close of 2009. Mr. Gates said it was now possible that an

additional brigade, or 5,000 troops, would come home by the end of this year.

Mr. Gates offered the assessment after meetings and dinner in Baghdad on Tuesday with General Odierno. The defense secretary made his comments to reporters at Incirlik Air Base in Turkey while en route from Iraq to Washington.

Asked whether he saw anything in Iraq that gave him reason to think there could be a slowdown or acceleration in the planned troop withdrawal, Mr. Gates replied, "I don't think there's anything in the cards for a slowdown." Then he

added, "I think there's at least some chance of a modest acceleration because of the way General Odierno sees things going. But that remains to be seen."

Mr. Gates cautioned that it was still early and that an accelerated troop drawdown "may or may not" occur. "I don't want to put the general into a corner," he said. Nonetheless, Mr. Gates said, General Odierno is "looking at all the possibilities and he's very encouraged."

About 130,000 U.S. troops are in Iraq. The current plan calls for a modest drawdown by the end of this year so that there are still large numbers of American troops in place to help keep stability for Iraqi elections in January 2010. From March through August 2010, the plan calls for a steep drawdown of about 80,000 troops, so that by the end of next summer there remains a "residual force" of 30,000 to 50,000 troops. Under an agreement with the Iraqi government, all U.S. forces have to be out of Iraq by the end of 2011.

Mr. Gates's comments in Turkey echoed those he and General Odierno made in Iraq on Tuesday, when both said that Iraqi security forces and American troops were, on balance, working well together since most U.S. combat forces withdrew from Iraqi cities on June 30, a deadline set by the Iraqi

government. In the ensuing weeks, American commanders have said that for the most part, their troops have moved into a subordinate role, with Iraqi forces generally in the lead.

Although both Mr. Gates and General Odierno acknowledged tensions as both sides adjust, Mr. Gates said that the transition was going "better than expected."

Mr. Gates arrived in Turkey from Erbil, Iraq, where he met with Massoud Barzani, the president of the semi-autonomous region of Kurdistan. In the hourlong meeting, Mr. Gates offered American assistance to Mr. Barzani to try to solve the Kurds' intensifying dispute with the central government in Baghdad, which American military commanders consider the biggest threat to Iraq's fragile new unity.

Elisabeth Bumiller reported from Incirlik Air Base in Turkey.



POOL PHOTO BY JIM WATTS

Defense Secretary Robert Gates with Gen. Raymond Odierno, the U.S. commander in Iraq, in Baghdad on Wednesday. Iraqi troops made a surprise raid on an Iranian exile camp that had been under American protection since 2003. Seven Iranians were reported killed.

LE FIGARO 30 juillet 2009

Les Iraniens osent contester la suprématie de leur guide

MOYEN-ORIENT
Traditionnellement épargné, l'ayatollah Ali Khamenei se retrouve sous un déluge de critiques. Ce défi inédit lancé au numéro un du régime reflète la crise de légitimité du système provoquée par la victoire contestée d'Ahmadinejad, qu'il a ouvertement soutenu.

LE MESSAGE se lit entre les lignes. Mais il est sans concession. Dans les pages du journal *Aftab*, le « guide de la révolution islamique »

n'est plus « suprême ». Cela fait presque deux semaines, déjà, que le quotidien réformiste écorche discrètement le titre d'Ali Khamenei, numéro un du régime, en omettant volontairement d'ajouter cet adjectif sacré – et obligatoire. Si l'affront est passible de sévères représailles, le mur de la peur est tombé. « Khamenei se pensait intouchable. Depuis le début de la crise postélectorale, sa légitimité n'a jamais été autant contestée », relève un journaliste iranien.

L'élection du 12 juin dernier a changé la donne. En soutenant explicitement Mahmoud Ahmadi-

nejad, dont l'élection reste vivement contestée, Ali Khamenei a perdu son traditionnel statut d'arbitre. « Pendant vingt ans, il a cultivé une image de guide magnanime, qui reste au-dessus des querelles politiques. Cette fois-ci, il a choisi ouvertement son clan », analyse Karim Sadjadpour, spécialiste de l'Iran à la Fondation Carnegie Endowment for International Peace.

Quand il hérite du pouvoir suprême, à la mort de l'imam Khomeyni, père de la révolution islamique, en 1989, Ali Khamenei ne dispose ni du charisme, ni du prestige de son prédécesseur. Simple *hodjatoleslam* (clerc de rang intermédiaire dans la hiérarchie religieuse), il est précipitamment promu ayatollah – un titre indispensable à sa nomination – avant d'accéder au poste le plus puissant du pays. Selon la Constitution en vigueur, ses pouvoirs sont quasi illimités. Il contrôle les principaux leviers de l'État, la justice, l'armée, les gardiens de la révolution. C'est lui, aussi, qui nomme directement le chef de la radiotélévision. Mais il doit également composer avec des personnalités élues par le peuple : les députés du Parlement, le président de la République, et à partir de 1999, les représentants des conseils municipaux. Au fil des années, ces derniers ouvrent le débat à des thèmes pro-démocratiques.

Équilibre rompu

Pour compenser son manque d'autorité dans l'establishment politico-religieux, Khamenei se cherche des appuis de taille. Retranché dans la très opaque « Beit-e Rahbari » (« La Maison du guide »), il s'entoure d'une armée de conseillers, dont son fils, qui l'encouragent à combattre le fléau de ce qu'ils décrivent comme une « invasion culturelle occidentale ». Objectif : étouffer le mouvement des réformes, amorcé en 1997 par Mohammad Khatami, tout en entretenant une certaine neutralité apparente.

D'après Karim Sadjadpour, cinq facteurs lui permettent alors de renforcer discrètement son pouvoir : un vaste réseau de commissaires dans tout le pays, un Parlement conservateur faible, la montée en puissance des gardiens de la révolution en politique mais aussi dans l'économie, le désengagement de la jeunesse iranienne déçue par l'absence de réformes, et

enfin l'élection d'Ahmadinejad, en 2005, qui a permis de marginaliser un de ses principaux détracteurs, l'ayatollah Rafsandjani, un conservateur pragmatique, enclin à une certaine ouverture. Au dernier scrutin, il finit par trancher ouvertement en faveur de son protégé, comparant sa réélection à une « fête ». « Le guide était le point d'équilibre de la lutte entre les factions politiques iraniennes, le garant implicite de la règle du statu quo qui protégeait le système du déséquilibre en faveur de l'une ou l'autre de ces factions. Cette fois, il a pris parti, il a entériné la suprématie des gardiens de la révolution, se réjouissant de la victoire d'Ahmadinejad, couvrant la fraude », remarque Frédéric Tellier, analyste principal pour l'Iran au sein du think-tank International Crisis Group.

Cette prise de position signale une volonté de reprise en main. Mais elle l'expose, du coup, aux critiques les plus féroces. « Ahmadinejad commet des crimes ! Khamenei le soutient ! » dit l'un des nombreux slogans en vogue dans les manifestations, et qui fait référence à la violente répression contre les protestataires. Les plus audacieux osent même hurler « Mort à Khamenei ! »

– une insulte passible de la peine capitale. Le tollé provoqué par son appui aveugle à Ahmadinejad est tel que le clergé multiplie les mises en garde contre la chute du système. L'ayatollah Rafsandjani parle de « crise de confiance du régime ». Mohammad Khatami, lui, appelle « à un référendum » pour apaiser les tensions. Signe encore plus embarrassant pour Khamenei, un seul des dignitaires religieux les plus influents de la ville sainte de Qom s'est contenté de complimenter Ahmadinejad pour sa réélection. Ces derniers jours, la presse locale évoquait même le projet de certains grands ayatollahs influents de s'exiler à Nadjaf, l'autre « Vatican » du chiisme, dans l'Irak voisin, en signe de contestation...

Nécessaires concessions

Ces fissures sans précédent depuis la révolution de 1979 sont pourtant loin de sonner le glas de la République islamique. « Ahmadinejad et plus largement le réseau des Pasdaran lui offrent les meilleures garanties pour l'avenir de la République islamique, garanties de fidélité aux principes fondateurs de la République islamique et à la ligne de l'imam Khomeyni », note Frédéric Tellier. « Notre peuple défendra son guide jusqu'à la dernière goutte de sang », déclarait, vendredi dernier,



Une expatriée iranienne brandit des caricatures de l'ayatollah Khamenei et de Mahmoud Ahmadinejad, lors d'une manifestation organisée à Berlin, le 21 juin dernier. Sean Gallup/Getty Images/AFP

l'ayatollah conservateur Ahmad Khatami, lors de la grande prière, en disant vouloir dénoncer les « complots » visant à affaiblir le guide.

Cependant, Khamenei devra, pour survivre, composer avec plusieurs obstacles, y compris dans son propre clan. À commencer par les

caprices d'Ahmadinejad. La semaine dernière, il aura fallu qu'il publie sur son site Internet la copie d'une lettre manuscrite adressée au président trouble-fête pour finalement imposer son veto à la nomination d'Esfandiari Rahim Mashaie comme vice-président. La crise de légiti-

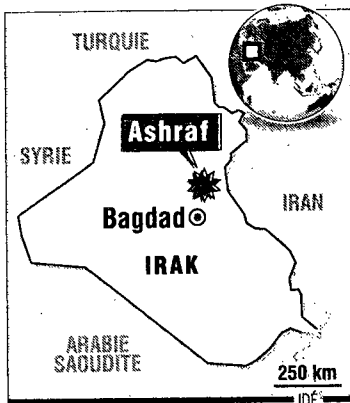
mité du système, provoquée par les manifestations postélectorales, risque aussi de forcer le numéro un du régime à faire des concessions à l'opposition iranienne. Avant-hier, il a ainsi donné l'ordre de fermer le centre de détention de Kahrizak, où de nombreux opposants ont été

incarcérés et maltraités. « Aujourd'hui, le guide doit jouer l'apaisement face à une crise dont il n'a pas anticipé l'intensité et l'ampleur », constate Frédéric Tellier.

THIERRY OBERLÉ

LE FIGARO 30 juillet 2009

L'armée irakienne affronte les Moudjahidins du peuple installés sur son sol



Les forces de sécurité veulent prendre le contrôle d'un camp occupé par ces opposants au régime iranien, qui accusent Téhéran d'être derrière la manœuvre.



Des Moudjahidins sont transportés à l'hôpital après avoir été blessés lors d'affrontements avec les forces irakiennes, hier, à Ashraf. Hol/Reuters

LES FORCES de sécurité irakiennes ont du mal à venir à bout des « Moudjahidins » d'Ashraf. Hier, au deuxième jour d'affrontements qui ont fait plusieurs centaines de blessés, la police ne contrôlait que 75 % de ce camp, situé à une centaine de kilomètres au nord-est de Bagdad, où sont retranchés plus de 3 000 opposants au régime iranien, que le gouvernement irakien a décidé de mettre au pas, au nom de sa souveraineté retrouvée.

Tout a commencé avant-hier lorsque 800 soldats irakiens ont voulu installer un poste de police à Ashraf afin de « savoir ce qui s'y passe ». Mais, face à la forte résistance de ses habitants, les soldats n'ont eu d'autre choix que de faire appel aux forces antiémeutes de la police. Selon cette dernière, 300 opposants iraniens, dont 25 femmes, ont été blessés et une centaine d'autres arrêtés. De leur côté, les Moudjahidins annoncent avoir perdu sept de leurs membres dans la répression.

Hier, malgré l'annonce d'un retrait partiel, les forces antié-

meutes de la police étaient toujours déployées à Ashraf, où les affrontements ont repris lorsqu'elles ont voulu hisser le drapeau irakien sur ce camp, offert par Saddam Hussein aux opposants des mollahs dans les années 1980.

Après la chute de la dictature baasiste, en avril 2003, les Moudjahidins ont été désarmés par les Américains, qui, en échange, avaient promis de les protéger. En mai dernier, en vertu de l'accord de sécurité américano-irakien signé fin 2008, Bagdad a pris le contrôle du camp, qu'il souhaite, à terme, fermer. Le général Raymond Odierno, qui commande les forces américaines en Irak, s'est dit surpris par l'assaut contre Ashraf. « Nous ne savions pas que les Irakiens allaient faire cela », a-t-il confié à des journalistes. Mais Bagdad justifie cette démonstration de force par la volonté d'imposer sa loi sur l'ensemble du pays, quelques semaines après le

premier retrait militaire américain des villes irakiennes. « C'est notre territoire, les Moudjahidins doivent se soumettre à notre souveraineté », a affirmé un porte-parole du ministère de la Défense.

Personne n'en veut

Pour les Moudjahidins du peuple, c'est au contraire pour faire plaisir à son allié iranien que le gouvernement à majorité chiite de Bagdad a recouru à la force. « Il y a une similitude entre la répression récente en Iran et la violence utilisée contre nous à Ashraf », réagit Afchine Alavi, un des porte-parole de l'OMP, depuis son siège d'Auvers-sur-Oise en banlieue parisienne. « Ce sont les deux faces d'une même réalité », ajoute-t-il. « D'ailleurs, des Moudjahidins ont entendu parler le persan parmi les forces de l'ordre irakiennes. L'Iran a peur des Moudjahidins ». Si, depuis 2003, la plupart des opposants iraniens d'Ashraf tuent le temps comme ils le peuvent, certains, toutefois, ont pu être recru-

tés par des services de renseignements arabes ou occidentaux pour des actions en Iran, voisin seulement de 80 km.

« Nous attendons des États-Unis et de l'Europe qu'ils sortent de leur silence face à cette répression », poursuit Afchine Alavi. Même si Washington considère l'OMP comme une organisation terroriste, l'Administration américaine a reçu des assurances du gouvernement irakien que les opposants d'Ashraf seraient « traités humainement et qu'ils ne seraient pas remis à l'Iran » à la fermeture du camp. Problème : où alors les transférer ? Personne n'en veut. Ces dernières années, plusieurs pays arabes ou occidentaux – dont la France – ont été sollicités pour en accueillir. Mais sans succès.

GEORGES MALBRUNOT

L'éditorial de **Pierre Rousselin**

LE FIGARO

lundi 27 juillet 2009

Le Kurdistan, un test pour l'Irak



La stabilité de l'Irak, pendant et après le retrait des troupes américaines, va beaucoup dépendre de l'évolution du Kurdistan. Les élections générales, qui se sont tenues samedi dans la région autonome, n'ont rien réglé du différend pétrolier et territorial avec Bagdad. Les Kurdes revendiquent, en effet, la zone de Kirkouk, riche en hydrocarbures, que Saddam Hussein avait arabisée

Kirkouk, bombe à retardement kurde en Irak

MOYEN-ORIENT

Le retrait américain des villes irakiennes relance les revendications des Arabes et des Kurdes sur cette ville multiconfessionnelle, riche en pétrole.

ALORS que les Kurdes ont massivement participé samedi aux élections législatives et présidentielles dans leur région autonome du nord de l'Irak, le sort de Kirkouk, à la lisière du Kurdistan, constitue « l'un des problèmes les plus dangereux » pour le pays, vient encore de rappeler le premier ministre, Nouri al-Maliki. Ces dernières semaines, à l'approche de ces élections qui ne devraient pas changer la donne au Kurdistan, la tension est encore montée d'un cran entre les Kurdes et le gouvernement central à Bagdad.

Massoud Barzani, qui devrait être réélu président du Kurdistan, fait du rattachement de la province pétrolière de Kirkouk à la région kurde une question de principe « constitutionnel », dont al-Maliki ne veut pas entendre parler. Barzani s'appuie sur l'article 140 de la

Constitution irakienne, qui prévoit l'organisation d'un référendum pour décider du sort de cette province, qui recèle les deuxièmes plus grandes réserves pétrolières du pays, derrière le sud. Appuyées par Bagdad, les autres communautés locales – sunnites, chiïtes et Turcomans – s'opposent à ce scrutin.

Depuis 2003, les Kurdes ont en effet réinstallé nombre de leurs partisans à Kirkouk, parvenant ainsi à renverser en leur faveur l'équilibre démographique de cette ville, où Saddam Hussein menait une politique d'arabisation forcée.

Résultat des faits accomplis sur le terrain, les incidents se multiplient entre les miliciens kurdes (les pechmergas) et l'armée irakienne, tandis que sur le plan politique, les deux camps usent d'une



et rattachée à la partie sunnite du pays. Il y a là les ferments d'un conflit qui pourrait dégénérer avec le départ des troupes américaines. Le premier ministre irakien, Nouri al-Maliki, en visite la semaine dernière à Washington, a estimé que la question kurde était « l'un des problèmes les plus dangereux » pour son pays. Les Kurdes, de leur côté, redoutent qu'en l'absence des États-Unis Bagdad ne soit tenté d'imposer par la force son emprise sur le Kurdistan, comme ce fut le cas sous Saddam Hussein. Le 30 juin, les GI ont cessé de conduire des patrouilles dans les villes irakiennes. D'ici au mois d'août prochain, les opérations de combat menées par les troupes américaines, qui comptent encore 130 000 soldats, doivent se terminer. Le retrait doit se conclure avant la fin 2011. Tout cela va aller très vite, Barack Obama comptant beaucoup sur le désengagement pour porter son effort militaire sur l'Afghanistan. Le gouvernement et l'armée irakienne pourront-ils garantir seuls la sécurité sur l'ensemble du territoire, une fois que les troupes étrangères seront parties? Des doutes commencent à se faire entendre. À Washington, Maliki a évoqué le maintien éventuel d'une présence militaire américaine en Irak après 2011.

La question kurde, avec le risque qu'elle comporte de déstabilisation du nord de l'Irak, constitue la principale menace pour l'intégrité nationale irakienne. Dans leur région, les Kurdes bénéficient depuis longtemps d'une large autonomie, avec bien des attributs d'une souveraineté étatique. Les peshmergas forment une milice de 80 000 hommes qui contrôle le territoire et ses frontières. L'économie s'est développée, à l'abri de l'insurrection sunnite et des conflits dans les provinces chiïtes. Le référendum sur le statut de Kirkouk, qui, selon la Constitution irakienne, devait avoir lieu en 2007, a été repoussé plusieurs fois pour ne pas déclencher une guerre civile entre Kurdes et Arabes. Du coup, le Parlement régional a adopté, le mois dernier, un texte revendiquant unilatéralement la zone disputée et les richesses naturelles qu'elle renferme. Si le pouvoir central juge utile d'imposer son autorité, si Maliki éprouve le besoin de rallier les sunnites et les chiïtes derrière lui en se montrant intransigent à l'égard des Kurdes, dans la perspective des élections parlementaires de janvier 2010, le décor est planté pour une confrontation. Il faut espérer que ce ne sera pas le cas et que le retrait américain pourra se dérouler comme prévu.

rhétorique incendiaire, contribuant à envenimer la situation. « Kirkouk est kurde comme Erbil, Souleimanieh ou Dohouk », martèle Massoud Barzani, qui refuse tout compromis. Décidé à ne pas lâcher d'un pouce, le Parlement autonome

kurde a voté le 24 juin une Constitution, qui prévoit d'intégrer au Kurdistan, non seulement Kirkouk, mais aussi les quinze autres « territoires disputés » avec Bagdad.

Une attaque frontale

Mais le gouvernement central n'entend pas laisser les Kurdes

dérivé vers la sécession. Invoquant la lutte contre le terrorisme et la défense des infrastructures pétrolières, il envoya dès juillet 2008 des milliers de soldats à Kirkouk, où les pechmergas ont pris position, grâce au feu vert américain, depuis le renversement de Saddam Hussein.

Sur place, les Kurdes ont alors vécu comme une véritable attaque frontale la nomination du général, Abdel Amir al-Zaydi, ancien officier baasiste de Saddam Hussein, à la tête de la 12^e division déployée dans la ville.

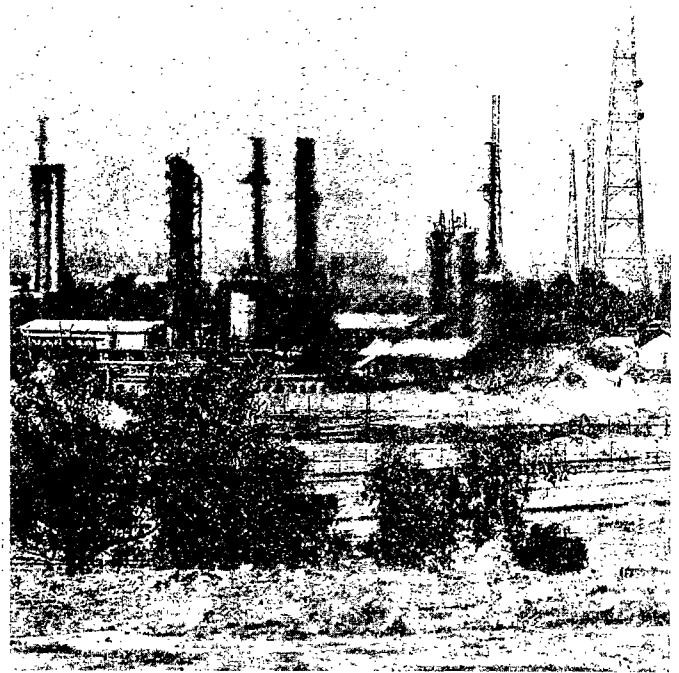
Un statut spécial selon l'ONU

Côté arabe, la colère gronde également. Les sunnites et certains chiites accusent les Kurdes de préparer leur indépendance, tandis que la minorité turcomane veut créer des milices armées, pour, officiellement, se défendre face aux fréquents attentats qui la frappent. « *Le face-à-face tendu pourrait déclencher par inadvertance*

un conflit plus large en l'absence de communication rapide, précise et d'une direction politique forte », avertit le groupe de réflexion International Crisis Group (ICG) dans un récent rapport.

Grâce aux richesses du pétrole, les Kurdes pensent détenir le levier pour financer leur autonomie vis-à-vis de Bagdad. « *Mais le gouvernement kurde surestime ses capacités en la matière*, analyse Joost Hilberman, expert à l'ICG. *Si les pechmergas contrôlent le puits de Kourmala et ses 35 000 barils/jour, l'armée irakienne elle tient les deux plus importants puits de Kirkouk.* » Les États-Unis et l'ONU sont inquiets des risques de dérapage dans la région. Appuyée par Washington, la mission des Nations unies en Irak travaille depuis des mois sur une solution médiane, prévoyant un statut spécial pour Kirkouk, qui aurait des liens institutionnels à la fois avec les pouvoirs central et régional kurde.

GEORGES MALBRUNOT



Les installations pétrolières et la raffinerie de la Northern Oil Company à Kirkouk, propriété de l'État irakien. Julien Goldstein/Myop



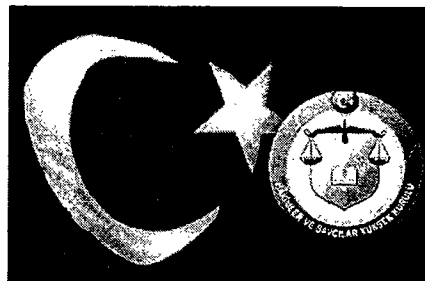
28 JUILLET 2009

TURQUIE: Les militaires et la haute magistrature contre la démocratie

Le Conseil supérieur des juges et des procureurs a tenté de bloquer des procès intentés à des militaires, entravant l'action de la justice. C'est là le signe d'un profond malaise vis-à-vis de l'établissement d'un véritable Etat de droit en Turquie, estime l'éditorialiste de Milliyet Hasan Cemal.

Milliyet

Ce qui s'est passé ces deux dernières semaines avec le Conseil supérieur des juges et des procureurs montre combien le "changement" et le combat pour une véritable démocratie reste un processus difficile dans ce pays. [Le Conseil supérieur des juges et des procureurs (HSYK) a essayé d'organiser les nominations et les mouvements de carrière dans la justice turque de façon à ce que les juges et les procureurs du fameux procès Ergenekon soient dessaisis de l'affaire]. Néanmoins, on peut affirmer que la Turquie se trouve de ce point de vue dans une position plus avantageuse aujourd'hui qu'hier. En effet, ceux qui de nos jours défendent la primauté de la démocratie et du droit ne se sentent plus aussi seuls. Les revendications allant dans ce sens



se font entendre de plus en plus fort, et ceux qui auparavant étaient chargés de les faire taire sont de moins en moins efficaces, tout simplement parce que ceux qui portent haut le drapeau de la démocratie sont de plus en plus nombreux.

Le procès Ergenekon, qui est entré il y a peu dans sa deuxième phase, constitue ainsi une étape très importante dans l'histoire du droit et de la démocratie dans notre pays. En effet, c'est la première fois que des généraux à la retraite et des officiers doivent s'expliquer devant la justice. Celle-ci peut désormais s'occuper des documents établissant des "projets de putsch" et qui attestent de l'implication entre 2003 et 2004 de généraux placés à la tête de différents corps d'armée. Voilà précisément ce que ne veulent pas les partisans du statu quo, qui préféreraient que le régime politique turc continue de vivre à l'ombre des baïonnettes sous la menace d'un coup d'Etat.

C'est dans ce contexte qu'ils ont tenté de

muter les procureurs et juges actuellement chargés du procès Ergenekon. Ils tentent également d'empêcher qu'à Diyarbakir une cour de justice puisse faire toute la lumière sur des exécutions sommaires, dans un procès où l'avocat général a déjà réclamé neuf fois la perpétuité pour un commandant de gendarmerie, le colonel Cemal Temizöz, accusé d'avoir fait assassiner vingt personnes dans le Sud-Est du pays [à majorité kurde] entre 1993 et 1996. C'est le même scénario qu'avec le scandale de Susurluk [lieu d'un accident de voiture qui en 1996 avait révélé les liaisons dangereuses entre la pègre et l'appareil d'Etat]. Avez-vous déjà oublié que les révélations reprises dans le rapport commandité alors par le Premier ministre Mesut Yilmaz avaient été bien vite rangées au placard ? De même, le malheureux procureur de Van, Ferhat Sarikaya, qui enquêtait sur un autre scandale, celui de Semdinli [ville du Sud-Est kurde, où en 2005 des militaires déguisés en civils ont commis un attentat meurtrier dans le but de le faire attribuer au PKK] et qui avait osé citer le nom du chef d'état-major de l'époque, le général Büyükanit, avait ensuite été démis de ses fonctions et interdit d'exercer sa profession par... le Conseil supérieur des juges et des procureurs. N'oublions pas ces événements, car la mémoire est le seul moyen d'éviter que le procès Ergenekon ne subisse pas le même sort.